Treaty Series

Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations

VOLUME 2795

Recueil des Traités

Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies

United Nations • Nations Unies
Nouvel York, 2016
TABLE OF CONTENTS

I

Treaties and international agreements
registered in December 2011
Nos. 49155 to 49179

<table>
<thead>
<tr>
<th>No.</th>
<th>Description</th>
<th>Location/Date</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>49157</td>
<td>Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Government of the Republic of Cameroon on the mutual abolition of visas for holders of diplomatic, service and special passports. Yaoundé, 16 March 2010</td>
<td></td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>49158</td>
<td>Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Government of the Russian Federation on organizing mixed international transportation through railway-ferryboat via the ports of Samsun (Republic of Turkey) and Kavkaz (Russian Federation). Ankara, 12 May 2010</td>
<td></td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>49159</td>
<td>Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Eastern Republic of Uruguay concerning the gainful employment of family members of members of a diplomatic mission or consular post. Berlin, 18 October 2011</td>
<td></td>
<td>47</td>
</tr>
</tbody>
</table>
No. 49161. Germany and Uzbekistan:

No. 49162. Germany and Uzbekistan:

No. 49163. Austria and Switzerland:
Agreement between the Republic of Austria and the Swiss Confederation on the facilitation of ambulance and rescue flights. Vienna, 3 March 2011

No. 49164. Germany and Kenya:

No. 49165. Germany and Ecuador:

No. 49166. Germany and Albania:

No. 49167. World Health Organization and Montenegro:

No. 49168. World Health Organization and Russian Federation:

No. 49169. Federal Republic of Germany and Ecuador:
No. 49170. United Nations (United Nations Population Fund) and Albania:

No. 49171. United Nations and Iraq:

No. 49172. United Nations and Burundi:

No. 49173. United Nations and Kenya:

No. 49174. Germany and Mali:

No. 49175. Germany and Namibia:

No. 49176. Germany and Bulgaria:

No. 49177. Germany and Viet Nam:
Volume 2795, Table of Contents

No. 49178. United Nations and Saudi Arabia:

The Government of the Kingdom of Saudi Arabia Contribution Agreement to launch the United Nations Center for Counter-Terrorism (UNCCT). Nouvel York, 19 September 2011 .................................................................................................................. 251

No. 49179. Belarus and Venezuela (Bolivarian Republic of):

Treaty on mutual legal assistance in criminal matters between the Republic of Belarus and the Bolivarian Republic of Venezuela. Minsk, 16 October 2010 .............................. 267
TABLE DES MATIÈRES

I

Traités et accords internationaux
enregistrés en décembre 2011
N° 49155 à 49179

N° 49155. Allemagne et Commission des forêts d'Afrique centrale :

Accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Commission des forêts d'Afrique centrale 2008. Yaoundé, 21 décembre 2009 ................................................................. 3

N° 49156. Agence multilatérale de garantie des investissements et Éthiopie :

Accord sur la protection juridique des investissements étrangers garantis entre l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Washington, 21 avril 2011 ..................................... 5

N° 49157. Turquie et Cameroun :

Accord entre le Gouvernement de la République de Turquie et le Gouvernement de la République du Cameroun relatif à l'abolition réciproque des visas pour les déten- teurs de passeports diplomatiques, de passeports de service et de passeports spéciaux. Yaoundé, 16 mars 2010 ................................................................. 11

N° 49158. Turquie et Fédération de Russie :

Accord entre le Gouvernement de la République turque et le Gouvernement de la Fédération de Russie concernant l'organisation du transport international mixte chemin de fer-navire transbordeur par les ports de Samsun (République turque) et Kavkaz (Fédération de Russie). Ankara, 12 mai 2010 ............................................................. 25

N° 49159. Allemagne et Uruguay :

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay relatif à l'emploi rémunéré des membres de la famille des membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires. Berlin, 18 octobre 2011 ................................................................. 47

N° 49160. Allemagne et Ouzbékistan :

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération financière (pour les projets « Programme sectoriel pour l'économie laitière », « Programme sectoriel pour l'agriculture » et « Fonds d'études et d'experts »). Tachkent, 13 mai 1994 .......... 65
No 49161. Allemagne et Ouzbékistan :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération financière en 2002 – Réhabilitation du terminal de l'aéroport de Tachkent. Tachkent, 14 juillet 2003 ........................................... 67

No 49162. Allemagne et Ouzbékistan :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération financière en 2009-2010. Tachkent, 27 décembre 2010 ......................................................................................... 69

No 49163. Autriche et Suisse :
Convention entre la Confédération suisse et la République d'Autriche relative aux facilités accordées lors de vols d'ambulance de même que lors de vols de sauvetage. Vienne, 3 mars 2011 ........................................................................................................ 71

No 49164. Allemagne et Kenya :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Kenya relatif à l'établissement d'une délégation de l'industrie et du commerce allemands à Nairobi. Nairobi, 12 juillet 2011 ................. 87

No 49165. Allemagne et Équateur :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la République de l'Équateur relatif à la coopération technique et économique. Quito, 17 août 1962 . 105

No 49166. Allemagne et Albanie :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération financière en 2007. Tirana, 7 juillet 2010 ........................................................................................................ 125

No 49167. Organisation mondiale de la Santé et Monténégro :
Accord de base entre l'Organisation mondiale de la Santé et le Gouvernement du Monténégro concernant l'établissement de rapports de coopération technique de caractère consultatif. Genève, 14 février 2007 ................................................................. 127

No 49168. Organisation mondiale de la Santé et Fédération de Russie :
Accord de coopération entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et l'Organisation mondiale de la Santé. Genève, 18 janvier 2009 ................................................................. 137

No 49169. République fédérale d'Allemagne et Équateur :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de l'Équateur relatif à la coopération technique. Quito, 28 mars 1973 ........................................................................................................ 149

VIII
N° 49170. Organisation des Nations Unies (Fonds des Nations Unies pour la population) et Albanie :

N° 49171. Organisation des Nations Unies et Iraq :

N° 49172. Organisation des Nations Unies et Burundi :

N° 49173. Organisation des Nations Unies et Kenya :

N° 49174. Allemagne et Mali :
Accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Mali 2007. Bamako, 20 avril 2007…………………………………………………………………………………………………… 223

N° 49175. Allemagne et Namibie :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de Namibie relatif à la Coopération financière – Contributions financières 2011. Windhoek, 16 novembre 2011………………………………………. 225

N° 49176. Allemagne et Bulgarie :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la Coopération financière en 2006. Sofia, 7 juin 2010 ………………………………………………………………………………… 227

N° 49177. Allemagne et Viet Nam :
Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam relatif aux questions
juridiques concernant le terrain situé au n° 3-5 rue Le Van Huu à Ho Chi Minh-Ville. Hanoï, 11 octobre 2011 .......................................................... 229

N° 49178. Organisation des Nations Unies et Arabie saoudite :
Accord de contribution du Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite pour le lancement du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT). Nouvel York, 19 septembre 2011 .......................................................... 251

N° 49179. Bélarus et Venezuela (République bolivarienne du) :
Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République du Bélarus et la République bolivarienne du Venezuela. Minsk, 16 octobre 2010 .................................................. 267
NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations, every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII; https://treaties.un.org/doc/source/publications/practice/registration_and_publication.pdf).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that, so far as that party is concerned, the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its acceptance for registration of an instrument does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status, and does not confer upon a party a status which it would not otherwise have.

* * *

Disclaimer: All authentic texts in the present Series are published as submitted for registration by a party to the instrument. Unless otherwise indicated, the translations of these texts have been made by the Secretariat of the United Nations, for information.

NOTE DU SECRÉTARIAT


Les termes « traité » et « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir qu'en ce qui concerne cet État partie, l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que son acceptation pour enregistrement d'un instrument ne confère pas audit instrument la qualité de traité ou d'accord international si ce dernier ne l'a pas déjà, et qu'il ne confère pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

* * *

Déni de responsabilité : Tous les textes authentiques du présent Recueil sont publiés tels qu’ils ont été soumis pour enregistrement par l’une des parties à l’instrument. Sauf indication contraire, les traductions de ces textes ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, à titre d'information.
I

*Treaties and international agreements*

*registered in*

*December 2011*

*Nos. 49155 to 49179*

--------

*Traités et accords internationaux*

*enregistrés en*

*décembre 2011*

*N°s 49155 à 49179*
No. 49155

Germany
and
Central African Forests Commission


Entry into force: 21 December 2009 by signature, in accordance with article 5

Authentic texts: French and German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 15 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne
et
Commission des forêts d'Afrique centrale


Entrée en vigueur : 21 décembre 2009 par signature, conformément à l'article 5

Textes authentiques : français et allemand


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
No. 49156

Multilateral Investment Guarantee Agency and Ethiopia


Entry into force: 21 April 2011 by signature

Authentic text: English


Agence multilatérale de garantie des investissements et Éthiopie

Accord sur la protection juridique des investissements étrangers garantis entre l’Agence multilatérale de garantie des investissements et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d’Éthiopie. Washington, 21 avril 2011

Entrée en vigueur : 21 avril 2011 par signature

Texte authentique : anglais

Agreement

on

Legal Protection

for Guaranteed Foreign Investments

between

the Multilateral Investment Guarantee Agency

and

the Government of the Federal Democratic Republic of Ethiopia

His Excellency
Ato Sufian Ahmed
Minister of Finance and
Economic Development
P.O. Box 1905
Addis Ababa
Federal Democratic Republic of Ethiopia

Your Excellency:

I refer to the Convention Establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency, as amended effective November 14, 2010 (the “Convention”) signed by the Government of Ethiopia (the “Government”) on August 13, 1991, and to conversations that have taken place between representatives of the Multilateral Investment Guarantee Agency (the “Agency”) and those of your Government regarding the implementation of the Convention. These conversations have led to the following understanding regarding the legal protection afforded to foreign investments guaranteed by the Agency:

1. Pursuant to Article 38 of the Convention, the Government confirms that it has designated the Minister of Finance and Economic Development to be the authority with which the Agency is to communicate in connection with matters arising under the Convention.

2. In view of the Agency’s endeavors under Article 23(b)(ii) of the Convention to conclude agreements relating to the treatment of the Agency with respect to investments guaranteed by it, the Government agrees to accord the Agency treatment no less favorable, with respect to the rights to which it may succeed as subrogee of a compensated guarantee holder, than treatment that Ethiopia has accorded or will accord in the future to any State or other public entity in an investment protection treaty or any other agreement related to investment.
If the foregoing paragraphs reflect our understanding regarding the legal protection afforded to foreign investments guaranteed by the Agency, please sign and date the two originals of this Agreement and return them to the Agency. This Agreement shall enter into force on the date on which both parties will have signed it.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.

MULTILATERAL INVESTMENT GUARANTEE AGENCY

By: Izumi Kobayashi
Executive Vice President

Date: April 21, 2011

Washington, D.C.

CONFIRMED:

GOVERNMENT OF
THE FEDERAL DEMOCRATIC REPUBLIC OF ETHIOPIA

By: Sufian Ahmed
Minister of Finance and Economic Development

Date: April 21, 2011
[TRANSLATION – TRADUCTION]

ACCORD SUR LA PROTECTION JURIDIQUE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS GARANTIS ENTRE L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DÉMOCRATIQUE D'ÉTHIOPIE

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la Convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, telle qu'amendée au 14 novembre 2010 (la « Convention »), signée par le Gouvernement éthiopien (le « Gouvernement ») le 13 août 1991, ainsi qu'aux conversations tenues entre les représentants de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (l'« Agence ») et de votre Gouvernement concernant la mise en œuvre de la Convention. Ces conversations ont abouti à l'accord ci-après concernant la protection juridique accordée aux investissements étrangers garantis par l'Agence :

1. Conformément à l'article 38 de la Convention, le Gouvernement confirme avoir désigné le Ministre des finances et du développement économique comme l'autorité avec laquelle l'Agence doit se mettre en rapport concernant toute question relevant de la Convention.

2. Compte tenu des efforts déployés par l'Agence au titre du sous-alinéa ii) de l'alinéa b) de l'article 23 de la Convention, pour conclure des accords relatifs au traitement de l'Agence en ce qui concerne les investissements qu'elle garantit, le Gouvernement s'engage à accorder à l'Agence un traitement qui n'est pas moins favorable, en ce qui concerne les droits qui peuvent lui être conférés en tant que subrogé d'un investisseur assuré indemnisé, que celui que l'Éthiopie accorde ou accordera à l'avenir à tout État, ou autre entité publique, aux termes d'un traité de protection des investissements ou de tout autre accord relatif aux investissements.

Si les paragraphes précédents reflètent notre compréhension concernant la protection juridique accordée aux investissements étrangers garantis par l'Agence, veuillez signer et dater les deux copies originales du présent Accord et les renvoyer à l'Agence. Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Parties l'auront signé.
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Agence multilatérale de garantie des investissements
Par : IZUMI KOBAYASHI
Vice-Président exécutif
Date : 21 avril 2011
Washington, D.C.

Confirmé :
Gouvernement de la République démocratique fédérale d’Éthiopie
Par : SUFIAN AHMED
Ministre de la défense et du développement économique
Date : 21 avril 2011

À Son Excellence
Ato Sufian Ahmed
Ministre des finances et
du développement économique
B.P. 1905
Addis-Abeba
République fédérale démocratique d’Éthiopie
Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Government of the Republic of Cameroon on the mutual abolition of visas for holders of diplomatic, service and special passports. Yaoundé, 16 March 2010

Entry into force: 27 July 2011 by notification, in accordance with article 12

Authentic texts: English, French and Turkish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Turkey, 9 December 2011

Accord entre le Gouvernement de la République de Turquie et le Gouvernement de la République du Cameroun relatif à l'abolition réciproque des visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques, de passeports de service et de passeports spéciaux. Yaoundé, 16 mars 2010

Entrée en vigueur : 27 juillet 2011 par notification, conformément à l'article 12

Textes authentiques : anglais, français et turc

AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON
ON
THE MUTUAL ABOLITION OF VISAS
FOR HOLDERS OF DIPLOMATIC, SERVICE AND SPECIAL PASSPORTS

The Government of the Republic of Turkey and the Government of the Republic of Cameroon (hereinafter referred to as the "Contracting Parties");

Desiring to further promote the development of friendly relations and cooperation between the two countries; and

Aiming at facilitating exchange of official visits and travels of nationals of both countries holding diplomatic, special and service passports on the basis of equality and reciprocity;

Have reached the following understanding:

Article 1

This Agreement is applicable to valid diplomatic, service and special passports of both Contracting Parties.

Article 2

Nationals of each Contracting Party holding valid passports listed in Article 1 of this Agreement, may enter into, exit from, transit through and stay temporarily in the territory of the other Contracting Party, in accordance with the conditions set in this Agreement.

Article 3

1. Nationals of each Contracting Party, members of official delegations, holding valid passports specified in Article 1 shall be exempted from visa requirements to enter into, exit from, transit through and stay temporarily in the territory of the other Contracting Party for a maximum period of ninety (90) days within any one hundred eighty (180) days period, reckoned from the date of first entry.
2. The duration of stay on the territory of each Contracting Party by the nationals of the other Contracting Party over the periods indicated in paragraph 1 (90 days) of this Article, is subject to the national legislation of the Contracting Parties.

Article 4

1. Nationals of each Contracting Party holding valid passports listed in Article 1 who are appointed to the diplomatic, consular missions or the representations of international organizations accredited in the territory of the other Contracting Party, shall be exempted from visa requirement for entry into, exit from and transit through the territory of the other Contracting Party for the period of their assignments.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall also be applied to the members of their families, holding valid diplomatic, service, special and ordinary passports issued by the competent national authorities.

Article 5

1. Nationals of each Contracting Party may enter into, exit from and transit through the territory of the other Contracting Party using border gates designated for international passenger traffic.

2. While crossing the State borders, nationals of each Contracting Party are obliged to comply with the rules and procedures set forth in the national legislation of the other Contracting Party.

Article 6

1. The Contracting Parties shall exchange specimens of their passports specified in Article 1 through diplomatic channels.

2. If either Contracting Party modifies its passports, specified in Article 1, it shall transmit to the other Contracting Party specimens of new passports at least thirty (30) days before circulation.

Article 7

1. This Agreement shall not exempt nationals of each Contracting Party holding valid passports specified in Article 1 from the obligation to observe the laws and regulations in force in the territory of the other Contracting Party.
2. Annotated visas regulating work, study, research, education, family reunion and residence in the territory of the each Contracting Party are subject to the provisions of the national legislation of the Contracting Parties.

3. The Contracting Parties shall inform each other of any changes in their respective laws and regulations concerning the entry, exit, transit and stay of foreigners.

Article 8

Each Contracting Party has the right to deny the entry into its territory of the other Contracting Party nationals or shorten the period of their stay in the country, without mentioning any reason.

Article 9

Either Party may, for reasons of public order, security or health protection or other special reasons, suspend the application of this Agreement in whole or in part. Such suspension and its termination shall be communicated immediately to the other Party through the diplomatic channel.

Article 10

Any dispute arising from the interpretation and/or implementation of the provisions of this Agreement shall be resolved through consultations or diplomatic channels.

Article 11

This Agreement shall be amended by mutual consent of the Contracting Parties through separate Protocols as integral part of this Agreement and amended protocols also shall enter into force according to the Article 12.

Article 12

1. This Agreement shall enter into force on the thirtieth (30th) day of the receipt of the last notification by which the Contracting Parties notify each other of the completion of internal legal procedures that are necessary for its entering into force.
2. Each Contracting Party may terminate this Agreement by giving a written notice through the diplomatic channels. The Agreement ceases to be in effect on the ninetieth (90th) day following the date of receipt of the notice by the other Contracting Party.

In witness thereof, the unacquainted being duly authorized by their respective Governments have signed this Agreement.

Done at Yaounde on the 16th of March 2010 in three copies in Turkish, French and English languages, all texts being equally authentic. In case of divergence in interpretation of the provisions of this Agreement, the English text shall prevail.

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY

[Signature]
Ali Naci Koru
Ambassador
Deputy Undersecretary
Ministry of Foreign Affairs

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

[Signature]
Henri Eyebe Ayissi
Minister of Foreign Affairs
ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
RELATIF A L'ABOLITION RECIPROQUE DES VISAS POUR
LES DETENDEURS DE PassePORTS DIPLOMATIQUES, DE
PassePORTS DE SERVICE ET DE PassePORTS SPECIAUX

Le gouvernement de la République de Turquie et le Gouvernement de la
République du Cameroun, ci-après désignés « les Parties Contractantes »;

Désireux de favoriser davantage le développement des relations d’amitié
et de coopération entre les deux pays, et,

Désireux de faciliter l’échange de visites officielles et les voyages des
nationaux des deux pays qui détiennent des passeports diplomatiques, de
service ou spéciaux sur la base de l’égalité et de la réciprocité :

Conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1

Le présent Accord s’applique aux passeports diplomatiques, de service et
spéciaux en cours de validité des deux Parties Contractantes.

ARTICLE 2

Les ressortissants d’une Partie Contractante qui sont détenteurs des
passeports en cours de validité énumérés à l’Article 1 du présent Accord
peuvent entrer, sortir, transiter par et séjourner temporairement dans le
territoire de l’autre Partie Contractante, conformément aux conditions
définies dans le présent Accord.

ARTICLE 3

1. Les ressortissants d’une Partie Contractante qui détiennent les
passeports en cours de validité spécifiés à l’Article 1 sont exemptes des
exigences relatives aux visas pour entrer, sortir, transiter et séjourner
temporairement dans le territoire de l’autre Partie Contractante pour une
période maximum de quatre vingt-dix (90) jours dans toute période de 6
mois, à compter de la date de la première entrée.
2. La durée du séjour dans le territoire d'une Partie Contractante par les ressortissants de l'autre Partie Contractante pendant les périodes spécifiées à l'Article 3, paragraphe 1 (90 jours) est subordonné à la législation nationale des Parties Contractantes.

ARTICLE 4

1. Les ressortissants d'une Partie Contractante qui détiennent les passeports en cours de validité énumérés à l'Article 1 et qui sont affectés aux missions diplomatiques, consulaires ou aux représentations des organisations internationales accréditées dans le territoire de l'autre Partie Contractante sont exemptés des exigences relatives aux visas pour entrer, sortir et transiter par le territoire de l'autre Partie Contractante pour la durée de leur affectation.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent Article s'appliquent aussi aux membres de leurs familles qui détiennent des passeports diplomatiques, de service, spéciaux ou ordinaires en cours de validité délivrés par le Ministère en charge des Affaires étrangères.

ARTICLE 5

1. Les ressortissants d'une Partie Contractante peuvent entrer, sortir et transiter par le territoire de l'autre Partie Contractante en passant par les points d'entrée aux frontières désignés pour le trafic international des voyageurs.

2. Pendant la traversée des frontières d'État, les ressortissants d'une Partie Contractante sont tenus de se conformer aux règles et procédures définies dans la législation nationale de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 6

1. Les Parties Contractantes procèdent, par voie diplomatique, à l'échange des spécimens de leurs passeports tels que spécifiés à l'Article 1.

2. En cas de modification apportée par l'une des Parties Contractantes à ses passeports tels que spécifiés à l'Article 1. Celle-ci communique les spécimens des nouveaux passeports à l'autre Partie Contractante au moins trente (30) jours avant leur mise en circulation.
ARTICLE 7

1. Le présent Accord n’exonère pas les ressortissants de chaque Partie Contractante détenteurs des passeports en cours de validité spécifiés à l’Article 1 de l’obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de l’autre Partie Contractante.

2. Les visas portant des mentions relatives au travail, aux études, à la recherche, à l’enseignement au regroupement familial et à la résidence sont délivrés sous réserve des dispositions réglementaires nationales de chaque Partie Contractante.

3. Les Parties Contractantes se tiendront mutuellement informées de tout changement apporté à leurs lois et règlements régissant l’entrée, la sortie, le transit et le séjour des étrangers.

ARTICLE 8

Chaque Partie Contractante a le droit de refuser l’entrée ou d’écourter le séjour, sur son territoire, des ressortissants de l’autre Partie Contractante sans invoquer un quelconque motif.

ARTICLE 9

L’une ou l’autre Partie Contractante peut, pour des raisons d’ordre public, de sécurité ou de protection sanitaire, ou pour d’autres raisons particulières, surseoir partiellement ou totalement à l’exécution du présent Accord. La date d’entrée en vigueur et de fin de teursis à exécution est communiquée à l’autre Partie contractante par voie diplomatique.

ARTICLE 10

Tout litige découlant de l’interprétation et/ou de l’application des dispositions du présent Accord sera résolu au moyen des consultations, par voie diplomatique.

ARTICLE 11

Les amendements au présent Accord se font par consentement mutuel des Parties Contractantes à travers des protocoles distincts qui s’intègrent au présent Accord, et ces protocoles entrent en vigueur conformément aux dispositions de l’Article 12.
ARTICLE 12

1. Le présent Accord est valable à compter du trentième (30) jour suivant réception de la dernière notification par laquelle chaque Partie Contractante signifie à l’autre l’aboutissement de la procédure réglementaire nationale requise pour son entrée en vigueur.

2. Chaque Partie Contractante peut mettre fin au présent Accord par notification écrite seïvée par voie diplomatique. L’Accord est nul à compter du quatre-vingt-dixième (90) jour suivant la date de réception de la notification par l’autre Partie contractante.

En foi de quoi, les soussignés dûment mandatés par leurs gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.


Pour le Gouvernement de la République de Turquie :

Ali Naci Koru
Ambassadeur
Sous-Secrétaire d’État Adjoint
Ministère des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement de la République du Cameroun :

Henri Eyebe Ayissi
Ministre des Affaires Étrangères
TÜRKİYE CUMHURIYETİ HÜKÜMETİ
İLE
KAMERUN CUMHURIYETİ HÜKÜMETİ
ARASINDA
DIPLOMATİK, HİZMET VE HUSUŞI PASAPORT HAMILLERİ İÇİN
VİZELELERİN KARŞILIĞI OLARAK
KALDIRILMASINA DAİR ANLAŞMA

Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ve Kamerun Cumhuriyeti Hükümeti (bundan sonra "Akit Taraflar" olarak anılacaktır);

İki ülke arasında dostane ilişkileri ve işbirliğini daha da geliştirmeyi arzı ederek; ve

Eştidik ve karışıklık temelinde her iki ülkenin diplomatik, hizmet ve hususî pasaport hamili vatandaşlarının resmi ziyaretlerini ve seyahatlerini kolaylaştırmayı amaçlayarak;

Aşağıdaki hususlarda mutabık kalmışlardır:

MADDE 1

Bu Anlaşma Akit Taraflarının geçerli diplomatik, hizmet ve hususî pasaportlarına uygulanacaktır.

MADDE 2

İşbu Anlaşmanın 1. maddesinde kayıtlı geçerli pasaport hamili her bir Akit Tarafin vatandaşları, Anlaşmada belirtilen hükümler çerçevesinde, diğer Akit Tarafin ülkesine giriş-çıkış yapabildikleri, topraklarından transit geçişte bulunabilir ve diğer Akit Tarafin ülkesinde geçici olarak kalabilirler.

MADDE 3

1. Resmi heyet mensubu, işbu Anlaşmanın 1. maddesinde kayıtlı geçerli pasaport hamili her bir Akit Tarafin vatandaşları, her yüzseksen (180) gün içerisinde ilk giriş tarihinden itibaren doksan (90) günü aşmayan bir süre zarfında, diğer Akit Tarafin ülkesine giriş-çıkış yapmak, topraklarından transit geçişte bulunmak ve diğer Akit Tarafin ülkesinde geçici olarak kalmak için vize yükümlülüğünden muaf tutulacaktır.

2. Her bir Akit Tarafin vatandaşlarının diğer Akit Tarafin ülkesinde işbu maddenin 1. paragrafında belirtilen süreyi (90 gün) aşan ikametleri, Akit Tarafların ulusal mevzuatuyla tabidir.
MADDE 4

1. Her bir Akit Tarafın diğer Akit Tarafın diplomatik ve konsolosluk temsilciliklerine veya ülkesinde akredite uluslararası örgütler nezdindeki temsilciliklere atanan, işbu Anlaşmaın 1. maddesinde kayıtlı geçerli pasaport hamili vatandaşları, görevleri müddetince, diğer Akit Tarafın ülkesine giriş-çıkış yapmak, topraklarından transit geçiş yapmak ve diğer Akit Tarafın ülkesinde geçici olarak kalmak için vize yükümlülüğünden muafırlar.

2. Bu maddenin 1. paragrafindaki hükümler yetkili ulusal makamlarca verilmiş geçerli diplomatik, hizmet, hususi ve umuma mahsus pasaport hamillerinin aile fertlerini de kapsar.

MADDE 5

1. Her bir Akit Tarafın vatandaşları diğer Akit Tarafın ülkesine uluslararası yolcu trafiği için belirlenmiş hudut kapılarından giriş-çıkış ve transit geçiş yapabilmeleri.

2. Her bir Akit Tarafın vatandaşları, diğer Akit Tarafın ülkesinin hudut kapılarından geçiş yaparken bu ülkede yürürlükte bulunan mevzuata riayet etmek zorundadır.

MADDE 6

1. Akit Taraflar, işbu Anlaşma’nın 1. maddesinde belirtilen pasaport örneklerini diplomatik yollardan teati edeceklerdir.

2. Akit Taraflardan biri, 1. maddede belirtilen pasaportlarında değişiklik yapması durumunda, yeni pasaportlar yürürlüğe girmesinden en az otuz (30) gün önce, örneklerini diğer Akit Tarafla iletecektir.

MADDE 7

1. İşbu Anlaşma, 1. maddede kayıtlı geçerli pasaport hamili her bir Akit Tarafın vatandaşlarını diğer Akit Tarafın ülkesinde geçerli yürürlükte bulunan yasa ve yönetmeliklere uyma zorunluğundan azat etmez.

2. Diğer Akit Tarafın ülkesinde çalışma, öğrenim, araştırma, eğitim, aile birleşimi ve ikamet konularını düzenleyen özel meşruhatlı vizeler Akit Tarafların ulusal mevzuafından tabidir.
3. Akit Taraflardan biri, yabancıların giriş-çıkışları, transit geçişleri ve kalışlarına ilişkin olarak yürütülkte bulunan yasa ve yönetmeliklerinde yapılacak değişiklikleri diğer Akit tarafına bildirecektir.

MADDE 8

Her bir Akit Taraf, herhangi bir neden belirtmeksziniz, diğer Akit Tarafın vatandaşlarının ülkeye girişi reddetme veya ülkesinde ikamet etme süresini kısaltma hakkına sahiptir.

MADDE 9

Her bir Akit Taraf, kamu düzeni, güvenlik, kamu sağlığını koruma ve diğer özel nedenlerle, geçici olarak işbu Anlaşmayı tamamen veya kısmen askıya alabilir. Anlaşmanın askıya alınması ve yürütülüğünün durdurulması halinde, her bir Akit Taraf diğer Akit Tarafla diplomatik yollardan bildirimde bulunacaktır.

MADDE 10

İşbu Anlaşmanın hükmüllerinin yorumlanması ve/veya uygulanmasından kaynaklanan herhangi bir uyuşmazlık istişareler vasıtasıyla veya diplomatik yollarla çözülcektir.

MADDE 11


MADDE 12

1. İşbu Anlaşma, Akit Tarafların Anlaşmanın yürütülçe girmesi için gereklü iç prosedürlerin yerine getirildiğine ilişkin olarak birbirlerine yaptıkları bildirilme sonuncusunun aldığı tarih takip eden dönüm (30.) gün yürütülçe girecektir.

2. Her bir Akit Taraf işbu Anlaşmayı diplomatik yollardan yazılı bir bildirimde bulunarak feshedebilir. Anlaşma, diğer Akit Tarafın diplomatik yollardan yazılı olarak feshi bildirimini aldığı tarihi izleyen doksanuncu (90.) gün yürütülçe kalkacaktır.

İşbu Anlaşma, Hükümetleri tarafından tam yetki verilmiş aşağıda imzası bulunacaktır tarafından imzalanmıştır.
İşbu Anlaşma Yaounde’de, 16 Mart 2010 tarihinde, Türkçe, Fransızca ve İngilizce dillerinde, her metin aynı derecede geçerli olmak üzere, üçer nüsha olarak imzalanmıştır. Anlaşmanın yorumlanmasında görüş ayrılıklarının ortaya çıkması durumunda, İngilizce metin esas alınacaktır.

TÜRKİYE CUMHURIYETİ
HÜKÜMETİ ADINA

Ali Naci Koru
Büyükkelçilik
Müsteşar Yardımcısı
Dişşlerî Bakanlıghi

KAMERUN CUMHURIYETİ
HÜKÜMETİ ADINA

Henri Eypebe Ayissi
Dişâşleri Bakani
Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Government of the Russian Federation on organizing mixed international transportation through railway-ferryboat via the ports of Samsun (Republic of Turkey) and Kavkaz (Russian Federation). Ankara, 12 May 2010

Entry into force: 18 August 2011 by notification, in accordance with article 14

Authentic texts: English, Russian and Turkish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Turkey, 9 December 2011
AGREEMENT
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY
AND
THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION
ON
ORGANIZING MIXED INTERNATIONAL TRANSPORTATION THROUGH
RAILWAY-FERRYBOAT VIA THE PORTS OF SAMSUN (REPUBLIC OF TURKEY)
AND KAVKAZ (RUSSIAN FEDERATION)

The Government of the Republic of Turkey and The Government of the Russian Federation, hereinafter referred to as “the Parties”,

Found on the mutual interest and respect,

Taking into account the requirement of further development of cooperation in the field of organizing mixed international transportation through railway-ferryboat via the ports of Samsun (Republic of Turkey) and Kavkaz (Russian Federation),

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall cooperate and carry out duly mutual support in the organization and further development of mixed freight transport through railway-ferryboat via the ports of Samsun (Republic of Turkey) and Kavkaz (Russian Federation) (hereinafter referred to as ports of Samsun and Kavkaz).

Article 2

For the purpose of this Agreement, the following terms shall have the following meaning:

“Sea forwarder”, “railway forwarder” shall mean the natural or legal persons that have been established and registered under the national legislation of the relevant Party and that perform railway or sea transportation, respectively, and participate in the exercise of mixed international transportation through railway-ferryboat.

The railway freight forwarders of the Parties are:

- from the Turkish Party – “General Directorate of State Railways of the Republic of Turkey” (TCDD).

- from the Russian Party – joint stock company “Rossiyiskiy Zhelezniye Dorogi” (JSC Russian Railways) and the other railway carriers;

“Railway-Ferryboat” shall mean a special boat (ferryboat) that is equipped with railway rails and specially designed for carrying railway wagons with or without load;
"Operators of railway-ferryboats and ferry piers" – shall mean the natural or legal persons that have been established and registered under the national legislation of the relevant Party and that operate railway-ferryboats or ferry piers, which are own or leasehold properties, in according to the other legal basis.

Article 3

For the purpose of implementations this Agreement, competent authorities of the Parties to this Agreement shall be as follows:

- Turkish Party – Ministry of Transport and Communications of the Republic of Turkey
- Russian Party – Ministry of Transport of the Russian Federation

In case of a change to the titles of the competent authorities of the Parties, each Party shall inform about the other Party by diplomatic channels.

Article 4

1. For ensuring the efficient execution of the mixed international freight transport through railway-ferryboat between the ports of Samsun and Kavkaz the competent authorities (the representatives authorized by the competent authorities) of the Parties shall establish the Council of Railway-Ferryboat Between the ports of Samsun and Kavkaz, (hereinafter referred as the Council), consisted of Samsun and Kavkaz seaport administrations, railway forwarders and authorized representatives of the railway forwarders and railway-ferryboat owners participating in the organization of the mixed international transportation through railway-ferryboat.

   Working procedures of this Council shall be determined through a Council Regulation that shall be subject to the approval of the competent authorities (the representatives authorized by the competent authorities) of the Parties.

2. Railway and sea freight forwarders of the Parties shall be entitled to establish their branch offices and to appoint their own representatives in the territory of the other Party in accordance with the national legislation of this other Party.

Article 5

Carriage of goods within the territory of the Republic of Turkey from the dispatch stations of the railways of the Republic of Turkey to the Port of Samsun and in the opposite direction shall be carried out under the legislation of the Republic of Turkey by issuing consignment notes that are foreseen for domestic rail traffic.

Carriage of goods within the territory of the Russian Federation from the dispatch stations of the railways of the Russian Federation to the Port of Kavkaz and in the opposite
direction shall be carried out under the legislation of the Russian Federation by issuing consignment notes that are foreseen for domestic rail traffic.

Article 6

Transit carriage of goods through the territory of the Republic of Turkey to the Port of Samsun and in the opposite direction shall be carried out under the Convention Concerning International Carriage by Rail (COTIF) of 9 May 1980 including amendments dated 3 June 1999 by issuing CIM consignment note.

Transit carriage of goods through the territory of the Russian Federation to the Port of Kavkaz and in the opposite direction shall be carried out under the Agreement on International Carriage of Goods by Rail (SMGS) of 1 November 1951 by issuing SMGS consignment note, or under other agreements of the Russian Federation on international carriage of goods by rail to which the Russian Federation is a Party.

Article 7

1. The procedures for the interaction between railway and sea forwarders during the carriage of freight, wagons and containers in the mixed international transportation through railway-ferryboat via the ports of Samsun and Kavkaz shall be settled by the Rules, which shall be approved by the competent authorities (the representatives authorized by the competent authorities) of the Parties.

2. The procedures for the delivery of freight wagons and containers from railway freight forwarder to sea freight forwarder and from sea freight forwarder to railway freight forwarder shall be established under the Agreements to be concluded by the respective forwarders.

3. The Rules and the Agreements, envisaged in Paragraphs 1 and 2 of this Article should be worked up according to the legislation of the States of the Parties.

Article 8

In case of any changes to the legislation of the States of the Parties with regard to railway and sea freight transportation and the terms of freight transportation that may affect transportation made under this Agreement, the competent authority of the Party whose State legislation has been changed shall immediately so notify competent authority of the other Party.

Article 9

The competent authorities of the Parties shall immediately inform each other about any obstacles within their respective territories that may impede mixed international transportation through railway-ferryboat via the ports of Samsun and Kavkaz and shall take joint measures to remove such obstacles, where necessary.
Article 10

The operators of railway-ferryboats and ferry piers shall operate them in accordance with the legislation of the State of its Party and cover all kinds of expenses incurred for this purpose.

Article 11

1. The carriage of dangerous goods from the dispatch stations of the railways of the Republic of Turkey to the Port of Samsun and in the opposite direction shall be carried out under the legislation of the Republic of Turkey.

The carriage of dangerous goods from the dispatch stations of the railways of the Russian Federation to the Port of Kavkaz and in the opposite direction shall be carried out under the legislation of the Russian Federation.

2. The transit carriage of dangerous goods in the mixed international transportation through railway-ferryboats via the ports of Samsun and Kavkaz through the railways of the Republic of Turkey and the Russian Federation shall be carried out in accordance with international rules and regulations, applied by each of the Party.

3. The carriage of dangerous goods by sea shall be carried out in accordance with International Maritime Dangerous Goods Code (IMDG CODE).

Article 12

The disputes arising during the implementation of this Agreement shall be settled through negotiations to be held between the competent authorities.

Article 13

This Agreement is open to the accession of third States.

A State wishing to become party to this Agreement shall notify each Party of its intention through diplomatic channels. In case each Party agrees, the accession shall be set out by signing the Accession Protocol between the Parties and the State that has been accessed.

The Protocol shall enter into force in accordance with Article 14 of this Agreement.
Article 14

1. This Agreement shall enter into force thirty days after the date of receipt through diplomatic channels of the latter written notification on the fulfillment by the Parties of their necessary internal procedures.

2. This Agreement has been made for an indefinite period of time and shall remain in force for a period of six months following the date when any Party receives through diplomatic channels the written notification of the other Party of its intention to terminate it.

Done at Ankara on 12 May 2010 in two copies, each in Turkish, Russian, and English, all texts being equally authentic. In case of different interpretations of this Agreement, the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Turkey

Binali YILDIRIM
Minister of Transport and Communications

For the Government of the Russian Federation

Igor LEVITIN
Minister of Transport
СОГЛАШЕНИЕ
между Правительством Турецкой Республики и Правительством Российской Федерации об организации смешанного международного железнодорожно-паромного сообщения через порты Самсун (Турецкая Республика) и Кавказ (Российская Федерация)

Правительство Турецкой Республики и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Сторонами,
основываясь на взаимной заинтересованности и уважении,
признавая необходимость дальнейшего развития сотрудничества в области организации смешанного международного железнодорожно-паромного сообщения через порты Самсун (Турецкая Республика) и Кавказ (Российская Федерация),
согласились о нижеследующем:

Статья 1

Стороны сотрудничают и обеспечивают необходимую взаимную поддержку в организации и дальнейшем развитии смешанных железнодорожно-паромных грузовых перевозок через порты Самсун (Турецкая Республика) и Кавказ (Российская Федерация) (далее – порты Самсун и Кавказ).

Статья 2

Для целей настоящего Соглашения используемые понятия имеют следующее значение:
«морской перевозчик», «железнодорожный перевозчик» - созданное и зарегистрированное согласно законодательству государства соответствующей Стороны юридическое или физическое лицо, обладающее правом осуществления морских или железнодорожных перевозок соответственно, участвующее в осуществлении смешанного международного железнодорожно-паромного сообщения.
Железнодорожными перевозчиками являются:
- с Турецкой Стороны - Генеральная дирекция государственных железных дорог Турецкой Республики (ТДжДД);
- с Российской Стороны – открытое акционерное общество «Российские железные дороги» и другие железнодорожные перевозчики,

«железнодорожный паром» - специализированное судно, имеющее железнодорожные рельсовые пути и предназначенное для перевозки
железнодорожного подвижного состава в грузёном или порожнем состоянии;

«операторы железнодорожных паромов и паромных причалов» - созданные и зарегистрированные согласно законодательству государства соответствующей Стороны юридические или физические лица, осуществляющие эксплуатацию железнодорожного парома или паромного причала на правах собственности, аренды, на ином законном основании.

СТАТЬЯ 3

В целях реализации настоящего Соглашения компетентными органами Сторон являются:
- с Турецкой Стороны – Министерство транспорта и коммуникаций Турецкой Республики,
- с Российской Стороны – Министерство транспорта Российской Федерации.

При изменении названий компетентных органов Сторон каждая из Сторон уведомляет об этом другую Сторону по дипломатическим каналам.

СТАТЬЯ 4

1. В целях обеспечения эффективной эксплуатации международной железнодорожно-паромной переправы между портами Самсун и Кавказ компетентные органы Сторон (их уполномоченные представители) создают Совет по эксплуатации железнодорожно-паромной переправы между портами Самсун и Кавказ (далее — Совет) из представителей компетентных органов Сторон, администраций морских портов Самсун и Кавказ, а также железнодорожных перевозчиков и владельцев железнодорожных паромов, участвующих в организации смешанного международного железнодорожно-паромного сообщения.

Порядок деятельности Совета определяется положением о Совете, утверждаемым компетентными органами Сторон (их уполномоченными представителями).

2. Железнодорожные и морские перевозчики Сторон вправе создавать филиалы и назначать своих представителей на территории государства другой Стороны в соответствии с законодательством государства этой другой Стороны.

СТАТЬЯ 5

Перевозки грузов по территории Турецкой Республики от станций отправления железных дорог Турецкой Республики до порта Самсун и в обратном направлении осуществляются в соответствии с
законодательством Турецкой Республики с оформлением перевозочных документов внутрингосударственного сообщения.
Перевозки грузов по территории Российской Федерации от станций отправления железнодорожных дорог Российской Федерации до порта Кавказ и в обратном направлении осуществляются в соответствии с законодательством Российской Федерации с оформлением перевозочных документов внутрингосударственного сообщения.

Статья 6
Перевозки грузов транзитом по территории Турецкой Республики до порта Самсун и в обратном направлении осуществляются в соответствии с Конвенцией о международных железнодорожных перевозках (КОТИФ) от 9 мая 1980 г., с изменениями от 3 июня 1999 года, с оформлением накладной ЦИМ.
Перевозки грузов транзитом по территории Российской Федерации до порта Кавказ и в обратном направлении осуществляются в соответствии с Соглашением о международном железнодорожном грузовом сообщении (СМГСС) от 1 ноября 1951 г. с оформлением накладной СМГС или в соответствии с другими международными договорами Российской Федерации о прямом международном железнодорожном грузовом сообщении.

Статья 7
1. Порядок взаимодействия железнодорожных и морских перевозчиков при перевозках грузов, вагонов и контейнеров в смешанном международном железнодорожно-паромном сообщении через порты Самсун и Кавказ определяется правилами, которые утверждаются компетентными органами Сторон (их уполномоченными представителями).
2. Порядок передачи железнодорожных грузовых вагонов и контейнеров от железнодорожного перевозчика морскому перевозчику и от морского перевозчика железнодорожному перевозчику определяется соглашениями, заключаемыми соответствующими перевозчиками.
3. Правила и соглашения, предусмотренные пунктами 1 и 2 настоящей статьи, разрабатываются с учетом законодательства государств Сторон.

Статья 8
В случае изменения законодательства государств Сторон относительно железнодорожных и морских грузовых перевозок и условий грузовых перевозок, которые могут оказать влияние на перевозки,
осуществляемые в рамках настоящего Соглашения, компетентный орган Стороны, в законодательстве государства которой произошли такие изменения, незамедлительно уведомляет об этом компетентный орган другой Стороны.

Статья 9

Компетентные органы Сторон незамедлительно информируют друг друга о возникновении препятствий для осуществления смешанного международного железнодорожно-паромного сообщения через порты Сэсун и Кавказ на территории их государств и при необходимости предпринимают совместные действия с целью устранения этих препятствий.

Статья 10

Операторы железнодорожных паромов и паромных причалов осуществляют их эксплуатацию и несут все связанные с этим расходы в соответствии с законодательством государства своей Стороны.

Статья 11

1. Перевозки опасных грузов от станций отправления железных дорог Турецкой Республики до порта Сэсун и в обратном направлении осуществляются в соответствии с законодательством Турецкой Республики.

Перевозки опасных грузов от станций отправления железных дорог Российской Федерации до порта Кавказ и в обратном направлении осуществляются в соответствии с законодательством Российской Федерации.

2. Перевозки опасных грузов в смешанном международном железнодорожно-паромном сообщении через порты Сэсун и Кавказ транзитом по железным дорогам Турецкой Республики и Российской Федерации осуществляются с соблюдением международных правил, применяемых каждой из Сторон.

3. Перевозки опасных грузов по морскому участку пути осуществляются в соответствии с Международным морским кодексом по опасным грузам (IMDG CODE).

Статья 12

Разногласия, возникающие при реализации настоящего Соглашения, подлежат урегулированию путем переговоров между компетентными органами Сторон.
Статья 13

Настоящее Соглашение открыто для присоединения к нему третьих государств.

Государство, желающее стать участником настоящего Соглашения, информирует по дипломатическим каналам о своём намерении каждую Сторону. При согласии каждой Стороны присоединение оформляется путём подписания Сторонами и присоединившимся государством протокола о присоединении.

Протокол вступает в силу в порядке, предусмотренном статьёй 14 настоящего Соглашения.

Статья 14

1. Настоящее Соглашение вступает в силу через тридцать дней с даты получения по дипломатическим каналам последнего письменного уведомления о выполнении Сторонами необходимых внутригосударственных процедур.

2. Настоящее Соглашение заключено на неопределенный срок и действует до истечения шести месяцев с даты получения одной Стороной по дипломатическим каналам письменного уведомления другой Стороны о своём намерении прекратить его действие.

Совершено в г. Анкара 12 мая 2010 г. в двух экземплярах, каждый на турецком, русском и английском языках, причем все тексты имеют одинаковую силу. В случае разночтений для толкования положений настоящего Соглашения используется текст на английском языке.

ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО
ТУРЕЦКОЙ РЕСПУБЛИКИ

ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО
РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ

Бинали Йылдырым
Министр транспорта и
коммуникаций

И.Е. Левитин
Министр
транспорта

35
SAMSUN LİMANI (TÜRKİYE CUMHURİYETİ) VE KAVKAZ LİMANI (RUSYA FEDERASYONU) ÜZERİNDEN DEMİRYOLO FERİBOTU İLE ULUSLARARASI KARMA TAŞIMACILĠĠĠN ORGANIZE EDĠLMESİ HAKKiDA

TÜRKİYE CUMHURİYETİ HÜKÜMETİ
VE
RUSYA FEDERASYONU HÜKÜMETİ ARASINDA

A N L A Ş M A

Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ve Rusya Federasyonu Hükümeti (ileride kısaca Taraflar diyerek anılacaktır) karşılıklık çıkarp ve saygı temellerine dayanarak ve gelecekte Samsun (Türkiye Cumhuriyeti) ve Kavkaz (Rusya Federasyonu) Limanları üzerinden demiryolu feribotu ile uluslararası karma taşımacılığın organize edilmesi ve geliştirilmesi alanında işbirliği yapmak gerektiğini dikkate alarak aşağıdaki belirtilen şartlarda anlaşmaya varmışlardır:

Madde 1

Taraflar, Samsun (Türkiye Cumhuriyeti) ve Kavkaz (Rusya Federasyonu) limanları (bundan sonra Samsun ve Kavkaz Limanları olarak anılacaktır) üzerinden demiryolu feribotu ile uluslararası karma taşımacılığın organize edilmesi ve geliştirilmesi alanında işbirliği yapacaklar ve birbirlerine gerekli desteği sağlayacaklardır.

Madde 2

Bu Anlaşma çerçevesinde aşağıda kullanılan terimlerin anlamları şöyledir:

Tarafların her birisine ait olan “denizyolu taşımacıları” ve “demiryolu taşımacıları”: ilgili tarafın ulusal mevzuatı çerçevesinde kurulan ve tescil edilen ve ilgili tarafın kanunları çerçevesinde uluslararası karma taşımacılığın gerçekleştirilmesine katılan tüzel veya gerçek kişiler,

Tarafların demiryolu yük taşımacıları şunlardır:

- Türkiye Tarafından – “Türkiye Cumhuriyeti Devlet Demiryolları İşletmesi Genel Müdürlüğü” (TCDD).

- Rusya Tarafından – Halka açık anonim şirket olan “Rossiya Zhelezniye Dorogi” (Rus Demiryolları A.Ş.) ve diğer demiryolu taşımacıları.

“Demiryolu feribotu” – üzerinde demiryolu rayları bulunan ve dolu veya boş olarak demiryolu vagonlarını taşımak için özel olarak yapılan gemi (feribot).
“Demiryolu feribotlarının ve feribot iskelelerinin operatörleri” İlgili tarafın ulusal mevzuatına uygun olarak kurulan ve tescil edilen, kendisine ait veya kiralanan demiryolu feribotu veya feribot iskelesini diğer yasal dayanaklara istinaden işleten tüzel veya gerçek kişiler.

**Madde 3**

İşbu Anlaşmanın uygulanmasında Yetkili Makam olarak aşağıdaki tespit edilmiştir:

- Türkiye tarafından Türkiye Cumhuriyeti Ulaştırma Bakanlığı,
- Rusya tarafından Rusya Federasyonu Ulaştırma Bakanlığı.

Tarafların yetkili makamlarının unvanlarının değişmesi durumunda, her bir Taraf kendi yetkilisinin yeni unvanını diplomatik yoldan diğer Tarafa bildirecektir.

**Madde 4**

1. Samsun ve Kavkaz Limanları üzerinden demiryolu feribotu ile uluslararası karma taşımacılığın etkin bir şekilde yürütülmesini sağlamak amacı ile Tarafların yetkili makamları (yetkili makamların görevlendirdikleri temsilciler); Samsun ve Kavkaz deniz limanı idarelerinin, demiryolu taşımacılığını ve tarafların uluslararası karma taşımacılığın organizasyonuna вмест eden demiryolu feribot sahiplerinin yetkili temsilcilerinin katılmaktaki Samsun ve Kavkaz Limanları Arasındaki Demiryolu Feribot Hattı Kurulu’nun (ileride kısalt olarak Kurul diye anılacaktır) oluşturulacaklardır.

Kurulun çalışma düzeni Tarafların yetkili makamları (yetkili makamların görevlendirdikleri temsilciler) tarafından onaylanacak olan “Kurul Statüsü” ile belirlenecektir.

2. Tarafların demiryolu ve denizyolu yük taşımacılarının, diğer Tarafın ulusal mevzuatına uygun olarak, diğer Tarafın topolaklarında kendi şubelerini kurma ve kendi temsilcilerini taşıın etmelerine müsaade edilecektir.

**Madde 5**

Türkiye Cumhuriyeti topraklarında Türkiye Cumhuriyeti demiryolu çıkış garlarından Samsun limanına kadar ve tersi yöndeki yük taşımacılar, Türkiye Cumhuriyeti sınırları içinde yürütülük olan mevzuata uygun olarak düzenlenenen dâhili taşımacılar için öngörülen yük taşıma belgeleri ile gerçekleştirilirilecektir.

Rusya Federasyonu topraklarında Rusya Federasyonu demiryolu çıkış garlarından Kavkaz limanına kadar ve tersi yöndeki yük taşımacılar, Rusya Federasyonu sınırları içinde yürütülük olan mevzuata uygun olarak düzenlenen, dâhili taşımacılar için öngörülen yük taşıma belgeleri ile gerçekleştirilirilecektir.
Madde 6

Türkiye Cumhuriyeti toprakları üzerinden Samsun Limanına kadar ve tersi yöndeki transit yük taşıtımları, 3 Haziran 1999 tarihinde yapılan değişiklikler dahil, 9 Mayıs 1980 tarihli Uluslararası Demiryolu Taşımacılığı İlişkisinde Sözleşme (COTIF) çerçevesinde ve CIM taşıma belgesine kayd en gerçekleştirilecektir.

Rusya Federasyonu toprakları üzerinden Kavkaz Limanına kadar ve tersi yöndeki transit yük taşıtımları 1 Kasım 1951 tarihli Demiryolları ile Uluslararası Yük Taşımacılığı Sözleşmesi (SMGS) çerçevesinde öngörülen şartlara ve SMGS taşıma belgesine kaydan, veya demiryolu ile uluslararası direkt yük taşımacılığı hakkında Rusya Federasyonu tarafından imzalanın diğer anlaşmalara uygun olarak yapılacaktr.

Madde 7


2. Demiryolu taşımacısı tarafından deniz taşımacısına ve deniz taşımacısı tarafından demiryolu taşımacısına yükleri, vagonları ve konteynerleri teslim etme ve teslim alma prosedürleri, ilgili taşımacılar tarafından akdedilecek olan Anlaşmalar çerçevesinde düzenlenecektir.

3. İşbu maddenin 1. ve 2. bentlerinde öngörülen Anlaşmalar ve Kurallar, Taraf Devletlerin mevzuatlarına uygun olarak düzenlenecektir.

Madde 8

Taraflar tarafından, demiryolu ve denizyolu yük taşımacılığı ile ve bu Anlaşma çerçevesinde yapılacak yük taşımacılığını etkilemeyececek bir mevzuat değişikliği olması durumunda, mevzuat değişen Devletin Yetkili Makamı diğer tarafın yetkili makamını en kısa sürede bilgilendirecektir.

Madde 9

Tarafların Yetkili Makamları, Samsun ve Kavkaz Limanları üzerinden demiryolu feribotu ile uluslararası karma taşımacılığı etkileyececek, kendi ülke sınırları içinde meydana gelen engelleri derhal karşılıklı olarak birbirlerine bildirecek ve gerekli görüldüğü takdirde meydana gelen engelleri ortadan kaldırmak amacı ile gerekli görülen ortak tedbirleri alacaktır.
Madde 10

Demiryolu feribotlarının ve feribot iskelelerinin operatörleri bunların işletilmesini kendi Tarafının Devletinin mevzuatına uygun olarak gerçekleştirebilirler ve bu amaçla yapılan tüm masrafları kendileri karşılarlar.

Madde 11

1. Tehlikeli maddelerin, Türkiye Cumhuriyeti demiryollarının çıkış garlarından Samsun Limanına kadar ve tersi yönde taşınması Türkiye Cumhuriyeti mevzuatına uygun olarak gerçekleştirilecektir.

   Tehlikeli maddelerin, Rusya Federasyonu demiryollarının çıkış garlarından Kavkaz Limanına kadar ve tersi yönde taşınması Rusya Federasyonu mevzuatına uygun olarak gerçekleştirilecektir.

2. Tehlikeli maddelerin, Türkiye Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu demiryolları üzerinden Samsun ve Kavkaz Limanları yoluya uluslararası karma taşımacılıkta transit taşmacılığı, her bir Tarafça uygulanan uluslararası kurallara ve mevzuata göre gerçekleştirilecektir.

3. Tehlikeli maddelerin deniz yoluya taşınmacılığı Uluslararası Denizcilikte Tehlikeli Maddeler Kodu'na (IMDG CODE) uygun olarak yapılacaktır.

Madde 12

İşbu Anlaşmanın uygulanmasından doğan anlaşmazlıklar, Tarafların Yetkili Makamları arasında yürütülecek olan görüşmeler yolu ile çözümlenecektir.

Madde 13

İşbu Anlaşma üçüncü Devletlerin katılımına açıktır.

Bu Anlaşmaya katılmak isteyen Devlet, kendi niyetini diplomatik yoldan Tarafların her birine bildirecektir. Her bir Tarafın kabul etmesi durumunda; katılım, katılan Devlet ile Taraflar arasında bir Katılım Protokolü imzalanması ile düzenlenenecektir.

Protokol, işbu Anlaşmanın 14. maddesine göre yürürlüğe girecektir.
Madde 14

1. İşbu Anlaşma; Tarafların, gerekli kendi iç prosedürlerini tamamladıklarını diplomatik yoldan belirten son yazılı bildirimin alınmasından onuz gün sonra yürürlüğe girecektir.

2. İşbu Anlaşma sınırsız süreyle imzalanmış olup, Taraflardan birinin anlaşmayı sona erdirme niyetinin diplomatik yoldan yazılı olarak diğer Tarafla alındığı tarihten itibaren altı aylık bir süre için yürürlügte kalacaktır.

Bu Anlaşma, Ankara’da 12 Mayıs 2010 tarihinde Türkçe, Rusça ve İngilizce dillerinde ikişer asıl nüsha olarak düzenlenmiş olup her bir metin eşit derecede geçerlidir. İşbu Anlaşma’nın farklı yorumlanması durumda, İngilizce metin esas alınacaktır.

Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti adına

Binali YILDIRIM
Ulaştırma Bakanı

Rusya Federasyonu Hükümeti adına

İgor LEVITIN
Ulaştırma Bakanı
ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ET LE
GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE CONCERNANT L'ORGANISATION DU TRANSPORT INTERNATIONAL MIXTE CHEMIN DE FER-
NAVIRE TRANSBORDEUR PAR LES PORTS DE SAMSUN (RÉPUBLIQUE
TURQUE) ET KAVKAZ (FÉDÉRATION DE RUSSIE)

Le Gouvernement de la République turque et le Gouvernement de la Fédération de Russie, ci-après dénommés les « Parties »,

Se fondant sur le respect et l'intérêt mutuels,

Tenant compte de la nécessité de renforcer davantage la coopération dans le domaine de l'organisation du transport international mixte chemin de fer-navire transbordeur par les ports de Samsun (République turque) et Kavkaz (Fédération de Russie),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les Parties coopèrent et se prêtent assistance dans l'organisation et le renforcement du transport de marchandises mixte chemin de fer-navire transbordeur par les ports de Samsun (République turque) et Kavkaz (Fédération de Russie), ci-après dénommés les « ports de Samsun et Kavkaz ».

Article 2

Aux fins du présent Accord, les termes ci-après ont la signification suivante :

Les expressions « commissionnaire de transport maritime » et « commissionnaire de transport ferroviaire » désignent toutes personnes physiques ou morales établies et enregistrées en vertu de la législation interne de la Partie concernée qui effectuent des opérations de transport ferroviaire ou maritime, respectivement, et qui participent au transport international mixte chemin de fer-navire transbordeur.

Les commissionnaires de transport ferroviaire des Parties sont :

- Pour la Partie turque : la Direction générale des chemins de fer de la République turque (TCDD);
- Pour la Partie russe : la société par actions « Rossiyskiye Zhelezniye Dorogi » (JSC Russian Railways) et les autres transporteurs ferroviaires;

L'expression « chemin de fer-navire transbordeur » désigne un bateau spécial (navire transbordeur) équipé de rails et spécialement conçu aux fins de transporter des wagons avec ou sans charge.

L'expression « exploitants de chemins de fer-navires transbordeurs » désigne toutes personnes physiques ou morales établies et enregistrées en vertu de la législation interne de la Partie concernée qui exploitent des chemins de fer-navires transbordeurs.
ou des embarcadères de transbordeurs, qui leur appartiennent en propre ou qu’elles louent, conformément à la législation de l’autre Partie.

Article 3

Aux fins de l’application du présent Accord, les autorités compétentes des Parties au présent Accord sont les suivantes :
- Pour la Partie turque : le Ministère des transports et des communications de la République turque;
- Pour la Partie russe : le Ministère des transports de la Fédération de Russie.

En cas de changement affectant le titre des autorités compétentes des Parties, chaque Partie en informe l’autre par la voie diplomatique.

Article 4

1. Pour assurer l’exécution efficace du transport international mixte de marchandises par chemin de fer-navire transbordeur entre les ports de Samsun et Kavkaz, les autorités compétentes (les représentants autorisés par les autorités compétentes) des Parties mettent en place le Conseil de chemin de fer-navire transbordeur entre les ports de Samsun et Kavkaz (ci-après dénommé le « Conseil »), composé des administrations des ports maritimes de Samsun et Kavkaz, des commissionnaires de transport ferroviaire, des représentants autorisés des commissionnaires de transport ainsi que des propriétaires de chemin de fer-navire transbordeur qui participent à l’organisation du transport international mixte chemin de fer-navire transbordeur.

Les procédures de travail de ce Conseil sont définies par le biais d’un règlement du Conseil qui doit être soumis à l’approbation des autorités compétentes (les représentants autorisés par les autorités compétentes) des Parties.

2. Les commissionnaires de transport ferroviaire et maritime des Parties ont le droit d’établir leurs succursales et de nommer leurs propres représentants sur le territoire de l’autre Partie, conformément à la législation nationale de cette autre Partie.

Article 5

Le transport de marchandises sur le territoire de la République turque – des stations de répartition des chemins de fer de la République turque au port de Samsun et inversement – est effectué en vertu de la législation de la République turque, sous couvert de lettres de transport prévues pour le transport ferroviaire interne.

Le transport de marchandises sur le territoire de la Fédération de Russie – des stations de répartition des chemins de fer de la Fédération de Russie au port de Kavkaz et inversement – est effectué en vertu de la législation de la Fédération de Russie, sous couvert de lettres de transport prévues pour le transport ferroviaire national.
Article 6

Le transport de marchandises en transit à travers le territoire de la République turque vers le port de Samsun et inversement, est effectué en vertu de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980, y compris des amendements du 3 juin 1999, et sous couvert d'une lettre de transport CIM.

Le transport de marchandises en transit à travers le territoire de la Fédération de Russie vers le port de Kavkaz et inversement s'effectue en vertu de l’Accord concernant le transport international des marchandises par chemins de fer (SMGS) du 1er novembre 1951, sous couvert d'une lettre de transport SMGS, ou en vertu d'autres accords de la Fédération de Russie concernant le transport international de marchandises par chemins de fer auxquels la Fédération de Russie est partie.

Article 7

1. Les procédures relatives aux relations entre les commissionnaire de transport ferroviaire et maritime pendant le transport de marchandises, de wagons et de conteneurs dans le cadre du transport international mixte chemin de fer-navire transbordeur par les ports de Samsun et Kavkaz sont fixées par les Règlements, ceux-ci devant être approuvés par les autorités compétentes (les représentants autorisés par les autorités compétentes) des Parties.

2. Les procédures relatives à la livraison de wagons et de conteneurs pour le transport de marchandises des commissionnaires de transport ferroviaire aux commissionnaires de transport maritime et inversement sont établies en vertu des accords qui seront conclus par les commissionnaires respectifs.

3. Les règlements et les accords prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article devraient être élaborés conformément à la législation interne des Parties.

Article 8

En cas de modifications de la législation interne des Parties en matière de transport ferroviaire et maritime de marchandises, ainsi que des conditions de transport de marchandises, pouvant affecter le transport effectué en vertu du présent Accord, l'autorité compétente de la Partie dont la législation interne a été modifiée en informe immédiatement l'autorité compétente de l'autre Partie.

Article 9

Les autorités compétentes des Parties s'informent immédiatement de tous obstacles présents sur leurs territoires respectifs pouvant entraver le transport international mixte chemin de fer-navire transbordeur par les ports de Samsun et Kavkaz et prennent, le cas échéant, des mesures communes pour éliminer de tels obstacles.
Article 10

Les exploitants de chemin de fer-navires transbordeur et d'embarcadères de transbordeurs opèrent conformément à la législation interne de leur Partie et prennent à leur charge toutes les dépenses engagées à ces fins.

Article 11

1. Le transport de marchandises dangereuses à partir des stations de répartition des chemins de fer de la République turque vers le port de Samsun et inversement est effectué en vertu de la législation de la République turque.

Le transport de marchandises dangereuses à partir des stations de répartition des chemins de fer de la Fédération de Russie vers le port de Kavkaz et inversement est effectué en vertu de la législation de la Fédération de Russie.

2. Le transport de marchandises dangereuses effectué dans le cadre du transport international mixte chemin de fer-navire transbordeur par les ports de Samsun et Kavkaz à travers les chemins de fer de la République turque et de la Fédération de Russie est exécuté conformément aux règles et règlements internationaux, appliqués par chacune des Parties.

3. Le transport de marchandises dangereuses par voie maritime est effectué conformément au Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG).

Article 12

Tout différend se rapportant à l'exécution du présent Accord est réglé par voie de négociation entre les autorités compétentes.

Article 13

Le présent Accord est ouvert à l'adhésion d'États tiers.

Si un État souhaite devenir partie au présent Accord, il en informe chacune des Parties par la voie diplomatique. Dans le cas où chaque Partie accepte, l'adhésion est établie par la signature du Protocole d'adhésion entre les Parties et l'État.

Le Protocole entre en vigueur conformément aux dispositions de l'article 14 du présent Accord.

Article 14

1. Le présent Accord entrera en vigueur trente (30) jours après la date de réception, par la voie diplomatique, de la dernière notification écrite indiquant l'accomplissement par chaque Partie de leurs procédures internes requises.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée et restera en vigueur pour une période de six (6) mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties aura reçu, par la voie diplomatique, la notification écrite de l'autre Partie par laquelle cette dernière l'informe de son intention de le dénoncer.
FAIT à Ankara, le 12 mai 2010, en deux exemplaires, chacun en langues turque, russe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d’interprétation du présent Accord, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République turque :

BINALI YILDIRIM
Ministre des transports et des communications

Pour le Gouvernement de la Fédération de Russie :

IGOR LEVITIN
Ministre des transports
No. 49159

Germany
and
Uruguay

Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Eastern Republic of Uruguay concerning the gainful employment of family members of members of a diplomatic mission or consular post. Berlin, 18 October 2011

Entry into force: 18 October 2011 by signature, in accordance with article 7
Authentic texts: German and Spanish
Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 15 December 2011

Allemagne
et
Uruguay

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay relatif à l'emploi rémunéré des membres de la famille des membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires. Berlin, 18 octobre 2011

Entrée en vigueur : 18 octobre 2011 par signature, conformément à l'article 7
Textes authentiques : allemand et espagnol
Abkommen
zwischen
der Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
der Regierung der Republik Östlich des Uruguay
über
die Erwerbstätigkeit von Familienangehörigen von Mitgliedern einer
diplomatischen oder berufskonsularischen Vertretung
Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Republik Östlich des Uruguay –

von dem Wunsch geleitet, die Möglichkeiten der Erwerbstätigkeit von Familienangehörigen von Mitgliedern einer diplomatischen oder berufskonsularischen Vertretung zu verbessern –

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1
Begriffsbestimmungen

Im Sinne dieses Abkommens

1. bezeichnet der Ausdruck „Mitglied einer diplomatischen oder berufskonsularischen Vertretung“ entsandte Beschäftigte des Entsendestaats in einer diplomatischen oder berufskonsularischen Vertretung oder einer Vertretung bei einer internationalen Organisation im Empfangsstaat;


3. bezeichnet der Ausdruck „Erwerbstätigkeit“ jede selbstständige oder unselbstständige Berufstätigkeit einschließlich der Berufsausbildung.
Artikel 2
Erlaubnis zur Ausübung einer Erwerbstätigkeit


(2) In Ausnahmefällen ist den Familienangehörigen nach Beendigung der dienstlichen Tätigkeit des Mitglieds der diplomatischen oder berufskonsularischen Vertretung im Empfangsstaat die befristete Fortführung der Erwerbstätigkeit für einen Zeitraum von drei Monaten oder bis zur Beendigung des akademischen Jahres, sofern es sich um ein Kind unter 25 Jahren handelt, das an einer Hochschule studiert, ohne den Besitz eines Aufenthaltstitels oder einer Arbeitserlaubnis (EU) erlaubt.

(3) Diese Vereinbarung beinhaltet keine Anerkennung von Titeln, Abschlüssen oder Studienleistungen zwischen den beiden Ländern.

Artikel 3
Verfahren

Die diplomatische Vertretung des Entsendestaats notifiziert dem Außenministerium des Empfangsstaats Aufnahme und Ende der Erwerbstätigkeit des Familienangehörigen.

Artikel 4
Immunität von der Zivil- und Verwaltungsgerichtsbarkeit

Immunität nicht für Handlungen oder Unterlassungen im Zusammenhang mit der Ausübung einer Erwerbstätigkeit.

Artikel 5
Immunität von der Strafgerichtsbarkeit


(3) Verzichtet der Entsendestaat nicht auf die Immunität des betreffenden Familienangehörigen, so wird er begangene Straftaten seinen Strafverfolgungsbehörden unterbreiten. Der Empfangsstaat ist über den Ausgang des Strafverfahrens zu unterrichten.

(4) Wird gegen den Familienangehörigen wegen des Begehens einer Straftat ein Verfahren eingeleitet, kann er im Empfangsstaat keine entgeltliche Tätigkeit mehr ausüben.

(5) Der Familienangehörige kann im Zusammenhang mit der Ausübung der Erwerbstätigkeit als Zeuge vernommen werden, es sei denn, der Entsendestaat ist der Auffassung, dass dieses seinen Interessen zuwiderließe.
Artikel 6  
Steuer- und Sozialversicherungssystem

Familienangehörige unterliegen im Hinblick auf ihre Erwerbstätigkeit im Empfangsstaat dem Steuer- und Sozialversicherungssystem dieses Staates, sofern nicht andere völkerrechtliche Übereinkünfte dem entgegenstehen.

Artikel 7  
Inkrafttreten, Geltungsdauer und Kündigung

(1) Dieses Abkommen tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

(2) Dieses Abkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.


Für die Regierung der  
Bundesrepublik Deutschland

[Unterschrift]

Für die Regierung der  
Republik Östlich des Uruguay

[Unterschrift]
Convenio

entre

el Gobierno de la República Federal de Alemania

y

el Gobierno de la República Oriental del Uruguay

sobre

la actividad laboral de familiares de miembros

de las misiones diplomáticas u oficinas consulares de carrera
El Gobierno de la República Federal de Alemania

y

el Gobierno de la República Oriental del Uruguay,

animados del deseo de mejorar las posibilidades de desempeño de una actividad laboral para los familiares de miembros de las misiones diplomáticas u oficinas consulares de carrera,

han convenido en lo siguiente:

Artículo 1
Definiciones

A los efectos del presente Convenio

1. se entiende por “miembro de una misión diplomática u oficina consular de carrera” los empleados del Estado acreditante enviados a una misión diplomática u oficina consular de carrera o a una misión ante una organización internacional en el Estado receptor;

2. se entiende por “familiar” al cónyuge, conviviente o quien conviva en unión de hecho con el funcionario de acuerdo con la legislación del Estado acreditante así como los hijos solteros hasta 25 años aunque se encuentren estudiando en instituciones de educación superior en el Estado receptor y los hijos solteros con incapacidad física o mental que formen parte de una unidad de convivencia estable en el Estado receptor con el miembro de la misión diplomática u oficina consular de carrera;

3. se entiende por “actividad laboral” toda ocupación profesional autónoma o por cuenta ajena, incluyendo la formación profesional.
Artículo 2
Autorización para el desempeño de una actividad laboral

1. A título de reciprocidad, se autorizará que los familiares desempeñen actividades laborales en el Estado receptor. Sin perjuicio de la autorización para el desempeño de una actividad laboral conforme al presente Convenio, serán de aplicación las disposiciones legales vigentes en el Estado receptor en materia de ejercicio de actividades profesionales específicas. En la República Federal de Alemania, al desempeñar una actividad laboral, las personas afectadas continuarán estando exentas de la obligación de obtener un título de permanencia. En la República Oriental del Uruguay se concederán los permisos de permanencia que en su caso fueren necesarios.

2. En casos excepcionales, una vez concluida la actividad oficial del miembro de la misión diplomática u oficina consular de carrera en el Estado receptor, a los familiares les estará permitido proseguir el desempeño de su actividad laboral durante un plazo de tres meses, o hasta la finalización del año lectivo si se trate de hijo menor de 25 años cursando en institución de educación superior, sin necesidad de estar en posesión de un título de permanencia o un permiso de trabajo (con arreglo a la normativa de la UE).

3. El presente Acuerdo no implica reconocimiento de títulos, grados o estudios entre los dos países.

Artículo 3
Procedimiento

La misión diplomática del Estado acreditante notificará al Ministerio de Relaciones Exteriores del Estado receptor el comienzo y la terminación de la actividad laboral del familiar.
Artículo 4

Inmunidad de la jurisdicción civil y contencioso-administrativa

En caso de que un familiar goce de inmunidad de la jurisdicción civil y contencioso-administrativa del Estado receptor de conformidad con la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas, del 18 de abril de 1961, u otros instrumentos internacionales aplicables, dicha inmunidad no se extenderá a los actos u omisiones relacionados con el desempeño de su actividad laboral.

Artículo 5

Inmunidad de la jurisdicción penal

1. En el caso de que un familiar goce de inmunidad ante la jurisdicción penal en el Estado receptor, de conformidad con la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas del 18 de abril de 1961 o con cualquier otro instrumento internacional que pueda ser aplicado, el Estado acreditante examinará pormenorizadamente la renuncia a la inmunidad ante la jurisdicción penal del familiar acusado de haber cometido un delito en relación con el ejercicio de la actividad laboral. La renuncia a la inmunidad del familiar ante la jurisdicción penal se realizará por escrito.

2. En lo relativo a la ejecución de la pena se observará lo dispuesto en el Artículo 32, párrafo 4, de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas del 18 de abril de 1961.

3. En el supuesto de que el Estado acreditante no renuncie a la inmunidad del familiar afectado, someterá a sus autoridades competentes los delitos que éste cometa. El Estado receptor será informado del resultado de los procedimientos penales.

4. En caso de que se inicien procedimientos penales contra el familiar por cometer un delito, éste no podrá desempeñar ninguna actividad remunerada en el Estado receptor.
5. El familiar podrá ser interrogado como testigo en relación con el desempeño de su actividad laboral, a no ser que el Estado acreditante considere que ello es contrario a sus intereses.

Artículo 6
Régimen fiscal y de seguridad social

Salvo disposición en contrario de otros instrumentos internacionales, los familiares estarán sometidos al régimen fiscal y de seguridad social del Estado receptor en lo tocante al desempeño de su actividad laboral en el mismo.

Artículo 7
Entrada en vigor, período de vigencia y denuncia

1. El presente Convenio entrará en vigor el día de su firma.

2. El presente Convenio se concluye por tiempo indefinido.

3. Transcurridos como mínimo cinco años desde su entrada en vigor, el presente Convenio podrá ser denunciado por cada una de las Partes Contratantes a través de la vía diplomática, en forma escrita y con un preaviso de seis meses. A efectos del cómputo del plazo será determinante la fecha de entrada de la denuncia.
Hecho en Berlin el 18 de octubre de 2014, en dos ejemplares, en lengua alemana y española, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno de la República Federal de Alemania

[Signature]

Por el Gobierno de la República Oriental del Uruguay

[Signature]

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Eastern Republic of Uruguay,

Motivated by the desire to make it easier for the family members of members of diplomatic missions or consular posts to undertake gainful employment,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term “member of a diplomatic mission or consular post” means the employees of the sending State assigned to a diplomatic mission or consular post, or to a mission to an international organization in the receiving State;

2. The term “family” encompasses the spouse, partner, or person with whom the staff member lives in a de facto union, in accordance with the legislation of the sending State, together with unmarried children of up to twenty-five (25) years of age, who may be studying in higher education institutions in the receiving State, and unmarried children with a physical or mental disability who form part of a stable household in the receiving State with the member of the diplomatic mission or consular post;

3. The term “gainful employment” means any independent professional activity or employment by a third party, including vocational training.

Article 2. Authorization to engage in a gainful occupation

1. Family members shall be authorized to undertake gainful employment in the receiving State on a reciprocal basis. Without prejudice to the authorization to engage in a gainful occupation under this Agreement, the current laws governing the exercise of specific professional activities in the receiving State shall be applicable. In the Federal Republic of Germany, the persons in question who undertake gainful employment shall continue to be exempt from the need to obtain a residency permit. In the Eastern Republic of Uruguay, residency permits will be issued as necessary.

2. In exceptional cases, once the official activity of the member of the diplomatic mission or consular post in the receiving State has ended, family members may continue to exercise their gainful occupation for a further three (3) months, or until the end of the academic year in the case of a child under twenty-five (25) years of age who is pursuing a course in a higher education insti-
tution, without the need to hold a residency or work permit (in accordance with the regulations of the European Union).

3. The present Agreement does not imply recognition of titles, degrees or studies between the two countries.

**Article 3. Procedure**

The diplomatic mission of the sending State shall notify the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State of the start and end of the gainful employment of the family member.

**Article 4. Immunity from civil jurisdiction and administrative disputes**

Should a family member enjoy immunity from civil and administrative disputes in the receiving State, in accordance with the provisions of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961 or any other applicable international instrument, such immunity shall not cover acts or omissions related to the performance of his or her gainful occupation.

**Article 5. Immunity from criminal prosecution**

1. In the case of family members who enjoy immunity from criminal prosecution in the receiving State, under the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961 or any other applicable international instrument, the sending State shall give detailed consideration to the possibility of waiving the immunity from criminal prosecution enjoyed by a family member accused of having committed a crime in the course of his or her gainful occupation. The waiver of immunity from criminal prosecution of the family member in question shall be made in writing.

2. Execution of the sentence shall comply with the provisions of article 32, paragraph 4, of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961.

3. If the sending State declines to waive the immunity of the family member in question, it shall refer the crimes committed by the latter to its competent authorities. The receiving State shall be informed of the outcome of the criminal proceedings.

4. Should criminal proceedings be initiated against the family member for having committed a crime, the latter may not engage in any gainful occupation in the receiving State.

5. The family member in question may be questioned as a witness in the context of the performance of his or her gainful activity, unless the sending State considers this to be contrary to his or her interests.

**Article 6. Tax and social security regime**

Unless provided otherwise in the provisions of other international instruments, family members will subject to the tax and social security regime prevailing in the receiving State in matters connected the performance of their gainful employment in that State.
Article 7. Entry into force, period of validity and termination

1. This Agreement shall enter into force on the day of its signing.
2. This Agreement is concluded for an indefinite period.
3. Once this Agreement has been in force for at least five (5) years, it may be terminated in writing by either of the Contracting Parties, giving six (6) months’ notice through the diplomatic channel. The period for which the Agreement shall remain in force shall be counted from the date of receipt of such termination.

DONE in Berlin on 18 October 2011 in two copies, in the German and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:
GUIDO WESTERWELLE

For the Government of the Eastern Republic of Uruguay:
LUIS ALMAGRO
ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D’ALLEMAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L’URUGUAY RELATIF À L’EMPLOI RÉMUNÉRÉ DES MEMBRES DE LA FAMILLE DES MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES OU DES POSTES CONSULAIRES

Le Gouvernement de la République fédérale d’Allemagne et le Gouvernement de la République orientale de l’Uruguay,

Animés par le souhait d’améliorer les possibilités d’emploi rémunéré pour les membres de la famille des membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

1. L’expression « membre de mission diplomatique ou de poste consulaire » désigne les employés de l’État accréditant détachés auprès d’une mission diplomatique ou d’un poste consulaire, ou intégrant une mission détachée auprès d’un organisme international situé dans l’État accréditaire;

2. L’expression « membre de la famille » désigne le/la conjoint(e), le/la partenaire ou la personne qui vit en union de fait avec le fonctionnaire, conformément à la législation de l’État accréditeur, ainsi que les enfants célibataires jusqu’à l’âge de vingt-cinq (25) ans, même s’ils poursuivent leurs études dans des établissements d’enseignement supérieur situés dans l’État accréditaire, et les enfants célibataires souffrant d’incapacité physique ou mentale qui font partie du foyer, dans l’État accréditaire, du membre de la mission diplomatique ou du poste consulaire;

3. L’expression « emploi rémunéré » désigne toute activité professionnelle indépendante ou réalisée pour le compte d’autrui, y compris les formations professionnelles.

Article 2. Autorisation d’exercer un emploi rémunéré

1. Sur la base de la réciprocité, les membres de la famille sont autorisés à exercer des emplois rémunérés dans l’État accréditaire. Indépendamment de l’autorisation d’exercer un emploi rémunéré conformément au présent Accord, les dispositions légales en vigueur dans l’État accréditaire s’appliquent à l’exercice d’emplois rémunérés spécifiques. Lors de l’exercice d’un emploi rémunéré, la République fédérale d’Allemagne continue d’exempter les personnes concernées de l’obligation de posséder un permis de séjour. La République orientale de l’Uruguay quant à elle délivre les permis de séjour qui s’avèrent nécessaires le cas échéant.

2. Dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la mission dans l’État accréditaire du membre de la mission diplomatique ou du poste consulaire prend fin, les membres de sa famille ont le droit de poursuivre leur emploi rémunéré pendant un délai de trois (3) mois, ou jusqu’à la fin de l’année d’enseignement dans le cas d’un enfant de moins de vingt-cinq (25) ans qui suit des
cours dans un établissement d’enseignement supérieur, sans devoir être en possession d’un titre de séjour ou d’un permis de travail (conformément aux normes de l’Union Européenne).

3. Le présent Accord n’implique pas une reconnaissance des titres, diplômes ou études entre les deux pays.

**Article 3. Procédure**

La mission diplomatique de l’État accréditant notifie au Ministère des affaires étrangères de l’État accréditaire le début et la fin de l’emploi rémunéré du membre de la famille.

**Article 4. Immunité en matière de juridiction civile et de contentieux administratifs**

Dans le cas où un membre de la famille jouirait de l’immunité de juridiction civile et de contentieux administratifs dans l’État accréditaire, conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 ou d’autres instruments internationaux applicables, cette immunité ne s’étend pas aux actes ou omissions liés à l’exercice de son emploi rémunéré.

**Article 5. Immunité en matière de poursuite pénale**

1. Si un membre de la famille jouit de l’immunité à l’égard de poursuites pénales de l’État accréditaire, conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 ou de tout autre instrument international applicable, l’État accréditant examine minutieusement la possibilité de levée de l’immunité d’une poursuite pénale du membre de la famille accusé d’avoir commis une infraction dans le cadre de son emploi rémunéré. La levée de l’immunité d’une poursuite pénale du membre de la famille doit être transmise par écrit.

2. Pour l’exécution de la peine, les dispositions du paragraphe 4 de l’article 32 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 sont applicables.

3. Dans l’hypothèse où l’État accréditant ne renoncerait pas à l’immunité du membre de la famille concerné, il soumet à ses autorités compétentes les infractions que celui-ci a commises. L’État accréditaire est tenu informé du résultat des procédures pénales.

4. Au cas où des procédures pénales seraient entamées à l’encontre du membre de la famille ayant commis une infraction, celui-ci ne pourra exercer aucun emploi rémunéré dans l’État accréditaire.

5. Le membre de la famille peut être interrogé en tant que témoin dans le cadre de l’exercice de son emploi rémunéré, pour autant que l’État accréditant considère que cette mesure n’est pas contraire à ses intérêts.

**Article 6. Régime fiscal et de sécurité sociale**

Sauf en cas de dispositions contraires dans d’autres instruments internationaux, les membres de la famille sont soumis au régime fiscal et de la sécurité sociale de l’État accréditaire pour l’exercice de leur emploi rémunéré sur son territoire.

63
Article 7. Entrée en vigueur, durée et dénonciation

1. Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature.
2. Il sera conclu pour une durée indéterminée.
3. Après une période de validité d’au moins cinq (5) ans, chacune des Parties contractantes pourra le dénoncer par la voie diplomatique, par écrit, moyennant un préavis de six (6) mois. L’échéance sera calculée à partir de la date de réception de la dénonciation.

FAIT à Berlin, le 18 octobre 2011, en deux exemplaires originaux, en langues allemande et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d’Allemagne :

GUIDO WESTERWELLE

Pour le Gouvernement de la République orientale de l’Uruguay :

LUIS ALMAGRO
No. 49160

Germany
and
Uzbekistan


Entry into force: 13 May 1994 by signature, in accordance with article 6

Authentic texts: German and Russian

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 15 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne
et
Ouzbékistan

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération financière (pour les projets « Programme sectoriel pour l'économie laitière », « Programme sectoriel pour l'agriculture » et « Fonds d'études et d'experts »). Tachkent, 13 mai 1994

Entrée en vigueur : 13 mai 1994 par signature, conformément à l'article 6

Textes authentiques : allemand et russe


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
No. 49161

Germany
and
Uzbekistan


Entry into force: 14 July 2003 by signature, in accordance with article 5

Authentic texts: German and Russian

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 15 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne
et
Ouzbékistan

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération financière en 2002 – Réhabilitation du terminal de l'aéroport de Tachkent. Tachkent, 14 juillet 2003

Entrée en vigueur : 14 juillet 2003 par signature, conformément à l'article 5

Textes authentiques : allemand et russe


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
No. 49162

Germany
and
Uzbekistan


Tashkent, 27 December 2010

Entry into force: 27 December 2010 by signature, in accordance with article 7

Authentic texts: German and Russian

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 15 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne
et
Ouzbékistan

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération financière en 2009-2010.

Tachkent, 27 décembre 2010

Entrée en vigueur: 27 décembre 2010 par signature, conformément à l'article 7

Textes authentiques: allemand et russe


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l’Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
Austria and Switzerland

Agreement between the Republic of Austria and the Swiss Confederation on the facilitation of ambulance and rescue flights. Vienna, 3 March 2011

Entry into force: 1 November 2011 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article 13

Authentic text: German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Austria, 5 December 2011

Autriche et Suisse

Convention entre la Confédération suisse et la République d'Autriche relative aux facilités accordées lors de vols d'ambulance de même que lors de vols de sauvetage. Vienne, 3 mars 2011

Entrée en vigueur: 1er novembre 2011 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article 13

Texte authentique: allemand

ABKOMMEN
ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH
UND DER
SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT
ÜBER DIE EREICHTERUNG VON
AMBULANZ- UND RETTUNGSFLÜGEN

Die Republik Österreich und die Schweizerische Eidgenossenschaft, als Vertragsstaaten des Übereinkommens vom 7. Dezember 1944 über die Internationale Zivilfliegerschaft,

Bezug nehmend auf das Abkommen vom 22. März 2000 zwischen der Republik Österreich und der Schweizerischen Eidgenossenschaft über die gegenseitige Hilfeleistung bei Katastrophen oder schweren Unglücksfällen (Katastrophenhilfeabkommen),

überzeugt von der Notwendigkeit der Zusammenarbeit zwischen den beiden Staaten mit dem Ziel, den dringlichen Transport von Verletzten oder Kranken zu regeln, die Suche nach Verunglückten und Verletzten zu ermöglichen sowie deren Rettung und Heimkehr zu erleichtern,

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1
Gegenstand

Dieses Abkommen regelt die Rahmenbedingungen für die Durchführung grenzüberschreitender Ambulanz- und Rettungsflüge unter Einbezug von Außenlandeplätzen.

Artikel 2
Definitionen

Im Sinne dieses Abkommens bedeuten die Begriffe:

1. „Ambulanzflug“: ein Flug zum Zwecke eines Transports von bereits ärztlich versorgten Verletzten oder Kranken;

2. „Rettungsflug“: ein Flug zur Auffindung, zur Bergung, Versorgung und Beförderung von in lebensbedrohlichen Situationen befindlichen, kranken oder verletzten Personen sowie zur Heranbringung von Rettungs- bzw. Bergungspersonal und medizinischen Gütern;

3. „Entsendestaat“: derjenige Vertragsstaat, von dessen Gebiet ein Ambulanz- oder Rettungsflug ausgeht;
4. „Einsatzstaat“: derjenige Vertragsstaat, in dem ein vom Entsendestaat ausgehender Ambulanz- oder Rettungsflog durchgeführt wird und

5. „Leitstelle“: diejenige Einsatzstelle, welche mit der Leitung und Koordination des Ambulanz- oder Rettungsflogs betraut ist.

Artikel 3
Verwendung von Luftfahrzeugen

(1) Die für Ambulanz- oder Rettungsfüge zum Einsatz kommenden Luftfahrzeuge müssen gemäß den im Entsendestaat für diesen Einsatz jeweils anwendbaren innerstaatlichen Vorschriften ausgerüstet und zugelassen sein.

(2) Luftfahrzeuge, die im Militär-, Zoll- und Polizeidienst verwendet werden, können die Grenze mit ihrer Bewaffnung, jedoch ohne Munition, überqueren.

Artikel 4
Verzeichnisse der Luftfahrtunternehmen

Die zuständigen Behörden der beiden Vertragsstaaten tauschen die Verzeichnisse der Luftfahrtunternehmen aus, die ermächtigt sind, Ambulanz- und/oder Rettungsfüge jenseits der Grenze gemäß diesem Abkommen durchzuführen. Diese Verzeichnisse werden regelmäßig überprüft und auf den neuesten Stand gebracht.

Artikel 5
Außenlandeplätze

Luftfahrzeuge dürfen bei Ambulanz- und Rettungsfügen auch außerhalb von Zollflugplätzen, genehmigten Flugplätzen und Militärlflugplätzen starten und landen.

Artikel 6
Koordination von Ambulanz- und Rettungsfügen

Die Koordination und Gesamtleitung von Ambulanz- und Rettungsfügen obliegt in jedem Fall der Leitstelle des Einsatzstaates.

Artikel 7
Grenzübergang und Aufenthalt


(2) Die Begleitung der Verunglückten oder Verletzten durch Familienangehörige oder sonstige Begleitpersonen ist zulässig.
(3) Jeder Vertragsstaat nimmt alle in den anderen Vertragsstaat beförderten Personen ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit zurück, auch wenn sie nicht im Besitz eines Reisedokuments sind, ausgenommen jene Personen, die Staatsangehörige des anderen Vertragsstaats sind oder die dort zum Zeitpunkt des Ambulanz- oder Rettungsfluges eine gültige Aufenthaltsberechtigung hatten.

(4) Gehört die Besatzung eines Luftfahrzeuges den Sicherheits- oder Zollbehörden oder den Streitkräften eines Vertragsstaates an, so dürfen diese Personen ihre persönliche Bewaffnung samt Munition mitführen. Die Beamten sind befugt, ihre Dienstkleidung zu tragen.

Artikel 8
Grenzübergang des Materials

(1) Die Vertragsstaaten werden gegenseitig die notwendigen Ausrüstungsgegenstände im Einsatzstaat ohne förmelisches Verfahren und ohne Leistung einer Sicherheit zur abgabenfreien vorübergehenden Verwendung zulassen und diese frei von allen Eingangsabgaben lassen, soweit sie verbraucht sind.


(3) Für die bei Einsatzflügen notwendigen Ausrüstungsgegenstände finden die Verbote und Beschränkungen für den grenzüberschreitenden Warenverkehr keine Anwendung. Soweit diese Ausrüstungsgegenstände nicht verbraucht werden, sind sie wieder auszuführen.


Artikel 9
Flugdurchführung

(1) Vor dem Überfliegen der Staatsgrenze müssen zumindest folgende Angaben fernmündlich, fernschriftlich, elektronisch oder per Flugfunk der Flugsicherungsdienststelle des Einsatzstaates bekannt gegeben werden:

a) Art und Kennzeichen des Luftfahrzeugs,

b) Namen der Mitglieder der Besatzung, sofern es sich um Staatsluftfahrzeuge handelt,

c) Abflugzeit,
(2) Die zuständigen Flugsicherungsdienststellen sind:

a) in der Republik Österreich: Austro Control Österreichische Gesellschaft für Zivilflugfahrt mit beschränkter Haftung, ACC Wien

b) in der Schweizerischen Eidgenossenschaft: Skyguide, Schweizerische Aktiengesellschaft für militärische und zivile Flugsicherung, ACC Zürich

Eine Zuständigkeitsänderung wird im Rahmen eines Notenwechsels bekannt gegeben.

(3) Soweit sich aus diesem Abkommen nichts anderes ergibt, sind die luftfahrtsrechtlichen Verkehrsvorschriften jedes Vertragsstaates anwendbar.

**Artikel 10**

Haftung und Gerichtsbarkeit

Soweit Angehörige der Streitkräfte in Ausübung hoheitlicher Rechte an Aktivitäten gemäß diesem Abkommen beteiligt sind, richten sich die Haftung sowie die Strafgerichtsbarkeit und die Disziplinargewalt nach dem Übereinkommen zwischen den Vertragsstaaten des Nordatlantikvertrags und den anderen an der Partnerschaft für den Frieden teilnehmenden Staaten über die Rechtsstellung ihrer Truppen und dem dazugehörenden Zusatzprotokoll.

**Artikel 11**

Zusammenarbeit der Behörden

Die zuständigen Behörden der beiden Vertragsstaaten arbeiten nach Maßgabe des innerstaatlichen Rechts zusammen und treffen in gegenseitigem Einvernehmen die zur Durchführung dieses Abkommens erforderlichen Vereinbarungen und Maßnahmen.

**Artikel 12**

Aussetzen des Abkommens

Jeder der beiden Vertragsstaaten kann mit Rücksicht auf die öffentliche Ordnung und Sicherheit oder aus militärischen Gründen die Anwendung dieses Abkommens ganz oder teilweise vorübergehend aussetzen. Hiervon ist der andere Vertragsstaat unverzüglich auf diplomatischem Weg in Kenntnis zu setzen.
Artikel 13
Inkrafttreten

Dieses Abkommen bedarf der Ratifikation. Es tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Artikel 14
Kündigung

Dieses Abkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen und kann jederzeit auf diplomatischem Weg gekündigt werden. Es tritt in diesem Fall sechs Monate nach dem Zugang der Kündigungsnote beim anderen Vertragsstaat außer Kraft.

GESCHEHEN ZU Wien, am 03.03.2011, in zwei Urschriften in deutscher Sprache.

Für die Republik Österreich:

Maria Fekter m.p.

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft:

Simonetta Sommaruga m.p.
AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE SWISS CON-
FEDERATION ON THE FACILITATION OF AMBULANCE AND RESCUE
FLIGHTS

The Republic of Austria and the Swiss Confederation, as Contracting States to the Convention
on International Civil Aviation of 7 December 1944,

Referring to the Agreement of 22 March 2000 between the Republic of Austria and the Swiss
Confederation on reciprocal assistance in the event of disasters or serious accidents (Disaster
Assistance Agreement),

Convinced of the need for cooperation between both States for the purpose of regulating the
urgent transport of injured or sick persons, making possible the search for accident victims and in-
jured persons and facilitating their rescue and return,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose

This Agreement regulates the underlying conditions for the execution of cross-border ambulance
and rescue flights including those making use of off-field landings.

Article 2. Definitions

For the purposes of this Agreement the following definitions shall apply:

1. “Ambulance flight”: a flight for the purpose of transporting injured or sick persons who
   have already received medical treatment;

2. “Rescue flight”: a flight for locating, recovering, caring for and transporting persons in a
   life-threatening state of sickness or injury, and for bringing in rescue and recovery personnel and
   medical supplies;

3. “Assisting State”: the Contracting State from whose territory an ambulance or rescue
   flight starts;

4. “Requesting State”: the Contracting State in which a ambulance or rescue flight starting
   from the sending State is executed; and

5. “Coordination centre”: the functional office which is responsible for the direction and co-
   ordination of the ambulance or rescue flights.

Article 3. Use of aircraft

1. Aircraft used for ambulance or rescue flights must be equipped and authorized in accord-
   ance with the domestic regulations covering such use in force in the sending State.

2. Aircraft which are used by the military, customs and police services may cross the border
   with their armament, but without ammunition.
Article 4. Registers of the aviation companies

The competent authorities of both Contracting States shall exchange the registers of the aviation companies which are authorized to carry out ambulance and/or rescue flights across the border in accordance with this Agreement. These registers shall be regularly examined and brought up to date.

Article 5. Off-field landing

For purposes of ambulance and rescue flights, aircraft may take off from and land on locations other than airfields with customs controls, approved airfields and military airfields.

Article 6. Coordination of ambulance and rescue flights

The coordination and overall direction of ambulance and rescue flights shall in every case be the responsibility of the coordination centre of the requesting State.

Article 7. Border crossing and stay

1. When involved in ambulance and rescue flights, the crew, accompanying medical personnel and persons being transported shall not be required to carry travel documents to cross the border between the Contracting States.

2. Relatives of the accident or injury victims, or other appropriate persons, may be permitted to accompany them.

3. Each Contracting State shall take back all persons transported into the other Contracting State regardless of nationality, even if they are not in possession of a travel document, with the exception of those persons who are nationals of the other Contracting State or at the time of the ambulance or rescue flight had a valid residence permit.

4. If the crew of an aircraft belong to the security or customs services, or the armed forces, of one of the Contracting States, such persons may carry their personal firearms, including ammunition. Such personnel shall be entitled to wear their uniform.

Article 8. Transport of material across the border

1. The Contracting States shall reciprocally authorize the necessary items of equipment for temporary duty-free use in the requesting State without any formal procedure and without providing a security and shall exempt from import duties any such material that is consumed.

2. Other than the items of equipment necessary for the operations and the duty-free travel necessities, the persons referred to in article 7 may not bring any goods with them. Military and police aircraft may cross the border and operate in the locality of the rescue operation with their habitual equipment, but without ammunition.

3. The prohibitions and restrictions on cross-border traffic of goods shall not apply to the items of equipment necessary for the ambulance and rescue flights. If such items of equipment are not consumed, they shall be re-exported.
4. Paragraph 3 shall also apply to the import of narcotics or addictive drugs and psychotropic substances into the requesting State and the re-export of unconsumed quantities into the sending State. Only quantities of narcotics or addictive drugs and psychotropic substances appropriate to urgent medical needs may be imported, and such substances may be administered only by qualified medical personnel.

Article 9. Operational details of the flights

1. Before the national border is crossed, the basic information to be provided by telephone, by telex, electronically or by aircraft radio to the air traffic control location of the requesting State includes the following:
   (a) Type and identification markings of the aircraft;
   (b) Name of the crew members, in cases where the aircraft are State-owned;
   (c) Take-off time;
   (d) Flight path, anticipated altitude, destination and border-crossing locations;
   (e) Landing location, anticipated take-off time and arrival time at/from the intended landing location;
   (f) Purpose of the flight; and
   (g) Transponder code.

2. The competent air traffic control locations shall be:
   (a) In the Republic of Austria: Austro Control, Österreichische Gesellschaft für Zivilluftfahrt mit beschränkter Haftung, ACC Vienna;
   (b) In the Swiss Confederation: Skyguide, Schweizerische Aktiengesellschaft für militärische und zivile Flugsicherung, ACC Zurich.
   Any change in competence shall be communicated by an exchange of notes.

3. Unless this Agreement provides otherwise, the legal provisions of each Contracting State governing aviation shall be applicable.

Article 10. Liability and jurisdiction

Where members of the armed forces in the exercise of sovereign rights are involved in activities regulated by this Agreement, the liability, criminal jurisdiction and disciplinary authority shall be regulated by the Status of Forces Agreement between the Contracting States to the North Atlantic Treaty and the other States participating in the Partnership for Peace on the status of their forces, and its Additional Protocol.

Article 11. Cooperation between authorities

The competent authorities of both Contracting States shall work in cooperation in accordance with the provisions of their domestic law and shall by mutual accord undertake the agreements and measures necessary to implement this Agreement.
Article 12. Suspension of the Agreement

Either of the two Contracting States may temporarily suspend the applicability of this Agreement, completely or in part, for considerations of public order and safety or for military reasons. The other Contracting State shall be informed thereof without delay through the diplomatic channel.

Article 13. Entry into force

This Agreement requires ratification. It shall enter into force on the first day of the second month after exchange of the instruments of ratification.

Article 14. Termination

This Agreement is concluded for an indeterminate duration and may be terminated at any time through the diplomatic channel. In such a case, it shall cease to have effect six (6) months after receipt of the notification of termination by the other Contracting State.

DONE at Vienna on 3 March 2011, in two originals in the German language.

For the Republic of Austria:

MARIA FEKTER

For the Swiss Confederation:

SIMONETTA SOMMARUGA
Convention entre la Confédération suisse et la République d’Autriche relative aux facilités accordées lors de vols d’ambulance de même que lors de vols de sauvetage

La Confédération suisse et la République d’Autriche,
en tant que Parties à la Convention relative à l’aviation civile internationale, ouverte à la signature le 7 décembre 1944, se référant à l’Accord du 22 mars 2000 entre la Confédération suisse et la République d’Autriche sur l’assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d’accident grave, convaincues de la nécessité de la coopération entre les deux États dans le but de régler le transport urgent de blessés ou de malades, de permettre la recherche de personnes accidentées ou blessées et de faciliter leur sauvetage et leur rapatriement, sont convaincues de ce qui suit:

Art. 1 Objet
La présente Convention règle les conditions cadre des vols transfrontaliers d’ambulance et de sauvetage nécessitant des atterrissages en campagne.

Art. 2 Définitions
Aux termes de la présente Convention:
(1) l’expression «vol d’ambulance» désigne un vol destiné à transporter des blessés ou des malades auxquels des soins médicaux sont déjà prodigués;
(2) l’expression «vol de sauvetage» désigne un vol destiné à repérer, à récupérer, à ravitailler et à transporter des personnes malades ou blessées et à amener le personnel de sauvetage et de secours ainsi que des biens médicaux;
(3) l’expression «État d’envoi» désigne l’État contractant sur le territoire duquel un vol d’ambulance ou de sauvetage commence;

---

1 Translation supplied by the Government of the Swiss Confédération – Traduction fournie par le Gouvernement de la Confédération Suisse.
(4) l’expression «Etat requérant» désigne l’Etat contractant dans lequel un vol d’ambulance ou de sauvetage provenant de l’Etat d’envoi est effectué;

(5) l’expression «centre de coordination» désigne le service d’intervention chargé de diriger et de coordonner le vol d’ambulance ou le vol de recherche et de sauvage-
tage.

Art. 3 Engagement d’aéronefs

(1) Les aéronefs engagés dans les vols d’ambulance ou de sauvetage doivent être équipés et certifiés conformément aux prescriptions nationales de l’Etat d’envoi applicables pour ces vols.

(2) Les aéronefs engagés dans une opération militaire, douanière ou policière peuvent franchir la frontière avec leur armement mais sans munitions.

Art. 4 Listes des transporteurs aériens

Les autorités compétentes des deux Etats contractants s’échangent les listes des transporteurs aériens autorisés à assurer des vols transfrontaliers d’ambulance et/ou de sauvetage conformément à la présente Convention. Ces listes sont régulièrement contrôlées et mises à jour.

Art. 5 Places d’atterrissage en campagne

Dans le cadre d’opérations d’ambulance ou de sauvetage, les aéronefs peuvent également décoller et atterrir en dehors des aérodromes douaniers, des aérodromes agréés et des aérodromes militaires.

Art. 6 Coordination des vols d’ambulance ou de sauvetage

La coordination et la conduite générale d’un vol d’ambulance ou d’un vol de sauve-
tage incombent dans tous les cas au centre de coordination de l’Etat requérant.

Art. 7 Franchissement de frontière et séjour

(1) L’équipage, le personnel médical accompagnant et les personnes transportées peuvent, dans le cadre de vols d’ambulance ou de sauvetage, franchir la frontière entre les deux Etats contractants sans pièce d’identité.

(2) Les personnes accidentées ou blessées peuvent être accompagnées par des membres de la famille ou d’autres personnes accompagnantes.

(3) Chaque Etat contractant rapatrie sans égard à la nationalité toutes les personnes transportées dans l’autre Etat contractant, même si elles ne possèdent aucun docu-
ment de voyage, exception faite des personnes possédant la nationalité de l’autre Etat contractant ou qui y avaient au moment du vol d’ambulance ou du vol de sauve-
tage une autorisation de séjour valable.
(4) Les membres de l’équipage d’un aéronef appartenant aux autorités responsables de la sécurité, aux autorités douanières ou aux forces armées d’un État contractant ont le droit d’emporter leur armement personnel avec les munitions. Les agents de l’État sont habilités à porter leur vêtement de service.

Art. 8 Franchissement de la frontière du matériel

(1) Les États contractants admettront dans l’État requérant sans procédure formelle et sans prestation de sûreté, en vue d’une utilisation provisoire libre d’impôts et sous réserve de réciprocité, les équipements nécessaires et les dispenseront de droits ou taxes d’entrée, dans la mesure où ils sont consommés.

(2) Les personnes visées à l’art. 7 ne doivent pas apporter des biens autres que les équipements nécessaires pour les opérations et les effets personnels en franchise. Les aéronefs militaires et de la police peuvent traverser la frontière et opérer dans le secteur d’engagement avec leur équipement usuel, mais sans munition.

(3) Les interdictions et les restrictions du trafic transfrontalier des marchandises ne s’appliquent pas aux équipements nécessaires aux opérations aériennes. Dans la mesure où ils ne sont pas consommés, ces équipements doivent être réexportés.

(4) L’al. 3 s’applique également à l’importation dans l’État requérant de stupéfiants et de substances psychotropes et à la réexportation dans l’État d’envoi des quantités non utilisées. Les stupéfiants et substances psychotropes doivent être apportés seulement dans le cadre des besoins médicaux urgents et utilisés uniquement par du personnel médical qualifié.

Art. 9 Exécution du vol

(1) Avant le survol de la frontière étagique, les informations suivantes doivent dans tous les cas être portées à la connaissance des services du contrôle de la circulation aérienne de l’État requérant par téléphone, par télécopie, sous forme électronique ou par radiocommunication aérienne:

a) type et immatriculation de l’aéronef;

b) dans le cas d’aéronefs d’État, le nom des membres d’équipage;

c) l’heure du décollage;

d) la route aérienne, la hauteur de vol prévue, la destination du vol et le point de franchissement de la frontière;

e) le lieu de destination, les heures approximatives de départ et d’arrivée respectivement depuis et sur la place d’atterrissage prévue;

f) le but du vol; et

g) le code transpondeur.
(2) Les services compétents du contrôle de la circulation aérienne sont:
   a) sur le territoire de la République d’Autriche: Austro Control, Gesellschaft für Zivilluftfahrt mit beschränkter Haftung, ACC Wien;
   b) sur le territoire de la Confédération suisse: Skyguide, Société anonyme suisse pour les services de la navigation aérienne, ACC Zürich.
Tout modification des compétences est notifiée par échange de notes.
(3) A moins que la présente Convention n’en dispose autrement, les prescriptions légales de chaque Partie contractante en matière de trafic aérien sont applicables.

Art. 10  Responsabilité et juridiction
Lorsque des membres des forces armées exerçant des prérogatives de puissance publique participent à des activités en vertu de la présente Convention, la responsabilité, la juridiction pénale et le pouvoir disciplinaire sont régis par la Convention entre les Etats parties au Traité de l’Atlantique Nord et les autres Etats participant au Partenariat pour la paix sur le statut de leurs Forces ainsi que par son protocole additionnel.

Art. 11  Coopération entre les autorités
Les autorités compétentes des deux Etats contractants coopèrent dans le respect du droit interne et prennent d’un commun accord les engagements et mesures nécessaires aux fins de l’exécution de la présente Convention.

Art. 12  Suspension de la Convention
Dans l’intérêt de l’ordre et de la sécurité publics ou pour des raisons militaires, chacun des deux Etats contractants peut suspendre temporairement l’application de tout ou partie de la présente Convention. L’autre Etat contractant doit en être informé sans délai par la voie diplomatique.

Art. 13  Entrée en vigueur
La présente Convention est soumise à ratification. Elle entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant l’échange des instruments de ratification.
Art. 14  Dénonciation

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée en tout temps par la voie diplomatique. Dans ce cas, elle cesse d’être en vigueur dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l’autre État contractant aura reçu la notification de dénonciation.

Fait à Vienne, le 3 mars 2011, en double exemplaire en langue allemande.

Pour la
Confédération suisse:

Pour la
République d’Autriche:

Simoneetta Sommaruga

Maria Fekter

Entry into force: 12 July 2011 by signature, in accordance with article 11

Authentic texts: English and German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 1 December 2011

Allemagne et Kenya

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Kenya relatif à l'établissement d'une délégation de l'industrie et du commerce allemands à Nairobi. Nairobi, 12 juillet 2011

Entrée en vigueur : 12 juillet 2011 par signature, conformément à l'article 11

Textes authentiques : anglais et allemand

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Allemagne, 1er décembre 2011
Agreement

between

the Government of the Federal Republic of Germany

and

the Government of the Republic of Kenya

concerning

the Establishment of a Delegation of German Industry and Commerce in Nairobi
The Government of the Federal Republic of Germany

and

the Government of the Republic of Kenya,

Preamble

desiring to promote the economic relations and in particular cooperation in the field of trade
and industry between the two countries, above all in the area of small and medium-sized
enterprises,

agree to the following:

§ 1 Establishment

With the aim of supporting economic cooperation between the two countries as stated above,
the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of
Kenya agree to establish a Delegation of German Industry and Commerce (hereinafter
referred to as the “Delegation”) in Nairobi, in accordance with Kenyan law. The Delegation
will be a representation of the German Association of Chambers of Industry and Commerce
(DIHK). Its official name shall be the “Delegation of German Industry and Commerce”.

§ 2 Mandate

The purpose of the Delegation is to promote trade and economic relations between companies,
organizations and tradespersons from the Federal Republic of Germany and the Republic of
Kenya. It shall lobby in the interests of businesses from both countries and promote trade and
investment in both directions. The Delegation shall pursue no profit-oriented objectives. It is however, entitled to charge fees for its services to recoup its costs.

§ 3 Registration

The Delegation will be registered with the Registrar of Companies at the State Law Office of the Republic of Kenya. The Delegation office shall be located in Nairobi.

§ 4 Finances

The Delegation will receive financial support for its work in the field of external economic promotion from the German Federal Ministry of Economics and Technology and the DIHK. The Delegation is permitted to have bank accounts in the Federal Republic of Germany and in the Republic of Kenya. Federal allocations disbursed via the DIHK to maintain the Delegation office may be transferred at any time, freely and without restrictions, to the Delegation’s bank accounts in the Republic of Kenya at the official exchange rate. Payments made by the Federal Republic of Germany to the Delegation for the purpose of covering costs shall, pursuant to relevant Kenyan law be exempt from direct taxes.

§ 5 Protocol Issues

Persons working for the Delegation on behalf of the DIHK for the purposes specified in § 2 above and their family members are not members of the diplomatic missions or consular posts of the Federal Republic of Germany in the Republic of Kenya. They do not enjoy the privileges and immunities granted to the staff of such missions and posts.
§ 6 Entry/Work Permits

The competent Kenyan authorities shall issue entry and re-entry permits to the principal and dependant passes for the dependants specified in § 5 above expeditiously within the scope of the applicable laws and regulations.

§ 7 Employment Level

The Delegation shall employ an appropriate number of staff to fulfil the purpose for which it was established subject to national laws on employment.

§ 8 Avoidance of Double Taxation

The salaries, wages and similar earnings of the Delegation staff shall be subject to taxation in accordance with the relevant agreements between the Federal Republic of Germany and the Republic of Kenya for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and capital and in accordance with the applicable laws and regulations.

§ 9 Custom Duty Exemption

The Government of the Republic of Kenya will grant persons working for the Delegation on behalf of DIHK for the purposes specified in § 2 above and their family members an exemption from customs duties and other charges levied upon the import and re-export of personal property brought into the territory of the host country within a maximum of twelve months of their entry in accordance with the applicable laws.
§ 10 Relevance

The Parties may agree to apply the provisions of this Agreement to any future German-Kenyan Chamber of Commerce and Industry in both countries.

§ 11 Entry into Force, Duration and Termination

This Agreement shall enter into force on the date of signature thereof and shall remain in force for a period of two years after which it shall be renewed automatically for successive periods of two years unless terminated by either Party giving six months’ notice in advance through diplomatic channels of its intention to terminate it.

§ 12 Prejudice

This Agreement shall be without prejudice to any bilateral Agreements in force between the Federal Republic of Germany and the Republic of Kenya.

§ 13 Registration with the United Nations

Registration of this Agreement with the Secretariat of the United Nations, in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, shall be initiated by the Government of the Federal Republic of Germany immediately following its entry into force. The other Party shall be informed of registration, and of the UN registration number, as soon as this has been confirmed by the Secretariat.
§ 14 Dispute Settlement

Any dispute or differences which shall arise between the Parties hereto or as to the rights or obligations of either Party hereunder or otherwise in connection with this agreement shall be settled by negotiations or other amicable settlement.

§ 15 Amendment

(1) This Agreement is subject to amendment by the Parties at any time by mutual agreement in accordance with their respective constitutional procedures. Either party shall request an amendment of this Agreement through diplomatic channels.

(2) No amendment of this Agreement shall be valid and binding unless in writing.

(3) No amendment of this Agreement shall have retroactive effect.

In witness whereof the undersigned being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement and affixed their seals thereto.

Done at Nairobi on 12 Day of July in the year 2011 in duplicate in the German and English languages, both texts being equally authentic.

For
the Government of the
Federal Republic of Germany

For
the Government of the
Republic of Kenya
Vereinbarung

zwischen

der Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und

der Regierung der Republik Kenia

über

die Einrichtung einer Delegation der deutschen Wirtschaft in Nairobi
Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Republik Kenia –

Präambel

in dem Wunsch, die wirtschaftlichen Beziehungen und insbesondere die Zusammenarbeit auf
dem Gebiet des Handels und der Industrie zwischen beiden Ländern, vor allem im Bereich
der kleinen und mittelständischen Unternehmen, zu fördern –

sind wie folgt übereingekommen:

§ 1 Einrichtung

Mit dem Ziel, die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen beiden Ländern wie oben
dargelegt zu unterstützen, vereinbaren die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die
Regierung der Republik Kenia die Einrichtung einer Delegation der deutschen Wirtschaft (im
Folgenden als „Delegation“ bezeichnet) in Nairobi nach kenianischem Recht. Die Delegation
ist eine Vertretung des Deutschen Industrie- und Handelskammertags e. V. (DIHK). Sie wird
die offizielle Bezeichnung „Delegation der deutschen Wirtschaft“ tragen.

§ 2 Mandat

Zweck der Delegation ist die Förderung der Handels- und Wirtschaftsbeziehungen zwischen
Unternehmen, Organisationen und Gewerbetreibenden der Bundesrepublik Deutschland und
der Republik Kenia. Sie setzt sich für die Interessen der Wirtschaft beider Länder ein und
fordert Handel und Investitionen in beide Richtungen. Die Delegation verfolgt keine Gewinn-
erzielungszwecke. Sie kann jedoch für ihre Dienstleistungen Entgelte zur Deckung der Kosten
erheben.
§ 3 Registrierung


§ 4 Finanzen


§ 5 Protokollarisches

Personen, die im Auftrag des DIHK zu den in § 2 genannten Zwecken bei der Delegation beschäftigt werden, sowie deren Familienangehörige sind keine Angehörigen der diplomatischen oder konsularischen Vertretungen der Bundesrepublik Deutschland in der Republik Kenia. Sie genießen nicht die Vorrechte und Immunitäten, die dem Personal solcher Vertretungen gewährt werden.

§ 6 Einreisegenehmigung und Arbeitserlaubnis

Die zuständigen kenianischen Behörden erteilen dem Familienoberhaupt eine Genehmigung zur Einreise und Wiedereinreise und den in § 5 genannten Familienangehörigen einen Ausweis für Familienangehörige, und zwar bevorzugt und im Rahmen der geltenden Rechtsvorschriften und sonstigen Bestimmungen.
§ 7 Anzahl der Beschäftigten

Die Anzahl der bei der Delegation Beschäftigten hat unter Beachtung der innerstaatlichen Arbeitsgesetze in einem angemessenen Verhältnis zu dem Zweck zu stehen, dessen Erfüllung die Einrichtung der Delegation dient.

§ 8 Vermeidung der Doppelbesteuerung

Die steuerliche Behandlung der Gehälter, Löhne und ähnlichen Bezüge der Beschäftigten der Delegation richtet sich nach den jeweils geltenden Übereinkünften zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Republik Kenia zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie nach den jeweils geltenden Gesetzen und sonstigen Vorschriften.

§ 9 Befreiung von Zöllen


§ 10 Ausblick

Die Vertragsparteien können vereinbaren, diese Vereinbarung auf eine künftige deutsch-kenianische Industrie- und Handelskammer in beiden Ländern anzuwenden.
§ 11 Inkrafttreten, Geltungsdauer und Beendigung

Diese Vereinbarung tritt am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft und gilt für die Dauer von zwei Jahren; die Geltungsdauer verlängert sich danach stillschweigend um jeweils zwei Jahre, es sei denn, dass eine der Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten der anderen Vertragspartei auf diplomatischem Weg ihre Absicht mitteilt, die Vereinbarung zu beenden.

§ 12 Nichtauswirkung

Diese Vereinbarung berührt nicht die zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Republik Kenia bestehenden zweiseitigen Übereinkünfte.

§ 13 Registrierung bei den Vereinten Nationen

Die Registrierung dieser Vereinbarung beim Sekretariat der Vereinten Nationen nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen wird unverzüglich nach ihrem Inkrafttreten von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland veranlasst. Die andere Vertragspartei wird unter Angabe der VN-Registrierungsnummer von der erfolgten Registrierung unterrichtet, sobald diese vom Sekretariat der Vereinten Nationen bestätigt worden ist.

§ 14 Beilegung von Streitigkeiten

Streitigkeiten oder Meinungsverschiedenheiten, die zwischen den Vertragsparteien in Bezug auf die Vereinbarung oder die Rechte oder Pflichten der Vertragsparteien aus der Vereinbarung oder in sonstigem Zusammenhang mit der Vereinbarung entstehen, sind durch Verhandlungen oder eine andere gültliche Einigung beizulegen.
§ 15 Änderung

(1) Die Vereinbarung kann von den Vertragsparteien jederzeit im gegenseitigen Einvernehmen und im Einklang mit ihren jeweiligen verfassungsrechtlichen Verfahren geändert werden. Er sucht eine Vertragspartei um eine Änderung der Vereinbarung, so hat dies auf diplomatischem Weg zu erfolgen.

(2) Eine Änderung der Vereinbarung ist nur gültig und bindend, wenn sie schriftlich erfolgt.

(3) Eine Änderung der Vereinbarung kann nicht rücksichtlich gelten.

Zu Urkund dessen haben die von ihren Regierungen gehörig befugten Unterzeichneten diese Vereinbarung unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.


Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

[Unterschrift]

Für die Regierung der Republik Kenia

[Unterschrift]
ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DÉLÉGATION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE ALLEMANDS À NAIROBI

Préambule

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Kenya,

Souhaitant promouvoir les relations économiques et en particulier la coopération dans le domaine du commerce et de l'industrie entre les deux pays, notamment dans le domaine des petites et moyennes entreprises,

Sont convenus de ce qui suit :

1. Établissement

Pour accompagner la coopération économique entre les deux pays comme indiqué plus haut, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Kenya conviennent de créer une Délégation de l'industrie et du commerce allemands (ci-après dénommée la « Délégation ») à Nairobi, conformément aux lois du Kenya. La Délégation représente l’Association allemande des chambres du commerce et de l’industrie (DIHK). Sa dénomination officielle est « Délégation de l’industrie et du commerce allemands ».

2. Mission

La Délégation est chargée de promouvoir les relations commerciales et économiques entre les sociétés, les organisations et gens de métier de la République fédérale d’Allemagne et de la République du Kenya. Elle défend les intérêts des entreprises des deux pays et encourage le commerce et l'investissement dans les deux directions. La Délégation est sans but lucratif. Elle est toutefois habilitée à facturer des honoraires pour ses services pour recouvrir ses coûts.

3. Enregistrement

La Délégation sera enregistrée auprès du Registre des sociétés du bureau juridique de l’État de la République du Kenya. Le bureau de la Délégation sera établi à Nairobi.

4. Finances

La Délégation recevra une aide financière pour son travail dans le domaine de la promotion économique à l'étranger du Ministère fédéral allemand de l’économie et de la technologie et de la
DIHK. La Délégation est autorisée à disposer de comptes bancaires dans la République fédérale d’Allemagne et dans la République du Kenya. Les allocations fédérales déboursées par l’intermédiaire de la DIHK pour assurer le fonctionnement du bureau de la Délégation peuvent être transférées à tout moment, librement et sans restriction, sur les comptes bancaires de la Délégation dans la République du Kenya au taux de change officiel. Les paiements effectués par la République fédérale d’Allemagne à la Délégation pour couvrir ses frais sont exonérés de l'impôt direct, conformément à la législation kenyane pertinente.

5. Protocole

Les personnes qui travaillent pour la Délégation pour le compte de la DIHK aux fins énoncées au paragraphe 2 ci-dessus et les membres de leurs familles ne sont pas des membres de missions diplomatiques ou de postes consulaires de la République fédérale d’Allemagne en République du Kenya. Ils ne jouissent pas des privilèges et immunités accordés au personnel de ces missions et ces postes.

6. Permis d'entrée et de travail

Les autorités kenyanes compétentes délivrent rapidement des permis d'entrée et de réadmission au personnel et des laissez-passer aux personnes à charge visées au paragraphe 5 ci-dessus, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

7. Niveau d’emploi

La Délégation emploie les effectifs nécessaires pour s'acquitter de sa mission, sous réserve de la législation nationale du travail.

8. Mesures pour éviter la double imposition

Les salaires, traitements et rémunérations similaires du personnel de la Délégation sont assujettis à l’impôt, conformément aux accords pertinents entre la République fédérale d’Allemagne et la République du Kenya tendant à éviter la double imposition sur le revenu et la fortune et conformément aux lois et réglementations en vigueur.

9. Exonération des droits de douane

Le Gouvernement de la République du Kenya accorde au personnel de la Délégation, travaillant pour le compte de la DIHK aux fins précisées au paragraphe 2 ci-dessus, ainsi qu’aux membres de leurs familles, une exonération des droits de douane et d'autres taxes prélevées à l’importation et à la réexportation de biens personnels introduits dans le territoire du pays hôte dans un délai maximal de douze (12) mois à compter de la date de leur entrée, conformément à la législation en vigueur.
10. Pertinence

Les Parties peuvent convenir d’appliquer les dispositions du présent Accord à toute future Chambre du commerce et de l'industrie germano-kenyane dans les deux pays.

11. Entrée en vigueur, durée et dénonciation

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature et demeure en vigueur pendant une période de deux (2) ans, à l’issue de laquelle il sera reconduit tacitement pour des périodes successives de deux (2) ans, sauf si l’une des Parties adresse à l'autre Partie, par la voie diplomatique, six (6) mois à l'avance, un préavis annonçant son intention de le dénoncer.

12. Préjudice

Le présent Accord est sans préjudice de tous accords bilatéraux en vigueur entre la République fédérale d'Allemagne et la République du Kenya.


14. Règlement des différends

Tout litige ou différend susceptible de survenir entre les Parties concernant les droits ou obligations de l'une ou l'autre Partie aux termes du présent Accord est réglé par la voie de la négociation ou par tout autre forme de règlement à l'amiable.

15. Amendement

1. Le présent Accord peut être amendé par les Parties à tout moment par accord mutuel, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. L'une ou l'autre Partie propose l'amendement du présent Accord par la voie diplomatique.

2. Seuls les amendements par écrit au présent Accord sont réputés valides et lient les Parties.

3. Les amendements au présent Accord sont sans effet rétroactif.
EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Nairobi, le 12 juillet 2011, en double exemplaire en langues allemande et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

Pour le Gouvernement de la République du Kenya :
No. 49165

Germany
and
Ecuador


Entry into force: 17 August 1962 by signature, in accordance with article 8

Authentic texts: German and Spanish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 1 December 2011

Allemagne
et
Équateur

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la République de l'Équateur relatif à la coopération technique et économique. Quito, 17 août 1962

Entrée en vigueur: 17 août 1962 par signature, conformément à l'article 8

Textes authentiques: allemand et espagnol

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies: Allemagne, 1er décembre 2011
ABKOMMEN

ZWISCHEN DER REGIERUNG DMR
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND
UND DMR
REPUBLIK ECUADOR
ÜBER WIRTSCHAFTLICHE UND
TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT

Die Regierung
der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung
der Republik Ecuador,

in dem Wunsche, die zwischen beiden
Staaten und ihren Völkern bereits be-
estehenden freundschaftlichen Bezie-
hungen zu festigen und zu vertiefen,
in Anbetracht ihres gemeinsamen Inter-
tesses an der Pflege und Förderung
der wirtschaftlichen und technischen
Entwicklung ihrer Staaten und
in dem Erkenntnis der Vorteile, die
aus einer engeren wirtschaftlichen
und technischen Zusammenarbeit für
beide Staaten erwachsen werden,

sind wie folgt Übereinkommen:

1 Published as submitted. — Publié tel que soumis.
Artikel 1

(1) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die Regierung der Republik Ecuador werden sich gemeinsam bemühen, im Rahmen ihrer Möglichkeiten in wirtschaftlichen und technischen Fragen zusammenzuarbeiten und sich gegenseitig zu unterstützen. Die Zusammenarbeit erfolgt auf der Grundlage gleichberechtigter Partnerschaft.

(2) Auf der Grundlage und im Rahmen dieses Abkommens ist beabsichtigt, Sondervereinbarungen über einzelne Vorhaben auf dem Gebiet der wirtschaftlichen und technischen Zusammenarbeit zu treffen.

Artikel 2

Zur Verwirklichung der Ziele dieses Abkommens können die in Artikel 1 Absatz 2 genannten Sondervereinbarungen vorsehen, dass die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

2. Vertretern der Regierung der Republik Ecuador zuliebe gilt, sich mit den Nachkommen deutscher Fachleuten auf dem Gebiet der wirtschaftlichen und technischen Entwicklung vertraut zu machen,

3. deutschem Sachverständigen zur Erstellung von Gutachten über die wirtschaftliche und technische Durchführbarkeit von Vorhaben entsendet, die der vollen Entwicklung und Nutznahme der wirtschaftlichen Hilfsmöglichkeiten in der Republik Ecuador dienen,

4. für Studenten und Praktikanten der Republik Ecuador Stipendien und Ausbildungsgelegenheiten an deutschen Bildungseinrichtungen und Betrieben vermittelt.

Artikel 3

Die Regierung der Republik Ecuador wird

1. die von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland im Rahmen einer Vereinbarung gemäß Artikel 1 Absatz 2 zur Verfügung gestellten Gegenstände und die von deutschen Sachverständigen, Lehr- und Fachkräften, ihren Familienangehörigen und deutschen Hausangestellten eingeschlossene persönliche Habe einschließlich eines Kraftfahrzeugs und Berufsausstattung von Ein- und Ausfuhrabgaben sowie von sonstigen fiskalischen Lasten,
2. die deutschen Sachverständigen, Lehr- und Fachkräfte für die Dauer ihrer Tätigkeit im Rahmen einer Vereinbarung gemäß Artikel 1 Absatz 2 sowie deren Familienangehörige von Steuern und sonstigen fiskalischen Lasten freistellen;

3. für Vorhaben, die aufgrund dieses Abkommens durchgeführt werden, erforderlichenfalls Grund und Boden sowie Gebäude zur Verfügung stellen und die Kosten für den Betrieb und die Instandhaltung tragen,

4. die aufgrund einer Vereinbarung gemäß Artikel 1 Absatz 2 entstehenden Kosten für
   a) Reisen und Transporte der deutschen Sachverständigen, Lehr- und Fachkräfte in der Republik Ecuador in Ausübung ihrer Tätigkeit,
   b) erforderlich werdende Dienstleistungen durch Staatsangehörige der Republik Ecuador tragen;

5. den deutschen Sachverständigen, Dozenten und Technikern eine vertraglich festschlagende Summe "per diem" für Aufenthaltskosten zuzurechnen, die die Anmietung einer angemessenen Wohnung ermöglicht.
Artikel 4

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden auch Anwendung auf die bei Inkrafttreten dieses Abkommens für die Regierung der Republik Ecuador bereits tätigen deutschen Sachverständigen, Lehr- und Fachkräfte.

Artikel 5

Die Vertragsparteien werden sich aufgrund einer besonderen Vereinbarung gegenseitig über Ausbildungs- und Arbeitspläne unterrichten, die für die Durchführung der wirtschaftlichen und technischen Zusammenarbeit von Interesse sind.

Artikel 6

Dieses Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Republik Ecuador innerhalb von drei Monaten nach Unterzeichnung dieses Abkommens eine gegenseitige Erklärung abgibt.

Artikel 7

Dieses Abkommen kann jederzeit schriftlich gekündigt werden; es tritt drei Monate nach seiner Kündigung ausser Kraft.

Auch nach Ablauf dieses Abkommens werden die nach Artikel 1. Absatz 2 vereinbarten und bereits in Ausführung begriffenen Vorhaben
bis zu ihrem Abschluss unter weiterer Anwendung der Bestimmungen dieses Abkommens durchgeführt werden.

Artikel 8

Dieses Abkommen tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

GEGEBEN ZU Quito, am 17. August 1962,
in zwei Urschriften, in deutscher und spanischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

Dr. Georg Vogel
Botschafter
ACUERDO GENERAL

ENTRE EL GOBIERNO DE LA
REPUBLICA FEDERAL DE ALEMANIA
Y LA
REPUBLICA DEL ECUADOR

SOBRE
COOPERACION TECNICO-ECONOMICA

El Gobierno
de la Republica Federal de Alemania

y

el Gobierno
de la Republica del Ecuador

animados del deseo de consolidar e intensificar las relaciones de amistad que existen entre los dos Estados y sus pueblos,
teniendo en cuenta su común interés en la atención y el fomento del desarrollo tecnico-economico de sus Estados y
reconociendo las ventajas resultantes para ambos Estados de una cooperacion tecnico-economica mas estrecha,

han convenido en lo siguientes:

1 Published as submitted. -- Publié tel que soumis.
Artículo 1

(1) El Gobierno de la República Federal de Alemania y el Gobierno de la República del Ecuador se esforzarán conjuntamente en colaborar y ayudarse reciprocamente dentro de sus posibilidades en cuestiones técnico-económicas. La colaboración se realizará sobre la base de igualdad de derechos.

(2) Sobre la base y en los términos de este Acuerdo existe el propósito de concertar acuerdos especiales sobre diferentes proyectos en el campo de la colaboración técnico-económica.

Artículo 2

Para la realización de los fines de este Acuerdo, los acuerdos especiales mencionados en el artículo 1, punto 2 pueden prever que el Gobierno de la República Federal de Alemania

1. ayude al Gobierno de la República del Ecuador para la creación de centros de preparación, la adquisición de materias de enseñanza y de observación de los institutos técnico-científicos, el fomento de la preparación técnica de los nacionales de la República del Ecuador y el envío de expertos, profesores y especialistas alemanes,
2. dio ocasión a los representantes del Gobierno de la República del Ecuador para familiarizarse con los conocimientos técnicos de los expertos alemán en el campo del desarrollo técnico-económico,

3. envío expertos alemán para dictaminar sobre la realización técnico-económica de proyectos que sirvían para el pleno desarrollo y aprovechamiento de los recursos económicos en la República del Ecuador,

4. proporcioné, en los centros alemán de preparación y en la Industria alemana, becas y oportunidades de preparación para estudiantes y practicantes de la República del Ecuador.

Artículo 3

El Gobierno de la República del Ecuador eximirá:

1. de derechos de importación y exportación y de las demás cargas fiscales a los objetos que el Gobierno de la República Federal de Alemania ponga a disposición dentro de los términos de un acuerdo conforme al artículo 1, punto 2, y los muebles, el automóvil y los enseres personales introducidos por los expertos, personal docente y los técnicos alemanes y sus familias y servicio doméstico alemán,
2. de impuestos y demás cargas fiscales a los expertos, personal docente y técnicos alemanes y a las personas de su familia mientras dure su actividad en los términos de un acuerdo conforme al artículo 1, punto 2,

3. pondrá a disposición, en caso necesario, terrenos y edificios para proyectos que hayan de realizarse a base del presente Acuerdo y sufragará los gastos de explotación y mantenimiento,

4. sufragará los gastos que se originen de un acuerdo conforme al artículo 1, punto 2
   a) para viajes y transportes de los expertos, personal docente y técnicos alemanes en la República del Ecuador en ejercicio de su actividad,
   b) para los servicios necesarios realizados por nacionales de la República del Ecuador,

5. reconocerá una cantidad convencional "per diem" a los expertos, personal docente y técnicos alemanes por concepto de gastos de residencia que permitan el arrendamiento de una vivienda adecuada.
Artículo 4

Las disposiciones del presente Acuerdo se aplicarán también a los exportas, personal docente y técnicos alemanes que estén trabajando ya para el Gobierno de la República del Ecuador al entrar en vigor este acuerdo.

Artículo 5

Las partes contratantes se informarán recíprocamente, en virtud de un acuerdo especial, sobre los planes de preparación y trabajo que sean de interés para llevar a cabo la colaboración técnico-económica.

Artículo 6

El presente Acuerdo regirá también para el "Land" Berlin, mientras el Gobierno de la República Federal de Alemania no haga una declaración en contrario al Gobierno de la República del Ecuador dentro de los tres meses siguientes a la firma de este Acuerdo.

Artículo 7

El presente Acuerdo puede ser rescindido por escrito en cualquier momento; su validez terminará tres meses después de la resolución.

Aún después de transcurrido el período de validez de este acuerdo, deberán llevarse a término los proyectos ya iniciados.
y acordados según el artículo 1, punto 2, y deberán seguir aplicándose para el efecto las disposiciones del presente Acuerdo.

Artículo 8

El presente Acuerdo entra en vigor el día de su firma.

HECHO EN Quito,
el 17 de agosto de 1962,
en dos originales, en idiomas alemán y español, siendo igualmente válidos los dos textos.

Por el Gobierno de la República del Ecuador

[Signature]

Dr. Benjamín Peralta Páez
Ministro de Relaciones Exteriores
AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE REPUBLIC OF ECUADOR CONCERNING TECHNICAL AND ECONOMIC COOPERATION

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Ecuador,
Wishing to consolidate and strengthen the existing ties of friendship linking both States and their peoples,
Considering their common interest in encouraging and promoting the technical and economic development of their States,
Recognizing the benefits which both States will derive from a closer technical and economic cooperation,
Have agreed as follows:

Article 1

1. The Government of the Republic Federal of Germany and the Government of the Republic of Ecuador shall jointly endeavour to cooperate and assist each other within their capacity concerning technical and economic matters. The collaboration shall be based on equal rights.

2. On the basis of and in accordance with the provisions of this Agreement, it is intended to conclude special agreements on various projects in the area of economic and technical cooperation.

Article 2

For the purposes of this Agreement, the special agreements referred to in article 1(2) may provide that the Government of the Federal Republic of Germany shall:

1. Assist the Government of the Republic of Ecuador in creating training centres, acquiring teaching and observation material for technical and scientific institutes and promoting technical training for nationals of the Republic of Ecuador and dispatch German experts, instructors and specialists;

2. Offer to representatives of the Government of the Republic of Ecuador the opportunity to familiarize themselves with the technical knowledge of German experts in the field of technical and economic development;

3. Dispatch German experts who shall advise on the technical and economic implementation of projects aimed at the full development and use of economic resources in the Republic as Ecuador;

4. In German training centres and in German industry, provide training grants and opportunities for students and practitioners of the Republic of Ecuador.
Article 3

The Government of the Republic of Ecuador shall:

1. Exempt any items made available by the Government of the Federal Republic of Germany in accordance with an agreement under article 1(2), and the furniture, automobile and personal goods imported by the German experts, teaching personnel and technicians and their families and German domestic workers from import and export duties or other levies;

2. Exempt from taxes and other fiscal charges German experts, teaching personnel and technicians and their families during the period of their activities in accordance with an agreement under article 1(2);

3. Make available, if necessary, land and buildings for projects to be carried out on the basis of this Agreement and cover the operating and maintenance costs;

4. Defray the costs incurred in relation to an agreement under article 1(2):
   a) For the travel and transport of German experts, teaching personnel and technicians carrying out their activities within the Republic of Ecuador;
   b) For necessary services provided by nationals of the Republic of Ecuador;

5. Approve a notional per diem for residence costs on behalf of the German experts, teaching personnel and technicians to enable them to lease suitable housing.

Article 4

The provisions of this Agreement shall also apply to the German experts, teaching personnel and technicians already working for the Government of the Republic of Ecuador when this Agreement enters into force.

Article 5

The Contracting Parties shall inform each other, on the basis of a special agreement, of any plans for preparation and work that may be relevant to the implementation of technical and economic collaboration.

Article 6

This Agreement shall also apply to the Land of Berlin, unless the Government of the Federal Republic of Germany transmits a statement to the contrary to the Government of the Republic of Ecuador within three (3) months following the signature of this Agreement.

Article 7

This Agreement may be terminated in writing at any time and shall cease to have effect three (3) months after such termination.
Even after expiry of the period of validity in this Agreement, the projects already initiated and agreed upon in accordance with article 1(2) must be completed, and, to that effect, the provisions of this Agreement must continue to apply.

Article 8

This Agreement shall enter into force on the day of its signature.

DONE at Quito, on 17 August 1962, in two original copies, in the German and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

GEORG VOGEL
Ambassador

For the Government of the Republic of Ecuador:

BENJAMÍN PERALTA PÁEZ
Minister of Foreign Affairs
Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de l'Équateur,

Animés du désir de consolider et de renforcer les relations d'amitié qui existent entre les deux États et leurs peuples,

Tenant compte de leur intérêt commun à œuvrer pour le développement technique et économique de leur État et à le promouvoir,

Reconnaissant les avantages qui découlent d'une coopération technique et économique plus étroite pour les deux États,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de l'Équateur veillent à collaborer et à s'entraider dans les limites de leurs capacités pour traiter de questions techniques et économiques. La collaboration est assurée sur la base du principe de l'égalité des droits.

2. Sur la base du présent Accord et conformément à ses dispositions, il est prévu de conclure des accords spéciaux sur divers projets relatifs à la collaboration économique et technique.

Article 2

Aux fins du présent Accord, les accords spéciaux visés au paragraphe 2 de l'article 1 peuvent prévoir que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

1. Aide le Gouvernement de la République de l'Équateur à créer des centres de formation, à acquérir du matériel d'enseignement et d'observation pour les instituts techniques et scientifiques, à promouvoir auprès des ressortissants de la République de l'Équateur l'acquisition de compétences techniques et à dépêcher des experts, des enseignants et des spécialistes allemands;

2. Offre la possibilité aux représentants du Gouvernement de la République de l'Équateur de se familiariser avec le savoir-faire technique des experts allemands dans le domaine du développement technique et économique;

3. Dépêche des experts allemands pour qu'ils fournissent des avis concernant la réalisation technique et économique de projets de développement complet et de valorisation des ressources économiques en République de l'Équateur;

4. Octroie des bourses à des étudiants et à des praticiens de la République de l'Équateur et leur offre la possibilité d'acquérir des compétences techniques dans l'industrie et les centres de formation allemands.
Article 3

Le Gouvernement de la République de l'Équateur :

1. Exempte le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne des droits d'importation et d'exportation, et des autres charges fiscales concernant les objets qu'il met à sa disposition conformément à un accord conclu conformément au paragraphe 2 de l'article premier, ainsi que concernant les meubles, les voitures et les effets personnels introduits par les experts, les enseignants et les techniciens allemands ainsi que par leur famille et employés de maison allemands;

2. Exempte les experts, les enseignants, les techniciens allemands ainsi que les membres de leur famille d'impôts et de toutes autres charges fiscales pendant la durée de leurs activités conformément à un accord conclu en vertu du paragraphe 2 de l'article premier;

3. Met à disposition, le cas échéant, des terrains et bâtiments destinés à la réalisation de projets sur la base du présent Accord et prend en charge les frais d'exploitation et d'entretien;

4. Prend en charge les frais résultant d'un accord conclu en vertu du paragraphe 2 de l'article 1, notamment en ce qui concerne :
   a) Les voyages et le transport des experts, des enseignants et des techniciens allemands sur le territoire de la République de l'Équateur dans l'exercice de leur activité;
   b) Les services nécessaires effectués par des ressortissants de la République de l'Équateur;

5. Calcule un montant approximatif d'indemnité journalière à l'intention des experts, des enseignants et des techniciens allemands pour couvrir les frais de séjour liés à la location d'un logement convenable.

Article 4

Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux experts, aux enseignants et aux techniciens allemands qui travaillent déjà pour le Gouvernement de la République de l'Équateur lors de son entrée en vigueur.

Article 5

En vertu d'un accord spécial, les Parties contractantes s'informent mutuellement des plans de préparation et de travail qui pourraient présenter un intérêt pour la mise en œuvre de la collaboration technique et économique.

Article 6

Le présent Accord s'applique également au « Land » de Berlin, sauf déclaration contraire faite au Gouvernement de la République de l'Équateur par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne dans les trois (3) mois qui suivent la signature du présent Accord.
Article 7

Le présent Accord peut être dénoncé par écrit à tout moment et cesse de produire ses effets trois (3) mois après ladite dénonciation.

Les projets déjà engagés et convenus en vertu du paragraphe 2 de l'article premier doivent être achevés, même après l’expiration de la période de validité du présent Accord et, à cette fin, les dispositions de ce dernier doivent continuer de s’appliquer.

Article 8

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Quito, le 17 août 1962, en deux exemplaires originaux, en langues allemande et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d’Allemagne :

GEORG VOGEL
Ambassadeur

Pour le Gouvernement de la République de l'Équateur :

BENJAMÍN PERALTA PÁEZ
Ministre des affaires étrangères

Entry into force: 27 September 2010 by notification, in accordance with article 5

Authentic texts: Albanian and German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 1 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne et Albanie

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération financière en 2007. Tirana, 7 juillet 2010

Entrée en vigueur : 27 septembre 2010 par notification, conformément à l'article 5

Textes authentiques : albanais et allemand

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Allemagne, 1er décembre 2011

Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
No. 49167

World Health Organization

and

Montenegro


Entry into force: 14 February 2007 by signature, in accordance with article VI

Authentic text: English

Registration with the Secretariat of the United Nations: World Health Organization, 7 December 2011

Organisation mondiale de la Santé

et

Monténégro

Accord de base entre l’Organisation mondiale de la Santé et le Gouvernement du Monténégro concernant l’établissement de rapports de coopération technique de caractère consultatif. Genève, 14 février 2007

Entrée en vigueur : 14 février 2007 par signature, conformément à l'article VI

Texte authentique : anglais

BASIC AGREEMENT  
BETWEEN  
THE WORLD HEALTH ORGANIZATION  
AND  
THE GOVERNMENT OF MONTENEGRO  

For the establishment of technical advisory cooperation relations  

The World Health Organization (hereinafter referred to as "the Organization"); and  

The Government of Montenegro (hereinafter referred to as "the Government");  

Desiring to give effect to the resolutions and decisions of the United Nations and of the Organization relating to technical advisory cooperation, and to obtain mutual agreement concerning its purpose and scope as well as the responsibilities which shall be assumed and the services which shall be provided by the Government and the Organization;  

Declaring that their mutual responsibilities shall be fulfilled in a spirit of friendly cooperation,  

HAVE AGREED AS FOLLOWS:  

ARTICLE I  

Establishment of Technical Advisory Cooperation  

1. The Organization shall establish technical advisory cooperation with the Government, subject to budgetary limitation or the availability of the necessary funds. The Organization and the Government shall cooperate in arranging, on the basis of the requests received from the Government and approved by the Organization, mutually agreeable plans of operation for the carrying out of the technical advisory cooperation.  

2. Such technical advisory cooperation shall be established in accordance with the relevant resolutions and decisions of the World Health Assembly, the Executive Board and other organs of the Organization.  

3. Such technical advisory cooperation may consist of:  

(a) making available the services of advisers in order to render advice and cooperate with the Government or with other parties;  

(b) organizing and conducting seminars, training programmes, demonstration projects, expert working groups and related activities in such places as may be mutually agreed;
(c) awarding scholarships and fellowships or making other arrangements under which candidates nominated by the Government and approved by the Organization shall study or receive training outside the country;

(d) preparing and executing pilot projects, tests, experiments or research in such places as may be mutually agreed upon;

(e) carrying out any other form of technical advisory cooperation which may be agreed upon by the Organization and the Government.

4. (a) Advisers who are to render advice to and cooperate with the Government or with other parties shall be selected by the Organization in consultation with the Government. They shall be responsible to the Organization;

(b) in the performance of their duties, the advisers shall act in close consultation with the Government and with persons or bodies so authorized by the Government, and shall comply with instructions from the Government as may be appropriate to the nature of their duties and the cooperation in view and as may be mutually agreed upon between the Organization and the Government;

(c) the advisers shall, in the course of their advisory work, make every effort to instruct any technical staff the Government may associate with them, in their professional methods, techniques and practices, and in the principles on which these are based.

5. Any technical equipment or supplies which may be furnished by the Organization shall remain its property unless and until such time as title may be transferred in accordance with the policies determined by the World Health Assembly and existing at the date of transfer.

6. The Government shall be responsible for dealing with any claims which may be brought by third parties against the Organization and its advisers, agents and employees and shall hold harmless the Organization and its advisers, agents and employees in case of any claims or liabilities resulting from operations under this Agreement, except where it is agreed by the Government and the Organization that such claims or liabilities arise from the gross negligence or wilful misconduct of such advisers, agents or employees.

ARTICLE II

Participation of the Government in Technical Advisory Cooperation

1. The Government shall do everything in its power to ensure the effective development of the technical advisory cooperation.

2. The Government and the Organization shall consult together regarding the publication, as appropriate, of any findings and reports of advisers that may prove of benefit to other countries and to the Organization.
3. The Government shall actively collaborate with the Organization in the furnishing and compilation of findings, data, statistics and such other information as will enable the Organization to analyse and evaluate the results of the programmes of technical advisory cooperation.

ARTICLE III

Administrative and Financial Obligations of the Organization

1. The Organization shall defray, in full or in part, as may be mutually agreed upon, the costs necessary to the technical advisory cooperation which are payable outside the country, as follows:

(a) the salaries and subsistence (including duty travel per diem) of the advisers;

(b) the costs of transportation of the advisers during their travel to and from the point of entry into the country;

(c) the cost of any other travel outside the country;

(d) insurance of the advisers;

(e) purchase and transport to and from the point of entry into the country of any equipment or supplies provided by the Organization;

(f) any other expenses outside the country approved by the Organization.

2. The Organization shall defray such expenses in local currency as are not covered by the Government pursuant to Article IV, paragraph 1, of this Agreement.

ARTICLE IV

Administrative and Financial Obligations of the Government

1. The Government shall contribute to the cost of technical advisory cooperation by paying for, or directly furnishing, the following facilities and services:

(a) local personnel services, technical and administrative, including the necessary local secretarial help, interpreter-translators and related assistance;

(b) the necessary office space and other premises;

(c) equipment and supplies produced within the country;

(d) transportation of personnel, supplies and equipment for official purposes within the country;
(e) postage and telecommunications for official purposes;

(f) facilities for receiving medical care and hospitalization by the international personnel.

2. The Government shall defray such portion of the expenses to be paid outside the country as are not covered by the Organization, and as may be mutually agreed upon.

3. In appropriate cases the Government shall put at the disposal of the Organization such labour, equipment, supplies and other services or property as may be needed for the execution of its work and as may be mutually agreed upon.

ARTICLE V

Facilities, Privileges and Immunities

1. The Government, insofar as it is not already bound to do so, shall apply to the Organization, its staff, funds, properties and assets the appropriate provisions of the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies.

2. Staff of the Organization, including advisers engaged by it as members of the staff assigned to carry out the purposes of this Agreement, shall be deemed to be officials within the meaning of the above Convention. The WHO Programme Coordinator/Representative appointed to the Government of Montenegro shall be afforded the treatment provided for under Section 21 of the said Convention.

ARTICLE VI

1. This Basic Agreement shall enter into force upon signature by the duly authorized representatives of the Organization and of the Government.

2. This Basic Agreement may be modified by agreement between the Organization and the Government, each of which shall give full and sympathetic consideration to any request by the other for such modification.

3. This Basic Agreement may be terminated by either party upon written notice to the other party and shall terminate sixty days after receipt of such notice.

IN WITNESS WHEREOF THE UNDERSIGNED, duly appointed representatives of the Organization and the Government respectively, have, on behalf of the Parties, signed the present Agreement at this 14th day of February 2007 in the English language in three copies.
For the Government of Montenegro

For the World Health Organization

[Signature]

Mingdik Radimović, PhD.
The Minister of Health, Labour and Social Welfare

[Signature]

Marc Danzon, M.D.
Regional Director
ACCORD DE BASE ENTRE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ET LE GOUVERNEMENT DU MONTÉNÉGRO CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS DE COOPÉRATION TECHNIQUE DE CARACTÈRE CONSULTATIF

L’Organisation mondiale de la Santé (ci-après dénommée « l’Organisation »), et le Gouvernement du Monténégro (ci-après dénommé « le Gouvernement »),

Désireux de donner effet aux résolutions et aux décisions de l’Organisation des Nations Unies et de l’Organisation concernant la coopération technique de caractère consultatif, et de parvenir à un accord mutuel sur ses buts et sa portée, ainsi que sur les responsabilités à assumer et les services à fournir par le Gouvernement et l’Organisation,

Déclarant qu’ils s’acquittent de leurs responsabilités réciproques dans un esprit de coopération amicale,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Établissement d’une coopération technique de caractère consultatif

1. L’Organisation établit avec le Gouvernement une coopération technique de caractère consultatif, dans les limites de ses possibilités budgétaires ou de la disponibilité des fonds nécessaires. L’Organisation et le Gouvernement collaborent en vue d’élaborer d’un commun accord, sur la base des demandes émanant du Gouvernement et approuvées par l’Organisation, des plans d’opérations pour la mise en œuvre de la coopération technique de caractère consultatif.


3. Cette coopération technique de caractère consultatif peut consister à :
   a) fournir les services de conseillers chargés de donner des avis et de coopérer avec le Gouvernement ou avec d’autres parties;
   b) organiser et diriger des séminaires, des programmes de formation, des projets de démonstration, des groupes de travail d’experts et des activités connexes en des lieux convenus d’un commun accord;
   c) attribuer des bourses d’études et de perfectionnement ou prendre d’autres dispositions permettant aux candidats désignés par le Gouvernement et agréés par l’Organisation d’étudier ou de recevoir une formation hors du pays;
   d) préparer et exécuter des projets pilotes, des essais, des expériences ou des recherches en des lieux convenus d’un commun accord;
   e) assurer toute autre forme de coopération technique de caractère consultatif dont l’Organisation et le Gouvernement peuvent convenir.
4. a) L’Organisation choisit, en consultation avec le Gouvernement, les conseillers chargés
de donner des avis et de coopérer avec ce dernier ou avec d’autres parties. Ces conseillers relèvent
de l’Organisation;

b) dans l’exercice de leurs fonctions, les conseillers agissent en liaison étroite avec le Gou-
vernement et avec les personnes ou organismes habilités par lui à cet effet, et ils se conforment aux
instructions gouvernementales éventuellement applicables, eu égard à la nature de leurs fonctions
et de la coopération envisagée, et dont l’Organisation et le Gouvernement sont convenus;

c) dans l’exercice de leurs fonctions consultatives et dans la mesure du possible, les conseil-
liers informent le personnel technique que le Gouvernement peut associer à leurs méthodes, tech-
niques et pratiques professionnelles, ainsi que des principes sur lesquels ces méthodes, techniques
et pratiques sont fondées.

5. Conformément aux politiques arrêtées par l’Assemblée mondiale de la Santé et en vigueur
à la date du transfert, l’Organisation reste propriétaire de tout le matériel technique ou de toutes les
fournitures qu’elle procure et ce, tant qu’elle n’a pas cédé les droits de propriété y afférents.

6. Le Gouvernement répond à toutes réclamations que des tierces parties pourraient
présenter contre l’Organisation, ses conseillers, ses agents et ses employés; il met l’Organisation,
ses conseillers, ses agents et ses employés hors de cause en cas de réclamation et les dégage de
toute responsabilité découlant d’activités exécutées en vertu du présent Accord, sauf si le
Gouvernement et l’Organisation conviennent que lesdites réclamations ou responsabilités résultent
d’une négligence grave ou d’une faute intentionnelle des conseillers, agents ou employés.

Article II. Participation du Gouvernement à la coopération technique
de caractère consultatif

1. Le Gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le déroulement efficace
de la coopération technique de caractère consultatif.

2. Le Gouvernement et l’Organisation se consultent au sujet de la publication, s’il y a lieu,
des conclusions et des rapports de conseillers dont les autres pays et l’Organisation elle-même
pourraient tirer profit.

3. Le Gouvernement prête à l’Organisation sa collaboration active dans la fourniture et
l’élaboration de conclusions, de données, de statistiques et de tous autres renseignements suscep-
tibles de permettre à l’Organisation d’analyser et d’évaluer les résultats des programmes de colla-
boration technique de caractère consultatif.

Article III. Obligations administratives et financières de l’Organisation

1. L’Organisation prend à sa charge, en totalité ou en partie, selon les modalités fixées d’un
commun accord, les dépenses afférentes à la coopération technique de caractère consultatif,
payables en dehors du pays, et qui sont indiquées ci-après :

a) les salaires et les indemnités de subsistance des conseillers (y compris les indemnités
journalières de déplacement);

b) les frais de transport des conseillers pendant leur voyage à destination et en provenance
du point d’entrée dans le pays;
Article IV. Obligations administratives et financières du Gouvernement

1. Le Gouvernement contribue au coût de la coopération technique de caractère consultatif en prenant à sa charge, ou en fournissant directement, les installations et services suivants :
   a) les services du personnel technique et administratif local, notamment les services locaux de secrétariat, d’interprétation et de traduction, et toute assistance connexe;
   b) les bureaux et autres locaux nécessaires;
   c) le matériel et les fournitures produits dans le pays;
   d) le transport du personnel et l'acheminement des fournitures et du matériel à des fins officielles dans le pays;
   e) les services postaux et de télécommunications à des fins officielles;
   f) les installations afférentes aux soins médicaux et à l’hospitalisation des membres du personnel international.

2. Le Gouvernement prend à sa charge, selon les modalités fixées d'un commun accord, une partie des dépenses à payer en dehors du pays et qui ne sont pas couvertes par l'Organisation.

3. Le cas échéant, le Gouvernement met à la disposition de l'Organisation de la main-d'œuvre, du matériel, des fournitures et d'autres services ou biens qui peuvent être nécessaires à l'exécution de ses travaux et qui ont été mutuellement convenus.

Article V. Facilités, privilèges et immunités

1. Dans la mesure où il n'est pas déjà tenu de le faire, le Gouvernement applique à l’Organisation, à son personnel, à ses fonds, ainsi qu'à ses biens et avoirs les dispositions appropriées de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

Article VI

1. Le présent Accord de base entrera en vigueur à la date de sa signature par les représentants dûment autorisés de l'Organisation et du Gouvernement.

2. Le présent Accord de base peut être modifié par accord entre l'Organisation et le Gouvernement, qui examineront en détail et avec bienveillance toute demande d’amendement présentée par l'autre Partie.

3. Le présent Accord de base peut être dénoncé par l'une des deux Parties par notification écrite adressée à l'autre Partie. Il cesse de produire ses effets soixante (60) jours après réception de ladite notification.


Pour le Gouvernement du Monténégro :

Miodrag Radunović
Ministre de la Santé, du travail et de la protection sociale

Pour l'Organisation mondiale de la Santé :

Marc Danzon
Directeur régional
World Health Organization
and
Russian Federation


Entry into force: 18 January 2009 by signature, in accordance with article VI

Authentic texts: English and Russian

Registration with the Secretariat of the United Nations: World Health Organization, 7 December 2011

Organisation mondiale de la Santé
et
Fédération de Russie

Accord de coopération entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et l'Organisation mondiale de la Santé. Genève, 18 janvier 2009

Entrée en vigueur : 18 janvier 2009 par signature, conformément à l'article VI

Textes authentiques : anglais et russe

AGREEMENT

ON COOPERATION

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION

AND

THE WORLD HEALTH ORGANIZATION

The Government of the Russian Federation (hereinafter referred to as "the Government") and The World Health Organization (hereinafter referred to as "the Organization"), hereinafter referred to as the "Parties";

Wishing to obtain mutual agreement concerning the purposes and scope of cooperation

Declaring that their mutual responsibilities shall be fulfilled in a spirit of friendly cooperation,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE I

Establishment of Cooperation

1. The Parties shall agree on the areas in which cooperation should take place, and on the basis of the requests received from the Government and approved by the Organization shall cooperate in arranging technical and advisory cooperation programs to be carried out under this Agreement.

2. The Government designates the Ministry of Health and Social Development of the Russian Federation as the competent authority for implementation of this Agreement.

3. Cooperation in accordance with this agreement may consist of:

(a) making available, by the Organization, when agreed with the Government, the services of advisers in order to render Russian state organizations advice (hereinafter referred to as "authorized entities");

(b) organizing and conducting, by the World Health Organization, seminars, training programmes, demonstration projects, expert working groups and related activities;

(c) awarding and financing, by the Organization, of fellowships or making other arrangements under which candidates nominated by the competent
authority and approved by the Organization shall study or receive postgraduate training outside the Russian Federation;

(d) preparing and executing pilot projects, tests, experiments or research;

(e) carrying out any other form of technical advisory cooperation which shall be agreed upon by the Parties.

4. Advisers of the Organization who render advice shall be selected by the Organization in consultation with the competent authority or the authorized entities.

In the performance of their duties, the advisers shall cooperate with the competent authority and the authorized entities and shall be guided by their instructions agreed by the Organization.

The advisers should, in the course of their advisory work, instruct any technical staff the competent authority or the authorized entities may associate with them, in their professional methods, techniques and practices, and in the principles on which these are based.

5. Technical equipment or supplies owned by the Organization and importing by it on the territory of the Russian Federation shall remain its property.

ARTICLE II

Participation of the Government in Cooperation

1. The Government shall use all the means available to it to facilitate the effective development of the technical advisory cooperation in accordance with this Agreement.

2. The Parties shall hold consultations regarding the publication of any findings and reports of advisers of the Organization that may prove of benefit to the Organization and to other countries.

3. The Government shall provide assistance to the Organization in the gathering and compilation of the information as is necessary to enable the Organization to analyse and evaluate the results of the programmes of technical advisory cooperation.

4. By separate agreement between the Parties, the Government shall make available to the Organization such labour, services, supplies and equipment as may be required for the fulfillment of this Agreement.

5. The Government shall provide any necessary medical assistance and hospital care to the staff of the Organization on the territory of the Russian Federation. The Organization shall pay for medical services, transport and hospital fees for staff on the territory of the Russian Federation.
ARTICLE III

Participation by the Organization in cooperation

1. The Organization shall cooperate with the Government, subject to its budgetary limitation or the availability of the necessary funds.

2. By separate agreement between the Parties, the Organization in order to fulfill mutually beneficial cooperation shall:

   (a) defray the salaries, transport costs and per diem costs of the advisers of the Organization;

   (b) provide the insurance of the advisers of the Organization;

   (c) defray the costs for purchase and transport to the Russian Federation of any equipment or supplies provided by the Organization;

   (d) defray the other expenses approved by the Organization necessary for carrying out the technical and advisory cooperation programs.

ARTICLE IV

Office of the Organization on the territory of the Russian Federation

1. The Organization may, under separate agreement concluded with the Government, establish and operate an Office and branches thereof on the territory of the Russian Federation, and determine the terms of reference of the office for the purpose of implementing this Agreement.

2. The legal status, privileges and immunities of the Office, its branches and of the staff assigned to them, shall be determined in accordance with the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies of 21 November 1947, including Annex VII, relating the Organization, and by separate agreement between the Parties.

ARTICLE V

Settlement of disputes relating to the application and interpretation of this Agreement

In the event of a dispute relating to the interpretation or application of this Agreement, the Parties shall endeavor to resolve it through negotiations.
ARTICLE VI

Final provisions

1. This Agreement shall enter into force upon signature.

2. By agreement between the Parties, this Agreement may be modified.

3. This Agreement may be terminated by either Party by giving written notice to the other Party.

The Agreement shall cease to be in force sixty days after the date of receipt of such notice.

Done at Geneva on the 18th of January 2009 in two originals, each in the Russian and English languages, both texts being equally authentic.

For the World Health Organization

Dr. Margaret Chan
Director General

For the Government of the Russian Federation

H.E. Mr. Valery Loschchinin
Permanent Representative of the Russian Federation
at the UN Office and other international organizations in Geneva
СОГЛАШЕНИЕ

о сотрудничестве между Правительством Российской Федерации и Всемирной организацией здравоохранения

Правительство Российской Федерации, именуемое в дальнейшем Правительством, и Всемирная организация здравоохранения, именуемая в дальнейшем Организацией, вместе именуемые Сторонами,
стремясь достичь взаимного согласия в отношении целей и масштабов сотрудничества,
заявляя, что их взаимные обязательства будут выполняться в духе дружеского сотрудничества,
согласились о нижеследующем:

Статья 1
Осуществление сотрудничества

1. Стороны согласовывают области, в которых осуществляется сотрудничество, и на основании запросов Правительства, одобренных Организацией, взаимодействуют в выработке программ технического и консультативного сотрудничества, подлежащих осуществлению в соответствии с настоящим Соглашением.

2. Компетентным органом по реализации настоящего Соглашения Правительство определяет Министерство здравоохранения и социального развития Российской Федерации.

3. Сотрудничество, осуществляемое в соответствии с настоящим Соглашением, может включать в себя:
   а) предоставление Организацией по согласованию с Правительством услуг советников в целях оказания консультативной помощи российским государственным учреждениям (далее — уполномоченные органы);
   б) организацию и проведение Организацией семинаров, учебных программ, докладных, докладных материалов, пресс-конференций, конференций, совещаний, симпозиумов, конгрессов, конференций, симпозиумов и организационных мероприятий;
   в) предоставление и финансирование Организацией стипендий или предоставление других возможностей кандидатам, предложенным компетентным органом и утвержденным Организацией, для учебы или постдипломной подготовки за пределами Российской Федерации;
   г) подготовку и выполнение проектов, испытаний, экспериментов или исследований;
   д) осуществление любой другой формы технического консультативного сотрудничества по согласованию Сторон.
4. Советники Организации, которые оказывают консультативные услуги, отбираются Организацией по согласованию с компетентным органом или уполномоченными органами.

При исполнении своих обязанностей советники сотрудничают с компетентным органом и уполномоченными органами и руководствуются их инструкциями, согласованными с Организацией.

Советники в ходе своей консультативной деятельности инструктируют технический персонал, который компетентный орган или уполномоченные органы могут привлекать для решения вопросов, касающихся профессиональных методов и технических навыков, а также принципов, на которых они основываются.

5. Техническое оборудование или материалы, принадлежащие Организации и ввозимые на территорию Российской Федерации Организацией, остаются ее собственностью.

Статья 2
Участие Правительства в сотрудничестве

1. Правительство, используя все имеющиеся в его распоряжении возможности, способствует эффективному развитию технического и консультативного сотрудничества в соответствии с настоящим Соглашением.

2. Стороны проводят консультации по вопросам, касающимся публикации заключений, докладов и отчетов советников Организации, которые могут оказаться полезными для Организации и других государств.

3. Правительство оказывает содействие Организации в сборе и обработке информации, необходимой для проведения Организацией анализа и оценки результатов реализации программ технического и консультативного сотрудничества.

4. По отдельному соглашению, заключенному между Сторонами, Правительство предоставляет в распоряжение Организации такую рабочую силу, услуги, материалы и оборудование, которые могут потребоваться для реализации настоящего Соглашения.

5. Правительство оказывает необходимое содействие персоналу Организации в получении медицинской помощи и госпитализации на территории Российской Федерации.

Оплата медицинских услуг, услуг по транспортировке и госпитализации персонала Организации на территории Российской Федерации осуществляется Организацией.
Статья 3
Участие Организации в сотрудничестве

1. Организация осуществляет сотрудничество с Правительством с учетом своих бюджетных ограничений или при наличии необходимых фондов.

2. По отдельному соглашению, заключенному между Сторонами, Организация в целях осуществления взаимовыгодного сотрудничества:
   a) выплачивает заработную плату советникам Организации, оплачивает им транспортные и командировочные расходы;
   b) осуществляет страхование советников Организации;
   c) оплачивает расходы на закупку и транспортировку в Российскую Федерацию необходимого оборудования или материалов, предоставляемых Организацией;
   d) оплачивает другие расходы, утвержденные Организацией, необходимые для реализации программ технического и консультативного сотрудничества.

Статья 4
Бюро и отделения Организации на территории Российской Федерации

1. В целях реализации настоящего Соглашения Организация может по отдельному соглашению, заключенному с Правительством, учреждать свои бюро и отделения на территории Российской Федерации, определять предмет их деятельности и функции и осуществлять управление ими.

2. Правовой статус, привилегии и иммунитеты бюро и отделений Организации, а также работающего в них персонала определяются Конвенцией о привилегиях и иммунитетах специализированных учреждений от 21 ноября 1947 г., в том числе дополнением VII, касающимся Всемирной организации здравоохранения, и отдельным соглашением, заключенным между Сторонами.

Статья 5
Разрешение споров, связанных с применением или толкованием настоящего Соглашения

В случае возникновения спора, связанного с применением или толкованием настоящего Соглашения, Стороны стремятся урегулировать его путем переговоров.
Статья 6
Заключительные положения

1. Настоящее Соглашение вступает в силу с даты его подписания.
2. По согласованию Сторон в настоящее Соглашение могут вноситься изменения.
3. Действие настоящего Соглашения может быть прекращено любой Стороной путем направления в письменной форме уведомления другой Стороне.
   Настоящее Соглашение прекращает свое действие по истечении 60 дней с даты получения такого уведомления.

Совершено в г. Женеве 18 января 2009 г. в двух экземплярах, каждый на русском и английском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Всемирную организацию здравоохранения

Д-р Маргарет Чен
Генеральный директор

За Правительство Российской Федерации

В.В.Лошинин
Постоянный представитель Российской Федерации при Отделении ООН и других международных организациях в Женеве
ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ


Désireux de parvenir à un accord mutuel relatif aux objectifs et à la portée de la coopération,

Déclarant qu'ils s'acquitteront de leurs responsabilités réciproques dans un esprit d'amicale coopération,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Établissement de la coopération

1. Les Parties se mettent d'accord sur les domaines de leur coopération et, sur la base des demandes émanant du Gouvernement et approuvées par l'Organisation, coopèrent dans l'organisation des programmes de coopération technique et consultative qui seront mis en œuvre dans le cadre du présent Accord.

2. Le Gouvernement désigne le Ministère de la Santé et du développement social de la Fédération de Russie en tant qu'autorité compétente pour la mise en œuvre du présent Accord.

3. La coopération, conformément au présent Accord, peut prendre les formes suivantes :
   a) la fourniture, par l'Organisation, lorsque le Gouvernement y consent, de services de conseillers chargés de donner des avis aux organismes de l'État russe (ci-après dénommées « entités autorisées »);
   b) l'organisation et la réalisation, par l'Organisation mondiale de la Santé, de séminaires, programmes de formation, projets de démonstration, groupes de travail d'experts et d'activités connexes;
   c) l'attribution et le financement, par l'Organisation, de bourses d'études et de perfectionnement ou la prise d'autres dispositions permettant aux candidats désignés par l'autorité compétente et agréés par l'Organisation de faire des études ou de recevoir une formation postuniversitaire à l'extérieur de la Fédération de Russie;
   d) la préparation et la mise en œuvre de projets pilotes, d'essais, d'expériences ou d'activités de recherche;
   e) la mise en œuvre, sur accord des Parties, de toute autre forme de coopération technique à caractère consultatif.

4. L'Organisation choisit, en consultation avec l'autorité compétente ou les entités autorisées, les conseillers de l'Organisation chargés de fournir des avis.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les conseillers coopèrent avec l'autorité compétente et les entités autorisées et seront guidés par leurs instructions agréées par l'Organisation.

Dans l'exercice de leurs fonctions de conseil, les conseillers devront donner des consignes au personnel technique que l'autorité compétente ou les entités autorisées peuvent associer à leurs tra-
vaux sur leurs méthodes professionnelles, techniques et pratiques, ainsi que sur les principes sur lesquels celles-ci se fondent.

5. L'Organisation conserve la propriété de tout le matériel technique ou de toutes les fournitures qu'elle importe sur le territoire de la Fédération de Russie.

**Article II. Participation du Gouvernement à la coopération**

1. Dans la mesure de ses moyens, le Gouvernement assure le déroulement efficace de la coopération technique à caractère consultatif conformément au présent Accord.

2. Les Parties se consultent au sujet de la publication des conclusions et des rapports de conseillers de l'Organisation dont celle-ci et les autres pays pourraient tirer profit.

3. Le Gouvernement aide l'Organisation à recueillir et compiler les données nécessaires pour permettre à l'Organisation d'analyser et d'évaluer les résultats des programmes de collaboration technique à caractère consultatif.

4. Au moyen d'un accord distinct entre les Parties, le Gouvernement met à la disposition de l'Organisation la main-d'œuvre, les services, les fournitures et le matériel qui pourraient être nécessaires pour permettre la mise en œuvre du présent Accord.

5. Le Gouvernement fournit l'assistance médicale et les soins hospitaliers nécessaires au personnel de l'Organisation sur le territoire de la Fédération de Russie.

L'Organisation prend en charge les frais de Santé, de transport et d'hospitalisation du personnel sur le territoire de la Fédération de Russie.

**Article III. Participation de l'Organisation à la coopération**

1. L'Organisation coopère avec le Gouvernement, dans les limites de ses moyens budgétaires ou de la disponibilité des fonds nécessaires.

2. Par un accord distinct entre les Parties, pour mener à bien une coopération mutuellement bénéfique, l'Organisation prend à sa charge :
   a) le paiement des salaires, les frais de transport et les indemnités journalières des conseillers de l'Organisation;
   b) les polices d'assurance souscrites au profit des conseillers de l'Organisation;
   c) les frais d'acquisition et de transport, en Fédération de Russie, du matériel ou des fournitures procurés par l'Organisation;
   d) les autres dépenses nécessaires à la réalisation des programmes de coopération technique et consultative, et qui sont approuvées par l'Organisation.

**Article IV. Bureau de l'Organisation sur le territoire de la Fédération de Russie**

1. Par un accord distinct conclu avec le Gouvernement, l'Organisation peut ouvrir et utiliser un Bureau et des antennes de celui-ci sur le territoire de la Fédération de Russie, et arrêter les modalités d'opération du Bureau aux fins de l'application du présent Accord.
2. Le statut juridique, les privilèges et les immunités octroyés au Bureau, à ses antennes et au personnel qui y est affecté sont définis conformément à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées du 21 novembre 1947, dont son Annexe VII, portant sur l'Organisation, et par accord distinct entre les Parties.

*Article V. Règlement des différends relatifs à l'application et à l'interprétation du présent Accord*

En cas de différend né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, les Parties s'efforcent de le régler par la voie de la négociation.

*Article VI. Dispositions finales*

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.
2. Le présent Accord pourra être modifié par accord entre les Parties.
3. Le présent Accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties moyennant un préavis écrit adressé à l'autre Partie.

L’Accord cesserà d’avoir effet soixante (60) jours après la date de réception dudit préavis.

FAIT à Genève le 18 janvier 2009 en deux exemplaires originaux, en langues russe et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour l'Organisation mondiale de la Santé :

MARGARET CHAN  
Directrice générale

Pour le Gouvernement de la Fédération de Russie :

S. E. M. VALERY LOSICHININ  
Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève
Federal Republic of Germany
and
Ecuador


Entry into force: 28 March 1973 by signature, in accordance with article 10

Authentic texts: German and Spanish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 1 December 2011

République fédérale d'Allemagne
et
Équateur

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de l'Équateur relatif à la coopération technique. Quito, 28 mars 1973

Entrée en vigueur : 28 mars 1973 par signature, conformément à l'article 10

Textes authentiques : allemand et espagnol

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Allemagne, 1er décembre 2011
Abkommen

zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und der Regierung der Republik Ecuador

über Technische Zusammenarbeit
Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und

die Regierung der Republik Ecuador

auf der Grundlage der zwischen beiden Staaten und ihren Völkern bestehenden freundschaftlichen Beziehungen,

in dem Wunsche, diese Beziehungen zu vertiefen,

in Anbetracht ihres gemeinsamen Interesses an der Förderung der technischen und wirtschaftlichen Entwicklung ihrer Staaten und

in Erkenntnis der Vorteile, die aus einer engeren technischen Zusammenarbeit für beide Staaten erwachsen

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

(1) Die Vertragsparteien werden sich bemühen, auf der Grundlage dieses Abkommens Zusammenarbeiten und sich gegenseitig zu unterstützen.

(2) Sie können Übereinkünfte über einzelne Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit schließen.
Artikel 2

(1) Die Übereinkünfte nach Artikel 1 Absatz 2 können vorsehen, daß die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

1. die Errichtung von Ausbildungs-, Beratungs- und sonstigen Einrichtungen in Ecuador durch Entsendung von Lehrern und Fachkräften und die Lieferung von Ausrüstung fördert;

2. Gutachter mit Studien für einzelne Vorhaben betraut;

3. Sachverständige für besondere Aufgaben nach Ecuador entsendet und ihnen ihre Berufsausrüstung stellt;

4. der Regierung der Republik Ecuador Berater zur Verfügung stellt;

5. die Zusammenarbeit beider Länder auf dem Gebiet von Erziehung und Bildung unterstützt;

6. die Zusammenarbeit von wissenschaftlichen Einrichtungen in beiden Ländern durch die Entsendung oder Vermittlung von wissenschaftlichem sowie technischem Personal und durch Lieferung von Ausrüstungsgegenständen fördert.

(2) Das gesamte von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland entsandte Personal wird im Folgenden als "Fachkräfte" bezeichnet.
(3) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland übernimmt die Kosten für Transport und Versicherung der von ihr für die einzelnen Vorhaben gelieferten Gegenstände bis zum Projektstandort; ausgenommen sind die Kosten für Lagerung in Ecuador.

Artikel 3

(1) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland bemüht sich,

1. die Fortbildung von ecuadorianischen Fach- und Führungskräften sowie von Wissenschaftlern in der Bundesrepublik Deutschland oder in einem anderen Lande zu fördern;

2. ecuadorianischen Staatsangehörigen Aus- und Fortbildungsmöglichkeiten in der Bundesrepublik Deutschland oder in Einrichtungen, die im Rahmen der deutschen Technischen Hilfe gefördert werden, zu vermitteln;

(2) Die Durchführung der in Absatz (1) vorgesehenen Maßnahmen, insbesondere die Aufnahme von Bewerbern bleibt besonderen Vereinbarungen vorbehalten.

(3) Die Regierung der Republik Ecuador bemüht sich, den in der Bundesrepublik Deutschland aus- und fortgebildeten ecuadorianischen Staatsangehörigen eine ihren beruflichen Kenntnissen entsprechende Anstellung zu geben oder zu vermitteln und prüft dabei insbesondere, ob sie die in der Bundesrepublik Deutschland abgelegten Prüfungen entsprechend ihrem fachlichen Niveau anerkennen kann. Sie bemüht sich ferner, diesen Personen die gleichen beruflichen Anstellungs- und Aufstiegsmöglichkeiten oder Laufbahnen zu eröffnen, wie Absolventen gleichwertiger ecuadorianischer Ausbildungsgänge.
Artikel 4

Die Regierung der Republik Ecuador

1. stellt für die Vorhaben in Ecuador die erforderlichen Grundstücke und Gebäude zur Verfügung und richtet diese ein, soweit nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland die Einrichtung liefert;

2. unterstützt die entsandten Fachkräfte durch die Bereitstellung einer Wohnung oder die Zahlung eines Mietkostenzuschusses in der gleichen Weise wie die Fachkräfte des meistbegünstigten Staates bzw. der meistbegünstigten internationalen Organisation; sie ist ferner den Fachkräften bei der Beschaffung von Wohnungen behilflich;

3. übernimmt die Zahlung der Hafnabgaben, Ein- und Ausfuhrabgaben, insbesondere der Kosten, die im Zusammenhang mit der Entzollung entstehen, Lagergebühren und sonstigen öffentlichen Abgaben für die im Auftrag der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die Vorhaben gelieferten Gegenstände.

Artikel 5

(1) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland sorgt dafür, daß in die Dienst- bzw. Arbeitsverträge entsandter Fachkräfte Verpflichtungen aufgenommen werden, wonach die Fachkräfte gehalten sind,

1. nach besten Kräften im Rahmen der über ihre Arbeit getroffenen Vereinbarungen zur Erreichung der in Artikel 55 der Charta der Vereinten Nationen festgelegten Ziele beizutragen;

1 Published as submitted -- Publié tel que soumis.
2. sich nicht in die inneren Angelegenheiten der Republik Ecuador einzumischen;

3. die Gesetze und Sitten in Ecuador zu achten;

4. keine andere wirtschaftliche Tätigkeit als die, mit der sie beauftragt sind, auszuüben und

5. mit den amtlichen Stellen in Ecuador vertrauensvoll zusammenzuarbeiten.

(2) Wünscht die Regierung der Republik Ecuador die Rückberufung einer Fachkraft im Interesse der partnerschaftlichen Zusammenarbeit, so wird sie frühzeitig Verbindung mit der deutschen Auslandsvertretung aufnehmen und die Gründe für ihren Wunsch darlegen. In gleicher Weise wird die Regierung der Bundesrepublik Deutschland, wenn sie eine Fachkraft von sich aus zurückberuft, möglichst frühzeitig Verbindung mit der Regierung der Republik Ecuador aufnehmen. In beiden Fällen werden die Regierungen vertrauensvoll zusammenarbeiten, um die Schwierigkeiten, die durch die Rückberufung einer Fachkraft entstehen können, im Interesse aller Betroffenen zu überwinden. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland wird eine abberufene Fachkraft so früh wie möglich ersetzen.

Artikel 6

(1) Die Regierung der Republik Ecuador

1. trägt für den gehörigen Schutz der Person und des Eigentums der entsandten Fachkräfte und ihrer Familienmitglieder Sorge;

   das gleiche gilt für die zu ihrem Hausstand gehörenden Personen, soweit es sich nicht bei diesen um Angehörige der Republik Ecuador handelt;
2. gewährt den unter Nummer 1 genannten Personen in Zeiten internationaler Krise alle erforderliche Hilfe für ihre Heimkehr;

3. versichert die unter Nummer 1 genannten Personen von jeder Festnahme oder Haft und gewährt ihnen insbesondere auf Verlangen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland in jedem Fall die ungehinderte Ausreise;

4. haftet anstelle der entsandten Fachkräfte für Schäden, die diese im Zusammenhang mit der Durchführung einer ihnen nach diesem Abkommen übertragenen Aufgabe einem Dritten zufügen; jede Inanspruchnahme der entsandten Fachkräfte ist insoweit ausgeschlossen; ein Erstattungsanspruch, auf welcher Rechtsgrundlage er auch beruht, kann von der Republik Ecuador gegen die entsandten Fachkräfte nur im Falle von Vorsatz oder grober Fahrlässigkeit geltend gemacht werden;

5. stellt den unter Nummer 1 genannten Personen einen Ausweis aus, in dem auf den besonderen Schutz, den die Regierung der Republik Ecuador ihnen gewährt, hingewiesen wird; in den für die Fachkräfte bestimmten Ausweisen wird außerdem die Unterstützung der staatlichen Dienststellen für ihre Aufgabe zugesagt.

(2) Die Vorrechte und Befreiungen des Absatz 1, Nummer 3 werden nicht zum persönlichen Vorteil der Befürchtigten gewährt. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland kann sie auf Antrag des Gastlandes aufheben, wenn sie nach ihrer Ansicht mißbraucht wurden.
Artikel 7

Die Regierung der Republik Ecuador

1. gewährt den unter Artikel 6, Absatz 1, Nummer 1 genannten Personen jederzeit und abgabenfrei die Ein- und Ausreise und erteilt die notwendigen Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigungen;

2. erhebt von den aus Mitteln der Regierung der Bundesrepublik Deutschland an entsandte Fachkräfte für Leistungen im Rahmen dieses Abkommens gezahlten Vergütungen keine Steuern oder sonstige Abgaben; das gleiche gilt für an Bau- und Consultingfirmen gezahlte Vergütungen;

3. gewährt den deutschen Fachkräften alle Vorrechte und Befreiungen, die das ecuadorianische Gesetz für die Experten der in Ecuador akkreditierten internationalen Organisationen festsetzt;

4. befreit die unter Artikel 6, Absatz 1, Nummer 1, genannten Personen von den in der ecuadorianischen Sozialversicherungsordnung festgesetzten Abgaben, so weit nachgewiesen wird, daß die betreffenden Personen durch die zuständigen Einrichtungen der Bundesrepublik Deutschland geschützt sind.

Artikel 8

Dieses Abkommen gilt auch für die entsandten Fachkräfte, die bei seinem Inkrafttreten bereits im Rahmen der technischen Zusammenarbeit zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Republik Ecuador in Ecuador tätig sind; das gleiche gilt für die übrigen in Artikel 6, Absatz 1, Nummer 1 genannten Personen.
Artikel 9

Dieses Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Republik Ecuador innerhalb von 3 Monaten nach seinem Inkrafttreten eine gegenteilige Erklärung abgibt.

Artikel 10

(1) Dieses Abkommen tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft und gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren, wobei das Abkommen sich stillschweigend jeweils um ein Jahr verlängert, es sei denn, daß eine der beiden Vertragsparteien es drei Monate vor Ablauf des jeweiligen Zeitabschnitts schriftlich kündigt.

(2) Auch nach Ablauf dieses Abkommens gelten seine Bestimmungen für die bereits vereinbarten Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit bis zu ihrem Abschluß weiter.

Artikel 11

Unterzeichnet zu Quito, Ecuador, am achtundzwanzigsten März Eintausendneunhundertdreißig

in vier Urschriften, je zwei in deutscher und in spanischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

Dr. Hans-Joachim Hille Botschafter

Für die Regierung der Republik Ecuador

Dr. Antonio José Lucio Paredes E. Außenminister
El Gobierno de la República Federal de Alemania

y

El Gobierno de la República del Ecuador

sobre la base de las relaciones de amistad existentes entre los dos Estados y sus pueblos,

animados del deseo de intensificar estas relaciones,

teniendo en cuenta su común interés en el fomento del desarrollo técnico y económico de sus Estados y

reconociendo las ventajas resultantes para ambos Estados de una cooperación técnica más estrecha

han convenido en lo siguiente:

Artículo 1

(1) Las Partes Contratantes se esforzarán en colaborar y ayudarse recíprocamente sobre la base del presente Convenio.

(2) Las Partes Contratantes pueden concertar Acuerdos sobre distintos proyectos de cooperación técnica.

Artículo 2

(1) Los Acuerdos a que se refiere el párrafo 2 del artículo anterior podrán prever que el Gobierno de la República Federal de Alemania:

1. Fomente la creación en el Ecuador de centros de formación, asesoramiento y otros, mediante el envío de personal docente y especialistas y, el suministro de equipo;

1 Published as submitted. -- Publié tel que soumis.
(2) La ejecución de las medidas previstas en el párrafo 1 del presente artículo, especialmente la admisión de aspirantes que dará reservada a Acuerdos especiales.

(3) El Gobierno de la República del Ecuador se esforzará en dar o procurar a los nacionales ecuatorianos formados y perfeccionados en la República Federal de Alemania un empleo correspondiente a sus conocimientos profesionales y estudiará especialmente si puede reconocer los exámenes aprobados en la República Federal de Alemania como corresponenda a su nivel técnico. Se esforzará, además, en abrir a estas personas las mismas posibilidades de colocación y ascenso a las mismas carreras que a los que hayan terminado en el Ecuador una preparación equivalente.

Artículo 4

El Gobierno de la República del Ecuador

1. Facilitará los terrenos y edificios necesarios para los proyectos en el Ecuador, y se hará cargo de sus instalaciones en el caso de que el Gobierno de la República Federal de Alemania no los suministre;

2. Asistirá a los especialistas enviados facilitándoles una vivienda o pagándoles una subvención de alquiler, de la misma manera que en el caso de los especialistas de la nación o de la organización internacional más favorecida; ayudará además, a los especialistas a procurarse viviendas;

3. Asumirá el pago de las tasas portuarias, de los derechos de importación y exportación, sobre todo de los derechos relacionados con la liberación, almacenaje y demás gravámenes públicos de los objetos suministrados por encargo del Gobierno de la República Federal de Alemania para los proyectos.
4. Sufragará conforme a un plan que deberá convenirse, los gastos de explotación y mantenimiento de los proyectos;

5. Sufragará los gastos de viaje dentro del Ecuador de los especialistas enviados y le abonará los viáticos - que la Ley reconoce a los funcionarios ecuatorianos que desempeñan la misma función o una función equivalente;

6. Pondrá a disposición a sus expensas el personal técnico auxiliar ecuatoriano, necesario en cada caso;

7. Procurará que los especialistas enviados sean reemplazados, pasado un tiempo prudencial, por especialistas ecuatorianos idóneos. Cuando éstos especialistas hayan de ser preparados en la República Federal de Alemania o en otro país, designará, oportunamente, con participación de la representación alemana en el extranjero o de expertos designados por ésta, al número suficientes de aspirantes para esa preparación y correrá con los gastos de su viaje de ida y vuelta. No designará más que aquellos aspirantes que se hayan comprometido frente a él, a trabajar a su regreso, por lo menos durante cinco años, en el proyecto en cuestión. Cuidará de que se les reconozca la categoría que corresponde a su preparación y de que reciban una remuneración adecuada;

8. Asegurará que todas las autoridades y organizaciones interesadas en la ejecución del presente Convenio sean informadas oportunamente y ampliamente del contenido del mismo.

Artículo 5

(1) El Gobierno de la República Federal de Alemania cuidará de que en los contratos de servicio o de trabajo de los
especialistas enviados se incluyan para los especialistas
las obligaciones de:

1. Contribuir con todas sus fuerzas, en el marco de
los acuerdos concertados sobre su labor, a que se
alcancen los objetivos señalados en el artículo 55
de la Carta de las Naciones Unidas,

2. No insinuarse en los asuntos internos de la Repú-
blica del Ecuador,

3. Atenerse a las leyes y costumbres del Ecuador,

4. No ejercer otra actividad económica más que aquella
que se le encargó, y

5. Cooperar con plena confianza con los organismos ofi-
ciales del Ecuador.

(2) Si el Gobierno de la República del Ecuador desea que, en
interés de la buena cooperación entre copartícipes, sea reti-
rado un especialista, se pondrá con la debida antelación en
contacto con la representación alemana en el extranjero y ex-
pondrá los motivos de su deseo. Del mismo modo, el Gobierno de
la República Federal de Alemania, si retira por su parte, un
especialista, se pondrá en la mayor antelación posible, en con-
trato con la República del Ecuador. En ambos casos los Go-
biernos cooperarán con plena confianza para superar, en inte-
rés de todos los afectados, las dificultades que pudiera aca-
rrear la retirada de un especialista. El Gobierno de la Re-
pública Federal de Alemania sustituirá lo antes posible al
especialista retirado.

Artículo 6

(1) El Gobierno de la República del Ecuador

1. Cuidará la debida protección de la persona y de los
bienes de los especialistas enviados y sus familias;
esta protección se extenderá también a las personas que convivan con ellos, siempre que no se trate de nacionales del Ecuador;

2. Concederá en momentos de crisis internacionales, a las personas mencionadas en el inciso 1 toda la ayuda necesaria para repatriación;

3. Evitará a las personas mencionadas en el inciso 1 cualquier detención o prisión y, les permitirá en todo caso, especialmente a petición del Gobierno de la República Federal de Alemania, la libre salida del país;

4. Responderá, en lugar de los especialistas enviados, de los daños que éstos infligan a un tercero en relación con el cumplimiento de una tarea confiada a ellos conforme al presente Convenio; queda excluida toda reclamación al efecto contra los especialistas enviados; la República del Ecuador, cualquiera que sea el fundamento jurídico en que se base, no podrá hacer valer sus derechos de restitución contra los especialistas enviados más que en caso de dolo o de negligencia grave;

5. Extenderá a las personas mencionadas en el inciso 1 un documento de identidad en el que se hará constar la protección especial que se les concede al Gobierno de la República Federal de Alemania, en los documentos de identidad para los especialistas. Constará, además, que se les concede para sus tareas el apoyo de los servicios estatales.

(2) Los privilegios e inmunidades establecidos en el inciso 3 del párrafo 1 de este artículo no se concederán para ventaja personal de los favorecidos. A solicitud del país receptor, el Gobierno de la República Federal de Alemania podrá
renunciar a esos privilegios e inmunidades si, a su juicio, existe un abuso.

Artículo 7

El Gobierno de la República del Ecuador

1. Concederá en todo momento y exento de derechos a las personas mencionadas en el inciso 1 del párrafo 1 del artículo 6 las autorizaciones para entrar en el país y salir de él, y - los necesarios permisos de trabajo y residencia;

2. No gravará con impuestos y otras cargas las remuneraciones que los especialistas enviados perciban de fondos del Gobierno de la República Federal de Alemania por servicios prestados en el marco del presente Convenio; la misma norma se aplicará a las remuneraciones que se paguen a empresas constructoras y consultoras;

3. Concederá a los especialistas alemanes enviados todos los privilegios y franquicias que la Ley Ecuatoriana establece para los técnicos de los Organismos Internacionales acreditados en el Ecuador.

4. Eximirá a las personas mencionadas en el inciso 1 del párrafo 1 del Artículo 6, de las contribuciones establecidas en el régimen ecuatoriano de Seguridad Social, siempre que se compruebe fehacientemente que se hallan protegidos por los Organismos competentes de la República Federal de Alemania.

Artículo 8

Las disposiciones del presente Convenio se aplicarán también a los especialistas enviados que a su entrada en vigor se encuentren ya prestando servicios en el Ecuador dentro del marco de la cooperación técnica entre el Gobierno de la República Federal de Alemania y el Gobierno de la República del Ecuador, igualmente se aplicará a las demás personas mencionadas
en el inciso 1 del párrafo 1 del artículo 6.

Artículo 9

El presente Convenio se aplicará también al Land Berlín en tanto que el Gobierno de la República Federal de Alemania no haga una declaración en contrario al Gobierno de la República del Ecuador dentro de los tres meses siguientes a la entrada en vigor del presente Convenio.

Artículo 10

(1) El presente Convenio entrará en vigencia en la fecha de su suscripción y tendrá validez durante cinco años, pudiendo prorrogarse tácitamente, de año en año, siempre que una de las partes contratantes no lo denuncie por escrito tres meses antes de la fecha de expiración corresponente.

(2) Incluso una vez expirado el Convenio seguirán aplicándose sus cláusulas a los proyectos de Cooperación Técnica ya convenidos hasta la conclusión de los mismos.

Artículo 11

El Convenio del 17 de agosto de 1962 sobre Cooperación Económica y Técnica expira en el momento de entrar en vigencia el actual Acuerdo.
Firmado en Quito, Ecuador, el 28 de MARZO de 1975
en cuatro ejemplares, dos en español y dos en alemán,
siendo ambos textos igualmente válidos.

Por el Gobierno de la
República Federal de
Alemania

Por el Gobierno de
la República del
Ecuador

Hans-Joachim Hille
Embajador de la República
Federal de Alemania,

Antonio José Lucio Parades
Ministro de Relaciones Exteriores
AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR CONCERNING TECHNICAL COOPERATION

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Ecuador,

On the basis of the ties of friendship existing between the two States and their peoples,

Desiring to further develop those relations,

Considering their common interest in the promotion of the technical and economic development of their States, and

Recognizing the benefits both States derive from a closer technical cooperation,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The Contracting Parties shall endeavour to cooperate and assist each other on the basis of this Agreement.

2. The Contracting Parties may conclude Agreements relating to specific projects on technical cooperation.

Article 2

1. The Agreements referred to in paragraph 2 of the preceding article may provide that the Government of the Federal Republic of Germany shall:

   (1) Promote the creation in Ecuador of training, advisory and other centres, by seconding teaching staff and specialists and by providing equipment;
   
   (2) Entrust studies related to specific projects to experts;
   
   (3) Second experts to Ecuador to undertake special tasks and provide them with professional equipment;
   
   (4) Make advisors available to the Government of the Republic of Ecuador;
   
   (5) Promote collaboration between both countries in the field of education and training;
   
   (6) Promote collaboration between scientific institutions in both countries by seconding or managing the secondment of scientific and technical personnel, and facilitating the provision of equipment.

2. Hereafter, all personnel seconded by the Government of the Federal Republic of Germany shall be referred to as “specialists”.

3. In respect of the items that it provides for the specific projects, the Government of the Federal Republic of Germany shall cover transport and insurance costs up to the project site, with the exception of the costs of storage in Ecuador.
Article 3

1. The Government of the Federal Republic of Germany shall endeavour to:
   (1) Promote the enhancement of the skills of specialists and managerial personnel as well as those of Ecuadorian scientists in the Federal Republic of Germany or in other countries;
   (2) Provide access to training and skills enhancement opportunities on behalf of Ecuadorian nationals in the Federal Republic of Germany or in institutions promoted within the Nouvel framework of German Technical Assistance.

2. Implementation of the measures provided for in paragraph 1 of this article, particularly the admission of candidates, shall be based on special Agreements.

3. The Government of the Republic of Ecuador shall endeavour to secure or seek, on behalf of Ecuadorian nationals having received training and skills enhancement in the Federal Republic of Germany, employment fitting their professional knowledge; shall consider, in particular, the possibility of recognizing exams passed in the Federal Republic of Germany corresponding to their technical level; and shall endeavour to offer to those persons the same employment and advancement opportunities or the same careers as those accessible to persons having completed an equivalent training in Ecuador.

Article 4

The Government of the Republic of Ecuador shall:

1. Provide the land and buildings necessary for the projects in Ecuador, and assume responsibility for their facilities, in case they are not provided by the Government of the Federal Republic of Germany;

2. Assist seconded specialists by providing them with a dwelling or paying them a rental allowance, in the same manner as for specialists from the most favoured nation or international organization; and shall, in addition, help the specialists to find housing;

3. Bear responsibility for the payment of port taxes and import and export duties, in particular those related to the release and storage and other levies on items provided for the projects at the request of the Government of the Federal Republic of Germany;

4. Cover, in accordance with a plan to be agreed upon, the operating and maintenance costs of the projects;

5. Cover the travel costs incurred within Ecuador by seconded specialists and pay the travel allowances that the law provides for Ecuadorian civil servants performing the same or equivalent tasks;

6. Provide at its expense the Ecuadorian auxiliary technical personnel necessary in each case;

7. Endeavour to ensure that seconded specialists are replaced, after a reasonable period, by suitable Ecuadorian specialists; if such specialists must be trained in the Federal Republic of Germany or another country, duly designate to that end, with the participation of German representatives abroad or experts designated by the latter, an adequate number of candidates for this training and meet the costs of their round trips; designate only the candidates committing themselves to working upon their return for at least five (5) years in the project concerned; and
ensure that they are attributed a rank corresponding to their qualifications and that they receive appropriate remuneration;

8. Ensure that all authorities and organizations interested in the implementation of this Agreement are duly and extensively informed of its contents.

**Article 5**

1. The Government of the Federal Republic of Germany shall ensure that service or work contracts with the seconded specialists shall include an obligation:
   
   (1) To make every effort, in the framework of the agreements concluded with regard to their work, to ensure that the goals specified in Article 55 of the Charter of the United Nations are attained;
   
   (2) Not to interfere in the internal affairs of the Republic of Ecuador;
   
   (3) To abide by the law and the customs of Ecuador;
   
   (4) Not to exercise any economic activity other than the one assigned to them; et
   
   (5) To cooperate with the official organizations of Ecuador in a spirit of trust.

2. If, in the interests of good cooperation between co-participants, the Government of the Republic of Ecuador wishes that a specialist is recalled, it shall contact in good time the German representatives abroad and explain the reasons for making such a request. Similarly, if it decides, for its part, to recall a specialist, the Government of the Federal Republic of Germany shall contact the Republic of Ecuador with as much advance notice as possible. In either case, the Governments shall cooperate in a spirit of trust in overcoming, in the interests of all concerned, any difficulties occasioned by the recall of a specialist. The Government of the Federal Republic of Germany shall replace the recalled specialist as soon as possible.

**Article 6**

1. The Government of the Republic of Ecuador shall:

   (1) Ensure necessary protection for the person and property of seconded specialists are their families; this protection shall also extend to the persons living with them, provided that they are not nationals of Ecuador;

   (2) In case of an international crisis, provide the persons referred to in subparagraph 1 with all necessary assistance for repatriation;

   (3) Prevent the arrest or imprisonment of the persons referred to in subparagraph 1 and, in any case, particularly at the request of the Government of the Federal Republic of Germany, allow them to leave the country freely;

   (4) Be liable, in lieu of the seconded specialists, for any damage caused by them to a third party in connection with the performance of a task entrusted to them under this Agreement. Any claim against the specialists shall be excluded. The Republic of Ecuador may not, on any legal grounds, enforce any rights of restitution against the seconded specialists, except in case of deliberate intent or gross negligence;
(5) Issue to the persons referred to in subparagraph 1 an identity document stating that they are under special protection granted them by the Government of the Republic of Ecuador, and that, in the performance of their tasks, they are entitled to support by State services.

2. The privileges and immunities established in paragraph 1, subparagraph 3, of this article shall not be granted for the personal benefit of beneficiaries. At the request of the receiving country, the Government of the Federal Republic of Germany may renounce on such privileges and immunities if it considers that abuse has taken place.

Article 7

The Government of the Republic of Ecuador shall:

1. Issue at all times, and exempt from duties, to the persons mentioned in article 6, paragraph 1, subparagraph 1, permits to enter and leave the country, and the necessary work and residence permits;

2. Not impose taxes or other levies on the remuneration received by seconded specialists from funds of the Government of the Federal Republic of Germany for services provided within the framework of this Agreement. The same rule shall apply to remunerations paid to construction and consulting firms;

3. Grant to German seconded specialists all privileges and exemptions extended under Ecuadorian law to technicians of international organizations accredited by Ecuador;

4. Exempt the persons mentioned in article 6, paragraph 1, subparagraph 1, from contributions to the Ecuadorian social security system, provided it is proven that they are protected by the competent organizations of the Federal Republic of Germany.

Article 8

The provisions of this Agreement shall also apply to seconded specialists who, at its entry into force, are already serving in Ecuador, within the framework of technical cooperation between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Ecuador, and shall also apply to the other persons mentioned in article 6, paragraph 1, subparagraph 1.

Article 9

This Agreement shall also apply to the Land of Berlin, unless the Government of the Federal Republic of Germany transmits a statement to the contrary to the Government of the Republic of Ecuador, within three (3) months following the entry into force of this Agreement.

Article 10

1. This Agreement shall enter into force on the date of its signature. It shall remain in force for a period of five (5) years and be reNouveled automatically on a yearly basis, provided neither Contracting Party terminates it in writing three (3) months prior to the date of expiry.

2. Even if this Agreement expires, its provisions shall continue to apply to agreed technical cooperation projects throughout their duration.
Article 11

The Agreement on Economic and Technical Cooperation of 17 August 1962 shall expire upon entry into force of this Agreement.

SIGNED at Quito, Ecuador, on 28 March 1973, in four copies, two of each in Spanish and in German, both texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

HANS-JOACHIM HILLE
Ambassador of the Federal Republic of Germany

For the Government of the Republic of Ecuador:

ANTONIO JOSÉ LUCIO PAREDES B.
Minister of Foreign Affairs
ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR RELATIF À LA COOPÉRATION TECHNIQUE

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de l'Équateur,

Se basant sur les relations d'amitié existant entre les deux États et leurs peuples,

Animés du désir d'intensifier ces relations,

Tenant compte de leur intérêt commun à œuvrer pour le développement technique et économique de leurs États, et

Reconnaissant les avantages qui découlent d'une coopération technique plus étroite pour les deux États,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1. Les Parties contractantes veillent à collaborer et à s'entraider sur la base du présent Accord.
2. Elles peuvent conclure des accords relatifs à des projets distincts de coopération technique.

Article 2

1. Les accords visés au paragraphe 2 de l'article précédent peuvent prévoir que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :
   1) Favorise la création en Équateur de centres de formation, consultatifs et autres, en dépêchant pour cela du personnel enseignant et des spécialistes et en mettant à disposition des équipements;
   2) Confie à des experts la réalisation d'études concernant des projets spécifiques;
   3) Envoie en Équateur des experts chargés d'accomplir des tâches particulières et en leur fournissant des équipements professionnels;
   4) Met des conseillers à la disposition du Gouvernement de la République de l'Équateur;
   5) Favorise la collaboration entre les deux pays dans le domaine de l'éducation et de la formation;
   6) Favorise la collaboration entre les institutions scientifiques des deux pays, en dépêchant du personnel scientifique et technique, ou en organisant son envoi, et en facilitant la mise à disposition d'équipements.
2. L'ensemble du personnel envoyé par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est ci-après dénommé les « spécialistes ».
3. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne prend à sa charge les frais de transport et d'assurance des objets mis à disposition par ses soins dans le cadre des projets spécifiques, et ce jusqu'à l'endroit où sont exécutés ces derniers, hormis les frais d'entreposage sur le territoire équatorien.

Article 3

1. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne s'efforce :
   1) De favoriser le perfectionnement des spécialistes et du personnel dirigeant, ainsi que des scientifiques équatoriens, sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne ou dans d'autres pays;
   2) D’offrir aux ressortissants équatoriens des possibilités de formation et de perfectionnement en République fédérale d'Allemagne ou au sein d'institutions soutenues dans le nouveau cadre de l'Aide technique allemande.

2. L'exécution des mesures prévues au premier paragraphe du présent article, et notamment de celles afférentes à l'admission de candidats, relève d'accords particuliers.

3. Le Gouvernement de la République de l'Équateur s'efforce quant à lui de fournir aux ressortissants équatoriens formés, et dont les capacités ont été renforcées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, un emploi correspondant à leurs compétences professionnelles. Dans ce cadre, il doit notamment envisager la possibilité de procéder à la reconnaissance des examens passés avec succès sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne correspondant à leur niveau technique. En outre, il s'efforce d'accorder auxdites personnes les mêmes possibilités d'affectation, de promotion ou de carrière que celles dont jouissent les personnes ayant achevé en Équateur une formation équivalente.

Article 4

Le Gouvernement de la République de l'Équateur :

1. Met à disposition des terrains et bâtiments nécessaires à la réalisation de projets en Équateur, et se charge des installations y afférentes, au cas où le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne les aurait pas fournies;

2. Prête son assistance aux spécialistes dépêchés en mettant à leur disposition un logement ou en leur accordant une allocation couvrant le loyer, et cela selon les mêmes modalités que celles applicables aux spécialistes de la nation ou de l'organisation internationale la plus favorisée. En outre, il aide les spécialistes à trouver un logement;

3. Prend à sa charge les taxes portuaires, les droits à l'importation et à l'exportation, et notamment les droits afférents au dédouanement, à l'entreposage et à toutes autres charges publiques sur les objets mis à disposition à la demande du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour exécuter les projets;

4. Assume, conformément à un programme à définir d'un commun accord, les frais d'exploitation et d’entretien afférents aux projets;
5. Prend à sa charge les frais de voyage sur le territoire de l'Équateur des spécialistes dépêchés et verse à ces derniers les indemnités journalières reconnues par la loi aux fonctionnaires équatoriens s'acquittant de fonctions identiques ou équivalentes;

6. Met à disposition, à ses frais, le personnel technique auxiliaire équatorien qui pourrait être nécessaire dans chaque cas;

7. Fait en sorte que les spécialistes dépêchés soient remplacés, une fois un délai raisonnable écouté, par des spécialistes équatoriens qualifiés. Dans les cas où lesdits spécialistes devraient être formés en République fédérale d'Allemagne ou dans un autre pays, le Gouvernement équatorien devra désigner, en temps utile, avec la participation de la représentation allemande à l'étranger ou d'experts nommés par cette dernière, le nombre suffisant de candidats pour suivre la formation, en prenant à sa charge les frais de déplacement (aller-retour) de ces derniers. Il ne désigne que les candidats qui se sont engagés à travailler à leur retour sur le projet concerné pendant au moins cinq (5) ans. Il veille à ce que les candidats susvisés se voient reconnaître la catégorie correspondant à leur formation et à ce qu'ils perçoivent une rémunération appropriée;

8. S'assure que l'ensemble des autorités et des organisations impliquées dans l'exécution du présent Accord soit dûment et amplement informé de son contenu, et ce, en temps utile.

Article 5

1. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veille à ce que les contrats de service ou de travail des spécialistes dépêchés fassent peser sur ces derniers les obligations suivantes :

1) Contribuer au mieux de leurs possibilités, dans le cadre des accords conclus concernant leur travail, à la réalisation des objectifs mentionnés à l'Article 55 de la Charte des Nations Unies;

2) Ne pas s'ingérer dans les affaires internes de la République de l'Équateur;

3) Respecter les lois et coutumes de l'Équateur;

4) N'exercer aucune activité économique autre que celle leur ayant été confiée; et

5) Coopérer, en toute confiance, avec les organismes officiels équatoriens.

2. Si le Gouvernement de la République de l'Équateur souhaite, dans un souci de bonne coopération entre les coparticipants à un projet, le retrait d'un spécialiste, il contacte dans les meilleurs délais la représentation allemande à l'étranger et lui expose les raisons d'un tel souhait. De la même manière, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne doit contacter la République de l'Équateur dans les plus brefs délais s'il procède au retrait d'un spécialiste. Dans les deux cas, les Gouvernements doivent coopérer en toute confiance afin de surmonter, dans l'intérêt de l'ensemble des intéressés, les difficultés susceptibles de découler du retrait d'un spécialiste. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne remplace, dans les meilleurs délais, tout spécialiste ayant fait l'objet d'un retrait.
Article 6

1. Le Gouvernement de la République de l'Équateur :

1) Assure la protection nécessaire des spécialistes dépêchés, de leurs biens et de leur famille; cette protection s'étendra également aux personnes qui vivent avec eux, sous réserve qu'il ne s'agisse pas de ressortissants équatoriens;

2) En période de crise internationale, accorde aux personnes mentionnées à l’alinéa 1 toute l'aide nécessaire en vue de leur rapatriement;

3) Évite aux personnes mentionnées à l’alinéa 1 toute détention ou emprisonnement et leur permet, en tout état de cause, et notamment sur demande du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, de quitter librement le pays;

4) Est responsable, à la place des spécialistes dépêchés, des dommages que ceux-ci peuvent causer à un tiers dans le cadre de l'exécution d'une mission qui leur a été confiée conformément au présent Accord. Toute demande de dommages à l'encontre des spécialistes est exclue. Quelle que soit la base juridique sur laquelle elle se fonde, la République de l’Équateur ne peut faire valoir ses droits à restitution à l'encontre des spécialistes dépêchés qu'en cas d'intention malveillante ou de négligence grave;

5) Délivre aux personnes mentionnées à l’alinéa 1 une pièce d'identité témoignant de la protection particulière que le Gouvernement de la République de l'Équateur leur accorde. Lesdites pièces d'identité doivent préciser, par ailleurs, que dans le cadre de l'exécution de leurs fonctions, elles jouissent de l'appui des services de l'État.

2. Les privilèges et immunités prévus à l’alinéa 3 du paragraphe 1 du présent article ne sont pas accordés pour le bénéfice personnel des bénéficiaires. Sur demande du pays d'accueil, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne peut renoncer auxdits privilèges et immunités si, à son avis, des abus ont été perpétrés.

Article 7

Le Gouvernement de la République de l'Équateur :

1. Accorde, à tout moment et à titre gratuit, aux personnes mentionnées à l’alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 6 les autorisations pour entrer dans le pays et en sortir, ainsi que les permis de travail et de résidence nécessaires;

2. S'abstient de soumettre à l’impôt ou à toute autre charge les rémunérations perçues par les spécialistes dépêchés versées par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, en contrepartie des services fournis dans le cadre du présent Accord. Il en ira de même concernant les rémunérations versées aux entreprises de construction et aux cabinets de conseil;

3. Accorde aux spécialistes allemands dépêchés l'ensemble des privilèges et des exemptions prévus par la loi équatorienne au profit des techniciens des organismes internationaux accrédités en Équateur;

4. Exonère les personnes mentionnées à l’alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 6 des contributions exigées dans le cadre du régime équatorien de sécurité sociale, sous réserve de vérification documentaire de leur couverture par les organismes compétents de la République fédérale d'Allemagne.
Article 8

Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux spécialistes dépêchés qui, lors de son entrée en vigueur, seraient déjà en fonction en Équateur, dans le cadre de la coopération technique entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de l'Équateur. Il s'applique également aux autres personnes mentionnées à l’alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 6.

Article 9

Le présent Accord s'applique également au « Land » de Berlin, sous réserve que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'ait pas formulé de déclaration en sens contraire auprès du Gouvernement de la République de l'Équateur, dans les trois (3) mois suivant l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 10

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature. Il sera conclu pour une durée de cinq (5) ans, et pourra être tacitement reconduit chaque année, à moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce par écrit trois (3) mois avant la date d'expiration correspondante.

2. Même après l'expiration de l'Accord, ses dispositions continueront de s'appliquer aux projets de coopération technique déjà convenus, et ce jusqu'à leur achèvement.

Article 11

L'Accord relatif à la coopération économique et technique, signé le 17 août 1962, expire au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord.

SIGNÉ à Quito (Équateur), le 28 mars 1973, en quatre exemplaires, deux en espagnol et deux en allemand, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

HANS-JOACHIM HILLE
Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République de l'Équateur :

ANTONIO JOSÉ LUCIO PAREDES B.
Ministre des affaires étrangères
No. 49170

United Nations (United Nations Population Fund) and Albania


Entry into force: 15 November 1996 by the exchange of the said letters

Authentic text: English

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 1 December 2011

Organisation des Nations Unies (Fonds des Nations Unies pour la population) et Albanie


Entrée en vigueur : 15 novembre 1996 par l'échange desdites lettres

Texte authentique : anglais

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 1er décembre 2011
No. 49171

United Nations
and
Iraq


Entry into force: 25 December 2011 by signature, in accordance with paragraph 9

Authentic texts: Arabic and English

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 25 December 2011

Organisation des Nations Unies
et
Iraq


Entrée en vigueur: 25 décembre 2011 par signature, conformément au paragraphe 9

Textes authentiques: arabe et anglais

خامساً: العودة إلى موطن أفراد مسقرون العراق الجديد وإعادة التوطين.

أ. تقوم حكومة جمهورية العراق بمساعدات الأمم المتحدة ما يتعلق:
1. الطلب من جمهورية إيران الإسلامية توفير الضمانات للمحتاجين إليها.
2. تسرع عودة أمنة للأطفال، توجهًا إلى جمهورية إيران الإسلامية في أي وقت.
3. تشجيع المبادئ الدبلوماسية على إعادة أفراد المسقرون إلى البلدان التي ينتمون إليها.
4. حشد المجتمع الدولي لقبول أفراد المساكر في بلدان أخرى.
5. تحديد أشخاص من جانب حكومة جمهورية العراق يمكن الاتصال بهم في حالات الطوارئ.
و الوصول إليهم في أي وقت من الأوقات.

ب. تقوم حكومة جمهورية العراق بما يأتي:
1. مراقبة أفراد مسقرون العراق الجديد من المغادرين إلى نقاط المغادرة أو الحدود.
2. تأمين حماية موظفي الأمم المتحدة.
3. عدم إعادة أفراد مسقرون العراق الجديد إلى جمهورية إيران الإسلامية قسرًا.

سادساً. تضمن حكومة جمهورية العراق إشراك موظفي وزارة حقوق الإنسان بشكل فعال في كل مراحل العملية، وتخصيص موظفين يمكن الاتصال بهم في أي وقت من الأوقات لغرض تسليط الضوء على أفراد المساكر لاتخاذ الإجراء المناسب.

سابعًا: إن حكومة جمهورية العراق غير ملزمة بنقل صفة اللجوء للأفراد الذين يحصلون على هذه الصفة من مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين.

ثامنًا: تلتقي كل من حكومة جمهورية العراق والأمم المتحدة وطلب أي منهما بالتشاور بينهما بشأن أي صعوبات أو خلافات قد تظهر أثناء تطبيق هذه المذكرة.

تاسعاً: تدخل مذكرة التفاهم حيز التنفيذ اعتبارًا من تاريخ توقيعها.

عاشراً: تصدر هذه المذكرة بنسختين أصليتين باللغتين العربية والإنجليزية، وتساهم الجهية القانونية.

جررت هذه المذكرة في مدينة ........... ميلادية الموافق يوم ........... شهر ........... سنة ........... الهجرية

الطرف الثاني

الطرف الأول

عند حكومة جمهورية العراق

فالح الفيض/مستشار الأمن الوطني
مارتن كوبير/الممثل الخاص للأمين العام

182
ثانيا: عمليات التدقيق في معسكر الحرية:

أ. تهدف عمليات التدقيق التي تقوم بها مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين إلى تحقيق ما يلي:

1. تحديد وتسجيل طلبات أفراد معسكر العراق الجديد الذين يرغبون بالعودة طوعاً إلى جمهورية إيران الإسلامية أو المغادرة إلى بلدان أخرى.

2. تدقيق الأوراق الثبوتية لأفراد معسكر العراق الجديد وتسجيلهم في قاعدة البيانات.

3. يتم إنجاز عملية التدقيق خلال مدة لا تتجاوز (3) ثلاثة أسابيع اعتباراً من تاريخ توفر المعدات اللازمة كافة لإجراء عملية التدقيق في معسكر الحرية.

ب. تسهل حكومة جمهورية العراق عمل مفوضية الأمم المتحدة العليا لشؤون اللاجئين لغرض قيامها بعملية التدقيق في معسكر الحرية.

ثالثا: إدارة المواقع الانتقالية:

أ. تتولى حكومة جمهورية العراق إدارة المواقع الانتقالية المؤقتة لأجل ذلك تتضمن ما يلي:

1. انتظام الموقع الانتقالي للمعايير الإنسانية ومعايير حقوق الإنسان.

2. أمر أفراد المعسكر في الموقع الانتقالي وموظفين الأمم المتحدة الذين يجوزون واجباتهم داخل الموقع أو بالقرب منه بالتفاقيء مع الأمم المتحدة من خلال ضباط مدربين لهذا الغرض بمساعدة الأمم المتحدة.

3. البنية الأساسية الخاصة بالممسكن والمراقب الصحي والرعاية الطبية وأسواق الصلاة مع مراعاة اعتبارات (الفرز بين الجنسين) في معسكر الحرية. وتسهيل الحكومة بالاتصالات الداخلية والخارجية وفق القوانين العراقية.

4. تسهيل حكومة جمهورية العراق وتسهيل للمحكمة وعلى نفقاتها الخاصة بالتعاقب الثاني مع مطابقة تقدم الدعم المالي والمرافق مثل الماء والطعام والاتصالات والمرافق الصحية ومعدات الصيانة وإعادة التأهيل. وتسهيل حكومة جمهورية العراق للسكان بنقل ممتلكاتهم الفردية المتنقلة من معسكر العراق الجديد إلى معسكر الحرية. كما تسمح حكومة جمهورية العراق بدخول عدد من البعثات في الم💪Campus

ب. تسمح حكومة جمهورية العراق للأمم المتحدة بمراقبة أوضاع حقوق الإنسان والوضع الإنساني في الموقع الانتقالي ووضع إجراءات للإبلاغ والشكاوى.

رابعا: الإجراءات المتبقية في معسكر الحرية:

أ. تسمح حكومة جمهورية العراق لمفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين إجراء متابعت مع أفراد المعسكر لتحديد صميم وفقاً لاختصاصاتها والقواعد المتبعة في عملها.

ب. تسهل حكومة جمهورية العراق الزيارات القنصلية إلى معسكر الحرية.
مذكرة تفاهم بين حكومة جمهورية العراق والأمم المتحدة

اطلاقاً من مبدأ سيادة جمهورية العراق واستناداً لدستورها;

وبما ينسجم مع التزامها بقواعد القانون الدولي لحقوق الإنسان;

وفي ضوء قرار حكومة جمهورية العراق المتعلق بإيجاد حل سلمي ودائم لنقل أفراد معسكر العراق الجديد إلى الموقع الانتقالية المؤقت (عسكر الحرية)؛ تمهدتا لإخراجهم من أراضي جمهورية العراق،

وتسهيل عودة الذين يرغبون طوعاً إلى بلدانهم أو إعادة توطينهم في بلدان أخرى،

ونظراً للدور الحيادي والمساعدة للأمم المتحدة،

فقد اتفقت حكومة جمهورية العراق والأمم المتحدة على ما يأتي:

أولاً: أليات النقل إلى المواقع الانتقالية المؤقتة

1. سلامة وأمن الموقع الانتقالية المؤقت المحدد بفتح اليمامة في شارع أبي نواس.
2. سلامة وأمن معسكر الحرية.
3. سهولة وصول الأمم المتحدة إلى المواقع الانتقالية المؤقتة.
4. توفير وسائط نقل آمنة لنقل أفراد المعتقل إلى المواقع الانتقالية المؤقتة.

ب. تضمن حكومة جمهورية العراق تسهيل أداء الأمم المتحدة للقيام بالمهام الآتية:

1. إجراء التقييمات الأمنية لقاعدة غريبلي، ومرافق توافد القوات الأمنية خارج بوابة الأسد، والموقع الانتقالية المؤقت الواقع في شارع أبي نواس وفي معسكر الحرية.
2. مراقبة عملية الانتقال من معسكر العراق الجديد إلى المواقع الانتقالية المؤقتة بما في ذلك مغادرة السكان من معسكر العراق الجديد ووصولهم إلى معسكر الحرية ودخولهم إليه.
3. مراقبة المواقع الانتقالية المؤقتة.

ج. يتم التعامل مع سكان معسكر العراق الجديد ممن يحملون جوازات سفر بلدان أخرى أو لهم روابط بها كحالات ذات أولوية للانتقال إلى معسكر الحرية.
Memorandum of Understanding
between the Government of the Republic of Iraq
and the United Nations

In accordance with the principle of the sovereignty of the Republic of Iraq and based on its Constitution; and

In compliance with its commitments under the rules of International Human Rights Law, and

In view of the Government of the Republic Iraq's decision to find a peaceful and durable solution by transferring the individuals of Camp New Iraq to the temporary transitional location (Camp Liberty), in preparation for their departure from the territory of the Republic of Iraq, and

In order to facilitate the repatriation to the home countries of those wishing to do so voluntarily or resettlement in other countries, and

Considering the impartial and facilitating role of the United Nations,

The Government of the Republic of Iraq and the United Nations agree to the following:

First: Mechanisms for Transport to the (Temporary) Transit Locations

A. The Government of the Republic of Iraq shall ensure the following:
   1. The safety and security of the temporary transit location in the Yamama Hotel at Abu Nousass Street.
   2. The safety and security of Camp Liberty.
   3. Easy access for the UN to the temporary transit locations.
   4. Safe transportation for the movement of individuals of Camp New Iraq to the temporary transit locations.

B. The Government of the Republic of Iraq shall facilitate the performance by United Nations of the following tasks:
   1. Conduct of security assessments of Grizzly Base, security units’ location outside the Lion’s Gate, the temporary transit location in Abu Al-Nuwwas Street and in Camp Liberty (the final temporary transit location).
2. Monitor the transit process from Camp New Iraq to the temporary transit locations, including the departure of the residents from Camp New Iraq, their arrival and entry into Camp Liberty.
3. Monitor the temporary transit locations.

C. Those Camp New Iraq residents with passports and links to other countries will be treated as priority cases for the transfer to Camp Liberty.

Second: Verification Processes in Camp Liberty:

A. The UNHCR Verification processes aims at:

1. Identifying and recording the wishes of individuals (individuals of Camp New Iraq) either to return voluntarily to the Islamic Republic of Iran or to depart to other countries.
2. Verifying the identification papers of the individuals of Camp New Iraq and registering them in its data base.
3. The verification process will be completed within a period not exceeding 3 weeks from the date that all necessary equipment for the conduct of the verification process is installed at Camp Liberty.

B. The Government of the Republic of Iraq agrees that UNHCR may carry out the verification process at Camp Liberty and shall facilitate its doing so.

Third: Management of the Temporary Transit Locations

A. The Government of the Republic of Iraq shall undertake the management of the temporary transit locations, and shall ensure the following:
1. The transit locations meet humanitarian and human rights standards.
2. The security of those accommodated at the transit locations and of United Nations personnel carrying out their duties at or near those locations, to be ensured through officers trained for this purpose with the assistance of the United Nations.
3. Accommodation infrastructure, hygiene facilities, medical care and facilities for religious observance while taking into consideration the “separation between the sexes” in Camp Liberty. The Government shall allow internal and external communication in accordance with the Iraqi laws.
4. The Government shall facilitate and allow the residents, at their own expense, to enter into bilateral contact with contractors for provision of life support and utilities such as water, food, communications, sanitation, and maintenance and rehabilitation equipment. The Government shall allow residents to move their individual movable assets from Camp New Iraq into Camp Liberty. The Government of the Republic of Iraq shall allow the entry of an adequate number of vehicles for transportation within the camp.
B. The Government of the Republic of Iraq shall permit the United Nations to carry out monitoring of the human rights and humanitarian situation in the temporary transit locations and shall establish procedures for the reporting of complaints.

Fourth: Procedures at Camp Liberty

A. The Government of the Republic of Iraq shall permit and facilitate UNHCR to conduct interviews with the residents of the Camp to identify their status in accordance with its mandate and its operational rules.

B. The Government of the Republic of Iraq shall facilitate consular visits to the individuals of Camp New Iraq at Camp Liberty.

Fifth: The Repatriation or Resettlement of the individuals of Camp New Iraq

A. The Government of the Republic of Iraq, with the assistance of the United Nations shall:
   1. Request the Islamic Republic of Iran to provide assurances to returnees
   2. Facilitate the safe return to the Islamic Republic of Iran of those voluntarily wishing to return there at any time.
   3. Encourage diplomatic missions to repatriate individuals to the countries with which they are affiliated.
   4. Mobilize the international community to accept the individuals of Camp New Iraq in other countries.
   5. Identify persons from the Government of the Republic of Iraq who can be contacted in cases of emergency and who can be reached at anytime.

B. The Government of the Republic of Iraq shall:
   1. Accompany departing individuals of Camp New Iraq to the departure points or borders.
   2. Protect the security of United Nations personnel.
   3. Commit to non-refoulement of the individuals of Camp New Iraq to Iran.

Sixth: The Government of the Republic of Iraq shall ensure the substantial involvement of its Ministry of Human Rights in the process including the provision of a liaison officer from the Ministry of Human Rights 24/7 for referral of incidents to the Government of the Republic of Iraq for appropriate action.

Seventh: Determination of refugee status by UNHCR in accordance with its mandate does not necessarily entail conferral of refugee status by the Government of the Republic of Iraq.
Eighth: The Government of the Republic of Iraq and the United Nations shall consult with each other, at the request of either of them, on any difficulties, problems or matters of concern that may arise in the course of the implementation of this memorandum of understanding.

Ninth: This memorandum of understanding shall enter into force as of the date of its signature.

Tenth: This memorandum of understanding is concluded in two original copies in Arabic and English, each text being equally authentic.

DONE at Baghdad this 21st day of December, 2011 AD/ this ______ day of ______, _______ AH

First Party
The Government of the Republic of Iraq
Represented by
Falih Al-Fayyadh
National Security Advisor

Second Party
The United Nations
Represented by
Martin Kobler
Special Representative of the Secretary-General for Iraq
MÉMORANDUM D’ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D’IRAQ ET L’ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Dans le respect du principe de la souveraineté de la République d’Iraq et conformément à sa Constitution,
Dans le respect de ses engagements en vertu des règles du droit international des droits de l’homme,
Compte tenu de la décision du Gouvernement de la République d’Iraq de trouver une solution pacifique et durable en transférant les personnes du Camp Nouvel Iraq vers le site de transit temporaire (Camp Liberty) en vue de leur départ du territoire de la République d’Iraq, et
Afin de faciliter le rapatriement vers le pays d’origine de ceux qui souhaitent y retourner volontairement ou la réinstallation dans des pays tiers, et
Considérant le rôle impartial de facilitateur de l’Organisation des Nations Unies,
Le Gouvernement de la République d’Iraq et l’Organisation des Nations Unies sont convenus de ce qui suit :

Premièrement : Mécanismes pour le transport vers les sites de transit (temporaires)

A. Le Gouvernement de la République d’Iraq assurera :
1. La sécurité du site de transit temporaire à l’hôtel Yamama à Abu Nousass Street;
2. La sécurité du Camp Liberty;
4. Le transport en toute sécurité pour permettre le déplacement des personnes du Camp Nouvel Iraq vers les sites de transit temporaires.

B. Le Gouvernement de la République d’Iraq facilitera l’exécution des tâches ci-après par l’Organisation des Nations Unies :
1. La conduite d’évaluations de sécurité de la Base Grizzly, de l’emplacement des unités de sécurité à l’extérieur du Lion’s Gate, du site de transit temporaire à Abu Al-Nuwwas Street et dans le Camp Liberty (le site de transit temporaire final);
2. La surveillance du processus de transit du Camp Nouvel Iraq vers les sites de transit temporaires, y compris le départ des résidents du Camp Nouvel Iraq, leur arrivée et leur accès au Camp Liberty;
3. La surveillance des sites de transit temporaires.

C. Les résidents du Camp Nouvel Iraq munis d’un passeport et ayant des liens avec d’autres pays seront traités en priorité pour le transfert vers le Camp Liberty.
Deuxièmement : Processus de vérification au Camp Liberty

A. Le processus de vérification du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés vise à :

1. Identifier et enregistrer les souhaits des personnes (hébergées au Camp Nouvel Iraq), soit de retourner volontairement en République islamique d’Iran ou de partir pour d’autres pays;
2. Vérifier les documents d’identification des personnes du Camp Nouvel Iraq et les enregis-
   trer dans sa base de données;
3. Le processus de vérification sera terminé dans un délai n’excédant pas trois (3) semaines
   à compter de la date d’installation de l’ensemble du matériel nécessaire pour la conduite du pro-
   cessus de vérification au Camp Liberty.

B. Le Gouvernement de la République d’Iraq accepte que le Haut-Commissariat des Nations
   Unies pour les Réfugiés (HCR) se charge du processus de vérification au Camp Liberty et lui en
   facilitera le déroulement.

Troisièmement : Gestion des sites de transit temporaires

A. Le Gouvernement de la République d’Iraq assure la gestion des sites de transit tempo-
   raires, et veillera à ce que :

1. Les sites de transit soient conformes aux normes relatives au droit humanitaire et aux
   droits de l’homme;
2. La sécurité des personnes hébergées aux sites de transit et des membres du personnel de
   l’Organisation des Nations Unies exécutant leurs fonctions sur ou à proximité de ces sites soit as-
   surée par des agents formés à cet effet avec l’aide de l’Organisation des Nations Unies;
3. Les infrastructures d’hébergement, les installations sanitaires et médicales et les lieux dé-
   signés aux fins religieuses soient établis en tenant compte de la « séparation des sexes » au Camp
   Liberty. Le Gouvernement permettra les communications internes et externes conformément à la
   législation iraquienne;
4. Le Gouvernement autorisera les résidents à établir, à leurs propres frais, des contacts bila-
   téraux avec des fournisseurs et leur facilitera l’établissement de ces contacts pour la prestation de
   services essentiels et collectifs tels que l’eau, la nourriture, les communications et l’assainissement,
   et le matériel d’entretien et de remise en état. Le Gouvernement leur permettra également de dém-
   ménager leurs biens meubles personnels du Camp Nouvel Iraq dans le Camp Liberty. Il autorisera
   l’entrée d’un nombre suffisant de véhicules pour le transport à l’intérieur du camp.

B. Le Gouvernement de la République d’Iraq permettra à l’Organisation des Nations Unies
   de procéder à une surveillance de la situation humanitaire et des droits de l’homme dans les sites
   de transit temporaires et établira des procédures de déclaration des plaintes.

Quatrièmement : Procédures au Camp Liberty

A. Le Gouvernement de la République d’Iraq autorisera et aidera le Haut-Commissariat à
   avoir des entretiens avec les résidents du camp afin d’établir leur statut conformément à son man-
   dat et ses règles opérationnelles.
B. Le Gouvernement de la République d’Iraq facilitera les visites consulaires aux personnes provenant du Camp Nouvel Iraq au Camp Liberty.

Cinquièmement : Rapatriement ou réinstallation des personnes du Camp Nouvel Iraq

A. Le Gouvernement de la République d’Iraq, avec le concours de l’Organisation des Nations Unies :
   1. Demandera à la République islamique d’Iran de donner des assurances aux rapatriés;
   2. Facilitera le retour en toute sécurité en République islamique d’Iran des personnes souhaitant y retourner volontairement en tout temps;
   3. Encouragera les missions diplomatiques à rapatrier des personnes vers les pays auxquels elles sont liées;
   4. Appellera la communauté internationale à se mobiliser pour accueillir des personnes du Camp Nouvel Iraq dans d’autres pays;
   5. Identifiera les personnes au sein du Gouvernement de la République d’Iraq qui peuvent être contactées en cas d’urgence et qui sont joignables en tout temps.

B. Le Gouvernement de la République d’Iraq :
   1. Accompagnera les personnes au départ du Camp Nouvel Iraq vers les points de départ ou aux frontières;
   3. Honorer la obligation de non-refoulement des personnes qui quittent le Camp Nouvel Iraq pour aller s’établir en Iran.

Sixièmement

Le Gouvernement de la République d’Iran assurera la participation substantielle de son Ministère des droits de l’homme dans le processus, notamment en mettant à disposition 24 heures sur 24, sept jours sur sept, un attaché de liaison du Ministère des droits de l’homme chargé du renvoi des incidents au Gouvernement de la République d’Iraq pour que celui-ci prenne les mesures voulues.

Septièmement

La détermination du statut de réfugié par le HCR, conformément à son mandat, n’entraîne pas nécessairement l’octroi de ce statut par le Gouvernement de la République d’Iraq.

Huitièmement

Le Gouvernement de la République d’Iraq et l’Organisation des Nations Unies se consulteront, à la demande de l’un d’eux, sur tous problèmes, difficultés ou sujets de préoccupation qui pourraient être soulevés lors de la mise en œuvre du présent Mémorandum d’accord.
Neuvièmement

Le présent Mémorandum d’accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Dixièmement

Le présent Mémorandum d’accord est conclu en deux exemplaires originaux en langues arabe et anglaise, les deux textes faisant également foi.

FAIT à Bagdad le 25 décembre 2011.

Première Partie :
Gouvernement de la République d’Iraq, représenté par :

FALIH AL-FAYYADH
Conseiller à la sécurité nationale

Deuxième Partie :
Organisation des Nations Unies, représentée par :

MARTIN KOBLER
Représentant spécial du Secrétaire général pour l’Iraq
No. 49172

United Nations and
Burundi


Entry into force: 28 December 2011 by signature, in accordance with paragraph 59 of Chapter 11

Authentic text: French

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 December 2011

Organisation des Nations Unies et
Burundi


Entrée en vigueur : 28 décembre 2011 par signature, conformément au paragraphe 59 du chapitre 11

Texte authentique : français

ACCORD ENTRE L’ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET LE BURUNDI CONCERNANT LE STATUT
DU BUREAU DES NATIONS UNIES
AU BURUNDI

PRÉAMBULE

Le Gouvernement de la République du Burundi d’une part et l’Organisation des Nations Unies de l’autre part :


Rappelant que, dans cette résolution, le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de créer une présence des Nations Unies sensiblement réduite au Burundi, le Bureau des Nations Unies au Burundi (« BNUB »), dont les principales missions sont décrites dans la résolution susmentionnée, pour soutenir les progrès réalisés ces dernières années par tous les acteurs nationaux en matière de consolidation de la paix, de la démocratie et du développement au Burundi;

Réaffirmant que le rôle du Bureau des Nations Unies au Burundi est neutre et impartial;

Convienent de ce qui suit :

CHAPITRE 1 : DÉFINITIONS

1. Les définitions ci-après s’appliquent aux fins du présent Accord :


i) du « Représentant spécial » désigné par le Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies avec l’assentiment du Conseil de sécurité. Si ce n’est au paragraphe 24 ci-après, toute mention du Représentant spécial dans le présent Accord englobera tous membres du BNUB auxquels le Représentant spécial aura pu déléguer des attributions ou pouvoirs précis;

ii) des fonctionnaires de l’Organisation des Nations Unies qui sont affectés par le Secrétaire général au service du BNUB, y compris ceux recrutés localement; et

iii) des Volontaires des Nations Unies qui sont affectés au service du BNUB;

iv) des autres personnes chargées d’accomplir des missions pour le compte du BNUB, y compris les conseillers militaires et les conseillers pour les questions de police;
b) L’expression « membres du BNUB » désigne le Représentant spécial du Secrétariat général des Nations Unies et toutes les personnes énumérées au paragraphe précédent ;

c) Le terme "Gouvernement" désigne le Gouvernement de la République du Burundi ;

d) Le terme "territoire" désigne le territoire de la République du Burundi ;

e) Le terme "Convention" désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946 à laquelle le Burundi est partie ;

f) Le terme "contractants" désigne les personnes physiques et morales et leurs employés et sous-traitants, autres que les membres du BNUB, que l’Organisation des Nations Unies engage pour prêter des services ou fournir des équipements, approvisionnements, fournitures, matériels et autres biens à l’appui des activités du BNUB. Ces contractants ne sont pas considérés comme des tiers bénéficiaires aux termes du présent Accord, qui ne leur confère pas de droit juridique ;

g) Le terme "véhicules" désigne les véhicules utilisés par le BNUB et exploités par les membres du BNUB ou les contractants à l’appui des activités du BNUB.

**CHAPITRE 2 : APPLICATION DU PRÉSENT ACCORD**

2. Sauf stipulation expresse contraire, les dispositions du présent Accord et toute obligation contractée par le Gouvernement ou tous privilèges, immunités, facilités ou concessions accordés au BNUB ou à l’un quelconque de ses membres ou aux contractants s’appliquent sur le territoire du Burundi.

**CHAPITRE 3 : APPLICATION DE LA CONVENTION**

3. Le BNUB, ses biens, fonds et avoirs ainsi que ses membres, jouissent des privilèges et immunités énoncés dans le présent Accord ainsi que ceux prévus dans la Convention à laquelle le Burundi est partie.

**CHAPITRE 4 : STATUT DU BNUB**

4. Le BNUB et ses membres s’abstiennent de tous actes ou activités incompatibles avec le caractère impartial et international de leurs fonctions ou contraires à l’esprit des présentes dispositions. Ils observent tous les règlements et lois du pays. Le Représentant spécial prend toutes les dispositions voulues pour assurer le respect de ces obligations.

5. Le Gouvernement s’engage à respecter le statut exclusivement international du BNUB.
Section A : Drapeau des Nations Unies et marques d'identification distinctive des Nations Unies


Section B : Communications

8. En matière de communications, le BNUB bénéficie des facilités prévues à l’article III de la Convention et, en coordination avec le Gouvernement, en fait usage dans la mesure nécessaire à l’accomplissement de sa tâche. Les questions qui pourraient se poser en matière de communications et qui ne seraient pas expressément prévues dans le présent Accord sont traitées conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

9. Sous réserve des dispositions du paragraphe 8 :

a) Le BNUB est habilité à installer et à exploiter des stations émettrices ou réceptrices de radio et des systèmes de communication par satellites afin de relier les points voulus à l’intérieur du territoire burundais tant entre eux qu’avec les bureaux des Nations Unies dans d’autres pays, et d’échanger des données par téléphone, en phonie, par télécopie et par d’autres moyens électroniques avec le réseau mondial de télécommunications des Nations Unies. Les services de télécommunications des Nations Unies sont exploités conformément à la Convention internationale des télécommunications et au Règlement des radiocommunications, et les fréquences utilisées sont fixées en coopération avec le Gouvernement.

b) Le BNUB bénéficie, sur le territoire burundais, du droit illimité de communiquer par radio (transmissions par satellites, radiotéléphones mobiles et postes portatifs incluses), téléphone, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen, et de mettre en place les installations nécessaires pour assurer les communications considérées à l’intérieur de ses locaux et entre eux, y compris la pose de câbles et de lignes terrestres et l’installation d’émetteurs, de récepteurs et de répéteurs fixes et mobiles. Les fréquences radio utilisées sont fixées en coopération avec le Gouvernement et sont attribuées rapidement. Il est entendu que l’interconnexion avec les réseaux locaux de téléphone, télécopie et autres moyens électroniques de transmission des données ne peut être établie qu’après consultation avec le Gouvernement et conformément aux dispositions prises avec lui, et que les tarifs d’utilisation desdits réseaux seront les plus favorables possibles.

c) Le BNUB peut prendre les dispositions voulues pour faire assurer par ses propres moyens le tri et l’acheminement de la correspondance privée destinée à ses membres ou envoyée par eux. Le Gouvernement, qui doit être informé de la nature de ces dispositions, n’entrave ni ne censure la correspondance du BNUB ou de ses membres. Au cas où les dispositions postales prises pour la correspondance privée des membres du BNUB s’étendraient à des virements de fonds ou à l’expédition de paquets et colis.
les conditions régissant ces opérations seront fixées en accord avec le Gouvernement.

**Section C : Déplacements et transports**

10. Le BNUB et ses membres, ainsi que ses contractants, jouissent, avec les véhicules, y compris les véhicules des contractants utilisés exclusivement pour la prestation de services au BNUB, et les matériels, de la liberté de mouvement sans retard dans tout le territoire burundais. Le Gouvernement s'engage à fournir au BNUB, lorsqu'il y aura lieu, les cartes et autres éléments d'information à sa disposition, concernant notamment l'emplacement des champs de mines, ainsi que les autres dangers et obstacles, qui pourront être utiles pour faciliter ses mouvements.

11. L'immatriculation et les certificats exigés par le Gouvernement ne le sont pas pour les véhicules du BNUB, étant entendu que ceux-ci doivent être couverts par l'assurance responsabilité civile requise par la législation internationale en la matière y compris l'assurance responsabilité civile automobile obligatoire. D'autres modalités de réparation pour les cas non couverts par cette assurance pourront être négociées dans un cadre à convenir.

12. Le BNUB et ses membres, ainsi que ses contractants et leurs véhicules, y compris ceux qui sont utilisés uniquement pour la prestation de services au BNUB, peuvent utiliser les routes et les ponts sans acquitter de droits, de péages ni de taxes. Le BNUB ne réclamera pas l'exemption des droits qui correspondent en fait à la rémunération de services rendus, étant entendu que ces droits pour services rendus seront calculés aux taux les plus favorables.

**Section D : Privilèges et immunités du BNUB**


a) D'importer, en franchise et sans restriction aucune, le matériel et les approvisionnements, les fournitures et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les économats prévus ci-après;

b) De créer, d'entretenir et de gérer, à son quartier général, des économats destinés à ses membres mais non au personnel recruté localement. Ces économats peuvent offrir des produits de consommation et autres articles précisés d'avance. Le Représentant spécial prend toutes mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive de ces économats, ainsi que la vente ou la revente des produits en question à des personnes autres que ses membres, et examine avec bienveillance les observations ou demandes du Gouvernement relatives au fonctionnement des économats;

c) De dédouaner, en franchise et sans restriction aucune, le matériel et les approvisionnements, fournitures, carburants et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les économats prévus ci-dessus;
d) De réexporter, ou de céder d'une autre manière le matériel, dans la mesure où il est encore utilisable, et tous les approvisionnements, fournitures, carburants et autres biens inutilisés ainsi importés ou dédouanés et non transférés ou cédés d'une autre manière, à des clauses et conditions préalablement convenues entre le BNUB et le Gouvernement, aux autorités locales compétentes du Burundi ou à une entité désignée par elles. Le BNUB communiquera au Gouvernement une liste de matériel et objets prévus dans cette disposition étant entendu que le Gouvernement exonère le BNUB de tous droits de douane et prohibitions et restrictions de réexporter desdits matériels et objets conformément à l'article II, section 7 (b) de la Convention.

Le BNUB et le Gouvernement conviendront aussitôt que possible d'une procédure mutuellement satisfaisante, notamment en matière d'écritures, pour que les opérations d'importation, de dédouanement, de transfert ou d'exportation s'accomplissent dans les meilleurs délais.

CHAPITRE 5 : FACILITÉS ACCORDÉES AU BNUB ET SES CONTRACTANTS

Section A : Locaux requis pour les activités opérationnelles et administratives du BNUB et pour le logement de ses membres


15. Le Gouvernement s'engage à aider de son mieux le BNUB à obtenir l'eau, l'électricité et les autres facilités nécessaires, aux tarifs les plus favorables, et, en cas d'interruption ou de menaces d'interruption du service, à faire en sorte, dans toute la mesure possible, que les besoins du BNUB se voient assigner le même rang de priorité que ceux des services gouvernementaux essentiels. Il reste entendu que le BNUB s'acquittera des montants dus à ce titre suivant des modalités à déterminer en accord avec les autorités compétentes. Le BNUB sera responsable de l'entretien des facilités ainsi fournies.

16. Le BNUB a le droit, le cas échéant, de produire dans ses locaux, ainsi que de transporter et de distribuer, l'électricité qui lui est nécessaire.

17. Le Représentant spécial ou ses agents sont les seules habilitées à autoriser des responsables gouvernementaux ou toute autre personne non membre du BNUB à pénétrer dans ces locaux.

Section B : Approvisionnements, fournitures et services et arrangements sanitaires

18. Le Gouvernement consent à accorder toutes les autorisations et licences et tous les permis nécessaires à l'importation et à l'exportation d'équipements, d'approvisionnements, de fournitures, de matériels et autres biens utilisés exclusivement à titre d'appui du BNUB, même lorsque l'importation ou l'exportation est effectué par des contractants, libre et en
franchise de tous droits, frais ou taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée.

19. Le Gouvernement s’engage à aider, dans la mesure du possible, le BNUB à se procurer sur place les équipements, approvisionnements, fournitures, carburants, matériaux et autres biens et services nécessaires pour assurer sa subsistance et conduire ses opérations. En ce qui concerne les équipements, approvisionnements, fournitures, matériaux et autres biens acquis sur place par le BNUB ou ses contractants, à titre officiel et pour son usage exclusif, le Gouvernement prendra les dispositions administratives requises pour rembourser les droits ou taxes incorporés au prix ou en vue de leur exonération. Le Gouvernement exonérera de taxe à la vente tous les achats effectués sur place, à titre officiel, par le BNUB et ses contractants. Sur la base des observations faites et des informations fournies par le Gouvernement à cet égard, le BNUB évitera que les achats effectués sur place aient un effet préjudiciable sur l’économie locale.

20. Afin de permettre aux contractants, autres que les ressortissants du Burundi, de fournir adéquatement les services destinés à appuyer le BNUB, le Gouvernement accepte de leur accorder des facilités de sorte qu’ils puissent entrer au Burundi et en sortir et qu’ils puissent être rapatriés en période de crise. À cette fin, le Gouvernement délivrera promptement, gratuitement et sans restriction aux contractants tous les visas, permis ou autorisations nécessaires. Les contractants, autres que les ressortissants du Burundi, seront exonérés de taxes sur les services fournis au BNUB, y compris l’impôt sur les sociétés, l’impôt sur le revenu, la taxe sur la sécurité sociale et autres impôts similaires découlant directement de la prestation de ces services.

21. Le BNUB et le Gouvernement collaboreront au fonctionnement des services sanitaires et coopéreront dans toute la mesure possible en matière de santé, en particulier pour ce qui a trait à la lutte contre les maladies transmissibles, conformément aux dispositions des conventions internationales.

Section C : Recrutement de personnel local

22. Le BNUB peut recruter le personnel local dont elle a besoin. Si le Représentant spécial en fait la demande, le Gouvernement s’engage à faciliter le recrutement par le BNUB d’agents locaux qualifiés et à en accélérer la procédure.

Section D : Monnaie

23. Le Gouvernement s’engage à mettre à la disposition le BNUB, contre remboursement en une devise mutuellement acceptable, les sommes en monnaie locale qui lui seront nécessaires, notamment pour payer les traitements de ses membres, le taux de change le plus favorable au BNUB étant retenu à cet effet.
CHAPITRE 5 : STATUT DES MEMBRES DU BNUB

Section A : Privilèges et immunités

24. Le Représentant spécial et les collaborateurs de haut rang du Représentant spécial dont il peut être convenu avec le Gouvernement jouissent du statut spécifié aux sections 19 et 27 de la Convention, dans la mesure où les privilèges et immunités visés sont ceux que le droit international reconnaît aux agents diplomatiques.


26. Les conseillers militaires, les conseillers pour les questions de police et le personnel civil autre que les fonctionnaires des Nations Unies dont les noms sont communiqués à cette fin au Gouvernement par le Représentant spécial sont considérés comme des experts en mission au sens de l'article VI de la Convention.

27. Sauf disposition contraire du présent Accord, les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies recrutés localement en tant que membres du BNUB jouissent des immunités concernant les actes accomplis en leur qualité officielle, de l'exonération d'impôt et de l'exemption de toute obligation relative au service national prévues aux alinéas a), b) et c) de la section 18 de la Convention.

28. Les soldes et émoluments que l'Organisation des Nations Unies verse aux membres du BNUB et les revenus que ceux-ci reçoivent de sources situées à l'extérieur du Burundi ne sont pas assujettis à l'impôt. Les membres du BNUB sont également exonérés de tout autre impôt direct, à l'exception des taxes municipales qui frappent les services ainsi que de tous droits et frais d'enregistrement.

29. Les membres du BNUB ont le droit d'importer en franchise leurs effets personnels, lors de leur arrivée et de leur départ du Burundi. Les lois et règlements relatifs aux douanes et au change sont applicables aux biens personnels qui ne leur sont pas nécessaires, du fait de leur présence au Burundi au service du BNUB. S'il en est averti à l'avance et par écrit, le Gouvernement accorde des facilités spéciales en vue de l'accomplissement rapide des formalités d'entrée et de sortie pour tous les membres du BNUB. Nonobstant le contrôle des changes susmentionné, les membres du BNUB pourront, à leur départ du Burundi, emporter les sommes dont le Représentant spécial aura certifié qu'elles ont été versées par l'Organisation des Nations Unies à titre de traitements et d'émoluments et constituent un reliquat raisonnable de ces fonds. Des arrangements spéciaux seront conclus en vue de mettre en œuvre les présentes dispositions dans l'intérêt du Gouvernement et des membres du BNUB.

30. Le Représentant spécial coopère avec le Gouvernement et prête toute l'assistance en son pouvoir pour assurer le respect des législations et réglementations douanières et
fiscales du Burundi par les membres du BNUB, conformément aux dispositions du présent Accord.

Section B : Entrée, séjour et départ

31. Le Représentant spécial et les membres du BNUB qui reçoivent de lui des instructions à cet effet ont le droit d’entrer au Burundi, d’y séjourner et d’en repartir.

32. Le Gouvernement s’engage à faciliter l’entrée au Burundi du Représentant spécial et des membres du BNUB ainsi que leur sortie, et est tenu au courant de ces mouvements. À cette fin, le Représentant spécial et les membres du BNUB sont dispensés des formalités de passeport et de visa, ainsi que de l’inspection et des restrictions prévues par les services d’immigration, et du paiement de tous droits ou taxes à l’entrée ou à la sortie du territoire. Ils ne sont pas davantage assujettis aux dispositions régissant le séjour des étrangers au Burundi, en particulier aux dispositions relatives à l’enregistrement, mais n’acquèrent pour autant aucun droit de résider ou d’être domiciliés en permanence au Burundi.

33. À l’entrée ou à la sortie du territoire, seuls les titres ci-après sont exigés des membres de l’ONUB :

   a) ordre de mission délivré par le Représentant spécial ou sous son autorité;

   b) carte d’identité personnelle délivrée conformément au paragraphe 34 du présent Accord, si ce n’est à la première entrée, pour laquelle le laissez-passer des Nations Unies, le passeport national ou la carte d’identité personnelle délivrée par l’Organisation des Nations Unies peut remplacer la carte d’identité susmentionnée.

Section C : Identification

34. Le Représentant spécial délivre à chacun des membres du BNUB, avant ou dès que possible après sa première entrée sur le territoire, de même qu’à chacun des membres du personnel recruté localement et des contractants, une carte d’identité numérotée indiquant son nom et comportant une photographie de l’intéressé. Sous réserve des dispositions du paragraphe 33 du présent Accord, ladite carte d’identité est le seul document qu’un membre du BNUB peut être tenu de produire.

35. Les membres du BNUB, de même que ceux du personnel recruté localement, et les contractants sont tenus de présenter, mais non de remettre, leur carte d’identité du BNUB à tout agent habilité du Gouvernement qui en fait la demande.

Section D : Uniformes et armes


Section E : Permis et autorisation

37. Le Gouvernement convient de reconnaître, sans qu’il doive être acquitté de taxe ou de redevance à ce titre, la validité d’un permis ou d’une autorisation délivrés par le Représentant spécial à l’un quelconque des membres du BNUB (membres du personnel recruté localement compris), et habilitant l’intéressé à utiliser du matériel de transport du BNUB ou à exercer une profession ou un métier quels qu’ils soient dans le cadre du fonctionnement du BNUB, étant entendu qu’aucun permis de conduire un véhicule ne sera délivré à quiconque n’est pas déjà en possession du permis voulu, en cours de validité. Les membres du BNUB, y compris le personnel recruté localement sont tenus de présenter, mais non de remettre, le permis de conduire leur délivré par le Représentant spécial à tout agent chargé du règlement de roulage qui en fait la demande.

38. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 36, le Gouvernement convient en outre de reconnaître, sans qu’il doive être acquitté de taxe ou de redevance à ce titre, la validité d’un permis ou d’une autorisation délivrés par le Représentant spécial à l’un quelconque des membres du BNUB, et habilitant l’intéressé à porter ou à utiliser des armes à feu ou des munitions dans le cadre du fonctionnement du BNUB.

Section F : Arrestation et remise des personnes arrêtées et assistance mutuelle

39. Le Représentant spécial prend toutes les mesures utiles pour assurer le maintien de l’ordre et de la discipline parmi les membres du BNUB ainsi que parmi le personnel recruté localement. À cette fin, des agents désignés par lui assurent la police dans les locaux du BNUB. De tels agents ne peuvent être mis en place ailleurs qu’en vertu d’arrangements conclus expressément avec le Gouvernement et en liaison avec lui dans la mesure où cela est nécessaire pour maintenir l’ordre et la discipline parmi les membres du BNUB.

40. Les agents visés au paragraphe 39 ci-dessus peuvent mettre en état d’arrestation toute personne qui commet une infraction dans les locaux du BNUB. Ils la remettent sans retard à l’autorité compétente du Gouvernement la plus proche, pour que les mesures voulues soient prises en ce qui concerne l’infraction commise ou les troubles causés dans lesdits locaux.

41. Sous réserve des dispositions des paragraphes 24 et 26, les autorités du Gouvernement peuvent mettre en état d’arrestation tout membre du BNUB :

a) À la demande du Représentant spécial; ou
b) Lorsque l’intéressé est appréhendé au moment où il commet ou tente de commettre une infraction, l’intéressé est remis sans retard, en même temps que toutes armes ou tous autres objets saisis, au représentant compétent du BNUB le plus proche, après quoi les dispositions du paragraphe 47 s’appliqueront mutatis mutandis.

42. Lorsqu’une personne est mise en état d’arrestation en vertu du paragraphe 40 ou de l’alinéa b) du paragraphe 41, le BNUB ou le Gouvernement, selon le cas, peuvent procéder à un interrogatoire préliminaire mais ne doivent pas retarder la remise de l’intéressé à l’autorité compétente du BNUB ou du Gouvernement selon le cas. Après celle-ci, l’intéressé peut, sur demande, être mis à la disposition de l’autorité qui a procédé à l’arrestation, pour subir de nouveaux interrogatoires.

43. Le BNUB et le Gouvernement se prêtent mutuellement assistance pour la conduite de toutes enquêtes nécessaires concernant les infractions contre les intérêts de l’une ou de l’autre, ou des deux, pour la production des témoins et pour la recherche et la production des preuves, y compris la saisie, et, s’il y a lieu, la remise de pièces et objets se rapportant à l’infraction. La remise des pièces et objets saisis peut toutefois être subordonnée à leur restitution dans un délai déterminé par l’autorité qui procède à cette remise. En matière d’accident de circulation impliquant un membre du BNUB, la Police Spéciale de roulage et les services compétents du BNUB collaboreront pour établir les faits et dresser les procès-verbaux d’usage. Chacune des deux autorités notifie à l’autre la décision intervenue dans toute affaire dont l’issue peut intéresser cette autre autorité, y compris l’information concernant la compagnie d’assurance où le véhicule est assuré, ou qui a donné lieu à la remise de personnes arrêtées, conformément aux dispositions des paragraphes 40 à 42.

Section G : Sécurité

44. Le Gouvernement veille à ce que les dispositions de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, s’appliquent à l’égard du BNUB, de ses biens et avoirs ainsi que de ses membres. En particulier :


ii) Les membres du BNUB qui seraient arrêtés dans l’exercice de leurs fonctions et dont l’identité est établie ne sont pas soumis à interrogatoire et sont promptement libérés et remis aux autorités des Nations Unies ou autres autorités compétentes. Entre-temps, ils sont traités conformément aux normes universellement reconnues concernant les droits de l’homme. Cette obligation du Gouvernement est sans préjudice de son droit de prendre les mesures dans l’exercice de sa juridiction nationale à l’égard de tout membre du BNUB qui viole ses lois et règlements, à condition que lesdites mesures soient compatibles avec les dispositions du présent Accord et ne violent aucune autre de ses obligations juridiques internationales.

iii) Le Gouvernement érige en infractions pénales de droit interne passibles de
peines proportionnelles à leur gravité, les actes ci-après :

a) Le meurtre, l’enlèvement de tout membre du BNUB, ou toute autre atteinte à sa personne ou à sa liberté;

b) Toute attaque violente dirigée contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport de tout membre du BNUB de nature à mettre en danger sa personne ou sa liberté;

c) La menace d’une telle attaque dans le but de contraindre une personne physique ou morale à agir ou à s’abstenir d’agir;

d) La tentative d’une telle attaque;

e) Tout acte constituant une participation en tant que complice à une telle attaque ou tentative d’attaque ou à l’organisation ou au fait d’ordonner une telle attaque.

iv) Le Gouvernement établit sa compétence à l’égard des infractions pénales visées ci-dessus à l’alinéa iii) du paragraphe 44 : a) lorsque celles-ci ont été commises sur son territoire; b) lorsque l’auteur présumé est un de ses nationaux; c) lorsque l’auteur présumé, autre qu’un membre du BNUB, est présent sur son territoire, à moins que celui-ci n’ait été extradé vers l’État sur le territoire duquel l’infraction a été commise ou vers l’État dont il est ressortissant ou, s’il s’agit d’un apatride, vers l’État dans le territoire duquel il réside habituellement, ou vers l’État dont la victime est ressortissante.

v) Le Gouvernement se charge, sans exception et sans délai, de poursuivre les personnes accusées d’avoir commis les actes visés ci-dessus, à l’alinéa iii) du paragraphe 44, qui sont présentes sur son territoire (s’il ne les a pas extradées) ainsi que les personnes relevant de sa juridiction pénale accusées d’autres actes visant le BNUB ou ses membres qui, s’ils avaient été commis contre des forces nationales ou la population civile locale, auraient exposé leurs auteurs à des poursuites.

45. À la demande du Représentant spécial, le Gouvernement assure la sécurité voulue pour la protection du BNUB, de ses biens et de ses membres pendant l’exercice de leurs fonctions.

Section H : Juridiction

46. Tous les membres du BNUB, y compris le personnel recruté localement, jouissent de l’immunité de juridiction à raison de tous les actes accomplis dans l’exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits). Cette immunité continuera d’avoir effet même lorsqu’ils ne seront plus membres du BNUB ou employés par elle et après que les autres dispositions du présent Accord auront expiré.

47. S’il estime qu’un membre du BNUB a commis une infraction pénale, le Gouvernement en informe le Représentant spécial dans les meilleurs délais et lui présente tous éléments de preuve en sa possession. Sous réserve des dispositions du paragraphe 24, le Représentant spécial procède à tout complément d’enquête nécessaire et le Gouvernement
et lui-même décident d’un commun accord si des poursuites pénales doivent être intentées contre l’intéressé. Faute d’un tel accord, la question sera réglée comme prévu au paragraphe 53 du présent Accord.

48. Si une action civile est intentée contre un membre du BNUB devant un tribunal du Burundi, notification en est faite immédiatement au Représentant spécial, qui fait savoir au tribunal si l’affaire a trait ou non aux fonctions officielles de l’intéressé :

a) Si le Représentant spécial certifie que l’affaire a trait aux fonctions officielles de l’intéressé, il est mis fin à l’instance et les dispositions du paragraphe 51 du présent Accord trouvent application;

b) Si le Représentant spécial certifie que l’affaire n’a pas trait aux fonctions officielles de l’intéressé, l’instance suit son cours. Si le Représentant spécial certifie qu’un membre du BNUB n’est pas en mesure, par suite soit de ses fonctions officielles, soit d’une absence régulière, de défendre ses intérêts, le tribunal, sur la demande de l’intéressé, suspend la procédure jusqu’à la fin de l’indisponibilité, mais pour une période n’excédant pas quatre-vingt-dix jours. Les biens d’un membre du BNUB ne peuvent être saisis en exécution d’une décision de justice si le Représentant spécial certifie qu’ils sont nécessaires à l’intéressé pour l’exercice de ses fonctions officielles. La liberté individuelle d’un membre du BNUB ne peut faire l’objet d’aucune restriction à l’occasion d’une cause civile, que ce soit pour exécuter une décision de justice, pour obliger à faire une révélation sous la foi du serment ou pour toute autre raison.

Section 1 : Décès de membre

49. Le Représentant spécial a le droit de prendre les dispositions voulues en ce qui concerne la dépouille d’un membre du BNUB décédé au Burundi ainsi qu’en ce qui concerne les effets de celui-ci se trouvant en territoire burundais conformément aux pratiques de l’Organisation des Nations Unies en la matière.

CHAPITRE 7 : LIMITATIONS DE LA RESPONSABILITÉ 
DE L’ORGANISATION DES NATIONS UNIES

50. Les demandes d’indemnisation présentées au titre de la responsabilité civile en cas de pertes ou dommages matériels ou de préjudice corporel, maladie ou décès liés au BNUB ou directement imputables à ceci (à l’exception des pertes, dommages ou préjudices imputables à des impératifs opérationnels prévus par la résolution 52/247 adoptée par l’Assemblée générale le 26 juin 1998) qui ne pourront être réglées conformément aux procédures internes de l’Organisation des Nations Unies le seront par celle-ci conformément aux dispositions de l’article 51 du présent Accord, à condition que les demandes soient présentées dans un délai de six mois à compter du moment où la perte, le dommage ou le préjudice corporel s’est produit ou, si le demandeur n’avait pas et ne pouvait raisonnablement avoir connaissance de la perte ou du préjudice, à compter du moment où il les a constatés, mais en aucun cas après l’expiration d’un délai d’un an à compter de la fin du mandat du BNUB. Une fois sa responsabilité établie, conformément aux dispositions du présent Accord, l’Organisation des Nations Unies versera une indemnisation, sous réserve des limitations financières approuvées par l’Assemblée

CHAPITRE 8 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDs

51. Sauf disposition contraire du paragraphe 53, une commission permanente des réclamations crée à cet effet statue sur tout différend ou toute réclamation relevant du droit privé, qui ne se rapporte pas à des dommages imputables aux impératifs opérationnels du BNUB, auquel le BNUB ou l'un de ses membres est partie et à l'égard duquel les tribunaux du Burundi n'ont pas compétence en raison d'une disposition du présent Accord. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement nomment chacun un membre de la commission; le président est désigné d'un commun accord par le Secrétaire général et le Gouvernement. Faute pour les deux parties de s'entendre sur la nomination du président dans un délai de trente jours à compter de la nomination du premier membre de la commission, le Président de la Cour internationale de Justice peut, à la demande de l'une des parties, nommer le président. Toute vacance à la commission est pourvue selon la méthode prévue pour la nomination initiale, dans un délai de trente jours commençant à courir à la date de vacance Trois membres constituent le quorum au cas où un des membres, quel qu'il soit, refuse d'assister aux réunions de la commission ou ne s'y présente pas à trois reprises sans motif valable. Toutes les décisions nécessitent l'approbation de deux membres. La commission définit ses propres procédures. Les sentences de la commission ne sont pas susceptibles d'appel. Les sentences de la commission sont notifiées aux parties et, si elles sont rendues contre un membre du BNUB, le Représentant spécial ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n'épargne aucun effort pour en assurer l'exécution.

52. Tout différend relatif aux conditions d'emploi et de travail du personnel recruté localement sera réglé suivant les procédures administratives que fixera le Représentant spécial conformément aux principes prévus par la résolution 63/253 adoptée par l'Assemblée générale le 24 décembre 2008.

53. Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord entre le BNUB et le Gouvernement sera soumis à une commission composée de trois arbitres, à moins que les parties n'en décident autrement. Les dispositions relatives à la constitution de la commission des réclamations ainsi qu'à ses procédures s'appliquent, mutatis mutandis, à la constitution et aux procédures de la commission. Les décisions de la commission ne sont pas susceptibles d'appel et ont force obligatoire pour les deux parties.

54. Toute contestation entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement portant sur l'interprétation ou l'application des présentes dispositions et soulevant une question de principe concernant la Convention sera soumise à la procédure prévue à la section 30 de la Convention.
CHAPITRE 9 : AVENANTS ET AMENDEMENTS

55. Le Représentant spécial et le Gouvernement peuvent conclure des avenants au présent Accord.


CHAPITRE 10 : LIAISON

57. Le Représentant spécial et le Gouvernement prennent des mesures propres à assurer entre eux une liaison étroite et réciproque à tous les niveaux voulus.

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

58. Le Gouvernement sera responsable en dernier ressort de l’octroi et de la mise en œuvre par les autorités locales compétentes des privilèges, immunités et droits conférés par le présent Accord au BNUB, ainsi que des facilités que le Burundi s’engage à lui fournir à ce titre.

59. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par le Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies ou par le Représentant spécial agissant en son nom et par le Gouvernement de la République de Burundi représenté par le Ministre des Relations extérieures et de la coopération internationale.

60. Le présent Accord restera en vigueur jusqu’au départ du dernier élément du BNUB, à l’exception :

   a) Des dispositions des paragraphes 46, 53 et 54, qui resteront en vigueur.

   b) Des dispositions des paragraphes 50 et 51, qui resteront en vigueur jusqu’à ce qu’il ait été statué sur toutes les réclamations faites conformément aux dispositions du paragraphe 50.

Fait à Bujumbura, le \( \frac{20}{2} \) décembre 2011

Pour le Gouvernement de la République du Burundi

[Signature]

28/12/11

Son Excellence Laurent Kavakure,
Ministre des Relations extérieures et de la coopération internationale

Pour l’Organisation des Nations Unies

[Signature]

20/12/2011

Mme Karin Landgren,
Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Burundi
AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS AND BURUNDI CONCERNING
THE STATUS OF THE UNITED NATIONS OFFICE IN BURUNDI

PREAMBLE

The Government of the Republic of Burundi, on the one hand, and the United Nations, on the other,

Considering resolution 1959 (2010) of the Security Council dated 16 December 2010 on the situation in Burundi,

Recalling that in that resolution the Security Council requested the Secretary-General to establish the United Nations Office in Burundi (“BNUB”), as a significantly scaled-down United Nations presence, with the key tasks as specified in the aforementioned resolution, to support the progress achieved in recent years by all national stakeholders in consolidating peace, democracy and development in Burundi,

Reaffirming that the role of the United Nations Office in Burundi is neutral and impartial,

Have agreed as follows:

CHAPTER 1. DEFINITIONS

1. For the purpose of this Agreement, the following definitions shall apply:

(a) “BNUB” means the United Nations Office in Burundi, established by the Secretary-General of the United Nations in accordance with resolution 1959 (2010) of the Security Council dated 16 December 2010 and consisting of:

(i) The “Special Representative” appointed by the Secretary-General of the United Nations with the consent of the Security Council. Any reference to the Special Representative in this Agreement shall, except in paragraph 24 below, include any member of BNUB to which the Special Representative will have been able to delegate precise attributions or capacities;

(ii) United Nations civil servants assigned by the Secretary-General to BNUB, including locally recruited persons;

(iii) United Nations Volunteers assigned to BNUB;

(iv) Other persons assigned to perform tasks for BNUB, including military and police advisors;

(b) “Members of BNUB” means the Special Representative of the Secretary-General of the United Nations and all the persons referred to in the preceding paragraph;

(c) “Government” means the Government of the Republic of Burundi;

(d) “Territory” means the territory of the Republic of Burundi;

(f) “Contractors” means persons, other than members of BNUB, engaged by the United Nations, including individuals and legal entities and their employees and subcontractors, to perform services for BNUB or furnish equipment, provisions, supplies, materials and other goods in support of BNUB activities. Such contractors shall not be considered third-party beneficiaries under this Agreement, which shall confer to them no legal entitlement;

(g) “Vehicles” means the vehicles used by the United Nations and operated by members of BNUB and contractors in support of the activities of BNUB.

CHAPTER 2. APPLICATION OF THIS AGREEMENT

2. Unless specifically provided otherwise, the provisions of this Agreement and any obligation undertaken by the Government or any privilege, immunity, facility or concession granted to BNUB or any member thereof or to contractors shall apply to the territory of Burundi.

CHAPTER 3. APPLICATION OF THE CONVENTION

3. BNUB, its property, funds and assets, and its members, shall enjoy the privileges and immunities, exemptions set forth in this Agreement, as well as those provided for in the Convention, to which Burundi is a party.

CHAPTER 4. STATUS OF BNUB

4. BNUB and its members shall refrain from any action or activity incompatible with the impartial and international nature of their duties or inconsistent with the spirit of the provisions contained herein. They shall respect all local laws and regulations. The Special Representative shall take all appropriate measures to ensure the observance of those obligations.

5. The Government undertakes to respect the exclusively international nature of BNUB.

Section A. United Nations flag and distinctive identification markings

6. The Government shall recognize the right of BNUB to display within Burundi the United Nations flag on its headquarters or other installations and on its vehicles, as decided by the Special Representative.

7. Vehicles of BNUB shall carry a distinctive United Nations identification, which shall be notified to the Government.

Section B. Communications

8. With respect to communications, BNUB shall enjoy the facilities stipulated in article III of the Convention and, in coordination with the Government, shall use them to the extent necessary for the performance of its tasks. Issues which may arise in relation to communications and which
are not specifically provided for in this Agreement shall be dealt with pursuant to the relevant provisions of the Convention.

9. Subject to the provisions of paragraph 8:

(a) BNUB shall have the right to install and to operate radio sending or receiving stations and satellite communication systems to connect appropriate points within the territory of Burundi with each other and with United Nations offices in other countries, and to exchange information by voice communication, fax and other electronic means using the United Nations global telecommunications network. The United Nations telecommunication services shall be operated in accordance with the International Telecommunication Convention and Radio Regulations, and the frequencies on which such stations may be operated shall be decided upon in cooperation with the Government.

(b) BNUB shall enjoy, within the territory of Burundi, the right to unrestricted communication by radio (including satellite, mobile and hand-held radio), telephone, electronic mail, facsimile or any other means, and of establishing the necessary facilities for maintaining such communications within and between premises of BNUB, including the laying of cables and land lines and the establishment of fixed and mobile radio sending, receiving and repeater stations. The radio frequencies used shall be determined in cooperation with the Government and attributed promptly. It is understood that connections with the local system of telephone, facsimile and other electronic data transmission may be made only after consultation and in accordance with arrangements with the Government; and that the rates charged for use of the said networks shall be as favourable as possible.

(c) BNUB may make arrangements through its own facilities for the processing and transport of private mail addressed to or emanating from members of BNUB. The Government, which must be informed of the nature of such arrangements, shall not interfere with or apply censorship to the mail of BNUB or its members. In the event that postal arrangements applying to private mail of members of BNUB are extended to the transfer of currency or the transport of packages and parcels, the conditions under which such operations are conducted shall be agreed upon with the Government.

Section C. Travel and transport

10. BNUB, its members and its contractors shall enjoy, with respect to vehicles, including the vehicles used exclusively in the performance of services for BNUB, and to materials, full and unrestricted freedom of movement without delay throughout the territory of Burundi. The Government shall, where necessary, provide BNUB with maps and other information, including maps of and information on the location of minefields and other dangers and impediments, which may be useful in facilitating the movements of BNUB.

11. Vehicles shall not be subject to registration or licensing by the Government, it being understood that all vehicles shall carry civil liability insurance as required by the relevant international legislation, including statutory civil liability insurance for automobiles. Other arrangements for damages for cases not covered by such insurance may be negotiated within a framework to be agreed upon.

12. BNUB, its members and contractors and their vehicles, including the vehicles used exclusively in the performance of their services for BNUB, may use roads and bridges without payment
of fees, tolls or charges. BNUB shall not claim exemption from charges which are in fact fees for services rendered, it being understood that such charges shall be calculated at the most favourable rates.

Section D. Privileges and immunities of BNUB

13. BNUB, as an entity representing the United Nations, shall enjoy the status, privileges and immunities of the United Nations in accordance with the Convention. The Government shall in particular recognize the right of BNUB to:

(a) Import, free of charges and without any restrictions, any materials, provisions, supplies and other goods destined for the exclusive and official use of BNUB or for resale in the commissaries provided for below;

(b) Establish, maintain and operate commissaries at its headquarters for the benefit of the members of BNUB but not of locally recruited personnel. Such commissaries may provide consumable goods and other articles to be specified in advance. The Special Representative shall take all necessary measures to prevent abuse of such commissaries and the sale or resale of such goods to persons other than members of BNUB and shall give favourable consideration to observations or requests of the Government concerning the operation of the commissaries;

(c) Clear ex customs, free of charges and without any restrictions, any materials, provisions, supplies, fuel and other goods destined for the exclusive and official use of BNUB or for resale in the commissaries provided for above;

(d) Re-export or otherwise dispose of such materials, as far as they are still usable, and all unconsumed provisions, supplies, fuel and other goods so imported or cleared ex customs which are not transferred, or otherwise disposed of, on terms and conditions to be agreed upon between BNUB and the Government, to the competent local authorities of Burundi or to an entity designated by them. BNUB shall communicate to the Government a list of the materials and other items referred to in this provision, it being understood that the Government shall exempt BNUB from all customs duties and prohibitions or restrictions related to re-exporting the said materials and items in accordance with article II, section 7 (b), of the Convention.

In order that such imports, clearances, transfers or exports may be carried out as promptly as possible, a mutually satisfactory procedure, particularly with regard to recording, shall be agreed between BNUB and the Government at the earliest possible date.

Chapter 5. Facilities for BNUB and its contractors

Section A. Premises required for conducting the operational and administrative activities of BNUB and for housing its members

14. The Government shall if possible provide without cost to BNUB and in agreement with the Special Representative such areas for headquarters and other premises as may be necessary for the conduct of the operational and administrative activities of BNUB. Without prejudice to the fact that they remain territory of Burundi, all such premises shall be inviolable and subject to the exclu-
sive control and authority of the United Nations. The Government shall guarantee unimpeded access to such premises.

15. The Government undertakes to assist BNUB in obtaining water, electricity and other necessary utilities at the most favourable rates; and, in the event of interruption or threatened interruption of service, to give, as far as possible, the same priority to the needs of BNUB as to essential government services. It is understood that BNUB shall pay the respective amounts due, on terms to be agreed upon with the competent authorities. BNUB shall be responsible for the upkeep of facilities so provided.

16. BNUB shall have the right, where necessary, to generate, within its premises, electricity for its use and to transmit and distribute such electricity.

17. Only the Special Representative and his or her officials may consent to the entry of any government officials or of any other persons who are not members of BNUB to such premises.

Section B. Provisions, supplies and services, and sanitary arrangements

18. The Government agrees to grant all necessary authorizations, permits and licenses required for the import or export of equipment, provisions, supplies, materials and other goods used in support of BNUB, even where the import or export is carried out by contractors, free of restrictions and without payment of any duties, charges or taxes, including value-added tax.

19. The Government undertakes to assist BNUB as far as possible in purchasing locally any equipment, provisions, supplies, fuel, materials and other goods and services required for its subsistence and operations. In respect of equipment, provisions, supplies, materials and other goods and services purchased locally by BNUB or by contractors for the exclusive use of BNUB, the Government shall make appropriate administrative arrangements for refunding any excise or tax payable as part of the price. The Government shall exempt BNUB and contractors from sales taxes in respect of all local purchases made for official use. In making purchases on the local market, BNUB, shall, on the basis of observations made and information provided by the Government in that respect, avoid any adverse effect on the local economy.

20. For the proper performance of the services provided in support of BNUB by contractors other than Burundi nationals, the Government shall provide contractors with facilities for their entry into and departure from Burundi and for their repatriation in time of crisis. To that end, the Government shall promptly issue to contractors, free of charge and without any restrictions, all necessary visas, licenses and permits. Contractors other than Burundi nationals shall be accorded exemption from taxes on services provided to BNUB, including corporate, income, social security and other similar taxes arising directly from the provision of such services.

21. BNUB and the Government shall collaborate with respect to sanitary services and shall extend to each other their fullest cooperation in matters concerning health, particularly with respect to the control of communicable diseases, in accordance with international conventions.

Section C. Recruitment of local personnel

22. BNUB may recruit locally such personnel as it requires. Upon the request of the Special Representative, the Government undertakes to facilitate the recruitment of qualified local staff by BNUB and to accelerate the process of such recruitment.

213
Section D. Currency

23. The Government undertakes to make available to BNUB, against reimbursement in a mutually acceptable currency, the funds, in local currency, that BNUB will need, particularly to pay the wages of its members, at the exchange rate most favourable to BNUB.

Chapter 6. Status of the Members of BNUB

Section A. Privileges and immunities

24. The Special Representative and such high-ranking members of the Special Representative's staff as may be agreed upon with the Government shall have the status specified in sections 19 and 27 of the Convention, provided that the privileges and immunities referred to therein shall be those accorded to diplomatic staff under international law.


26. Military and law-enforcement advisers and civilian personnel other than United Nations officials whose names are for that purpose notified to the Government by the Special Representative shall be considered as experts on mission within the meaning of article VI of the Convention.

27. Unless this Agreement otherwise provides, United Nations officials recruited locally as members of BNUB shall enjoy the immunities concerning official acts and exemption from taxation and immunity from national service obligations provided for in Sections 18 (a), (b) and (c) of the Convention.

28. Members of BNUB shall be exempt from taxation on the pay and emoluments received from the United Nations and any income received from outside Burundi. They shall also be exempt from all other direct taxes, except municipal rates for services received, and from all registration fees and charges.

29. Upon arrival in or departure from Burundi, members of BNUB may import their personal effects free of duties. They shall be subject to the laws and regulations of Burundi governing customs and foreign exchange with respect to personal property not needed by reason of their presence in Burundi with BNUB. Upon prior written notification, the Government shall grant special facilities for the speedy processing of entry and exit formalities for all members of BNUB. On departure from Burundi, members of BNUB may, notwithstanding the aforementioned foreign exchange control, take with them such funds as the Special Representative certifies were received in pay and emoluments from the United Nations and are a reasonable residue thereof. Special arrangements shall be made for the implementation of these provisions in the interests of the Government and the members of BNUB.

30. The Special Representative shall cooperate with the Government and shall render all assistance within his or her power towards ensuring that the members of BNUB comply with Burundi's customs and fiscal legislation and regulations, in accordance with this Agreement.
Section B. Entry, residence and departure

31. The Special Representative and members of BNUB who are so instructed by him or her shall have the right to enter, reside in and leave Burundi.

32. The Government undertakes to facilitate entry into and departure from Burundi for the Special Representative and members of BNUB and shall be kept informed of such movements. To that end, the Special Representative and members of BNUB shall be exempt from passport and visa regulations and immigration inspection and restrictions and from payment of any fees or charges on entering or leaving Burundi. They shall also be exempt from any regulations governing the residence of aliens in Burundi, particularly registration, but shall not be considered as acquiring any right to permanent residence or domicile in Burundi.

33. For the purpose of such entry or departure, members of BNUB shall only be required to have a:

(a) Movement order issued by or under the authority of the Special Representative;
(b) Personal identity card issued in accordance with paragraph 34 of this Agreement, except in the case of first entry, for which the United Nations laissez-passer, a national passport or a personal identity card issued by the United Nations shall be accepted in lieu of the said identity card.

Section C. Identification

34. The Special Representative shall issue to each member of BNUB before or as soon as possible after such member's first entry into Burundi, and to all locally recruited personnel and contractors, a numbered identity card, showing the bearer's name and photograph. Except as provided for in paragraph 33 of this Agreement, such an identity card shall be the only document that a member of BNUB may be required to show.

35. If so required by an authorized official of the Government, members of BNUB, locally recruited personnel and contractors shall have an obligation to present, but not to surrender, their BNUB identity cards.

Section D. Uniforms and arms

36. United Nations security officers and Field Service officers may wear the United Nations uniform. The Special Representative may authorize members of BNUB to wear civilian clothes at other times. United Nations security officers designated by the Special Representative may possess and carry arms while on official duty in accordance with the regulation applicable to them. United Nations close protection officers assigned to BNUB may possess and carry visible or concealed firearms and wear civilian clothes while on official duty. The Special Representative shall communicate to the Government the names of United Nations security officers and close protection officers authorized to carry firearms.

Section E. Permits and licenses

37. The Government agrees to accept as valid, without tax or fee, a permit or license issued by the Special Representative to any member of BNUB including locally recruited personnel for
the operation of any BNUB vehicles and for the practice of any profession or occupation in connection with the activities of BNUB, provided that no permit to drive a vehicle shall be issued to any person not already in possession of an appropriate and valid license. If so required by an official responsible for traffic control, the members of BNUB, including locally recruited personnel, shall have an obligation to present, but not to surrender, the driving license issued to them by the Special Representative.

38. Without prejudice to the provisions of paragraph 36, the Government shall also accept as valid, without tax or fee, permits or licenses issued by the Special Representative to members of BNUB for carrying or using firearms or ammunition in connection with the activities of BNUB.

Section F. Arrest, transfer of custody and mutual assistance

39. The Special Representative shall take all appropriate measures to ensure the maintenance of discipline and good order among members of BNUB, including locally recruited staff. To that end, personnel designated by the Special Representative shall police the premises of BNUB. Such personnel may be employed elsewhere only subject to arrangements, and in liaison, with the Government insofar as such employment is necessary to maintain discipline and order among members of BNUB.

40. The personnel referred to in paragraph 39 may take into custody any person committing an offence on the premises of BNUB. They shall immediately deliver such a person to the nearest appropriate authority of the Government for the purpose of dealing with any offence or disturbance on such premises.

41. Subject to the provisions of paragraphs 24 and 26, the authorities of the Government may take into custody any member of BNUB: or
   
   (a) If so requested by the Special Representative; or

   (b) If the person concerned is apprehended while committing or attempting to commit an offence. He or she shall be delivered immediately, together with any weapons or other item seized, to the nearest appropriate representative of BNUB. Thereafter, the provisions of paragraph 47 shall apply mutatis mutandis.

42. When a person is taken into custody under paragraph 40 or paragraph 41 (b), BNUB or the Government, as the case may be, may proceed with a preliminary interrogation but must not delay the transfer of custody to the competent authority of BNUB or of the Government, as appropriate. Following such transfer, the person concerned may be made available upon request to the arresting authority for further interrogation.

43. BNUB and the Government shall assist each other in conducting all necessary investigations into offences in respect of which either or both have an interest, in calling witnesses and in collecting and bringing evidence, including seizing and, where appropriate, handing over documents or items connected with an offence. However, such items may be handed over subject to their return within a time limit specified by the authority delivering them. As regards traffic accidents involving a member of BNUB, the traffic police and the competent services of BNUB shall cooperate in establishing the facts and drawing up the customary reports. Each authority shall notify the other of decisions taken in connection with any case in whose outcome the other authority may have an interest, including information on the vehicle insurance company concerned, or in which there has been a transfer of custody under the provisions of paragraphs 40-42.
Section G. Security

44. The Government shall ensure that the provisions of the Convention on the Safety of United Nations and Associated Personnel are applied to BNUB, its assets and its members. In particular:

(i) The Government shall take all appropriate measures to ensure the security of BNUB and its members. Without prejudice to the fact that all premises of BNUB are inviolable and subject to the exclusive control and authority of the United Nations, the Government shall take all appropriate steps to protect the members of BNUB and their equipment and premises from attack or from any action that may prevent them from discharging their mandate;

(ii) Any members of BNUB who are arrested in the course of the performance of their duties and whose identification has been established shall not be subjected to interrogation and shall be promptly released and returned to United Nations or other appropriate authorities. Pending their release, such personnel shall be treated in accordance with universally recognized human rights standards. This obligation of the Government shall not impair its right to take measures, under its national jurisdiction, concerning any member of BNUB who violates its laws and regulations, provided that such measures are compatible with the provisions of this Agreement and do not violate any other international legal obligation of the Government;

(iii) The Government shall ensure that under its national law the following acts are established as criminal offences punishable by penalties commensurate with their gravity:

(a) Murder, kidnapping or other attack upon the person or liberty of any member of BNUB;

(b) Any violent attack upon the official premises, private accommodation or means of transport of any member of BNUB that is likely to endanger his or her person or liberty;

(c) Threat to commit any such attack with the objective of compelling an individual or a legal entity to act or to refrain from any act;

(d) Attempt to commit any such attack;

(e) Any act constituting participation as an accomplice in any such attack, or in an attempt to commit such attack, or in organizing or ordering such attack;

(iv) The criminal offences referred to in paragraph 44 (iii) shall fall within the Government's jurisdiction if: (a) they are committed in the territory of Burundi; (b) the alleged offender is a national of Burundi; (c) the alleged offender, if other than a member of BNUB, is present in the territory of Burundi, unless he or she is extradited to the State on whose territory the crime was committed; or to his or her State of nationality or, if he or she is a stateless person, to the State of his/her habitual residence; or to the State of which the victim is a national;

(v) The Government shall ensure the prosecution, without exception or delay, of persons accused of the acts described in paragraph 44 (iii) above who are present in the territory of Burundi (if the Government does not extradite them) and of persons, subject to its criminal jurisdiction, who are accused of other acts against BNUB or its members which, if committed in relation to the forces of the Government or against the local civilian population, would render the perpetrators liable to prosecution.
45. Upon the request of the Special Representative, the Government shall provide such security as is necessary for protecting BNUB, its assets and its members during the exercise of their functions.

Section H. Jurisdiction

46. All members of BNUB, including locally recruited personnel, shall be immune from legal process in respect of all acts, including utterances and writings, performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue even after they cease to be members of or employed by BNUB and after the expiration of the other provisions of this Agreement.

47. Should it consider that a member of BNUB has committed a criminal offence, the Government shall promptly inform the Special Representative and present to him any evidence available. Subject to the provisions of paragraph 24, the Special Representative shall conduct any necessary supplementary inquiry and then decide, together with the Government, whether or not criminal charges should be brought against those concerned. Failing such agreement, the issue shall be resolved in accordance with paragraph 53 of this Agreement.

48. If civil proceedings are initiated against a member of BNUB before any court in Burundi, the Special Representative shall be notified immediately and inform the court whether the matter is related to the official duties of the person concerned:

(a) If the Special Representative certifies that the matter is related to official duties, the proceedings shall be discontinued and the provisions of paragraph 51 of this Agreement shall apply;

(b) If the Special Representative certifies that the matter is not related to official duties, the proceedings may continue. If the Special Representative certifies that a member of BNUB is unable, because of his or her official duties or authorized absence, to protect his or her interests in the proceedings, the court shall, at the defendant's request, suspend the proceedings until the person concerned becomes available, but for no more than ninety (90) days. Any property of a member of BNUB that the Special Representative certifies to be needed by the defendant for the fulfilment of his or her official duties may not be seized in application of a judicial decision. The personal liberty of a member of BNUB may not be restricted in connection with civil proceedings, whether to enforce a judicial decision, to obtain a statement under oath or to any other end.

Section I. Deceased members

49. The Special Representative may take appropriate measures regarding the remains of a member of BNUB who has died in Burundi and regarding that member's personal effects in Burundi, in accordance with the relevant United Nations procedures.

CHAPTER 7. LIMITATION OF THE LIABILITY OF THE UNITED NATIONS

50. Any civil liability claims for property loss or damage and for personal injury, illness or death related to or directly attributable to BNUB (save for property loss, damage or personal injury arising from the operational necessities referred to in resolution 52/247, adopted by the General Assembly on 26 June 1998) that it is impossible to settle through the internal procedures of the United Nations shall be settled by the United Nations in the manner provided for in paragraph 51
of this Agreement, provided that the claim is submitted within six (6) months following the occurrence of the loss, damage or injury or, if the claimant did not know or could not reasonably have known of such loss or injury, within six (6) months from the time he or she discovered the loss or injury, but in any event not later than one (1) year after the termination of the mandate of BNUB. Upon determination of liability as provided in this Agreement, the United Nations shall pay compensation, subject to the financial limitations approved by the General Assembly in resolution 52/247 of 26 June 1998.

CHAPTER 8. SETTLEMENT OF DISPUTES

51. Except as provided in paragraph 53, any dispute or claim under private law, unrelated to damage arising from the operational necessities of BNUB, to which BNUB or any member thereof is a party and in which the courts of Burundi have no jurisdiction in light of any provision of this Agreement, shall be settled by a standing claims commission to be established for that purpose. The Secretary-General of the United Nations and the Government shall each appoint one member of the commission and shall jointly designate its chairperson. If no agreement as to the chairperson is reached within thirty (30) days following the appointment of the first member of the commission, the President of the International Court of Justice may, at the request of the Secretary-General of the United Nations or of the Government, appoint the chairman. Any vacancy in the commission shall be filled by the method prescribed for the original appointment, within thirty (30) days following the date of the vacancy. The commission quorum is three, if any one of the members refuses to attend the meetings of the commission or, for no valid reason, does not participate in three such meetings. All decisions shall require the approval of two members. The commission shall determine its own procedures. The decisions of the commission shall be final. They shall be notified to the parties and, if they are against a member of BNUB, the Special Representative or the Secretary-General of the United Nations shall make every effort to ensure their enforcement.

52. Any dispute concerning the terms of employment and conditions of service of locally recruited personnel shall be settled through administrative procedures to be established by the Special Representative in accordance with the principles affirmed in resolution 63/253, adopted by the General Assembly on 24 December 2008.

53. Any dispute arising between BNUB and the Government with regard to the interpretation or application of this Agreement shall, unless otherwise agreed by the parties, be submitted to a commission of three arbitrators. The provisions relating to the establishment and procedures of the claims commission shall apply, mutatis mutandis, to the establishment and procedures of the commission referred to here. Its decisions shall be final and binding on both parties.

54. Any dispute arising between the United Nations and the Government with regard to the interpretation or application of these provisions and involving a question of principle concerning the Convention shall be dealt with in accordance with the procedure set out in Section 30 of the Convention.

CHAPTER 9. SUPPLEMENTARY AGREEMENTS AND AMENDMENTS

55. The Special Representative and the Government may conclude agreements supplementing this Agreement.
56. This Agreement may be amended in writing on the concurrent initiative of the Government of the Republic of Burundi and the United Nations.

CHAPTER 10. LIAISON

57. The Special Representative and the Government shall take appropriate measures to ensure close and reciprocal liaison at every appropriate level.

CHAPTER 11. MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

58. The Government shall have the ultimate responsibility for the granting and implementation by the appropriate local authorities of the privileges, immunities and rights conferred, and of the facilities that Burundi undertakes to provide, to BNUB under this Agreement.

59. This Agreement shall enter into force immediately upon signature by the Secretary-General of the United Nations or by the Special Representative, acting on the Secretary-General's behalf, and by the Government of the Republic of Burundi, represented by the Minister of Foreign Affairs and International Cooperation.

60. This Agreement shall remain in force until the departure of the last element of BNUB from Burundi, save that:

(a) The provisions of paragraphs 46, 53 and 54 shall remain in force;
(b) The provisions of paragraphs 50 and 51 shall remain in force until all claims made in accordance with the provisions of paragraph 50 have been settled.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, the duly authorized plenipotentiary of the Government and the official Representative of the United Nations, have, on behalf of the Parties, signed this Agreement.

DONE at Bujumbura, on 20/28 December 2011.

For the Government of the Republic of Burundi:

LAURENT KAVAKURE
Minister for Foreign Affairs and International Cooperation

For the United Nations:

KARIN LANDGREN
Special Representative of the Secretary-General of the United Nations for Burundi

Entry into force: 13 September 2011 by signature, in accordance with article XIII

Authentic text: English

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Organisation des Nations Unies et Kenya


Entrée en vigueur: 13 septembre 2011 par signature, conformément à l'article XIII

Texte authentique: anglais


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
No. 49174

Germany

and

Mali


Entry into force: 20 April 2007 by signature, in accordance with article 7

Authentic texts: French and German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 22 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne

et

Mali


Entrée en vigueur : 20 avril 2007 par signature, conformément à l'article 7

Textes authentiques : français et allemand


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
No. 49175

Germany
and
Namibia


Entry into force: 16 November 2011 by signature, in accordance with article 4

Authentic texts: English and German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 22 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne
et
Namibie

 Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de Namibie relatif à la Coopération financière – Contributions financières 2011. Windhoek, 16 novembre 2011

Entrée en vigueur : 16 novembre 2011 par signature, conformément à l'article 4

Textes authentiques : anglais et allemand


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.
No. 49176

Germany
and
Bulgaria


Entry into force: 5 August 2010 by notification, in accordance with article 5

Authentic texts: Bulgarian and German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 22 December 2011

Not published in print, in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

Allemagne
et
Bulgarie

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la Coopération financière en 2006. Sofia, 7 juin 2010

Entrée en vigueur: 5 août 2010 par notification, conformément à l'article 5

Textes authentiques: bulgare et allemand


Non disponible en version imprimée, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.

Entry into force: 11 October 2011 by signature, in accordance with article 8

Authentic texts: German and Vietnamese

Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 22 December 2011

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam relatif aux questions juridiques concernant le terrain situé au nº 3-5 rue Le Van Huu à Ho Chi Minh-Ville. Hanoï, 11 octobre 2011

Entrée en vigueur: 11 octobre 2011 par signature, conformément à l'article 8

Textes authentiques: allemand et vietnamien

Abkommen
zwischen
der Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
der Regierung der Sozialistischen Republik Vietnam
über rechtliche Fragen bezüglich des Grundstücks
Le Van Huu Straße 3-5 in Ho-Chi-Minh-Stadt
Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland (im Folgenden als „deutsche Vertragspartei“ bezeichnet)
und
die Regierung der Sozialistischen Republik Vietnam (im Folgenden als „vietnamesische Vertragspartei“ bezeichnet) -
ausgehend vom beiderseitigen Wunsch, die breit angelegten und vielfältigen Beziehungen zwischen beiden Ländern insbesondere auf politischem, diplomatischem, wirtschaftlichem und kulturellem Gebiet weiter im Sinne einer strategischen Partnerschaft auszubauen,
geleitet von dem Ziel, die Rahmenbedingungen für die Aktivitäten der deutschen konsularischen Vertretung, der deutschen Wirtschaftsverbände, der deutschen Kulturmitte und der deutschen Unternehmen in Ho-Chi-Minh-Stadt zu verbessern,
in der Überzeugung, dass die Errichtung eines Deutschen Hauses Ho-Chi-Minh-Stadt einen wichtigen Beitrag zur Verwirklichung der vorgenannten Ziele leisten würde,
unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die deutsche Vertragspartei das 3608 Quadratmeter große Grundstück Le Van Huu Straße 3-5 im 1. Bezirk von Ho-Chi-Minh-Stadt (im Folgenden als „Grundstück“ bezeichnet), am 29. Dezember 1960 künstlich erworben hat, um dieses für diplomatische Zwecke zu nutzen,
ebenfalls berücksichtigend, dass nach dem geltenden vietnamesischen Recht Grund und Boden in Volkseigentum steht,
weiterhin berücksichtigend, dass für unterschiedliche Nutzungszwecke einzelner Gebäudeteile unterschiedliche rechtliche Regelungen gelten,

von dem gemeinsamen Wunsch geleitet, den Regeln des Völkerrechts als Grundlage der Beziehungen zwischen den beiden Staaten universelle Achtung zu verschaffen, insbesondere die weltweite Anwendung der Regeln der Wiener Übereinkommen von 1961 und 1963 über diplomatische und konsularische Beziehungen zu fördern und das Prinzip der Reziprozität anzuwenden -

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1


(2) Vor Ablauf dieses Zeitraums ist die deutsche Vertragspartei berechtigt, dieses Nutzungsrecht und jedes auf dem Grundstück errichtete Gebäude der vietnamesischen Vertragspartei zu übertragen, wenn daran kein Bedarf mehr bestehen sollte.

Die deutsche Vertragspartei ist darüber hinaus berechtigt, mit Zustimmung der vietnamesischen Vertragspartei das Nutzungsrecht an dem Grundstück und die auf dem Grundstück errichteten Gebäuden und Anlagen an Dritte zu übertragen.

(3) Die deutsche Seite ist berechtigt, das Grundstück zu nutzen

   a) als Sitz für das deutsche Generalkonsulat in Ho-Chi-Minh-Stadt,

   b) als Unterbringung für deutsche Wirtschaftsverbände, deutsche Kulturmittler- und Wissenschaftsorganisationen sowie deutsche Unternehmen,
c) mit Zustimmung der vietnamesischen Vertragspartei kann im Einzelfall auch eine Nutzung durch andere Institutionen erfolgen.

(4) Die vietnamesische Vertragspartei trägt auf Ersuchen der deutschen Seite dafür Sorge, dass so schnell wie möglich, spätestens innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieser Vereinbarung, der deutschen Vertragspartei die Urkunde über das Nutzungsrecht am Grundstück übermittelt wird.


Artikel 2

(1) Beide Vertragsparteien stimmen darin überein, dass die deutsche Vertragspartei auf dem Grundstück ein den geltenden Bauvorschriften von Ho-Chi-Minh-Stadt entsprechendes mehrstöckiges Gebäude errichtet.


Artikel 3

Die deutsche Vertragspartei beabsichtigt, das Deutsche Haus Ho-Chi-Minh-Stadt schnellstmöglich zu errichten. Sie kann diese Aufgabe durch die eigene Bauverwaltung oder durch Einschaltung eines privaten Investors erfüllen. Die deutsche Vertragspartei hat
bei der zuständigen vietnamesischen Behörde einen Antrag auf Baugenehmigung zu stellen - auch für den Fall, dass diese Bauarbeiten durch private Investoren realisiert werden. Die deutsche Vertragspartei kann mit dem Bau erst beginnen, sofern eine Baugenehmigung vorliegt - auch für den Fall, dass die Bauarbeiten durch private Investoren realisiert werden.

Artikel 4

(1) Die Vertragsparteien bestimmen jeweils das deutsche Auswärtige Amt und das vietnamesische Außenministerium als primäre Ansprechpartner für die Durchführung dieses Abkommens.


Artikel 5

Auf der Grundlage des Prinzips der Reziprozität und deutschen Rechtsvorschriften verpflichtet sich die deutsche Vertragspartei, der vietnamesischen Vertragspartei vergleichbare Bedingungen, wie sie in diesem Abkommen enthalten sind, zu gewähren, falls die vietnamesische Vertragspartei den Bedarf hat, ein in ihrem Eigentum stehendes, für diplomatische oder konsularische Zwecke genutztes Grundstück auch für kommerzielle Zwecke zu nutzen.
Artikel 6

Unstimmigkeiten, die bei der Auslegung sowie bei der Durchführung dieses Abkommens entstehen, werden von beiden Seiten durch Konsultation, Meinungsaustausch und Verhandlung gelöst.

Artikel 7


Artikel 8

(1) Dieses Abkommen tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

(2) Das Abkommen kann durch schriftliche Vereinbarungen beider Vertragsparteien geändert, ergänzt oder aufgehoben werden. Diese Vereinbarungen gelten als untrennbare Bestandteile des Abkommens.

(3) Die sich aus bilateralen Vereinbarungen der Vertragsparteien über den Status der in Artikel 1 Absatz 3 Buchstaben b und c genannten Institutionen ergebenden Rechte und Pflichten werden von diesem Abkommen nicht berührt.

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland

Carl Wiel

Für die Regierung der
Sozialistischen Republik Vietnam

[Signature]
Hiệp định giữa
Chính phủ nước Cộng hòa Liên bang Đức
Và
Chính phủ nước Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt Nam
về các vấn đề pháp lý đối với Khu đất
tại số 3-5 Lê Văn Hưu, Thành phố Hồ Chí Minh

Chính phủ Cộng hòa Liên bang Đức (dưới đây gọi là „Bên Đức”) và Chính phủ Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt Nam (dưới đây gọi là „Bên Việt Nam”),

xuất phát từ mong muốn của hai Bên tiếp tục mở rộng mối quan hệ đa dạng giữa hai nước đặc biệt trong các lĩnh vực chính trị, ngoại giao, kinh tế và văn hóa, trên tinh thần đối tác chiến lược giữa hai Bên,

nhắm mục đích cải thiện điều kiện tại Thành phố Hồ Chí Minh cho hoạt động của cơ quan lãnh sự Đức, các hiệp hội kinh tế Đức, các cơ quan giao lưu văn hóa Đức và các doanh nghiệp Đức,

tin tưởng rằng, việc xây dựng một Nghị nhà Đức tại thành phố Hồ Chí Minh sẽ là một động lực quan trọng để đạt được những mục tiêu nói trên,

có lợi ích về việc Bên Đức đã mua khu đất số 3-5 Lê Văn Hưu, Quận 1, Thành phố Hồ Chí Minh, có diện tích 3.608 mét vuông (dưới đây gọi là „Khu đất”) vào ngày 29 tháng 12 năm 1960 để sử dụng vào mục đích ngoại giao,

dồng thời cũng lưu ý đến việc theo luật pháp hiện hành của Việt Nam thì đất đã thuộc sở hữu toàn dân,

hiểu rằng đối với các mục đích sử dụng khác nhau, các phần tương ứng của Nghị nhà Đức sẽ tuân thủ các quy chế pháp lý riêng biệt,
với mong muốn chung, tôn trọng các quy định của luật pháp quốc tế là cơ sở cho mỗi quan hệ giữa hai nước và đặc biệt khuyến khích áp dụng trên toàn thể giới các quy định của Công ước Vienna năm 1961 và 1963 về quan hệ ngoại giao và lãnh sự, và nguyên tắc có đi có lại,

dã thỏa thuận như sau:

Điều 1

1. Bên Việt Nam cho Bên Đức thuê Khu đất trên cơ sở pháp luật đất đai của Việt Nam và theo những điều kiện của Hiệp định này cho khoảng thời gian 99 năm với tiền thuê đất tương ứng là 101 (một) Đồng trả một lần cho toàn bộ thời gian thuê. Quyền sử dụng này có thể được gia hạn trên cơ sở thỏa thuận giữa hai Bên.

2. Trước khi hết thời hạn trên, Bên Đức được phép chuyển nhượng quyền sử dụng Khu đất và các công trình xây dựng trên đó cho Bên Việt Nam khi không còn nhu cầu sử dụng Khu đất và các công trình này.

Bên Đức được phép chuyển nhượng quyền sử dụng Khu đất và các công trình trên Khu đất cho bên thứ ba nếu được Bên Việt Nam chấp thuận.

3. Bên Đức được phép sử dụng Khu đất vào các mục đích sau:
   a) Làm trụ sở Tổng lãnh sự quán Đức tại thành phố Hồ Chí Minh,
   b) Làm văn phòng cho các Hiệp hội kinh tế Đức, các tổ chức trao đổi văn hóa và khoa học Đức, cũng như các doanh nghiệp Đức,
   c) Làm văn phòng cho các cơ quan, tổ chức khác nếu được Bên Việt Nam chấp thuận trong từng trường hợp cụ thể.

4. Bên Việt Nam đảm bảo rằng trong thời gian sớm nhất, nhưng không muốn hơn 3 tháng kể từ ngày Hiệp định này có hiệu lực, sẽ cấp cho Bên Đức giấy chứng nhận quyền sử dụng đất.
5. Hai Bên thống nhất rằng quy định của Công ước Viễn năm 1963 về quan hệ lãnh sự được áp dụng cho phần diện tích Khu đất, việc xây dựng và vận hành phân Ngôi nhà Đức được sử dụng cho mục đích làm Trụ sở cơ quan lãnh sự; quy định của pháp luật Việt Nam được áp dụng cho phần còn lại của Khu đất và Ngôi nhà Đức.

Điều 2


2. Bên Đức có trách nhiệm tách biệt rõ ràng trụ sở cơ quan lãnh sự được sử dụng theo quy định của Công ước Viễn năm 1963 về quan hệ lãnh sự với các khu vực khác của Tòa nhà. Trong trường hợp này, các khu vực khác đều trên không được công nhận là trụ sở cơ quan lãnh sự theo quy định của Công ước Viễn năm 1963 về quan hệ lãnh sự, theo đó không được hưởng các quyền ưu đãi, miễn trừ được quy định trong Công ước này. Pháp luật Việt Nam được áp dụng cho các khu vực này.

Điều 3


Điều 4

1. Hai Bên chỉ định Bộ Ngoại giao Đức và Bộ Ngoại giao Việt Nam là các
5. Hai Bên thống nhất rằng quy định của Công ước Viên năm 1963 về quan hệ lãnh sự được áp dụng cho phần diện tích Khu đất, việc xây dựng và vận hành phần Ngôi nhà Đức được sử dụng cho mục đích làm Trụ sở cơ quan lãnh sự; quy định của pháp luật Việt Nam được áp dụng cho phần còn lại của Khu đất và Ngôi nhà Đức.

Điều 2


2. Bên Đức có trách nhiệm tích cực hỗ trợ cơ quan lãnh sự được sử dụng theo quy định của Công ước Viên năm 1963 về quan hệ lãnh sự với các khu vực khác của Tòa nhà. Trong trường hợp này, các khu vực khác nếu trên không được công nhận là trụ sở cơ quan lãnh sự theo quy định của Công ước Viên năm 1963 về quan hệ lãnh sự, theo đó không được hưởng các quyền ưu đãi, miễn trừ được quy định trong Công ước này. Pháp luật Việt Nam được áp dụng cho các khu vực này.

Điều 3


Điều 4

1. Hai Bên chỉ định Bộ Ngoại giao Đức và Bộ Ngoại giao Việt Nam là các
cơ quan đầu mối của mỗi Bên để thực hiện Hiệp định này.


Điều 5

Trên cơ sở nguyên tắc có điểm có lại và các quy định của pháp luật Đức, Bên Đức cam kết sẽ dành cho Bên Việt Nam những điều kiện tương tự như được quy định trong Hiệp định này khi Bên Việt Nam có nhu cầu sử dụng khu đất đúng cho các mục đích ngoài giao hoà lãnh sự thuộc sở hữu của Bên Việt Nam tại Đức, kể cả cho mục đích thường mai.

Điều 6

Mọi bất động phát sinh trong việc giải thích và thực hiện Hiệp định này sẽ được hai Bên giải quyết thông qua tham vấn, trao đổi và đảm phân.

Điều 7

Việc đang ký Hiệp định này tại Ban thư ký Liên hiệp quốc theo Điều 102 Hiến chương Liên hiệp quốc sẽ được Bên Đức thực hiện ngay sau khi Hiệp định này có hiệu lực. Bên Việt Nam sẽ được thông báo là việc đang ký đã hoàn tất với số đang ký tại Liên hiệp quốc, khi Ban thư ký Liên hiệp quốc xác nhận việc đang ký đó.

Điều 8

1. Hiệp định này có hiệu lực kể từ ngày ký.

2. Hiệp định này có thể được sửa đổi, bổ sung hoặc chấm dứt hiệu lực theo
thỏa thuận bằng văn bản giữa hai Bên. Các thỏa thuận này sẽ là phần không tách rời của Hiệp định.

3. Hiệp định này không làm ảnh hưởng đến các quyền và nghĩa vụ khác của mỗi Bên theo các thỏa thuận giữa hai Bên về quy chế và hoạt động của các văn phòng neu tại Điều 1 khoản 3(b) và 3(c) của Hiệp định này.


Thay mặt Chính phủ
quốc Cộng hòa Liên bang Đức

[Signature]

Thay mặt Chính phủ
quốc Cộng hòa xã hội chủ nghĩa
Việt Nam

[Signature]
AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE GOVERNMENT OF THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM CONCERNING LEGAL ISSUES RELATING TO THE PLOT LE VAN HUU STREET 3-5 IN HO CHI MINH CITY

The Government of the Federal Republic of Germany (hereinafter referred to as the “German Contracting Party”) and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam (hereinafter referred to as the “Vietnamese Contracting Party”),

Spurred by a mutual desire to further expand the broad and multifaceted relations between the two countries, especially in the political, diplomatic, economic and cultural fields, with a view to forming a strategic partnership,

Aiming to improve the framework conditions for the activities of the German Consular Post, German business associations, German cultural organizations and German companies in Ho Chi Minh City,

Convinced that the establishment of a German House in Ho Chi Minh City would make an important contribution to achieving the above objectives,

Mindful of the fact that the German Contracting Party purchased the 3,608-square-metre plot Le Van Huu Street 3-5 in District One of Ho Chi Minh City (hereinafter referred to as the “plot”) on 29 December 1960 with the intention of using it for diplomatic purposes,

Mindful also of the fact that, in accordance with applicable Vietnamese law, land is publicly owned,

Considering, furthermore, that different legal arrangements apply to individual parts of buildings serving different uses,

Moved by a common desire to advance universal respect for the rules of international law as the basis of relations between the two States, and, in particular, to promote the universal application of the rules of the Vienna Conventions of 1961 and 1963 on Diplomatic and Consular Relations, and to apply the principle of reciprocity,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The Vietnamese Contracting Party agrees to lease the plot to the German Contracting Party for a term of ninety-nine (99) years, on the basis of Vietnamese property law and the provisions of this Agreement, in exchange for a one-time symbolic lease payment of one Vietnamese dong. This right of use may be extended by mutual agreement.

2. Before the expiry of that period, should the plot no longer be required, the German Contracting Party shall be entitled to transfer that right of use, and any building erected on it, to the Vietnamese Contracting Party.
The German Contracting Party is also entitled, subject to approval by the Vietnamese Contracting Party, to transfer the right of use of the plot and any buildings and facilities built upon it to third parties.

3. The German side is entitled to use the plot:
   a) As the seat of the German Consulate-General in Ho Chi Minh City;
   b) As accommodation for German business associations, German cultural and science organizations as well as German companies;
   c) With the consent of the Vietnamese Contracting Party, the plot may, on a case-by-case basis, be used by other institutions.

4. The Vietnamese Contracting Party shall, at the request of the German side, ensure that the German Contracting Party receives the certificate granting it the right to use the plot as soon as possible, and in any event not later than three (3) months after the entry into force of this Agreement.

5. Both Contracting Parties agree that the 1963 Vienna Convention on Consular Relations shall apply to that part of the plot, and to the construction and operation of that part of the building, intended for use as the German Consulate-General. The remainder shall be subject to the laws and regulations of Viet Nam.

Article 2

1. Both Contracting Parties agree that the German Contracting Party may put up a multi-storey building on the plot that complies with Ho Chi Minh City’s applicable building regulations.

2. The German Contracting Party is required to clearly separate those premises within the building that are subject to the 1963 Vienna Convention on Consular Relations from all other premises therein. The latter premises are not consular premises within the meaning of the 1963 Vienna Convention on Consular Relations and enjoy no privileges or immunities under that Convention. They shall be subject to the laws of Viet Nam.

Article 3

The German Contracting Party shall build the Ho Chi Minh City German House as soon as possible. It may do so through its own building administration or through a private investor. The German Contracting Party is required to apply for a planning permission from the competent Vietnamese authority, even if the construction work is to be done by private investors. The German Contracting Party shall not proceed with construction until planning permission is obtained, even if the construction work is to be done by private investors.

Article 4

1. The Contracting Parties shall in every case designate the German Foreign Office and the Vietnamese Foreign Ministry as the primary points of contact for the execution of this Agreement.

2. Both Contracting Parties undertake to do everything necessary to bring the planned Ho Chi Minh City German House to fruition. For this purpose, within six (6) months after the entry
into force of this Agreement, negotiations on an intergovernmental agreement shall be undertaken to work out the details of the planning, establishment and operation of the German House in Ho Chi Minh City.

**Article 5**

On the basis of the principle of reciprocity and in accordance with German legislation, the German Contracting Party undertakes to grant the Vietnamese Contracting Party conditions comparable to those contained in this Agreement, should the Vietnamese Contracting Party need to use for commercial purposes any plot it owns, and which is used for diplomatic or consular purposes.

**Article 6**

Such differences of opinion as may arise in the interpretation and implementation of this Agreement shall be resolved by both sides through consultation, exchange of views and negotiation.

**Article 7**

Immediately upon its entry into force, this Agreement shall at the initiative of the German Contracting Party be registered with the Secretariat of the United Nations under Article 102 of the Charter. The Vietnamese Contracting Party shall be apprised of the successful registration of the Agreement and the United Nations registration number once it has been confirmed by the Secretariat of the United Nations.

**Article 8**

1. This Agreement shall enter into force on the day of its signature.
2. The Agreement may be modified, amended or terminated by written agreement of both Contracting Parties. Any such agreements shall be considered integral parts of the Agreement.
3. Rights and obligations derived from bilateral agreements between the Contracting Parties on the status of the institutions designated in 1(3)(b) and (c) above shall not be affected by this Agreement.

DONE at Hanoi on 11 October 2011 in two originals in the German and Vietnamese languages, both versions being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

ANGELA MERKEL

For the Government of the Socialist Republic of Viet Nam:

NGUYEN TAN DUNG
ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D’ALLEMAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIA- LISTE DU VIET NAM RELATIF AUX QUESTIONS JURIDIQUES CONCERNANT LE TERRAIN SITUÉ AU Nº 3-5 RUE LE VAN HUU À HO CHI MINH-VILLE

Le Gouvernement de la République fédérale d’Allemagne (ci-après dénommé la « Partie contractante allemande ») et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam (ci-après dénommé la « Partie contractante vietnamienne »),

Partant du souhait commun de développer davantage les relations diversifiées et d’une portée étendue qui existent entre les deux pays, notamment dans les domaines politique, diplomatique, économique et culturel, en vue d’un partenariat stratégique,

Ayant pour objectif d’améliorer les conditions générales présidant aux activités du Poste consulaire allemand, des associations d’entreprises allemandes, des organisations culturelles allemandes et des entreprises allemandes à Ho Chi Minh-Ville,

Convaincus de ce que la création d’une Maison allemande à Ho Chi Minh-Ville peut apporter une importante contribution à la réalisation des objectifs précités,

Étant donné le fait que la Partie contractante allemande a acheté le 29 décembre 1960 un terrain d’une superficie de 3 608 mètres carrés situé au n° 3-5 rue Le Van Huu dans le 1er arrondissement de Ho Chi Minh-Ville (ci-après dénommé « le terrain ») pour l’occuper à des fins diplomatiques,

Vu également que le fonds de terre est, au regard du droit vietnamien applicable, la propriété du peuple,

Attendu, en outre, que des réglementations juridiques différentes sont d’application en fonction de l’usage auquel les différentes parties des bâtiments sont destinées,

Animés du désir commun de respecter en tout point les règles du droit international sous-tendant les relations entre les deux États, notamment de favoriser l’application universelle des règles des Conventions de Vienne de 1961 et 1963 sur les relations diplomatiques et consulaires, et d’appliquer le principe de la réciprocité,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1. La Partie contractante vietnamienne loue le terrain à la Partie contractante allemande pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans, moyennant paiement en une fois d’un loyer symbo-lique d’un dong vietnamien en application du droit foncier vietnamien et des dispositions du présent Accord. Le droit de jouissance peut être prolongé d’un commun accord.

2. La Partie contractante allemande est habilitée à céder ce droit de jouissance, et tout bâtiment construit sur le terrain, à la Partie contractante vietnamienne, avant expiration de cette période, si elle n’en avait plus besoin.
La Partie contractante allemande est par ailleurs habilitée, moyennant accord de la Partie contractante vietnamienne, à céder à de tierces parties le droit de jouissance sur le terrain et les bâtiments et installations construits sur celui-ci.

3. La partie allemande est en droit d’utiliser le terrain :
   a) En tant que siège du Consulat général allemand à Ho Chi Minh-Ville;
   b) Pour accueillir les associations d’entreprises allemandes, les organisations culturelles allemandes et scientifiques allemandes ainsi que les entreprises allemandes;
   c) Moyennant accord de la Partie contractante vietnamienne, le terrain peut également être utilisé au cas par cas par d’autres institutions.

4. À la demande de la partie allemande, la Partie contractante vietnamienne veillera à ce que l’acte relatif au droit de jouissance sur le terrain soit transmis à la Partie contractante allemande le plus rapidement possible, et ce, dans tous les cas, au plus tard dans les trois (3) mois qui suivent l’entrée en vigueur du présent Accord.

5. Les deux Parties contractantes conviennent que la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963 s’applique à la partie du terrain, ainsi qu’à la construction et l’exploitation de la partie du bâtiment destinées à être occupées par le Consulat général allemand. S’agissant des autres parties, ce sont les lois et règlements en vigueur au Viet Nam qui sont d’application.

Article 2

1. Les deux Parties contractantes conviennent que la Partie contractante allemande peut construire sur le terrain un bâtiment de plusieurs étages qui sera conforme au règlement d’urbanisme en application à Ho Chi Minh-Ville.


Article 3

La Partie contractante allemande se propose de construire la Maison allemande de Ho Chi Minh-Ville dans les plus brefs délais. Elle peut accomplir cette tâche, soit en assurant elle-même la conduite des travaux, soit en déléguant celle-ci à un investisseur privé. La Partie contractante allemande doit déposer une demande de permis de construire auprès de l’administration vietnamienne compétente, même si ces travaux de construction sont réalisés par des investisseurs privés. La Partie contractante allemande ne peut entamer la construction que lorsqu’elle aura obtenu le permis de construire, même si les travaux de construction sont réalisés par des investisseurs privés.
Article 4

1. Les Parties contractantes désignent dans tous les cas le Ministère des affaires étrangères allemand et le Ministère des affaires étrangères vietnamien en tant que principaux points de contacts concernant l’application du présent Accord.

2. Les deux Parties contractantes s’engagent à faire le nécessaire pour que la réalisation du projet de Maison allemande à Ho Chi Minh-Ville puisse être lancée le plus tôt possible. À cette fin, des pourparlers seront organisés dans les six (6) mois qui suivent l’entrée en vigueur du présent Accord; les résultats de ces pourparlers seront consacrés dans un accord gouvernemental précisant en détail les modalités d’exécution des études et de la construction, ainsi que les conditions d’exploitation de la Maison allemande à Ho Chi Minh-Ville.

Article 5

Se fondant sur le principe de la réciprocité et en application de la législation allemande, la Partie contractante allemande s’engage à accorder à la Partie contractante vietnamienne des conditions équivalentes à celles contenues dans le présent Accord, au cas où la Partie contractante vietnamienne aurait besoin d’utiliser à des fins commerciales un terrain lui appartenant et utilisé à des fins diplomatiques ou consulaires.

Article 6

Les différends découlant de l’interprétation ainsi que de l’application du présent Accord seront résolus par les deux parties par voie de consultation, d’échange de vues et de négociation.

Article 7


Article 8

1. Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature.


3. Il n’est pas dérogé par le présent Accord aux droits et obligations découlant des accords bilatéraux conclus entre les Parties contractantes relatives au statut des institutions visées aux alinéas b) et c) du paragraphe 3 de l’article premier.
FAIT à Hanoï le 11 octobre 2011 en deux exemplaires originaux en langues allemande et vietnamienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d’Allemagne :
ANGELA MERKEL

Pour le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam :
NGUYEN TAN DUNG
No. 49178

United Nations and
Saudi Arabia

The Government of the Kingdom of Saudi Arabia Contribution Agreement to launch the United Nations Center for Counter-Terrorism (UNCCT). Nouvel York, 19 September 2011

Entry into force: 19 September 2011 by signature, in accordance with its provisions

Authentic texts: Arabic and English

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 1 December 2011

Organisation des Nations Unies et
Arabie saoudite

Accord de contribution du Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite pour le lancement du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT). Nouvel York, 19 septembre 2011

Entrée en vigueur : 19 septembre 2011 par signature, conformément à ses dispositions

Textes authentiques : arabe et anglais

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 1er décembre 2011
تسوية المنازعات

أي نزاع ينشأ بين الأمم المتحدة والحكومة يتعلق ب التنفيذ وتطبيق الاتفاق الحالي، يجب أن يتم تسويته ودياً عن طريق المفاوضات بين الطرفين.

الإمتيازات والحصصات

ليس هناك في هذا الاتفاق، أو ما ينص عليه، ما يمكن أن يشكل تنزلاً صريحاً أو ضمنياً لأي من إمتيازات وحصص الأمم المتحدة، بما في ذلك أجهزتها الفرعية.

دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ وانتهاءها

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ فور التوقيع عليه من قبل ممثل مُخوَّل طبقاً للأصول من معايير الأمم العام للأمم المتحدة والممثل الدائم للمملكة العربية السعودية، وينتهي سريانه في نهاية السنة الثالثة من تاريخ بدء نفاد هذا الاتفاق.

حين ينقضي هذا الاتفاق، سوف تظل محفظة الأموال حتى تستوفي منها CTITF ممتلكات الأموال التي تكبدتها CTITF. بعد ذلك، يمكن استخدام أي فائض متبقى في الصندوق الاستثماري لـ UNCCT بالتشاور مع الحكومة.

تصديقاً على ما ورد هاهنا، قام الممثلان المخولان للطرفين بوضع توقيعتهم أدناه في يوم 19 سبتمبر 2011.

ممثل الأمين العام للأمم المتحدة
السيد جُنْبٌ بامازاكي
مساعد الأمين العام - المرآقب المالي

حكومة المملكة العربية السعودية
السفير/ عبد الله بن عبد المطلب
الممثل الدائم لدى الأمم المتحدة
الحقائق المالية والتوزيع

I.

تقدم المملكة العربية السعودية مساهمة بمبلغ 9 ملايين دولار إلى الصندوق الاستثمني لإدارة الشؤون السياسية التابعة للأمم المتحدة المعنية بمكافحة الإرهاب (UNCCT)، تحت عنوان: "مركز الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب". لدعم إنشاء UNCT وتوزيع الدخل خلال السنوات الثلاث الأولى. وسيتم صرف هذا المبلغ على مدى ثلاث سنوات، وجامع داروف وفقاً للشروط المرجعية لصندوق الأمم المتحدة الاستثمني المشار إليه أعلاه كما يلي:

أ. ثلاثة (3) ملايين دولار أمريكي سنوياً في السنوات الثلاث الأولى.
ب. واحد (1) مليون دولار أمريكي كميزانية طوارئ تصرف بطلب من المدير التنفيذي ووجه إلى البعثة الدائمة للدولة العربية السعودية.

II.

سيتم تحويل الدفعة الأولى من تمويل العام الأول لـ UNCCT إلى الأمم المتحدة في غضون ثلاثة أسابيع من توقيع هذا الاتفاق لتحقيق الإطلاق المناسب في وقته والتوزيع الأولي للـ (UNCCT). بعد توقيع الاتفاق، يقوم المدير التنفيذي بإعداد خطاب يحتوي على موجز لميزانية السنة الأولى وموضوع خطة التنفيذ والتوصيف الوظيفي للوظائف الأولى (UNCCT).

III.

سيتم منح الدفعة الثانية - وكل منها بقيمة ثلاثة (3) ملايين دولار أمريكي - في الشهر الأول من كل سنة تالية، وللقترض المرض من العام السابق، و

IV.

سيكون منح أموال السنة الأولى والثانية خاضعاً للتقديم الشامل للـ (UNCCT) والقرارات المالية والإدارية المرسلة للجهات المانحة في وقتها من أجل إثبات أن الميزانية المحددة في هذا الاتفاق (UNCCT) تحقق الأهداف على النحو المحدد في هذا الاتفاق.

الإبلاغ

I.

يجب أن تقدم CTITF إلى الحكومة والبيانات والتفاصيل التي تم إعدادها وفقاً لإجراءات الأمم المتحدة في المحاسبة والإبلاغ، بما في ذلك التقارير السردي النهائي والبيان المالي الختامي للـ UNCT في غضون سنة أشهر بعد إنتهاء مدة سريان الاتفاق.

II.

يجب أن تقوم CTITF بتنزويك الإدارة الاستثمارية النصفيه من الميزانية الماليه والخاضع للإدارة والمتصلة بالميزانية للـ (UNCCT) وغيرهم من تقارير قد يطلبها المجلس الاستثماري.

1.

سيتم توفير لائحة الصندوق الاستثمني بعد توقيع هذا الاتفاق.
المؤشرات التشغيلية

قامت المملكة العربية السعودية بصفتها الدولة الأولى والأمم المتحدة بالإتفاق على التعاون بشأن إنشاء وإطلاق مركز الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب (UNCCT) في إطار مكتب قوة المهام المعنوية بتقديم مكافحة الإرهاب (CTIF); سيتم دعم عمل مركز الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب (UNCCT) من قبل مجلس إستشاري لما يصل إلى 20 دولة من الدول الأعضاء التي ستكون ممثلة – مع ضمان التمثيل الإقليمي - على مستوى الممثل الدائم في الأمم المتحدة بنيويورك.

سيكون الممثل الدائم للمملكة العربية السعودية هو رئيس المجلس الإستشاري في السنوات الثلاث الأولى؛ وسيتم تعيين الخلف بواسطة المجلس الإستشاري.

سيكون رئيس UNCCT (UNCT) هو المدير التنفيذي لمجلس الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب (UNCT)؛ وبحكم منصبه، عضوًا وأمينًا للمجلس الإستشاري.

سيكون توجيهات المجلس الإستشاري بشأن البرامج وإجراءات المشاريع والميزانية السنوية والتخطيط ملتقة مع قرارات الأمم المتحدة بما في ذلك إستراتيجية الأمم المتحدة العالمية لمكافحة الإرهاب (A/RES/60/288) وقرارات المتابعة خصصتها؛ وسوف يأخذ المدير التنفيذي في اعتباره إتفاق مساهمة هذا وموظف الأم المتحدة وقواعدها ونظمه المسؤولية.

في عام (UNCCT) هو المسؤول عن تولي إدارة جميع عمليات المركز.

يهدف مركز الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب (UNCCT) إلى رعاية وتعزيز التعاون الدولي وتفعيل كل الركائز الأربعة لـ إستراتيجية الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب على المستويات الدولية والإقليمية والوطنية. ولن يقوم مركز الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب (UNCCT) باتخاذ أي إجراء يتعلق بأي تبادل إستشاراتي حيث أن ذلك ليس من مهامه. في حالة أمر آخر، سوف يقرر المركز على إنشاء قاعدة بيانات إلكترونية تعني بالتعاون الدولي والإنجازات الجديدة في عالم الإنترنت وتوزيع الروابط اليدوية بين المؤسسات الفكرية وـ خبراء مكافحة الإرهاب الدولي من الدول الأعضاء في الأمم المتحدة.; وعقد اجتماعات لمسؤولي الإتصال الدولي والإقليمي والوطني ورفع التوعية؛ وطبع ونشر (UNCCT) وتوزيع وثائق الرسمية، حيث أن الرسومات والبيانات الثابتة، والجمعيات، وبيئات الأمم المتحدة وتحركات الفروع التي تتعلق بقوة المهام المعنوية بتقديم مكافحة الإرهاب (CTIF).

ويجب أن تكون أعمال الأمم المتحدة المشتركية (UNCCT) لـ مكافحة الإرهاب وقراراتها اللاحقة.; وضعت إدارة أعمال الأمم المتحدة (UNCCT) بموجب قواعد ولوائح الأمم المتحدة.
وإنْ تُقْرَرْ بِأن التّعاون الدّولي وآية تدابير تّتخذيها الدّول الأعضاء لمنع ومكافحة الإرهاب، يجب أن تمتّل إمّثالاً تامّاً لإلتزاماتها بِموجب الدّانو الدّولي - بما في ذلك ميثاق الأمم المتحدة - ولا سيما المبادئ المُمثّلةةّ وإلتزامات والبروتوكولات الدّولية ذات الدّلة وخصوصاً قانون حقوق الإنسان وقانون اللاجئين والميثاق الإنساني الدّولي.

واقتُناة، فإن الأمم المتحدة هي المنظمة المختصة - ذات العضوية العالمية - بمعالجة مسألة الإرهاب الدّولي.

وإنْ تُبَحَّرْ في اعتبارنا الحاجة إلى تعزيز دور الأمم المتحدة ووكالاتها المتخصصة في إطار ولاياتها في تنفيذ الاستراتيجية.

وإنْ نَذْكُرُ على حقيقة أنّنا ينبغي أن تستمر قوة المهام الدّينية بتنفيذ مكافحة الإرهاب في القيام بأنشطتها في إطار ولايتها؛ متصوّبةً وتوجيه السياسات المُقّتمة من الدّول الأعضاء من خلال التفاعلي مع الجمعية العامة بشكل منظم.

وإنْ نَذْكُرُ بِأنّ بشدة الإرهاب بجميع أشكاله ومظاهره، أياً كان مركيزه وحيثما ارتكب وأياً كانت أغراضه حيث أنّه يشكّل أحد أخطر التهديدات للسلم والأمن الدّولي.

وإنْ تَحَقُّ بِالتّقدير المساهمة المستمرة المُقّتمة من كيانات الأمم المتحدة وجميع الهيئات الفرعية التابعة لمجلس الأمن لقوة المهام المعنية بتنفيذ مكافحة الإرهاب (CTITF)؛

وإنْ تَنَُكُرْ بِأن استراتيجيات الأمم المتحدة العالمية لمكافحة الإرهاب تَقْرَرْ بِأن مسألة إنشاء مركز دولي لمكافحة الإرهاب يمكن أن توضع في اعتبار كجزء من الجهود الدولية لتعزيز الحرب ضد الإرهاب، وإنْ تَنَُكُرْ بِأنّ من جديد على الحاجة إلى تعزيز التعاون الدّولي في مكافحة الإرهاب، وإنْ تَنَُكُرْ في هذا السّياق بالدور الذي تضطلع به منظومة الأمم المتحدة في تعزيز التعاون الدّولي وبناء القدرات باعتبارهما أحد محاور استراتيجيات الأمم المتحدة العالمية لمكافحة الإرهاب (60/288) وقرارات إستعراضات المتابعة (62/272 و64/297) الخاصة بها.
إتفاق مساهمة حكومة المملكة العربية السعودية  
(UNCCT)  لإطلاق مركز الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب (CTIF)

إن الأطراف في إتفاق المساهمة المذكور، حما حكومة المملكة العربية السعودية ممثلة في بعثتها الدائمة لدى الأمم المتحدة (فيما يلي يشار إليها بال"الحكومة"), ومنظمة الأمم المتحدة ممثلة في إدارة الشؤون السياسية وقمة المهام المعنية بتنفيذ مكافحة الإرهاب التابعة لها (فيما يلي يشار إليها بال"CTIF"). ويشير إلى الحكومة وإدارة الشؤون السياسية وقمة المهام المعنية بتنفيذ مكافحة الإرهاب (CTIF) التابعة لها بشكل جماعي بال"الإطارات" وبشكل فردي بال"طرف".

في عام 2005، عقدت المملكة العربية السعودية المؤتمر الدولي لمكافحة الإرهاب في الرياض بالملكة العربية السعودية. في هذا المؤتمر، اقترح الملك عبد الله بن عبد العزيز إنشاء مركز لدعم الجهود الدولية تحت رعاية الأمم المتحدة لتعزيز التعاون الدولي في مكافحة الإرهاب;

إذ تلاحظ مع التقدير الجهود وقيادة المملكة العربية السعودية وغيرها من الدول الأعضاء في مجال مكافحة الإرهاب الدولي;

إذ تؤكد من جديد على استراتيجية الأمم المتحدة العالمية لمكافحة الإرهاب الواردة في
قرار الجمعية العامة 60/288 المؤرخ 8 سبتمبر 2006، وإذ تشير إلى قرار الجمعية العامة 272/62 المؤرخ 5 سبتمبر 2008، الذي دعا إلى جملة أمور - إلى القيادة بدراسة خلال ستين ثانية التقدم المحرز في تنفيذ تلك الاستراتيجية والنظام في عملية تحقيقها من أجل الاستجابة للتغيرات في النحو المنسوب عليه في تلك القرارات;

إذ تشير إلى قرار الجمعية العامة 64/235 المؤرخ 24 ديسمبر 2009 المتعلق بإلغاء الطابع الرسمي على قوة المهام المعنية بتنفيذ مكافحة الإرهاب؛ وإذ تشير أيضا إلى الدور المحوري للجمعية العامة في متابعة التنفيذ وتحديث الاستراتيجية;

إذ نلاحظ أن إنشاء UNCT يمثل أول تطوير ملحوظ كبير في دعم قوة المهام المعنية بتنفيذ مكافحة الإرهاب (CTIF) منذ قرار الجمعية العامة 64/235 من أجل ضمان التنسيق والإنسجام في عالم مكافحة الإرهاب التي تبذلها منظومات الأمم المتحدة;

إذ تُشدد الإلتزام الثابت لدينا في تعزيز التعاون الدولي لمنع ومكافحة الإرهاب بجميع أشكاله ومظاهره;
The Government of the Kingdom of Saudi Arabia Contribution Agreement to launch the United Nations Center for Counter-Terrorism (UNCCT)

The parties to this Contribution Agreement are the Government of the Kingdom of Saudi Arabia, represented by its Permanent Mission to the United Nations (hereinafter, “the Government”), and the United Nations, represented by the Department of Political Affairs and its Counter-Terrorism Implementation Task Force (hereinafter, “the CTITF”). The Government and DPA/CTITF are collectively referred to as the “Parties” and individually as a “Party”.

In 2005, the Kingdom of Saudi Arabia convened the International Counter-Terrorism Conference in Riyadh, Saudi Arabia. At the Conference, The Custodian of the Two Holy Mosques, King Abdullah bin Abdul Aziz, proposed the creation of a centre to support international efforts under the aegis of the UN to enhance international counter-terrorism cooperation;

Noting with appreciation the efforts and leadership of Saudi Arabia and other Member States in countering international terrorism;
Reaffirming the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy, contained in the General Assembly resolution 60/288 of 8 September 2006, and recalling the Assembly resolution 62/272 of 5 September 2008, which called for, inter alia, an examination in two years of progress made into implementation of the Strategy and for consideration to be given updating it to respond to changes, as provided for in those resolutions;

Recalling General Assembly resolution 64/235 of 24 December 2009 on the institutionalization of the Counter-Terrorism Implementation Task Force, and also recalling the pivotal role of the General Assembly in following up on the implementation and the updating of the Strategy;

Noting that the establishment of the UNCCT will represent the first major institutional development in support of the Counter-Terrorism Implementation Task Force (CTITF) since General Assembly resolution 64/235 in order to ensure overall coordination and coherence in the counter-terrorism efforts of the United Nations system;

Renewing our unwavering commitment to strengthening international cooperation to prevent and combat terrorism in all its forms and manifestations;

Recognizing that international cooperation and any measures undertaken by Member States to prevent and combat terrorism must fully comply with their obligations under international law, including the Charter of the United Nations, in particular the purposes and principles thereof, and relevant international conventions and protocols, in particular human rights law, refugee law and international humanitarian law;

Convinced that the United Nations is the competent organization, with universal membership, to address the issue of international terrorism;

Mindful of the need to enhance the role of the United Nations and the specialized agencies, within their mandates, in the implementation of the Strategy;

Underlining the fact that the Counter-Terrorism Implementation Task Force should continue to carry out its activities within the framework of its mandate, with policy guidance offered by Member States through the interaction with the General Assembly on a regular basis;

Strongly condemn terrorism in all its forms and manifestations, committed by whomever, wherever and for whatever purposes, as it constitutes one of the most serious threats to international peace and security;

Note with appreciation the continued contribution of United Nations entities and all subsidiary organs of the Security Council to the Counter-Terrorism Implementation Task Force (CTITF);

Recall that the UN Global Counter-Terrorism Strategy acknowledged that the question of creating an International Centre to fight terrorism could be considered, as part of international efforts to enhance the fight against terrorism; and

Reaffirm the need to enhance international cooperation in countering terrorism, and in this regard recall the role of the United Nations system in promoting international cooperation and capacity building as one of the elements of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy (60/288) and its follow-up review resolutions (62/272 and 64/297).
Operational Parameters

I. The Kingdom of Saudi Arabia, in its capacity as initial donor, and the United Nations have agreed to collaborate on the establishment and launch the United Nations Centre for Counter-Terrorism (UNCCT) within the CTITF Office;

II. The work of the UNCCT will be supported by an Advisory Board of up to 20 Member States who will be represented, ensuring regional representation, at the Permanent Representative level at the United Nations in New York;

III. The Permanent Representative of Saudi Arabia will be Chairman of the Advisory Board for the first three years. The successor will be designated by the Advisory Board;

IV. The Chairman of the CTITF will be Executive Director of the UNCCT and ex officio member and Secretary of the Advisory Board;

V. The Advisory Board’s guidance on programme and project proposals, and annual budget and plans, consistent with the United Nations resolutions, including the UN Global Counter-Terrorism Strategy (A/RES 60/288) and its follow-up resolutions, this contribution agreement and the United Nations Staff and Financial Regulations and Rules, will be taken into account by the Executive Director;

VI. The Executive Director of the UNCCT will be responsible for managing all operations of the Centre;

VII. The UNCCT aims to foster international cooperation and implementation of all four pillars of UN Global Counter-Terrorism Strategy at international, regional and national levels. The UNCCT will not take any action related to any intelligence exchange as this is not one of its tasks. It will, inter alia, focus on establishment of an electronic database on international cooperation and new trends in cyber world; promoting research linkages between think-tanks and among international, regional and national focal points and experts; series of regional and national outreach and awareness raising and printing, publication and dissemination of UNCCT documents in official UN languages, as UNCCT will support all the UN entities and subsidiary organs that pertain to CTITF;

VIII. The UNCCT work must be consistent with the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy and its follow up resolutions; and

IX. The UNCCT work will be managed under the United Nations rules and regulations.

Financial Facts and Distribution

I. The Kingdom of Saudi Arabia will contribute an amount of US$9 million to the United Nations Department of Political Affairs Trust Fund for Counter Terrorism, under the subhead “The United Nations Centre for Counter Terrorism (UNCCT)”, to support the establishment, creation, and the implementation of the UNCCT during the first three years. This amount will be disbursed over a span of three years, and will be administered in accordance with the Terms of Reference of the above-referenced UN Trust Fund:

a. US$3 million annually for the first three years.

1 The trust code will be provided once this Agreement has been signed.
b. US$1 million as a contingency budget, subject to a request from the Executive Director to the Permanent Mission of Saudi Arabia.

II. The first tranche of funding for year one of the UNCCT will be transferred to the United Nations within eight weeks of the signing of this Agreement to enable timely launching and initial staffing of the UNCCT. After the signing of the agreement the Executive Director will prepare a letter containing a summary of the first year’s budget, draft implementation plan and proposed job descriptions of the initial posts under the UNCCT;

III. The subsequent tranches, each of US$3 Million, will be released in the first month of each following year upon the receipt of a satisfactory report for the previous year; and

IV. The release of funds for the second and third years will be subject to the overall progress of the UNCCT, an annual consultative meeting with the UNCCT Advisory Board and timely financial and administrative reporting to its donors to demonstrate that the UNCCT is achieving the aims as set out in this agreement.

Reporting

I. The CTITF shall provide the Government with the statements and report prepared in accordance with the United Nations accounting and reporting procedures, including a final narrative and a final financial statement of the UNCCT within six months after the expiration of the agreement.

II. The CTITF shall provide the Advisory Board with UNCCT biannual financial, administrative, budgetary and all other reports as may be requested by the Advisory Board.

Dispute Settlement

I. Any dispute between the United Nations and the Government relating to the interpretation and application of the present Agreement shall be settled amicably by negotiation between the Parties.

Privileges and Immunities

I. Nothing in or relating to this Agreement shall be deemed a waiver, express, or implied[,] of any of the privileges and immunities of the United Nations, including its subsidiary organs.

Entry into Force and Termination

I. This Agreement shall enter into force upon signature by a duly authorised representative of the H.E. Secretary-General of the United Nations and the Permanent Representative of the Kingdom of Saudi Arabia and will expire at the end of third year from the date of entry into force of this Agreement.

II. On expiration of this Agreement the funds will continue to be held by the CTITF until all expenditures on legally binding commitments incurred by the CTITF have been satisfied from such funds. Thereafter, any surplus remaining in the trust fund shall be used for the UNCCT in consultation with the Government.
In witness thereof, the duly authorized representatives of the Parties affix their signatures below on 19 September 2011.

United Nations
Representative of the United Nations Secretary-General

[Signed] Mr. Jun Yamazaki
Assistant Secretary-General, Controller

Government of The Kingdom of Saudi Arabia
Ambassador

[Signed] Abdallah Yahya A. Al-Mouallimi
Permanent Representative to the United Nations
ACCORD DE CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE POUR LE LANCEMENT DU CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME (UNCCT)


En 2005, le Royaume d'Arabie saoudite avait accueilli à Riyad (Arabie saoudite) la Conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme. Le Roi Abdullah bin Abdul Aziz, Gardien des deux saintes mosquées, avait proposé à la Conférence la création d'un centre chargé d'appuyer les efforts internationaux, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, visant à renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme,

Se félicitant des efforts et de l'initiative de l'Arabie saoudite et d'autres États membres en matière de lutte contre le terrorisme,

Réaffirmant la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, énoncée dans la résolution 60/288 (8 septembre 2006) de l'Assemblée générale, et rappelant la résolution 62/272 (5 septembre 2008) de l'Assemblée générale qui appelle notamment à l'examen, deux (2) ans plus tard, des progrès accomplis dans l’application de la Stratégie et à l’actualisation de celle-ci pour tenir compte des changements, comme il est prévu dans ces résolutions,

Rappelant également la résolution 64/235 (24 décembre 2009) de l'Assemblée générale sur l'institutionnalisation de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, et le rôle central de l'Assemblée générale dans le suivi de la mise en œuvre et de l'actualisation de la Stratégie,

Notant que la mise en place du Centre UNCT constituerait la première initiative institutionnelle majeure en appui à l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) depuis la résolution 64/235 de l'Assemblée générale pour assurer la coordination et la cohérence d'ensemble des actions menées contre le terrorisme par le système des Nations Unies,

Réitérant leur engagement indéfectible en faveur du renforcement de la coopération internationale pour prévenir et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Reconnaissant que la coopération internationale et toutes les mesures que prennent les États Membres pour prévenir et combattre le terrorisme doivent être totalement conformes aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, aux buts et aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, aux conventions et protocoles internationaux pertinents, notamment le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit international humanitaire,

Convaincus que l'Organisation des Nations Unies est l'organisation compétente, à caractère universel, pour traiter la question du terrorisme international,
Considérant qu'il faut renforcer le rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées compétentes, dans le cadre de leurs mandats respectifs, dans la mise en œuvre de la Stratégie,

Soulignant que l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme devrait poursuivre ses activités, dans le cadre de son mandat, et bénéficier des orientations générales fournies par les États Membres, par le biais d'une interaction régulière avec l'Assemblée générale,

Condamnent énergiquement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu’en soient les auteurs, les lieux et les buts, car il constitue une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales,

Notent avec satisfaction la contribution soutenue des organismes des Nations Unies et de tous les organes subsidiaires du Conseil de sécurité à l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF),

Rappellent que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies précise que la question de la création d'un Centre international de lutte contre le terrorisme pouvait être envisagée dans le cadre des efforts internationaux visant à renforcer la lutte contre le terrorisme, et

Réaffirment qu'il est nécessaire de renforcer la coopération internationale pour combattre le terrorisme et, à cet égard, rappellent le rôle du système des Nations Unies dans la promotion de la coopération et du renforcement des capacités internationales pour en faire l'un des principaux piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale de l’Organisation des Nations Unies (60/288) et les résolutions de suivi (62/272 et 64/297)

**Paramètres opérationnels**

I. Le Royaume d'Arabie saoudite, en sa capacité de premier donateur, et l'Organisation des Nations Unies sont convenus de collaborer à la création et au lancement du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT), qui sera rattaché au Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF);

II. Pour s'acquitter de ses missions, le Centre UNCCT bénéficiera de l'appui d'un conseil d'administration composé de 20 États Membres au maximum, représentant les régions géographiques, qui sera représenté au niveau des représentants permanents à l'Organisation des Nations Unies à Nouvel York;

III. Le Représentant permanent de l'Arabie saoudite présidera le Conseil d'administration durant les trois (3) premières années. Son successeur sera désigné par le Conseil d'administration;

IV. Le Président de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) sera le Directeur exécutif du Centre UNCCT et membre d'office et Secrétaire du Conseil d'administration;


VI. Le Directeur exécutif assurera la gestion de toutes les opérations du Centre UNCCT;
VII. Le Centre UNCCT a pour mission de favoriser et de faciliter la coopération internationale et la mise en œuvre des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale de l’Organisation des Nations Unies aux échelons international, régional et national. Le Centre ne prendra aucune mesure d'échange de renseignements car cela ne relève pas de ses tâches. Il engagera ses efforts notamment sur la création d'une base de données électronique sur la coopération internationale et les nouvelles tendances dans le monde virtuel; la promotion de réseaux de recherche entre groupes de réflexion internationaux et d’experts et points focaux aux niveaux international, régional et national; l'organisation d’actions d'information et de sensibilisation aux niveaux national et régional; l'édition d'ouvrages et la diffusion de documents du Centre dans les langues officielles de l'ONU puisque le Centre apportera son soutien à toutes les entités et à tous les organes subsidiaires des Nations Unies qui relèvent de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF);

VIII. Le travail du Centre UNCCT doit être compatible avec la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies et les résolutions de suivi la concernant; et


Aspects et apports financiers

I. Le Royaume d'Arabie saoudite contribuera à hauteur de 9 millions de dollars des États-Unis au Fonds d'affectation spéciale pour la lutte antiterroriste, géré par le Département des affaires politiques de l'ONU, sous la rubrique « Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT) », pour accompagner la création et l'opérationnalisation du Centre durant les trois premières années. Le décaissement de ce montant sera échelonné sur trois années et sera administré conformément aux règles qui régissent le Fonds d'affectation spéciale ci-dessus mentionné :

a) 3 millions de dollars des États-Unis par an pour les trois (3) premières années.

b) 1 million de dollars des États-Unis comme budget de réserve, sur demande spécifique que le Directeur exécutif présentera à la Représentation permanente de l'Arabie saoudite.

II. La première tranche de financement pour la première année du Centre sera transférée à l'Organisation des Nations Unies dans un délai de huit (8) semaines à compter de la date de signature du présent Accord pour permettre le lancement du Centre et les premières dotations en personnel, en temps utile. Une fois l'Accord signé, le Directeur exécutif rédigera une lettre comprenant un résumé du budget de la première année, le projet de plan d'exécution et la définition des premiers postes à pourvoir pour le Centre.

III. Les tracthes suivantes, de 3 millions de dollars des États-Unis chacune, seront décaissées le premier mois de chaque année civile sur présentation d'un rapport satisfaisant sur l'année précédente; et

IV. Le décaissement des fonds au titre de la deuxième et de la troisième année est subordonné aux progrès d’ensemble du Centre UNCCT, de la tenue d'une réunion consultative annuelle avec le Conseil d'administration du Centre et par la communication d'un rapport administratif, en temps utile, à ses donateurs démontrant que le Centre réalise les objectifs inscrits au présent Accord.

1 Le code du Fonds sera fourni une fois que le présent Accord aura été signé.
Établissement et communication de rapports

I. Dans les six (6) mois qui suivent l'expiration de l'Accord, l'Équipe CTITF fournira au Gouvernement les états et rapports établis, conformément aux procédures comptables et de présentation de rapports de l'ONU, y compris la partie descriptive du rapport et l'état financier définitif du Centre.

II. L'Équipe CTITF fournira au Conseil d'administration les rapports financiers, administratifs et budgétaires semestriels du Centre UNCCT et tous autres rapports que le Conseil d'administration pourrait lui demander.

Règlement des différends

I. Tout différend entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord est réglé à l'amiable, par voie de négociation entre les Parties.

Privilèges et immunités

I. Rien dans le présent Accord ne peut être considéré comme une dérogation implicite ou explicite aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies ou de ses organes subsidiaires.

Entrée en vigueur et dénonciation

I. Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature par un représentant dûment autorisé du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et par le Représentant permanent du Royaume d'Arabie saoudite; il expire à la fin de la troisième année à compter de la date de son entrée en vigueur.

II. Après l'expiration du présent Accord, les fonds demeureront en la possession du Centre jusqu'au règlement de toutes les dépenses correspondant aux engagements juridiquement contraignants pris par le Centre. Par la suite, tout surplus restant dans le Fonds d'affectation spéciale sera utilisé par le Centre UNCCT en consultation avec le Gouvernement.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, représentants dûment autorisés par les Parties, ont apposé leurs signatures le 19 septembre 2011.

Organisation des Nations Unies
Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :

JUN YAMAZAKI
Sous-Secrétaire général, Contrôleur

Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite :

ABDALLAH YAHYA A. AL-MOUALLIMI
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de l’Organisation des Nations Unies
Belarus and Venezuela (Bolivarian Republic of)

Treaty on mutual legal assistance in criminal matters between the Republic of Belarus and the Bolivarian Republic of Venezuela. Minsk, 16 October 2010

Entry into force: 26 July 2011 by notification, in accordance with article 21

Authentic texts: Russian and Spanish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Belarus, 22 December 2011

Bélarus et Venezuela (République bolivarienne du)

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République du Bélarus et la République bolivarienne du Venezuela. Minsk, 16 octobre 2010

Entrée en vigueur : 26 juillet 2011 par notification, conformément à l'article 21

Textes authentiques : russe et espagnol

ДОГОВОР

между Республикой Беларусь
и Боливарианской Республикой Венесуэла
о взаимной правовой помощи по уголовным делам

Республика Беларусь и Боливарианская Республика Венесуэла, именуемые в дальнейшем “Сторонами”,
вдохновляемые дружественными отношениями между двумя странами,
руководствуясь принципами суверенитета, равенства, взаимности и сотрудничества,
признавая, что борьба с преступностью требует совместных действий Сторон,
сознавая, что борьба с преступностью делает необходимым укрепление механизмов международного сотрудничества в уголовных делах,
желая повысить эффективность сотрудничества между странами в осуществлении уголовного производства посредством оказания взаимной правовой помощи,
договорились о нижеследующем:

Статья 1
Объект и сфера применения

1. В соответствии с положениями настоящего Договора и национальным законодательством Стороны обязуются оказывать друг другу всестороннюю правовую помощь по уголовным делам.
2. Исполнение настоящего Договора осуществляется центральными и компетентными органами Сторон. Стороны
оказывают взаимную правовую помощь независимо от того, каким компетентным органом запрашивается такая помощь.

3. Правовая помощь включает:
   a) вручение документов;
   b) передачу документов, предметов и вещественных доказательств;
   c) идентификацию и установление местонахождения лиц, доходов от преступления и орудий преступления;
   d) оказание содействия в даче показаний и заявлений свидетелями, экспертами, лицами, содержащимися под стражей или отбывающими наказание в виде лишения свободы, на территории запрашивающей Стороны;
   e) получение свидетельских показаний и заявлений от лиц;
   f) меры, направленные на проведение розыска, наложение ареста, изъятие, конфискацию и передачу доходов от преступления и орудий преступления;
   g) производство обыска и выемки;
   h) любую иную правовую помощь, совместимую с целями настоящего Договора и законодательством Сторон.

4. Настоящий Договор не применяется в отношении:
   a) задержания лица в целях его выдачи;
   b) просьб о выдаче;
   c) передачи лиц, осужденных к лишению свободы, для дальнейшего отбывания наказания;
   d) передачи уголовного преследования.
Статья 2
Термины

В настоящем Договоре, если из содержания не следует иное:

1) уголовные дела — обособленное производство, ведущееся компетентным органом по поводу совершения деяния, квалифицируемого уголовным законодательством Сторон как преступление;

2) доходы от преступления — любое имущество, приобретенное или полученное прямо или косвенно в результате преступления либо стоимость такого имущества;

3) орудия преступления — любые предметы, включая имущество, предназначенные для использования или использованные для совершения преступления;

4) компетентный орган — суд или иной орган, ведущий уголовное преследование на соответствующих территориях Сторон.

Статья 3
Центральные органы

1. Правовая помощь, предусмотренная настоящим Договором, оказывается на основании просьб об оказании правовой помощи, направляемых компетентными органами Сторон друг другу через свои центральные органы непосредственно либо по дипломатическим каналам.

2. В настоящем Договоре центральными органами являются:

со стороны Республики Беларусь — Генеральная прокуратура, Верховный Суд, Министерство внутренних дел;

со стороны Боливарианской Республики Венесуэла — Генеральная
прокуратура.
3. Стороны уведомляют друг друга, по возможности по дипломатическим каналам, обо всех изменениях, касающихся своих центральных органов.

Статья 4
Содержание просьбы

1. Применительно к настоящему Договору просьба об оказании правовой помощи по уголовным делам составляется в письменной форме и должна содержать:
   a) наименование компетентного органа запрашиваемой Стороны, которому направляется просьба;
   b) наименование компетентного органа запрашивающей Стороны, от которого исходит просьба;
   c) наименование дела, по которому запрашивается правовая помощь, включая описание фактических обстоятельств совершенного преступления, данные о размере ущерба, причиненного преступлением, текст соответствующих норм закона;
   d) цель обращения с просьбой и характер запрашиваемой помощи;
   e) особый порядок или условия, которые просит соблюдать компетентный орган запрашивающей Стороны;
   f) срок, в течение которого желательно исполнить просьбу.
2. Просьба об оказании правовой помощи должна быть подписана и скреплена гербовой печатью компетентного органа запрашивающей Стороны.
3. Просьба об оказании правовой помощи по возможности должна также содержать:
а) информацию о личности, гражданстве и возможном местонахождении указанных в просьбе лиц, в отношении которых осуществляется уголовное преследование или судебное разбирательство, а также свидетелей или экспертов, показания и заявления которых необходимо получить;

б) информацию о личности лиц, которые указаны в пункте 2 статьи 5 настоящего Договора;

c) в случае направления просьбы об установлении места нахождения, производстве обыска и выемки — сведения, на которых основано убеждение, что вещественные доказательства могут находиться на территории запрашиваемой Стороны;

d) в случае направления просьбы о получении показаний от свидетелей или экспертов — примерный перечень соответствующих вопросов;

e) при необходимости — указание на соблюдение конфиденциальности;

f) в случае направления просьбы о наложении ареста, изъятии или конфискации доходов от преступления или об изъятии орудий преступления — имеющиеся сведения о таких доходах от преступления и орудиях преступления, в том числе об их отношении к преступлению и возможном местонахождении;

г) в случае направления просьбы о передаче вещественных доказательств — указание на лицо или группу лиц, которые будут хранить эти вещественные доказательства; место, в которое будут переданы вещественные доказательства; описание экспертиз, которые будут проводиться с ними;

h) любую иную информацию, необходимую для надлежащего исполнения просьбы запрашиваемой Стороной.
4. К просьбе об оказании правовой помощи прилагаются надлежащим образом оформленные постановления компетентного органа.

5. Если запрашиваемая Сторона полагает, что для исполнения просьбы об оказании правовой помощи необходима дополнительная информация, она вправе запросить такую информацию.

6. В случаях, не терящих отлагательства, просьба об оказании правовой помощи может быть передана по факсимильной связи, электронной почте либо с использованием иных средств коммуникации с последующим незамедлительным или не позднее 30 дней направлением оригинала согласно пункту 1 статьи 3 настоящего Договора.

Статья 5
Исполнение просьбы об оказании правовой помощи

1. Просьба об оказании правовой помощи исполняется в соответствии с законодательством запрашиваемой Стороны. Она может быть также исполнена в ином порядке, указанном в просьбе, если только это не противоречит законодательству запрашиваемой Стороны.

2. Представители компетентного органа запрашивающей Стороны, заинтересованных сторон или их представители, указанные в просьбе, с разрешения запрашиваемой Стороны могут присутствовать при исполнении просьбы об оказании правовой помощи в соответствии с законодательством запрашиваемой Стороны.

3. Компетентный орган запрашиваемой Стороны информирует компетентный орган запрашивающей Стороны об обстоятельствах,
которые могут привести к значительной задержке исполнения просьбы об оказании правовой помощи, и о сроках, на которые задерживается ее исполнение.

Статья 6
Отказ в оказании правовой помощи или отсрочка

1. Запрашиваемая Сторона может отказать полностью или частично в оказании правовой помощи, если:

а) исполнение просьбы может нанести ущерб суверенитету, безопасности, общественному порядку, другим существенным интересам либо противоречит законодательству запрашиваемой Стороны;

б) просьба касается преступления, за совершение которого в отношении обвиняемого на территории запрашиваемой Стороны вынесен вступивший в законную силу приговор, либо постановление об отказе в возбуждении уголовного дела, либо о прекращении предварительного расследования или уголовного преследования;

в) существуют веские основания полагать, что просьба направлена в целях уголовного преследования или наказания лица по признаку расы, этнической принадлежности, пола, вероисповедания, гражданства или политических убеждений либо положению этого лица может быть нанесен ущерб в силу любой из указанных причин, либо любой другой формы дискриминации или нарушения прав человека;

c) просьба касается политического преступления или связанного с политическим;

d) просьба касается преступления по военному праву, которое не является одновременно таковым по обычному уголовному праву.
2. Запрашиваемая Сторона может также отказывать в предоставлении правовой помощи в соответствии с настоящим Договором, если просьба касается деяния, не являющегося преступлением в соответствии с ее уголовным законодательством.

3. Прежде чем отказать в исполнении просьбы об оказании правовой помощи, запрашивающая Сторона рассматривает вопрос о возможности оказания помощи с соблюдением определенных условий, которые представляются необходимыми. Если запрашивающая Сторона согласна с предоставлением правовой помощи, ограниченной условиями, то просьба исполняется с учетом этих условий.

4. Оказание правовой помощи может быть отсрочено запрашиваемой Стороной, если исполнение просьбы помешает проводимому на ее территории расследованию или судебному разбирательству.

5. В случае принятия решения о полном или частичном отказе в исполнении просьбы об оказании правовой помощи либо отсрочке ее исполнения, запрашивающая Сторона незамедлительно уведомляет письменно об этом запрашивающую Сторону через центральные органы с указанием причин такого решения.

Статья 7

Вручение документов

1. Для целей настоящей статьи под документами понимаются любые документы, включая повестки о вызове в суд, извещения, а также иные документы по уголовным делам.

2. Запрашивающая Сторона принимает необходимые меры в соответствии со своим национальным законодательством по
вручению документов, которые направляются ей для этой цели запрашивающей Стороной.

3. Просьба о вручении повестки о вызове в суд какого-либо лица должна быть получена запрашиваемой Стороной не позднее чем за 60 дней до даты, когда требуется присутствие лица в судебном заседании. В случаях, не терпящих отлагательства, запрашиваемая Сторона может отказаться от соблюдения такого требования о сроке.

4. Компетентный орган запрашиваемой Стороны направляет подтверждение вручения документов, в котором должны быть указаны дата, время, место и способ вручения, а также лицо, которому вручены документы, и по возможности его подпись. Соответствующее подтверждение вручения документов направляется запрашивающей Стороне.

5. Если вручение не может быть осуществлено, запрашиваемая Сторона информирует запрашивающую Сторону о причинах, по которым просьба о вручении документов не может быть исполнена.

Статья 8
Передача документов, предметов
и вещественных доказательств

1. Запрашиваемая Сторона передает документы, предметы и вещественные доказательства, указанные в просьбе запрашивающей Стороны, в соответствии со своим законодательством.

2. Если просьба об оказании правовой помощи касается передачи документов, компетентный орган запрашиваемой Стороны может передать их копии, надлежащим образом заверенные, если только не запрашиваются оригиналы документов.
3. Оригиналы документов или их заверенные копии, предметы и вещественные доказательства, передаваемые запрашивающей Стороне в соответствии с настоящей статьей, должны быть возвращены запрашиваемой Стороне в возможно короткие сроки, если последняя не отказывается от их принятия.

4. Если законодательством запрашиваемой Стороны не запрещено, предметы, документы и вещественные доказательства передаются по форме или удостоверяются таким способом, которые могут быть запрошены запрашивающей Стороной в целях обеспечения их приемлемости в соответствии с законодательством запрашивающей Стороны.

Статья 9

Вызов лиц для дачи показаний или оказания содействия при проведении расследования

1. Стороны принимают необходимые меры по оказанию содействия в явке указанных в просьбе лиц, находящихся на территории одной Стороны, для дачи показаний в суде или оказания иного содействия при проведении процессуальных действий на территории другой Стороны.

2. Компетентный орган запрашиваемой Стороны испрашивает согласие лица, чье добровольное присутствие на территории запрашивающей Стороны запрашивается.

3. Центральный орган запрашиваемой Стороны незамедлительно информирует центральный орган запрашивающей Стороны об ответе лица, выраженном в письменном виде.

4. Запрашивающая Сторона оплачивает денежное содержание и иные расходы, связанные с оказанием содействия в соответствии с
настоящей статьей. Лицо, давшее согласие о явке, может запросить выплату запрашивающей Стороной аванса для покрытия указанных расходов. Такой аванс может быть обеспечен через посольство либо консульство запрашивающей Стороны.

5. При необходимости Стороны принимают предусмотренные их законодательством меры к защите свидетелей, потерпевших и других участников уголовного процесса в ходе исполнения просьбы об оказании правовой помощи в соответствии с настоящим Договором.

Статья 10
Передача на время лиц, содержащихся под стражей
или отбывающих наказание в виде лишения свободы

1. Лицо, содержащееся под стражей или отбывающее наказание в виде лишения свободы на территории запрашиваемой Стороны, может быть временно передано на территорию запрашивающей Стороны в целях дачи показаний либо оказания содействия при проведении расследования в соответствии с настоящим Договором при наличии согласия этого лица и центрального органа запрашивающей Стороны.

2. Для целей настоящей статьи:
   a) запрашивающая Сторона содержит переданное лицо под стражей, если иное не будет разрешено запрашиваемой Стороной;
   b) запрашивающая Сторона возвращает переданное лицо запрашиваемой Стороне в течение 30 дней с момента его передачи или иного срока, согласованного обеими Сторонами;
   c) по просьбе запрашивающей Стороны срок временной передачи лица может быть продлен запрашиваемой Стороной;
   d) переданному лицу в срок отбывания назначенного
запрашиваемой Стороною наказания зачитывается период содержания под стражей на территории запрашивающей Стороны.

Статья 11
Транзитная перевозка лиц, содержащихся под стражей

1. Запрашиваемая Сторона может разрешить транзитную перевозку по ее территории лица, содержащегося под стражей, присутствие которого запрошено запрашивающей Стороной в третьем государстве в целях оказания содействия в осуществлении уголовного производства или когда такое лицо возвращается запрашивающей Стороной в третье государство. В просьбе о транзитной перевозке указывается информация о личности такого лица и иная необходимая информация.

2. Запрашиваемая Сторона должна содержать лицо под стражей во время транзитной перевозки.

Статья 12
Гарантии

1. Лицо, которое находится на территории запрашивающей Стороны в соответствии со статьями 9 или 10 настоящего Договора:
   a) не может быть задержано, подвергнуто уголовному преследованию, наказанию или иному ограничению своей личной свободы на территории запрашивающей Стороны в связи с любым действием, бездействием либо приговорами, которые имели место до убытия данного лица с территории запрашиваемой Стороны;
   b) без его согласия не обязано давать показания в ходе какого-либо судебного разбирательства или оказывать содействие в
проведении какого-либо расследования, кроме тех, которых касается данная просьба.

2. Гарантия, предусмотренная пунктом 1 настоящей статьи, не применяется, если лицо, имея возможность покинуть территорию запрашивающей Стороны, не покинуло ее в течение 30 дней с момента, когда оно было официально уведомлено об отсутствии необходимости в его присутствии, кроме случаев, не зависящих от его воли, либо если это лицо, покинув территорию запрашивающей Стороны, добровольно туда вернулось.

3. Лицо, не дающее согласие на появление на территории запрашивающей Стороны, не может быть подвергнуто какому-либо наказанию или принудительным мерам.

Статья 13

Доходы от преступления и орудия преступления

1. Запрашивающая Сторона по просьбе запрашивающей Стороны принимает меры к выявлению в пределах ее территории каких-либо доходов от преступления или орудий преступления и о результатах уведомляет запрашивающую Сторону.

2. Просьба может быть составлена для оказания помощи в обеспечении ареста, изъятия или конфискации доходов от преступления или орудий преступления либо осуществления в их отношении иных мер, предусмотренных настоящим Договором.

3. Правовая помощь, указанная в пункте 2 настоящей статьи, оказывается в соответствии с законодательством запрашиваемой Стороны любым надлежащим способом. Такой способ может включать исполнение постановления суда или другого компетентного органа запрашивающей Стороны либо подачу просьбы
компетентному органу в целях принятия постановления об аресте, изъятии или конфискации на территории запрашиваемой Стороны.

4. Если в отношении доходов от преступления или орудий преступления, на которые наложен арест в соответствии с пунктом 2 настоящей статьи, имеются ходатайства добросовестных третьих лиц, Стороны информируют об этом друг друга в возможно короткий срок, а также сообщают о результатах рассмотрения таких ходатайств.

5. Сторона, у которой имеются доходы от преступления или орудия преступления, распоряжается ими в соответствии со своим законодательством. Любая из Сторон может передать все или часть такого имущества либо сумму, вырученную от его продажи, другой Стороне в пределах, разрешенных законодательством передающей Стороны, и на соответствующих условиях.

Статья 14

Конфиденциальность и ограничение использования

1. Запрашиваемая Сторона в соответствии со своим законодательством должна в рамках, определяемых просьбой об оказании правовой помощи, обеспечивать конфиденциальность просьбы, ее содержания, прилагаемых документов и любых действий по ее исполнению. В случае невозможности исполнения просьбы на таких условиях запрашиваемая Сторона информирует об этом запрашивающую Сторону, которая решает, следует ли исполнять просьбу на таких условиях.

2. Запрашиваемая Сторона может потребовать у запрашивающей Стороны обеспечения конфиденциальности предоставляемой информации или показаний либо источников такой информации или показаний, а также их использования только на условиях,
определемых запрашиваемой Стороной.

3. Информация или показания, полученные при исполнении просьбы об оказании правовой помощи, могут быть использованы компетентными органами запрашивающей Стороны в иных целях, чем те, в связи с которыми они были запрошены, только с письменного согласия компетентного органа запрашиваемой Стороны.

Статья 15
Удостоверение подлинности

Доказательства или документы, переданные в соответствии с настоящим Договором, не требуют иных форм удостоверения подлинности, кроме указанных в пункте 4 статьи 8 настоящего Договора.

Статья 16
Язык сношений

Запросы, прилагаемые документы и иные сообщения, сделанные в соответствии с настоящим Договором, сопровождаются официальным переводом на язык запрашиваемой Стороны или на английский язык.

Статья 17
Расходы по оказанию правовой помощи

1. Расходы по исполнению просьбы об оказании правовой помощи несет запрашиваемая Сторона, за исключением следующих
расходов, которые несет запрашивающая Сторона:

а) расходы, связанные с перевозкой лица на территорию или с территории запрашиваемой Стороны по просьбе запрашивающей Стороны, а также выплата денежного содержания или оплачиваемые расходы лицу в период пребывания на территории запрашивающей Стороны по ее просьбе в соответствии со статьями 9 или 10 настоящего Договора,

б) расходы и вознаграждения экспертов как на территории запрашиваемой Стороны, так и на территории запрашивающей Стороны.

2. В случае, если исполнение просьбы об оказании правовой помощи потребует чрезвычайных расходов, Стороны проводят консультации по дипломатическим каналам в целях определения условий оказания запрашиваемой помощи.

Статья 18

Соотношение с другими международными договорами

Положения настоящего Договора не затрагивают прав и обязательств Сторон, вытекающих из других международных договоров, участниками которых они являются.

Статья 19

Разрешение споров

Любые сомнения и разногласия, возникающие в связи с применением или толкованием настоящего Договора, подлежат урегулированию путем консультаций и переговоров между
Странами по дипломатическим каналам.

Статья 20
Внесение изменений

Настоящий Договор может быть изменен по согласию Сторон. Изменения вступают в силу в порядке, предусмотренном в статье 21 настоящего Договора.

Статья 21
Заключительные положения

1. Настоящий Договор подлежит ратификации и вступает в силу с даты получения последнего уведомления о ратификации и соблюдении других формальностей в соответствии с законодательством Сторон.

2. Настоящий Договор заключается сроком на 5 лет, автоматически продлевается на соответствующие пятилетние периоды при условии, что ни одна из Сторон не уведомит другую в письменной форме по дипломатическим каналам о своем нежелании продлевать его как минимум за 6 месяцев до истечения соответствующего периода.

3. Настоящий Договор применяется к просьбам об оказании правовой помощи по уголовным делам, направленным после его вступления в силу, даже если соответствующие действия или бездействие имели место до этой даты.

4. Каждая из Сторон может в любое время денонсировать настоящий Договор путем направления письменного уведомления другой Стороне по дипломатическим каналам. Договор прекращает
свое действие по истечении 6 месяцев после получения такого уведомления. Денонсация настоящего Договора не влияет на исполнение просьб, поданных до даты получения уведомления о денонсации, которые исполняются в полном объеме.

Совершено в г. Минске 16 октября 2010 года в двух экземплярах на русском и испанском языках, причем все тексты являются равноаутентичными.

За Республику Беларусь

[Подпись]

Виктор Голованов
Министр юстиции

За Боливарианскую Республику Венесуэла

[Подпись]

Николас Мадуро Морос
Министр иностранных дел
TRATADO
DE ASISTENCIA LEGAL MUTUA EN MATERIA PENAL
ENTRE LA REPÚBLICA DE BELARÚS Y
LA REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA

La República de Belarús y la República Bolivariana de Venezuela
denominadas en adelante “las Partes”;

ANIMADAS por los lazos de amistad que unen a ambas naciones;

ORIENTADAS por los principios de soberanía, igualdad,
reciprocidad y cooperación;

RECONOCIENDO que la lucha contra la delincuencia requiere de la
actuación conjunta de las Partes;

CONSCIENTES de que el incremento de las actividades delictivas
hace necesario el fortalecimiento de los mecanismos de cooperación
internacional en materia penal;

CON MIRAS a impulsar la cooperación efectiva entre los dos países
durante los procesos penales mediante la asistencia mutua;

ACUERDAN lo siguiente:

Artículo 1
Objeto y Ámbito de Aplicación

1. Las Partes se comprometen a brindarse la más amplia asistencia
legal mutua en materia penal, de conformidad con las disposiciones del
presente Tratado y de sus respectivos ordenamientos jurídicos internos.

2. La ejecución del presente Tratado estará exclusivamente a cargo
de las autoridades centrales y competentes de las Partes. Las Partes se
prestarán la asistencia legal mutua independientemente de la autoridad
competente que realiza la solicitud.
3. La asistencia legal mutua en materia penal comprenderá las siguientes modalidades:
   a. Entrega de documentos.
   b. Transmisión de documentos, objetos y elementos de convicción.
   c. Ubicación e identificación de personas, bienes e instrumentos del delito.
   d. Prestar asistencia con el fin de que testigos, peritos, personas bajo custodia o sometidas a penas privativas de libertad, comparezcan en el territorio de la Parte requirente, para rendir declaraciones o testimonios;
   e. Recepción de testimonios y declaraciones de personas.
   f. Medidas orientadas a la búsqueda, incautación, decomiso, confiscación y transferencia de bienes que sean instrumento o producto del delito.
   g. Registro de lugares y bienes, y decomiso de éstos, según sea el caso;
   h. Cualquier otra forma de asistencia legal mutua, con arreglo al presente Tratado y a los respectivos ordenamientos jurídicos internos de las Partes.

4. El presente Tratado no se aplicará:
   a. A la detención preventiva de personas con miras a su extradición.
   b. A las solicitudes de extradición.
   c. Al traslado de personas para que cumplan condena.
   d. A la remisión de expedientes penales.

Artículo 2
Definiciones

Para los fines del presente Tratado, y salvo que el contexto amerite lo contrario, se utilizarán las siguientes definiciones:
1. Materia Penal: Refiere a los procedimientos desarrollados por las autoridades competentes, relacionados con la comisión de hechos que constituyan delitos en las respectivas legislaciones penales de las Partes.

2. Producto del delito: son todos aquellos bienes derivados o obtenidos, directa o indirectamente, de la comisión de un delito o su valor.

3. Instrumento del delito: son todos aquellos bienes destinados o utilizados en la comisión de un delito.

4. Autoridad Competente: se refiere al tribunal o al órgano encargado de la persecución penal en los respectivos territorios de las Partes.

Artículo 3

Autoridades centrales

1. Las Autoridades Centrales serán las encargadas de presentar y recibir directamente o por la vía diplomática las solicitudes de asistencia legal mutua en materia penal, de conformidad con este Tratado, así como de transmitirlas a sus respectivas autoridades competentes.

2. Para los fines del presente Tratado, las autoridades centrales son:
   Por la Republica de Belarús, la Fiscalía General, el Tribunal Supremo, y el Ministerio de Asuntos Interiores;
   Por la Republica Bolivariana de Venezuela, el Ministerio Público.

3. Las Partes se notificarán oportunamente, por la vía diplomática, todo cambio relacionado con sus Autoridades Centrales.

Artículo 4

Contenido de las solicitudes

1. A los fines de este Tratado, toda solicitud de asistencia legal mutua en materia penal deberá presentarse por escrito e incluir las siguientes
indicaciones:

a) Identificación de la autoridad competente de la Parte requerida a la cual se dirige la solicitud;

b) Identificación de la autoridad competente de la Parte requirente que libra la solicitud;

c) una breve reseña de la causa que motiva la solicitud de asistencia legal mutua en materia penal, incluyendo las circunstancias de la comisión del delito, información sobre la dimensión de los daños derivados de éste, si fuere el caso, y las disposiciones legales aplicables al mismo;

d) La descripción de las medidas de asistencia solicitadas y de los motivos por los cuales se solicitan;

e) Descripción de las formalidades o procedimientos especiales necesarios para ejecutar la solicitud de la Parte requirente;

f) El límite de tiempo dentro del cual se requiere el cumplimiento de la solicitud;

2. Toda solicitud de asistencia legal mutua en materia penal, estará debidamente firmada y sellada por la autoridad competente de la Parte requirente.

3. En la medida de lo posible, las solicitudes de asistencia también incluirán:

a. Datos sobre la identidad, nacionalidad y posible ubicación de las personas objeto del procedimiento penal, de los testigos o peritos mencionados en la solicitud, relacionados con el proceso;

b. Datos sobre la identidad de las personas señaladas en el numeral 2 del artículo 5 del presente Tratado.

c. Cuando se trata de solicitudes de búsqueda, registro, e incautación de bienes, una declaración que fundamente la convicción sobre la existencia de evidencias en el territorio de la Parte requerida;

d. Si la solicitud se refiere a la declaración de testigos o peritos, el
texto aproximado del interrogatorio a formular a esas personas;
e. De ser necesario, la obligación de confidencialidad;
f. Cuando se trate de solicitudes de incautación, confiscación o
decomiso de los bienes producto o instrumento de delito, la información
disponible acerca de tales bienes, incluyendo su relación con el delito y su
posible ubicación.
g. En el caso de solicitudes de transmisión de elementos de
convicción, la identificación de las personas en cuya custodia estarán los
mismos, la ubicación donde se encuentren, así como cualquier examen al
que serán sometidos.
h. Cualquier otra información adicional que pueda ser de utilidad para
facilitar la ejecución de la solicitud de asistencia legal mutua en materia
penal por la Parte requerida.

4. Toda solicitud de asistencia legal deberá incluir el acto
correspondiente emanado de la autoridad competente.

5. La Parte requerida podrá solicitar información adicional si
considera que la misma es necesaria para el trámite de la solicitud;

6. En casos de urgencia, las solicitudes de asistencia legal mutua en
materia penal podrán ser anticipadas por fax, correo electrónico u otro
medio equivalente, pero la documentación original deberá ser remitida
inmediatamente o dentro de un plazo no mayor de treinta (30) días
siguientes, de acuerdo a lo establecido en el párrafo 1 del artículo 3 del
presente Tratado.

Artículo 5
Ejecución de las solicitudes

1. La solicitud de asistencia legal mutua en materia penal se ejecutará
de conformidad con la legislación de la Parte requerida. La asistencia
también podrá prestarse según los procedimientos descritos en la solicitud, siempre que no sean incompatibles con el ordenamiento jurídico interno de la Parte requerida.

2. La Parte requerida podrá autorizar la presencia de funcionarios de la Parte requirente, de las partes interesadas o sus representantes, mencionados en la solicitud de asistencia, durante la ejecución de las actuaciones, de conformidad con su ordenamiento jurídico interno.

3. La autoridad competente de la Parte requerida informará a la autoridad competente de la Parte requirente sobre cualquier circunstancia que pudiera retrasar significativamente u obstaculizar la ejecución de la solicitud de asistencia mutua en materia penal, así como la duración probable de la prórroga.

Artículo 6
Denegación o diferimiento de la asistencia

1. La Parte Requerida podrá denegar total o parcialmente la asistencia mutua en los siguientes casos:

a) Si la ejecución de la solicitud puede afectar la soberanía, la seguridad, el Orden Público u otros intereses fundamentales o si contraviene el ordenamiento jurídico interno de la Parte requerida.

b) Si la solicitud se refiere a un delito respecto al cual se ha dictado sentencia definitivamente firme, si se ha desestimado o ha concluido el procedimiento penal en el territorio de la Parte requerida;

c) Cuando hayan motivos fundados para creer que la solicitud de asistencia se ha formulado con miras a procesar a una persona por razón de su raza, sexo, religión, Nacionalidad, origen étnico u opiniones políticas o que su situación puede resultar perjudicada por estas razones o cualquier otra forma de discriminación o violación de los derechos humanos;
d) Cuando la solicitud se refiera a delitos políticos o conexos con éstos;

e) Cuando el acto este tipificado como delito en la legislación militar pero no en la legislación penal ordinaria.

2. La Parte requerida tendrá la facultad de denegar la asistencia prevista en este Tratado si la solicitud se refiere a hechos u omisiones que no constituirían delito en su legislación penal.

3. Antes de denegar la ejecución de solicitud, la Parte requerida considerará si puede brindarse la asistencia bajo las condiciones que estime necesarias. Si la Parte requirente acepta tales condiciones, la solicitud deberá ejecutarse bajo las mencionadas circunstancias.

4. Si se considera que el cumplimiento de la solicitud de asistencia puede obstaculizar el curso de un procedimiento penal en el territorio de la Parte requerida, su ejecución podrá ser diferida;

5. En caso de denegarse total o parcialmente una solicitud de asistencia o de posponerse su ejecución, la Parte requerida informará oportunamente esta decisión a la Parte requirente, por intermedio de su Autoridad Central y por escrito, indicando las razones que la fundamentan.

Artículo 7.

Entrega de documentos

1. A los efectos del presente artículo, el término documentos incluye las citaciones, notificaciones o cualquier otro acto relativo a la asistencia legal mutua en materia penal.

2. La Parte requerida tomará las medidas necesarias, de conformidad con su ordenamiento jurídico interno, para entregar los documentos que sean transmitidos por la Parte requirente.

3. Las solicitudes de asistencia para la entrega de citaciones se
transmitirán por lo menos con sesenta (60) días de antelación a la fecha fijada para la comparecencia de la persona a la cual se dirige. En casos de urgencia, la Parte requerida podrá dispensar el cumplimiento de este plazo.

4. La Autoridad Competente de la Parte requerida emitirá un comprobante en el cual se señale la fecha, hora, lugar y circunstancias de la entrega, así como los datos y de ser posible la firma de la persona a quien se entregaron los documentos. Este comprobante será remitido a la Parte requirente.

5. En caso de que la entrega no se realice, la Parte requerida deberá informar a la Parte requirente las razones por las cuales la solicitud no se pudo ejecutar.

Artículo 8.

Transmisión de documentos, objetos y elementos de convicción

1. La Parte requerida proporcionará los documentos, objetos y elementos de convicción mencionados en una solicitud de asistencia mutua en materia penal procedente de la Parte requirente, de conformidad con su ordenamiento jurídico interno.

2. Cuando la solicitud de asistencia incluya la transmisión de documentos, la autoridad competente de la Parte requerida podrá trasmitir copias certificadas de los mismos, a menos que se haya solicitado expresamente el envío de los originales.

3. Los originales o copias certificadas de los documentos, objetos y elementos de convicción transmitidos a la Parte requirente, de conformidad con el presente artículo, serán devueltos a la Parte requerida a la brevedad posible, a menos que esta última renuncie expresamente a este derecho.

4. Salvo disposición contraria del ordenamiento jurídico interno de la Parte requerida, los documentos, objetos y elementos de convicción podrán
redactarse o certificarse de la manera solicitada por la Parte requirente para que sean admisibles en el marco de su legislación interna.

Artículo 9

Traslado de personas a la Parte requirente a los fines de brindar testimonio o asistencia

1. Las Partes tomarán las medidas necesarias para asegurar la comparecencia de las personas mencionadas en una solicitud de asistencia legal mutua en materia penal que se encuentren en sus territorios, a los fines de prestar testimonio o asistencia en el marco de un procedimiento penal en el territorio de la otra Parte.

2. La Autoridad Competente de la Parte requerida invitará a la persona a que comparezca voluntariamente en el territorio de la Parte requirente ante su Autoridad Competente.

3. La autoridad central de la Parte requerida informará inmediatamente a la autoridad central de la Parte requirente sobre la respuesta por escrito de la persona mencionada.

4. La Parte requirente costeará todos los gastos relacionados con la asistencia suministrada de acuerdo a las disposiciones del presente artículo, así como los gastos de manutención. Cualquier persona que acepte comparecer podrá solicitar que la Parte requirente le envíe un anticipo de dinero para cubrir los gastos mencionados. Dicho anticipo podrá tramitarse por conducto de la Embajada o el Consulado de la Parte requirente.

5. En caso de ser necesario, las Partes tomarán las medidas previstas en sus respectivos ordenamientos jurídicos internos para la protección de las víctimas, testigos y demás participantes en el proceso penal, durante la ejecución de una solicitud de asistencia de conformidad con el presente Tratado.
Artículo 10

Traslado provisional de personas bajo custodia o sometidas a pena privativa de libertad

1. Una persona detenida o sometida a pena privativa de libertad en el territorio de la Parte requerida podrá ser trasladada provisionalmente, bajo custodia de la Parte requirente, para brindar testimonio o asistencia en una investigación enmarcada en el presente Tratado, siempre que medie su consentimiento y el de la autoridad central de la Parte requerida.

2. Para los fines de este artículo:

   a. La Parte requirente mantendrá bajo custodia a la persona salvo que la Parte requerida disponga lo contrario;

   b. La Parte requirente devolverá la persona a la custodia de la parte requerida en un plazo de treinta (30) días, para su entrega, o en el plazo acordado por ambas Partes.

   c. A solicitud de la Parte requirente, la Parte requerida podrá extender el periodó de transferencia temporal de la persona en cuestión.

   d. El plazo que la persona trasladada permanezca bajo custodia en la Parte requirente será computado en el cumplimiento de la condena impuesta a ella en la Parte requerida.

Artículo 11

Tránsito de personas en custodia

1. La Parte requerida podrá autorizar el tránsito por su territorio de una persona en custodia cuya comparecencia ha sido solicitada por la Parte requirente a un tercer Estado o viceversa, a fin de prestar asistencia legal en materia penal. La solicitud de tránsito presentada deberá contener los datos de identidad de la persona mencionada, así como cualquier otro dato
relevante.

2. La Parte requerida mantendrá a la persona en custodia durante el tránsito.

Artículo 12
Garantías

1. La persona que se encuentre en el territorio de la Parte requirente en virtud de una solicitud de asistencia formulada con arreglo a los artículos 9 y 10 del presente Tratado:

a) No será objeto de detención, procesamiento, condena o de ningún tipo de restricción a su libertad en la Parte requirente, por acciones, omisiones o sentencias condenatorias anteriores a su salida del territorio de la Parte requerida.

b) No prestara testimonio ni colaborara en procedimientos distintos a los mencionados en la solicitud, salvo que medie su consentimiento.

2. La garantía prevista en el numeral 1 del presente artículo dejara de ser aplicable cuando la persona tenga libertad para abandonar el territorio de la Parte requirente y no haya procedido a hacerlo una vez transcurrido un plazo de treinta (30) días contados a partir del momento en que se le haya notificado oficialmente que su presencia ya no es necesaria, salvo que no haya podido hacerlo por motivos ajenos a su voluntad, o cuando regrese voluntariamente al territorio de la Parte requirente después de haberlo abandonado.

3. La persona que no dé su consentimiento para comparecer en el territorio de la Parte requirente no será objeto de ningún tipo de sanción o medidas forzosas.
Artículo 13

Bienes productos o instrumentos de delito

1. La Parte requerida, previa solicitud de la Parte requirente, tratará de determinar si existen bienes productos o instrumentos de delito y si estos se encuentran en su territorio, y deberá notificar los resultados de la investigación a la Parte requirente.

2. Podrán formularse solicitudes de asistencia para la incautación, decomiso, confiscación o cualquier otra medida prevista en el presente Tratado respecto a los bienes producto e instrumentos de delito.

3. La asistencia prevista en el numeral 2 del presente artículo se prestará de conformidad con la legislación de la Parte requerida, por cualquier medio que se juzgue apropiado, lo cual puede incluir el cumplimiento de una orden emitida por la autoridad competente en la Parte requirente, o la presentación de la solicitud ante una autoridad competente para la emisión de una orden de incautación, decomiso o confiscación en el territorio de la Parte requerida.

4. Si hay algún reclamo o acción de los terceros de buena fe respecto a los bienes producto o instrumento de delitos contemplados en las disposiciones del párrafo 2 de este artículo, las Partes se informarán mutuamente, y a la brevedad posible, incluyendo el resultado de los mismos.

5. La Parte que tenga la custodia de los bienes producto e instrumento de delito dispondrá de ellos de conformidad con su ordenamiento jurídico interno. Cualquiera de las Partes podrá transferir a la otra Parte, total o parcialmente, los bienes o el producto de su venta si es el caso, en la medida que sus leyes así lo permitan y bajo los términos que se juzguen apropiados.
Artículo 14
Confidencialidad y restricciones al uso de la información

1. La Parte requerida, de conformidad con sus leyes y dentro de los límites establecidos en la solicitud de asistencia mutua en materia penal, deberá mantener la confidencialidad de la solicitud, sus contenidos, soportes, así como de cualquier acción tomada con relación a la solicitud. Si la ejecución de la solicitud es imposible en el contexto de las mencionadas condiciones, la Parte requerida deberá informar a la Parte requirente, la cual decidirá si se ejecutará la solicitud bajos los términos propuestos.

2. A petición de la Parte requerida, la Parte requirente mantendrá bajo reserva la información y las pruebas suministradas, o sus fuentes, o podrá utilizarlas bajo las condiciones señaladas por la Parte requerida.

3. Las autoridades competentes de la Parte requirente no utilizarán la información o las pruebas obtenidas en virtud del cumplimiento de la solicitud de asistencia legal, para finalidades distintas a las indicadas en la solicitud, sin el debido consentimiento por escrito de la Parte requerida.

Artículo 15
Exención de Legalización

Los documentos o pruebas transmitidos en virtud del presente Tratado no requerirán de ningún tipo de legalización, salvo los especificados en el numeral 4 del artículo 8 del presente Tratado.
Artículo 16
Idioma

Las solicitudes de asistencia, así como los soportes y otras comunicaciones emitidas en virtud del presente Tratado, deberán estar acompañadas de una traducción oficial al idioma de la Parte requerida o al inglés.

Artículo 17
Gastos

1. La Parte requerida se encargará de los gastos ordinarios de ejecución de la solicitud, mientras que la Parte requirente sufragará los siguientes gastos:

   a) aquellos relacionados con el traslado de cualquier persona desde o hacia el territorio de la Parte requerida, así como los gastos de manutención, y los mencionados en los artículos 9 y 10 del presente Tratado.

   b) los gastos y honorarios de los peritos, sea en la Parte requerida o en la Parte requirente.

2. Si la ejecución de una solicitud de asistencia requiere gastos extraordinarios, las Partes determinarán, mediante consultas y por la vía diplomática las condiciones bajo las cuales la asistencia será prestada.

Artículo 18
Compatibilidad con otros Tratados

Las disposiciones del presente Tratado no restringirán las obligaciones y los derechos de las Partes que se deriven de otros tratados
internacionales.

**Artículo 19**

**Solución de Dudas o Controversias**

Cualquier duda o controversia que surja de la interpretación o aplicación del presente Tratado, será resuelta mediante consultas o negociaciones entre las Partes, por la vía diplomática.

**Artículo 20**

**Enmiendas**

El presente Tratado podrá ser enmendado de común acuerdo entre las Partes. Las enmiendas entrarán en vigor de conformidad con lo establecido en el Artículo 21.

**Artículo 21**

**Disposiciones finales**

1. El presente Tratado estará sujeto a ratificación y entrará en vigor a partir de la fecha de la recepción de la última comunicación mediante la cual las Partes se comuniquen el cumplimiento de la ratificación y demás formalidades contempladas en el ordenamiento jurídico interno de las Partes.

2. El presente Tratado tendrá una duración de cinco (5) años, prorrogable automáticamente por períodos iguales, a menos que una de las Partes notifique, por escrito y por la vía diplomática, a la otra Parte, su intención de no prorrogarlo, por lo menos con seis (6) meses de anticipación al vencimiento del periodo de vigencia correspondiente.
3. El presente Tratado se aplicará a las solicitudes que se formulen después de su entrada en vigor, aun cuando las acciones u omisiones correspondientes hubiesen tenido lugar antes de esa fecha.

4. Cualquiera de las Partes podrá denunciar en cualquier momento este Tratado, manifestándolo por escrito mediante la vía diplomática a la otra Parte. La denuncia se hará efectiva a los seis (6) meses de recibida dicha notificación. La denuncia del presente Tratado no afectará las solicitudes realizadas antes de la fecha de recepción de su notificación, las cuales continuarán en ejecución hasta su conclusión.

Suscrito en Minsk, el 16 de Octubre 2010, en dos (2) ejemplares originales, en idiomas ruso y castellano, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por la República de Belarús

[Victor Golovanov]
Ministro de la Justicia

Por la República Bolivariana de Venezuela

[Oprima firma]
Ministro del Poder Popular para Relaciones Exteriores

[Oprima firma]
TREATY ON MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN THE REPUBLIC OF BELARUS AND THE BOLIVARIAN REPUBLIC OF VENEZUELA

The Republic of Belarus and the Bolivarian Republic of Venezuela, hereafter referred to as “the Parties”,
Motivated by the ties of friendship linking both nations,
Guided by the principles of sovereignty, equality, reciprocity and cooperation,
Recognizing that the fight against crime calls for joint action by the Parties,
Aware that the increase in criminal activities makes it necessary to strengthen the mechanisms of international cooperation in criminal matters,
With a view to promoting effective cooperation between the two countries through mutual assistance during criminal proceedings,
Have agreed as follows:

Article 1. Purpose and scope

1. The Parties undertake to provide the broadest possible mutual legal assistance in criminal matters in accordance with the provisions of this Treaty and of their respective domestic judicial systems.
2. Implementation of this Treaty shall exclusively be the responsibility of the central and competent authorities of the Parties. The Parties shall provide mutual legal assistance regardless of the competent authority transmitting the request.
3. Mutual legal assistance in criminal matters shall take the following forms:
   (a) Service of documents;
   (b) Transmission of documents, objects and evidence;
   (c) Location and identification of persons, goods and criminal instruments;
   (d) Assistance in order for witnesses, experts, detainees or sentenced prisoners to appear in the territory of the requesting Party, to make statements or provide testimony;
   (e) Collection of personal testimonies and statements;
   (f) Measures aimed at seeking, seizing, confiscating and transferring property instrumental to or resulting from an offence;
   (g) Registration of sites and property, and seizure thereof, depending on the case;
   (h) Any other form of mutual legal assistance, in accordance with this Treaty and the respective domestic judicial systems of the Parties.
4. This Treaty shall not apply to:
   (a) Remand in custody of persons with a view to their extradition;
   (b) Extradition requests;
Article 2. Definitions

For the purposes of this Treaty, the following definitions shall apply unless the context requires otherwise:

1. “Criminal matters” means the proceedings initiated by the competent authorities, in relation to the commission of acts that constitute offences under the respective criminal legislations of the Parties;

2. “Proceeds of crime” means any property derived or resulting, directly or indirectly, from the commission of an offence, or the value of such property;

3. “Criminal instrument” means any property intended or used for the commission of an offence;

4. “Competent authority” means the court or body responsible for criminal prosecution in the respective territories of the Parties.

Article 3. Central Authorities

1. Central Authorities shall be the bodies responsible for presenting and receiving, directly or through the diplomatic channel, requests for mutual legal assistance in criminal matters, in accordance with this Treaty, as well as for transmitting them to their respective competent authorities.

2. For the purposes of this Treaty, Central Authorities shall be:
   - In the case of the Republic of Belarus, the Office of the Procurator-General, the Supreme Court and the Ministry for Internal Affairs;
   - In the case of the Bolivarian Republic of Venezuela, the Public Prosecution Service.

3. The Parties shall be duly notified, through the diplomatic channel, of any change related to their Central Authorities.

Article 4. Content of requests

1. For the purposes of this Treaty, all requests for mutual legal assistance in criminal matters shall be transmitted in writing and include the following information:
   - The name of the competent authority of the requested Party, to which the request is addressed;
   - The name of the competent authority of the requesting Party, which issues the request;
   - A brief description of the grounds for the request, for mutual legal assistance in criminal matters, including the circumstances of the commission of the offence, information on the extent of the damage caused by it, if appropriate, and the legal provisions applicable to it;
   - The description of the measures of assistance requested and the grounds for the request;
(e) The description of any special formalities or procedures necessary for acting on the request;

(f) The time frame within which the request is to be fulfilled.

2. All requests for mutual legal assistance in criminal matters shall be duly signed and stamped by the competent authority of the requesting Party.

3. To the extent possible, requests for assistance shall also include:

(a) Information on the identity, nationality and possible location of the persons concerned by the criminal proceedings, and of the witnesses or experts referred to in the request, related to the proceedings;

(b) Information on the identity of the persons referred to in article 5, paragraph 2, of this Treaty;

(c) Where a request involves tracking, inspecting and seizing property, a statement corroborating the existence of evidence in the territory of the requested Party;

(d) Where statements by witnesses or experts are requested, an approximate list of the questions to be put to these persons;

(e) Where necessary, the obligation to maintain confidentiality;

(f) Where requests involve seizing or confiscating property instrumental to or resulting from an offence, the information available regarding such property, including its connection to the offence and its possible location;

(g) Where the transmission of evidence is requested, the name and location of the persons possessing it, and any questions they may be submitted to;

(h) Any further information that may be useful to facilitate the requested Party’s compliance with the request for mutual legal assistance in criminal matters.

4. Any request for legal assistance shall include the relevant act issued by the competent authority.

5. The requested Party may ask for any additional information that it deems necessary for processing the request.

6. In cases of emergency, an advance copy of requests for mutual legal assistance in criminal matters may be forwarded by fax, electronic mail or other similar means, provided that the original documents are dispatched immediately or within a time frame not exceeding thirty (30) days, in accordance with the provisions of article 3, paragraph 1, of this Treaty.

Article 5. Execution of the requests

1. Requests for mutual legal assistance in criminal matters shall be executed in accordance with the legislation of the requested Party. Such assistance may also be provided according to procedures described in the request, provided that they are compatible with the domestic legal system of the requested Party.

2. The requested Party may authorize public officials of the requesting Party, the interested parties or their representatives, mentioned in the request for assistance, to be present during the execution of the proceedings, in accordance with its domestic legal system.
3. The competent authority of the requested Party shall inform the competent authority of the requesting Party of any circumstance that may significantly delay or prevent the execution of the request for mutual assistance in criminal matters, and of the likely duration of the extension.

**Article 6. Refusal or postponement of assistance**

1. The requested Party may refuse to provide, in whole or in part, mutual assistance where:
   
   (a) The execution of the request may affect the sovereignty, security, public order or other fundamental interests or contravenes the requested Party’s domestic legal system;

   (b) The request refers to an offence for which a final criminal conviction has been handed down, or if the criminal case concerned has been dismissed or concluded in the territory of the requested Party;

   (c) There are valid grounds for considering that the request for assistance has been formulated in order to bring action against a person because of his or her race, gender, religion, nationality, ethnic origin or political views or that his or her situation may be adversely affected on such grounds or through any other form of discrimination or violation of human rights;

   (d) The request refers to political or related offences;

   (e) The act concerned is defined as a crime under military legislation but not under ordinary criminal legislation.

2. The requested Party may refuse to provide assistance under this Treaty if the request refers to acts or omissions which do not constitute an offence under the criminal legislation of that Party.

3. Before refusing to execute a request, the requested Party shall consider whether assistance may be provided under the conditions it deems necessary. If the requesting Party accepts these conditions, the request shall be executed in accordance with the aforementioned terms.

4. If it is considered that the fulfillment of a request for assistance may obstruct the course of a criminal proceeding in the territory of the requested Party, such execution may be postponed.

5. If it refuses to comply, in whole or in part, with a request for assistance or if it postpones its execution, the requested Party shall, through its Central Authority and in writing, duly notify the requesting Party of this decision, and the reasons for the refusal, to the requesting Party.

**Article 7. Service of documents**

1. For the purposes of this article, the term “documents” includes writs of summons, notifications or any other act related to mutual legal assistance in criminal matters.

2. The requested Party shall take the necessary measures, in accordance with its domestic judicial system, to serve the documents which are transmitted by the requesting Party.

3. Requests for assistance in serving writs of summons shall be transmitted at least sixty (60) days prior to the date specified for the appearance of the person to whom it is addressed. In emergency cases, the requested Party may waive compliance with the deadline.

4. The competent authority of the requested Party shall issue a certificate indicating the date, time, place and details relating to the service of documents, as well as the data concerning the per-
son to whom the documents were served and, if possible, the person's signature. This certificate shall be forwarded to the requesting Party.

5. In the event that the service of documents does not take place, the requested Party shall have to inform the requesting Party of the grounds on which it has not been possible to execute the request.

Article 8. Transmission of documents, objects and evidence

1. The documents, objects and evidence specified in a request for mutual assistance concerning criminal matters transmitted by the requesting Party shall be provided by the requested Party, in accordance with its domestic legal system.

2. Where the request for assistance includes the transmission of documents, the competent authority of the requested Party may transmit certified copies thereof, unless transmission of the originals has been specifically requested.

3. The originals or certified copies of documents, objects and evidence transmitted to the requesting Party, in accordance with this article, shall be returned to the requested Party as soon as possible, unless the latter specifically renounces that right.

4. Unless the domestic legal system of the requested Party otherwise provides, the documents, objects and evidence may be drawn up or certified in the manner requested by the requesting Party in order to be admissible under its domestic legislation.

Article 9. Transfer of persons to the requesting Party to provide testimony or assistance

1. The Parties shall take the necessary measures to ensure that the persons specified in a request for mutual legal assistance in criminal matters who are present in their territories appear in order to provide testimony or assistance within the framework of a criminal proceeding in the territory of the other Party.

2. The competent authority of the requested Party shall invite the person to appear voluntarily in the territory of the requesting Party before its competent authority.

3. The Central Authority of the requested Party shall immediately inform the Central Authority of the requesting Party as to the reply provided in writing by the aforementioned person.

4. The requesting Party shall defray all costs related to the assistance provided in accordance with the provisions of this article and any maintenance costs. Any person who accepts to appear may request that the requesting Party transfer to him or her an advance payment to cover the aforementioned costs. Such advance payment may be transacted through the Embassy or the Consulate of the requesting Party.

5. If necessary, the Parties shall take the measures stipulated in their respective domestic legal systems for the protection of victims, witnesses and other participants in the criminal proceeding, during the execution of a request for assistance under this Treaty.
Article 10. Temporary transfer of persons in custody or sentenced to imprisonment

1. A person detained or sentenced to imprisonment in the territory of the requested Party may be transferred temporarily, in the custody of the requesting Party, in order to provide testimony or assistance in an investigation in line with this Treaty, subject to that person’s consent and the consent of the Central Authority of the requested Party.

2. For the purposes of this article:
   (a) The requesting Party shall hold the aforementioned person in custody unless the requested Party stipulates otherwise;
   (b) The requesting Party shall return the aforementioned person to the custody of the requested Party, surrendering him or her within thirty (30) days, or a period agreed upon by both Parties;
   (c) At the request of the requesting Party, the requested Party may extend the timeframe of the temporary transfer of the said person;
   (d) The time period which the transferred person has served in the custody of the requesting Party shall be taken into account to determine the remaining balance of the sentence which the person has yet to serve in the requested Party.

Article 11. Transit of persons in custody

1. The requested Party may authorize transit through its territory of a person in custody whose appearance has been requested by the requesting Party from a third State or vice versa, for the purpose of providing legal assistance in criminal matters. The request for transit shall contain the information relating to the person’s identity and any other relevant data.

2. The requested Party shall hold the person in custody during transit.

Article 12. Safeguards

1. A person who is in the territory of the requesting Party by virtue of a request for assistance presented in accordance with articles 9 and 10 of this Treaty may not:
   (a) Be subject to arrest, legal action, sentencing or any form of restriction on his or her liberty in the requesting Party, for any acts, omissions or convictions prior to his or her exit from the territory of the requested Party;
   (b) Without his or her consent, provide testimony or collaborate in separate proceedings not specified in the request.

2. The safeguard stipulated in paragraph 1 of this article shall cease to apply where the aforementioned person is free to leave the territory of the requesting Party and has not done so within thirty (30) days from the time of his or her official notification that his or her presence is no longer necessary, unless he or she has been unable to depart for reasons beyond his or her control; or where he or she voluntarily returns to the territory of the requesting Party after leaving it.

3. A person not consenting to appear in the territory of the requesting Party shall not be subject to any type of sanction or compulsory measures.
Article 13. Property instrumental to or resulting from an offence

1. At the request of the requesting Party, the requested Party shall endeavour to determine whether any property instrumental to or resulting from an offence exists and whether such property is in its territory, and shall notify the results of the investigation to the requesting Party.

2. Assistance requests may be presented for seizure or confiscation or any other measure provided for in this Treaty with respect to property instrumental to or resulting from an offence.

3. The assistance specified in paragraph 2 of this article shall be provided in accordance with the legislation of the requested Party, by any means deemed appropriate, including enforcement of an order issued by the competent authority of the requesting Party, or upon presentation of the request before an authority competent to issue a seizure or confiscation order in the territory of the requested Party.

4. The Parties shall inform each other, as soon as possible, of any bona fide claim or action by third parties, including the outcome of such claim or action, regarding property instrumental to or resulting from an offence and referred to in paragraph 2 of this article.

5. A Party having custody of property instrumental to or resulting from an offence shall use such property in accordance with its domestic legal system. Either Party may transfer such property or any proceeds from its sale to the other Party, to the extent that the laws of the first Party permit such a transfer and under terms deemed appropriate.

Article 14. Confidentiality and restrictions on the use of information

1. The requested Party, in accordance with its laws and within the limits established in the request for mutual assistance in criminal matters, must ensure that the request, its contents and supporting documents and any related action taken shall remain confidential. If execution of the request under those conditions is impossible, the requested Party shall inform accordingly the requesting Party, which shall decide whether the request shall be executed on the terms proposed.

2. At the request of the requested Party, the requesting Party shall keep the information and evidence provided and their sources confidential, or may use them under conditions specified by the requested Party.

3. The competent authorities of the requesting Party may not use information or evidence obtained pursuant to a legal assistance request to ends other than those specified in the request without the written consent, duly provided, of the requested Party.

Article 15. Exemption from authentication

Save for the authentication stipulated in article 8, paragraph 4, no authentication of any type shall be required for documents or evidence transmitted pursuant to this Treaty.

Article 16. Language

Requests for assistance as well as supporting documents and other communications transmitted pursuant to this Treaty shall be accompanied by an official translation into the language of the requested Party or into English.
Article 17. Costs

1. The requested Party shall bear the ordinary costs of execution of the request, while the requesting Party shall bear the following:
   (a) The costs related to the transfer of any person from or to the territory of the requested Party, as well as those pertaining to maintenance, and those referred to in articles 9 and 10 of this Treaty;
   (b) The costs and fees of experts, whether in the requested Party or the requesting Party.
2. If execution of a request for assistance involves extraordinary costs, the Parties shall determine, through consultations and via the diplomatic channel, the terms on which assistance may be provided.

Article 18. Compatibility with other treaties

The provisions of this Treaty shall not restrict any of the Parties' obligations or rights under other international treaties.

Article 19. Resolution of disputes

Any uncertainty or dispute arising in connection with the interpretation or implementation of this Treaty shall be resolved by means of consultations or negotiations between the Parties, through the diplomatic channel.

Article 20. Amendments

This Treaty may be amended by common consent of the Parties. Any amendments shall enter into force in accordance with the provisions of article 21.


1. This Treaty shall be subject to ratification and shall enter into force on the date of receipt of the last notification by which the Parties shall inform each other that the ratification and other requirements stipulated in the domestic legal system of the Parties have been fulfilled.
2. This Treaty shall remain in force for a five (5)-year period, reNouvelable automatically by equal intervals unless one of the Parties, at least six (6) months prior to the expiry of the period concerned, notifies the other Party in writing, through the diplomatic channel, of its intention not to reNouvel the Treaty.
3. This Treaty shall apply to requests presented after its entry into force, even in the case of acts or omissions which took place before that date.
4. Either Party may at any time terminate this Treaty, by addressing a written statement to that effect to other Party through the diplomatic channel. Termination shall take effect six (6) months after receipt of such notification. Requests presented before the date of receipt of the notification of termination shall not be affected by the termination of this Treaty.
DONE at Minsk, on 16 October 2010, in two original copies, in the Russian and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Republic of Belarus:

VICTOR GOLOVANOV
Minister of Justice

For the Bolivarian Republic of Venezuela:

NICOLÁS MADURO MOROS
Minister of the People's Power of Foreign Affairs
La República del Bélarus y la República bolivariana del Venezuela, citadas como las «Partes»,

Considerando los lazos de amistad que unen a las dos naciones,

Guiadas por los principios de soberanía, de igualdad, de reciprocidad y de cooperación,

Reconociendo que la lucha contra la criminalidad requiere una acción conjunta de las Partes,

Conscientes de que la creciente actividad delictiva requiere un fortalecimiento de los mecanismos de cooperación internacional en materia penal,

Visando a promover una cooperación efectiva entre los dos países a través de la colaboración durante los procedimientos penales,

Han acordado lo siguiente:

*Article premier. Objet et champ d'application*

1. Conformément aux dispositions del presente Traité et de leurs systèmes juridiques internes respectifs, las Partes s'engagent à s'accorder l'entraide judiciaire la plus large possible en matière pénale.

2. L'exécution del presente Traité relève exclusivement des autorités centrales et compétentes des Parties. Las Partes se prête mutuellement assistance dans le domaine judiciaire, indépendamment de l'autorité compétente que effectue la demande.

3. L'entraide judiciaire en matière pénale comprend les modalités suivantes :
   a) La fourniture de documents;  
   b) La transmission de documents, d'objets et d'éléments de preuve;  
   c) La localisation et l’identification de personnes, de biens et des instruments de l'infraction;  
   d) La fourniture d'assistance afin que des témoins, des experts, des personnes en garde à vue ou soumises à des peines privatives de liberté comparaissent sur le territoire de la Partie requérante, pour témoigner ou faire une déposition;  
   e) Le recueil de témoignages et de dépositions;  
   f) La participation à des procédures liées à la recherche, à la saisie, à la confiscation et au transfert de biens qui ont servi à commettre une infraction pénale ou qui en résultent;  
   g) L'identification de lieux et de biens et, selon le cas, la confiscation de ces derniers;  
   h) Toute autre forme d'entraide judiciaire, conformément au presente Traité et aux systèmes judiciaires internes des Parties.

4. Le presente Traité ne s'applique pas :
   a) À l'arrestation ou à la détention de toute personne à des fins d'extradition;
b) Aux demandes d'extradition;
c) Au transfèrement de personnes aux fins de purger une peine;
d) Au renvoi de dossiers pénaux.

**Article 2. Définitions**

Aux fins de l’application du présent Traité, les expressions ci-après revêtent, sauf si le contexte impose un sens différent, la signification suivante :

1. L'expression « en matière pénale » désigne les procédures menées par les autorités compétentes et liées à des faits qui constituent des infractions au regard des législations pénales respectives des Parties ;
2. L'expression « produit de l'infraction » désigne tous les biens provenant ou obtenus directement ou indirectement de la commission d'une infraction, ou la valeur de ces biens;
3. L'expression « instrument de l'infraction » désigne tous les biens utilisés, ou destinés à être utilisés, pour commettre une infraction;
4. L'expression « autorité compétente » désigne le tribunal ou l'organe chargé des poursuites pénales dans le territoire respectif des Parties.

**Article 3. Autorités centrales**

1. Conformément au présent Traité, les autorités centrales sont chargées de présenter et de recevoir, directement ou par la voie diplomatique, les demandes d'entraide judiciaires en matière pénale, ainsi que de les transmettre à leurs autorités compétentes respectives.
2. Aux fins du présent Traité, les autorités centrales sont :
   - Pour la République du Bélarus : le Bureau du Procureur général, la Cour suprême, et le Ministère de l’intérieur;
   - Pour la République bolivarienne du Venezuela : le Ministère public.
3. Les Parties se notifient en temps utile, par la voie diplomatique, toute modification concernant leurs autorités centrales.

**Article 4. Contenu des demandes**

1. Aux fins du présent Traité, toute demande d'entraide judiciaire en matière pénale doit être communiquée par écrit et comprendre les éléments suivants :
   a) Le nom de l'autorité compétente de la Partie requise, à laquelle s'adresse la demande;
   b) Le nom de l'autorité compétente de la Partie requérante, dont émane la demande;
   c) Une description succincte des faits qui la motivent, y compris les circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise, le cas échéant, les informations sur la portée des dommages causés par celle-ci, et les dispositions juridiques qui lui sont applicables;
   d) La description des mesures d'entraide sollicitées et des raisons pour lesquelles l’entraide est demandée;
e) La description des formalités ou des procédures particulières nécessaires pour exécuter la demande de la Partie requérante;

f) Le délai au cours duquel l'exécution de la demande est souhaitée.

2. L'autorité compétente de la Partie requérante doit apposer sa signature et son cachet sur toute demande d'entraide judiciaire en matière pénale.

3. Dans la mesure du possible, les demandes d'entraide comportent également :

a) Des informations sur l'identité, la nationalité et la localisation possible des personnes faisant l'objet de poursuites pénales, ainsi que sur les témoins ou les experts visés dans la demande et qui sont concernés par la procédure;

b) Des informations sur l'identité des personnes visées au paragraphe 2 de l'article 5 du présent Traité;

c) Lorsqu'il s'agit de demandes de recherche, d'inspection et de saisie de biens, une déclaration qui vient corroborer l'existence de preuves sur le territoire de la Partie requise;

d) Si la demande concerne la déposition de témoins ou d'experts, la liste approximative des questions qui seront posées auxdites personnes;

e) Si nécessaire, l'obligation de confidentialité;

f) Lorsqu'il s'agit de demandes de saisie ou de confiscation des biens qui ont servi à commettre l'infraction ou qui en résultent, les informations disponibles y afférentes, y compris leur rapport avec l'infraction et le lieu où ils pourraient se trouver;

g) Dans le cas de demandes de transmission d'éléments de preuve, le nom des personnes qui les détiennent, l'endroit où elles se trouvent, ainsi que tout examen auquel elles seront soumises;

h) Toute autre information qui devrait être portée à l'attention de la Partie requise pour faciliter l'exécution de la demande d'entraide judiciaire.

4. Toute demande d'entraide judiciaire doit inclure l'acte correspondant émanant de l'autorité compétente.

5. La Partie requise peut demander des renseignements supplémentaires qu'elle estime nécessaires pour traiter la demande.

6. En cas d'urgence, les demandes d'entraide judiciaire en matière pénale peuvent être transmises au préalable par télécopieur, courrier électronique ou tout autre moyen similaire, pourvu que les documents originaux soient immédiatement transmis, ou dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 3 du présent Traité.

Article 5. Exécution des demandes

1. Les demandes d'entraide judiciaire en matière pénale sont exécutées conformément à la législation de la Partie requise. L'entraide peut également être accordée selon les procédures décrites dans la demande, à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec le système juridique interne de la Partie requise.

2. Conformément à son système juridique interne, la Partie requise peut autoriser la présence des fonctionnaires de la Partie requérante, des parties intéressées ou de leurs représentants, dont le nom figure dans la demande d'entraide, pendant l'exécution des procédures.
3. L'autorité compétente de la Partie requise informe l'autorité compétente de la Partie requérante de toute circonstance qui pourrait sensiblement retarder ou entraver la mise en œuvre de la demande d’entraide en matière pénale, ainsi que de la durée probable de la prorogation.

**Article 6. Refus ou report de l'entraide**

1. La Partie requise peut refuser, totalement ou partiellement, l'entraide dans les cas suivants :
   a) Si l'exécution de la demande risque de porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres intérêts fondamentaux, ou si elle est contraire à son système juridique interne;
   b) Si la demande concerne une infraction pour laquelle un jugement définitif a été rendu ou si la procédure pénale a été rejetée ou conclue sur le territoire de la Partie requise;
   c) Lorsqu'il y a de bonnes raisons de penser que la demande a été formulée en vue de poursuivre une personne en raison de sa race, de son sexe, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance ethnique ou de ses opinions politiques, ou que la situation de cette personne risque d'être compromise pour l'un de ces motifs ou en raison de toute autre forme de discrimination ou de violation des droits de l'homme;
   d) Lorsque la demande se réfère à des infractions politiques ou à des infractions connexes;
   e) Lorsque l'acte est qualifié d'infraction par le droit militaire mais non par le droit pénal ordinaire.

2. La Partie requise peut refuser l'assistance prévue au titre du présent Traité si la demande concerne des actes ou des omissions que sa législation pénale n'érite pas en infraction.

3. Avant de rejeter toute demande d'entraide, la Partie requise examine la possibilité de fournir l'entraide sous réserve des conditions qu'elle estime nécessaires. Si la Partie requérante accepte ces conditions, la demande sera exécutée selon les modalités susmentionnées.

4. L'entraide judiciaire peut être reportée si son exécution risque d'interférer avec le déroulement d'une procédure pénale dans le territoire de la Partie requise.

5. Par l'intermédiaire de son autorité centrale, la Partie requise informe, en temps voulu et par écrit, la Partie requérante de son éventuelle décision de ne pas accorder tout ou partie de la demande d'entraide, ou de reporter l'exécution de la demande, en précisant les raisons de ce refus.

**Article 7. Remise de documents**

1. Aux fins du présent article, le terme « documents » désigne les citations, les notifications ou tous autres actes relatifs à l'entraide judiciaire en matière pénale.

2. Conformément à son système juridique interne, la Partie requise prend les mesures nécessaires pour remettre les documents qui lui ont été transmis par la Partie requérante.

3. Les demandes d’assistance concernant les notifications de citations à comparaître sont transmises à la personne concernée au moins soixante (60) jours avant la date fixée pour sa comparution. En cas d'urgence, la Partie requise peut renoncer à cette condition de délai.

4. L'autorité compétente de la Partie requise délivre un récépissé où figurent la date, l'heure, le lieu et les détails de la remise des documents, ainsi que les données concernant la personne à qui
les documents ont été remis et, si possible, sa signature. Ce récépissé doit être transmis à la Partie requérante.

5. Dans le cas où la remise n'est pas assurée, la Partie requise doit faire part à la Partie requérante des raisons pour lesquelles la demande n'a pu être exécutée.

Article 8. Remise de documents, d'objets et d'éléments de preuve

1. Conformément à son système juridique interne, la Partie requise fournit les documents, objets et éléments de preuve mentionnés dans une demande d'entraide en matière pénale émanant de la Partie requérante.

2. Lorsque la demande d'entraide implique la remise de documents, l'autorité compétente de la Partie requise a la possibilité de les adresser sous forme de copie certifiée conforme, sauf si la Partie requérante demande expressément les originaux.

3. Les documents originaux, ou leur copie certifiée conforme, ainsi que les objets et les éléments de preuve qui ont été transmis à la Partie requérante, conformément au présent article, doivent être renvoyés le plus rapidement possible à la Partie requise, à moins que cette dernière n'y renonce.

4. Sauf disposition contraire du système juridique interne de la Partie requise, les documents, objets et éléments de preuve peuvent être rédigés ou certifiés tel que l'exige la Partie requérante afin qu'ils soient recevables dans le cadre de sa législation interne.

Article 9. Transfèrement de personnes sur le territoire de la Partie requérante à des fins de témoignage ou d’assistance

1. Les Parties prennent les mesures nécessaires pour assurer la comparution des personnes visées dans une demande d'entraide judiciaire en matière pénale qui se trouvent sur leur territoire, en vue de témoigner ou de prêter une assistance dans le cadre d'une procédure pénale sur le territoire de l'autre Partie.

2. L'autorité compétente de la Partie requise invite la personne concernée à comparaître de son plein gré sur le territoire de l'autorité compétente de la Partie requérante.

3. L'autorité centrale de la Partie requise informe immédiatement l'autorité centrale de la Partie requérante de la réponse écrite de la personne susvisée.

4. La Partie requérante prend en charge les frais liés à l'entraide accordée conformément aux dispositions du présent article, ainsi que les frais de subsistance. Toute personne qui accepte de comparaître peut demander à la Partie requérante de lui verser, par l'intermédiaire de l'Ambassade ou du Consulat de ladite Partie, un acompte pour couvrir les dépenses susmentionnées.

5. En cas de besoin, les Parties prennent les mesures prévues par leurs systèmes juridiques internes respectifs pour protéger les victimes, les témoins et les autres participants de la procédure pénale, pendant l'exécution d'une demande d'entraide conforme au présent Traité.
Article 10. Transfèrement temporaire de détenus ou de personnes condamnées à l'emprisonnement

1. Une personne qui se trouve en détention ou qui a été condamnée à l'emprisonnement sur le territoire de la Partie requise peut être temporairement transférée sous la garde de la Partie requérante pour témoigner ou pour prêter son concours dans une enquête s'inscrivant dans le présent Traité, à condition que ladite personne et l'autorité centrale de la Partie requise y consentent.

2. Aux fins du présent article :
   a) La Partie requérante maintient la personne en détention, à moins que le Partie requise n'en dispose autrement;
   b) La Partie requérante renvoie la personne sous la garde de la Partie requise dans un délai de trente (30) jours ou dans le délai dont les deux Parties seront convenues;
   c) À la demande de la Partie requérante, la Partie requise peut prolonger la durée du transfèrement temporaire de ladite personne;
   d) Il est tenu compte de la période que la personne transférée a passée en détention dans l'État requérant aux fins du décompte de la peine à purger dans la Partie requise.

Article 11. Transit de détenus

1. La Partie requise peut autoriser le transit à travers son territoire d'une personne détenue dont la comparution a été demandée par la Partie requérante à un État tiers ou inversement, afin de fournir une assistance juridique en matière pénale. La demande de transit doit inclure les données relatives à l'identité de la personne visée, ainsi que toute autre information pertinente.

2. La Partie requise garde en détention la personne condamnée pendant la durée du transit.

Article 12. Garanties

1. La personne se trouvant sur le territoire de la Partie requérante en vertu d'une demande d'assistance formulée conformément aux articles 9 et 10 du présent Traité :
   a) Ne peut être poursuivie, détenue ou soumise à une quelconque restriction de sa liberté personnelle dans le territoire de la Partie requérante pour des faits, des omissions ou des condamnations antérieures à sa sortie du territoire de la Partie requise;
   b) Ne peut être forcée à témoigner ou à collaborer dans le cadre d'une procédure autre que celle pour laquelle elle a été assignée.

2. La garantie prévue au paragraphe 1 du présent article cesse de produire ses effets lorsque la personne, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle il lui a été officiellement notifié que sa présence n'était plus requise, est demeurée de son plein gré sur ce territoire, à moins qu'elle n'ait pu le quitter pour des raisons hors de son contrôle ou y est retournée volontairement après l'avoir quitté.

3. Toute personne qui ne consent pas à comparaître sur le territoire de la Partie requérante ne peut faire l'objet de sanctions ou de mesures coercitives.
Article 13. Produits et instruments d'une infraction

1. À la demande de la Partie requérante, la Partie requise s'emploie à rechercher les produits ou les instruments d'une infraction susceptibles de se trouver sur son territoire, et communique les résultats de ses recherches à la Partie requérante.

2. Les Parties peuvent formuler une demande d'assistance pour saisir ou confisquer les produits ou instruments d'une infraction, ou pour prendre toute autre mesure en la matière prévue par le présent Traité.

3. L'assistance prévue au paragraphe 2 du présent article est accordée conformément à la législation de la Partie requise, par tout moyen jugé approprié, notamment l'exécution d'un ordre émanant de l'autorité compétente dans la Partie requérante ou le dépôt de la demande auprès d'une autorité compétente pour l'émission d'un ordre de saisie ou de confiscation sur le territoire de la Partie requise.

4. Les Parties s'informent, dans les plus brefs délais, des éventuelles réclamations ou actions menées par les tiers de bonne foi, concernant les produits ou les instruments d'une infraction visées au paragraphe 2 du présent article, y compris des résultats desdites réclamations ou actions.

5. La Partie qui assume la garde des produits et instruments de l'infraction les utilise conformément à son système juridique interne. Dans la mesure où leurs lois l'autorisent et dans les conditions jugées appropriées, l'une ou l'autre des Parties peut transférer, totalement ou partiellement, les biens ou les produits qu'elle détient à l'autre Partie.

Article 14. Confidentialité et limitations dans l'utilisation des informations

1. Conformément à ses lois et dans les limites définies par la demande d'entraide en matière pénale, la Partie requise doit préserver la confidentialité de la demande, du contenu de cette dernière, de la documentation y afférente ainsi que de toute action menée au titre de la demande. Si une demande ne peut être exécutée conformément aux conditions visées, la Partie requise en informe la Partie requérante, qui décide alors si la demande doit néanmoins être exécutée selon les conditions proposées.

2. À la demande de la Partie requise, la Partie requérante s'abstient de divulguer les informations, les preuves fournies et ses sources; par ailleurs, elle ne peut les exploiter que dans les conditions spécifiées par la Partie requise.

3. Les autorités compétentes de la Partie requérante ne peuvent exploiter les informations ou les preuves obtenues en vertu de l'application de la demande d'entraide judiciaire à des fins autres que celles spécifiées dans la demande, sans le consentement écrit de la Partie requise.

Article 15. Dispense de légalisation

Les documents ou preuves fournis en vertu du présent Traité sont dispensés de toute exigence de légalisation, exception faite de ceux énumérés au paragraphe 4 de l'article 8 du présent Traité.
Article 16. Langue

Les demandes d'assistance, ainsi que les documents y afférents et autres communications émises en vertu du présent Traité, sont accompagnées d'une traduction officielle dans la langue de la Partie requise ou en langue anglaise.

Article 17. Frais

1. La Partie requise prend en charge les frais ordinaires afférents à l'exécution de la demande d'entraide, tandis que la Partie requérante supporte les frais suivants :
   a) Les frais relatifs au transfèrement de toute personne depuis ou vers le territoire de la Partie requise, ainsi que les frais de subsistance et ceux visés aux articles 9 et 10 du présent Traité;
   b) Les frais et honoraires des experts, que ce soit dans la Partie requise et dans la Partie requérante.

2. S'il apparaît que des frais extraordinaires doivent être engagés pour exécuter une demande, les Parties se consultent en vue de déterminer, par le biais de consultations et par la voie diplomatique, les conditions dans lesquelles la demande sera exécutée.

Article 18. Compatibilité avec d'autres traités

Les dispositions du présent Traité ne limitent pas les obligations ni les droits des Parties qui découlent d'autres traités internationaux.

Article 19. Règlement de différends

Tout doute ou différend émanant de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité est réglé par le biais de consultations ou de négociations entre les Parties, par la voie diplomatique.

Article 20. Modifications


Article 21. Clauses finales

1. Le présent Traité est soumis à ratification et entre en vigueur à partir de la date de réception de la dernière notification par laquelle les Parties s'informent de l'accomplissement du processus de ratification et des autres formalités prévues par leur système juridique.

2. Le présent Traité est conclu pour une période de cinq (5) ans, et est automatiquement reconduit pour des périodes d'une durée identique, sauf si l'une des Parties informe l'autre, par écrit et par la voie diplomatique, de son intention de ne pas le proroger au moins six (6) mois avant l'expiration de la période correspondante.
3. Le présent Traité s'applique à toute demande présentée après son entrée en vigueur, même lorsque les actes ou les omissions correspondants ont été commis avant cette date.

4. L'une des deux Parties peut à tout moment dénoncer le présent Traité en transmettant à l'autre une notification écrite adressée par la voie diplomatique. La dénonciation prend effet six (6) mois après réception de ladite notification sans préjudice des demandes en cours, qui seront poursuivies jusqu'à leur achèvement.

SIGNÉ à Minsk, le 16 octobre 2010, en deux exemplaires originaux, en langues russe et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour la République du Bélarus :

VICTOR GOLOVANOV
Ministre de la justice

Pour la République bolivarienne du Venezuela :

NICOLÁS MADURO MOROS
Ministre du pouvoir populaire pour les relations extérieures
UNITED NATIONS

TREATY SERIES

Volume 2795

2011

I. Nos.
49155-49179

RECUEIL DES TRAITÉS NATIONS UNIES